

150

Le Monde

7, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14024 - 4,80 F

MERCREDI 28 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION

Après sa victoire sur le Front sandiniste

M^{me} Violeta Chamorro souhaite favoriser la réconciliation au Nicaragua

Tours de force

HISTORIQUE résultat, pour un scrutin nicaraguayen qui ne l'était pas moins. En remportant, dimanche 25 février, les élections générales, M^{me} Violeta Chamorro a mis fin à près de onze ans de régime sandiniste, et a infligé à son chef, le président Daniel Ortega, une cuisante défaite. La candidate de l'opposition, qui prendra officiellement ses fonctions le 26 avril prochain, a ainsi réussi - lors d'un scrutin que tout le monde a qualifié d'exemplaire - un véritable tour de force.

Portée à la candidature par quatorze partis, très divisés et sans grand soutien populaire, celle qui fut la directrice du quotidien d'opposition *la Prensa* est parvenue à incarner une possible solution de réconciliation pour une population lassée d'une interminable guerre et de ses effets désastreux sur l'économie d'un pays de plus en plus exsangue. Hier engagé dans un processus qu'il ne pensait pas pouvoir perdre, le gouvernement du président Ortega a promis de respecter le verdict des urnes.

CETTE victoire de l'Union nationale de l'opposition (UNO) est une victoire pour l'Union, dont le long soutien aux rebelles armés de la Contra trouve aujourd'hui sa traduction nettement plus honorable. Cela d'autant plus qu'il s'agissait, pour Washington, de l'ultime possibilité de voir s'effondrer un régime hostile. Les pressions du Congrès - et son opposition à toute poursuite de l'aide à la guérilla anticomuniste - condamnent de toute manière les autorités américaines à une normalisation de leurs relations avec Managua. Dire que cette perspective sera grandement facilitée par l'arrivée au pouvoir de l'UNO est une évidence.

Ce succès vient après celui, plus coûteux, de l'opération « Juste cause », qui a entraîné la reddition du général Noriega à Panama. « L'arrière-cour » américaine, après le succès aux élections du Honduras et du Costa-Rica, de candidats favorables à Washington, ne présente plus de chausse-trapés. « Last but not least », le départ des sandinistes du pouvoir ne fera aussi qu'isoler un peu plus Fidel Castro dans un Cuba déjà en proie aux vents de liberté soufflant de l'Est.

L'ÉCHEC de la « révolution » sandiniste tout comme la chute d'autres pouvoirs hostiles aux États-Unis ne constituent cependant qu'une victoire du « non » pour des populations de plus en plus buttes à une crise économique qui les touche de plein fouet.

A négliger une telle lecture, les États-Unis devraient affronter dans cette région - s'ils n'offrent pas rapidement les moyens d'un réel développement - des désordres aussi divers que la guérilla au Salvador, le trafic de drogue dans les pays andins, ou encore les émeutes de la faim du Venezuela. Ce défi - à ne se résoudre pas par d'épisodiques tours de force.

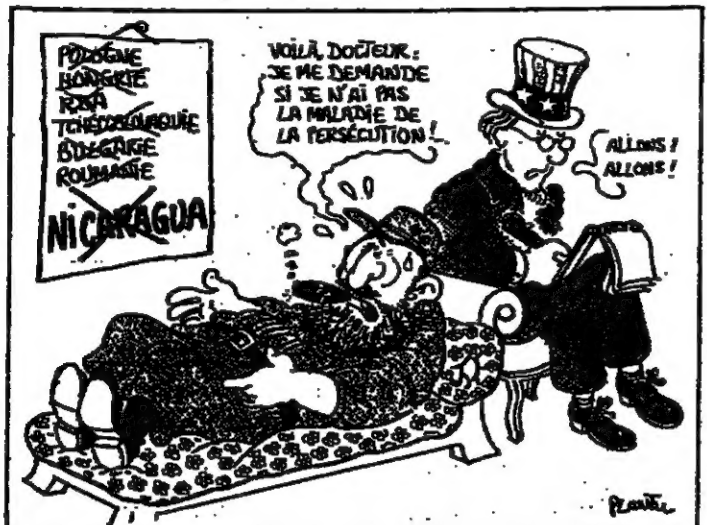
M 0147 - 228 0 - 4,50 F



3790147004500 02280

La victoire de M^{me} Violeta Chamorro, candidate de l'opposition nicaraguayenne, aux élections du 25 février a été saluée par le président Bush, qui a aussi félicité l'actuel président, M. Daniel Ortega, « pour la manière dont le scrutin a été conduit ».

A Managua, la future présidente a déclaré qu'elle entendait favoriser la réconciliation nationale.



« Les sandinistes sous le choc de la défaite », par Bertrand de la Grange. « La sanction d'un échec économique », par Jean-Claude Baher. « L'envers d'une victoire », par Denis Hanting-Guinaut. « Un nouveau et considérable succès pour le président Bush », par Jan Krausz.

pages 6 et 7

Bull déficitaire en 1989

La construction informatique subit une crise commerciale

Après trois années de bénéfices, le groupe nationalisé informatique Bull est redevenu déficitaire en 1989, avec des pertes nettes de 267 millions de francs, a annoncé mardi 27 février son président, M. Francis Lorentz.

La société française est confrontée à une crise qui affecte également tous les grands constructeurs mondiaux, notamment outre-Atlantique.

La fin d'une époque

« Quand les enfants sont jeunes, ils grandissent de dix centimètres par an. Mais cela ne dure pas toute la vie... L'informatique ne pourra pas continuer indéfiniment à progresser au rythme de 40 % à 50 % l'an. Les difficultés que rencontre depuis un an l'informatique américaine ne sont-elles que les manifestations d'une simple crise d'adolescence, comme semble le penser un homme de l'art, ou s'agit-il d'un mal plus profond, de la fin d'une époque ? »

« L'informatique est-elle en train de mourir ? », interrogeait déjà il y a un an le magazine américain *Business Week* sur sa couverture. Aujourd'hui, force est de reconnaître que cette question reste plus que jamais d'actualité : un à un, aux États-

Unis - terre d'origine des ordinateurs - les grands constructeurs annoncent qu'une perte, qui un bénéfice en chute libre, et tous des économies draconiques.

Pour stopper son hémorragie financière, on a vu ainsi ces derniers mois un grand nom de l'industrie jeter l'éponge dans un secteur où il avait acquis sa notoriété (Control Data dans les super-ordinateurs) ; un vieux fondateur sortir de l'hôpital, affronter les banques dans un pathétique effort pour sauver son groupe de la faillite (Wang) ; des têtes célèbres tomber (chez Unisys) ; des associés se brouiller (Apple) ... Que se passe-t-il ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

Lire la suite page 24 - section C

Un entretien avec le numéro un roumain

« Il faudra probablement plusieurs générations pour assainir complètement la société », nous déclare M. Ion Iliescu

Confirmé il y a deux semaines à la tête du Conseil provisoire d'union nationale, M. Ion Iliescu demeure, dans la tourmente roumaine, l'homme fort du nouveau régime. Dans un entretien exclusif accordé au « Monde », il affirme notamment que la Roumanie ne peut s'offrir « la lux de troubles » dans la période de transition actuelle.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

« Êtes-vous toujours communiste, monsieur le président ? » - Aujourd'hui, vous savez, il est bien difficile de se lancer dans

pareille définition. Disons que je suis né dans une famille de militants et que je suis resté un militant politique.

« Mais le marxisme est-il, selon vous, définitivement mort ? »

« Le marxisme a inspiré la pensée humaine du siècle dernier. Il y avait des raisons scientifiques à son apparition et il demeure donc un élément historique du développement de la pensée. En tant qu'instrument d'analyse, et si l'on cesse de le considérer comme un dogme rigide, il reste un outil. En revanche, pour ce qui est de sa pratique sociale, écono-

mique, politique, l'idéologie qui l'a inspiré, alors là, est totalement dépassée. Ce n'est plus sur cette base [idéologique] que l'on peut repenser le développement de la société moderne. La pensée contemporaine est beaucoup plus large, plus riche, plus flexible et mieux adaptée au dynamisme d'aujourd'hui. Le simple instrument marxiste, de type classique, n'est plus suffisant. Le monde moderne se caractérise par une explosion technologique et scientifique qui révolutionne tout. Difficile d'approcher cette réalité sur la base de schémas dépassés.

« La révolution fut-elle « anti-capitaliste » ou anti-communiste ? »

« Ce fut d'abord une révolte des masses contre Ceausescu et elle a pris un caractère anti-communiste. Dans les autres pays [de l'Est], le processus a commencé de l'intérieur, voire même de la direction des partis qui ont essayé de s'éloigner des pratiques stalinistes. L'URSS en est l'exemple. La génération Gorbatchev a elle-même cherché les voies de renouvellement, de réformes, d'où la perestroïka. Chez nous, c'était impossible. »

Propos recueillis par

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 4

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL FÉVRIER 1990

L'ÉCONOMIE DE LA DROGUE

UN FLÉAU MONDIAL

Ce dossier spécial retracer l'histoire millénaire de la drogue. Il analyse le danger qu'elle représente actuellement pour l'humanité et montre que la France n'est pas épargnée. Il évoque ses conséquences médicales : le sida et le tétanos.

PRODUCTION DE LA DROGUE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

Le processus des cultures illicites dans les pays sous-développés est analysé en détail, avec les cartes des zones de production. Le Monde dossiers et documents fait le point sur les retombées de la macro-économie dans ces pays : multiplication des conflits locaux, destruction de l'environnement.

CIRCUIT DE LA DROGUE

Le Monde dossiers et documents explique le cheminement de la drogue, du producteur au consommateur ; comment le bien-être de l'argent se fait à travers des intermédiaires et des places financières compliquées. Enfin, il évalue les moyens mis en œuvre pour une lutte efficace.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'Histoire s'emballe, la France attend

Devant les bouleversements à l'Est, les dirigeants politiques semblent se résigner à n'avancer qu'à l'aveuglette

Par Jean-Marie Colombani

« Tout ce qui se passe en Europe nous fait un peu tourner la tête. » Bronislaw Geremek a raison : la tête sous tourment à mesure que l'histoire s'emballe (1). Le contraste n'en est que plus cruel avec une France qui se regarde. Il y a deux siècles, Emmanuel Kant avait interrompu sa promenade quotidienne pour célébrer la prise de la Bastille. Il y a quelques semaines, le mur de Berlin est tombé, l'ordre de Yalta s'est défilé avec lui. Mais la France n'a rien interrompu d'une promenade somme toute paisible, qui est censée la conduire sans encombre, armée de la *Lettre à tous les Français* au bon port du XXI^e siècle. Face à un mouvement qui a toutes les caractéristiques d'une révolution (il est imprévisible, irrésistible, multi-

forme), la France reste pourtant désespérément frileuse, contemplative et narcissique. La frilosité nationale se mesure à l'audience du Front... national, à la contagion de ses idées globalisées malthusiennes et xénophobes (le débat sur le port du voile islamique à l'école a révélé que celle-ci pouvait atteindre, au moyen d'une vision crispée de la laïcité, des milieux réputés progressistes) ou bien encore à la théorisation, par nos parties de la droite qui pense, du « droit à l'exclusion » (2).

Les intellectuels ne sont pas dans une phase exagérément imaginative, et semblent se contenter - ce qui est un démentant fort honorable - d'une activité de commis voyageur des valeurs de 1789. Au reste, ils ne sont pas seuls : cette propension contemplative et commémorative est largement partagée. A

peine soufflée, à gauche, les bougies du Bicentenaire de la Révolution, voici que s'allument, à droite, celles du centenaire de la naissance de Charles de Gaulle. Les Français, d'ailleurs, affectionnent les retours en arrière : le nouveau, sur Antenne 2, ne se nomme-t-elle pas « Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ? » (3).

Tout est tellement neuf autour de nous, tous les responsables politiques y étaient si mal préparés, qu'ils se réfugient souvent dans le narcissisme.

Lire la suite page 10

(1) Devant le colloque « Où va l'Est ? » organisé la semaine dernière par Antenne 2, Libération et Europe 1.
(2) Lire dans le Monde du 16 février, le compte rendu des travaux du Club de l'Histoire.
(3) La nouvelle émission de Christine Ockrent diffusée le 26 février.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Arabie, 5,00 ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Italie, 1.800 L. ; Japon, 5.400 ¥ ; Liban, 2.200 L. ; Maroc, 12 fr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Québec, 12,50 \$; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (hors), 2 \$.

DÉBATS

Tiers-monde

Que faire de l'Afrique noire ?

par Victor Chesnault

L'AFRIQUE est en perdición. Du continent noir, devenu un conservatoire des maux de l'humanité, ne nous parvenant plus que des appels à la rescousse. Les experts en développement continuent de brandir avec une conviction faciale les plans et catalogues de recettes que, sans résultats, ils tiennent au goût du jour depuis trois décennies. Soyons-en tristes, mais refusons les explications simplistes du désastre. Car les termes de l'échange et la dette n'ont pas grand-chose à y voir.

L'Afrique noire n'a aucune dette. L'aide qu'elle a reçue a été si bien recyclée, privatisée, puis transférée à l'étranger par ses élites, que leurs fortunes personnelles cumulent aujourd'hui supérieures à la dette des pays concernés. Chacun le sait concernant le Zaïre. L'FMI l'a confirmé à propos du Kenya (1), pourtant l'un des mieux gérés. Parce que nous garantissons la valeur du franc CFA, la Banque de France a dû racheter en 1988 sur diverses places pour 450 milliards de CFA en billets de banque. Cet argent est, pour l'essentiel, sorti frauduleusement par pleines valises, valises diplomatiques comprises.

Il ne représente qu'une partie des gains de la corruption, car les 10 % à 100 % de pots de vin touchés à l'occasion de chaque marché public sont versés directement sur des comptes bancaires, en Europe ou ailleurs. C'est ainsi que l'ex-président burundais, Jean-Baptiste Bagaza, la langue déliée par son éviction du pouvoir, confessait en riant à *Jeune Afrique* (2) qu'il n'avait connu que cinq chefs d'État africains intègres : M.M. Kaunda, Mugabe, Museveni, Nyerere et Sankara. Le seul francophone a été assassiné...

Quant aux termes de l'échange, ils ont eux aussi bon dos. Les indépendances, en effet, ont été confisquées par des notables, sorte de colons noirs, qui se sont emparés de l'appareil de l'État colonial et l'ont fait depuis tourner à leur profit, avec une férocité qu'ignore même l'Afrique du Sud. Leur mentalité économico-est toujours celle des colons qu'ils ont copiés, une mentalité de négociants qui ne produisent rien et distribuent des biens importés, ou de planteurs assistés par la métropole sommée d'absorber l'importation de produits qu'ils n'ont pas. L'Afrique noire a ainsi tragiquement négligé l'industrialisation qui aurait dû assécher son développement. Elle est aujourd'hui pillée par des nomenklaturas qui ignorent ce qu'est le bien public, s'attardant dans nos hôtels de luxe, tandis que ceux qui quêtent au dehors pour l'Éthiopie ou le Sahel ne doivent pas attendre leur obole.

Les voyants rejettent de nos compromissions

Mais nous sommes largement responsables de ce désastre. Nous avons fait ou financé les pires caprices de nos présidents africains, par satisfaction, à courte vue, de les avoir dans notre poche. Les Français ne connaissent que les plus voyants rejettent de nos compromissions : le sacre de Bokassa, la basilique de Yamoussoukro. Nos spécialistes de l'Afrique savent pourtant être intarissables sur les scandales et détournements que nous avons tolérés. Nous avons constamment eu peur d'agir sur les vrais problèmes pour ne pas affecter des relations bilatérales délicates. Nous avons ressacé ce pathos sur le développement, imprégné du vocabulaire de la macro-économie cher au FMI et à la Banque mondiale, qui est le masque de notre hypocrisie. Le flux de l'aide d'ailleurs crée chez nous des castes administratives peuplées de nantis débauchés dont l'intérêt objectif est que les milliards continuent de couler, et qui lèchent à loisir. Le décollage économique du continent est donc toujours reporté à un prochain exercice budgétaire.

Ainsi détachée de la réalité africaine, que domine une corruption dévastatrice dont l'évocation commence à ne plus être taboue, notre aide est arrivée à un point ultime de perversion : elle a pour résultat de maintenir en place des pouvoirs loquaces et des structures parasitaires, dont la pérennité est le plus sûr obstacle au développement. Chaque franc que nous lui donnons aujourd'hui appauvrit l'Afrique, revient en France ou passe en Suisse, voire au Japon. Notre aide sert, en définitive, aux Japonais à racheter nos entreprises. Notre manie de subventionner des budgets sans dessus-dessous dispense nos dictateurs de procéder à de vraies réformes. Notre argent va en priorité là où les fautes sont les plus criardes. Il est une prime à l'échec, à la pagaille. Le système est si vicié qu'il est dépourvu de sanctions. Tout président, africain, tout ministre, tout courtisan

enrichi à la hâte, sait qu'en cas de malheur il pourra immédiatement trouver un refuge en France, tandis qu'un honnête homme d'affaires ou un étudiant attendront leur visa.

Désastre africain, désastre français. Enfant gâté de notre politique étrangère, le « pré-carré » nous a déjà coûté l'équivalent d'une loi de programmation militaire. Or, la zone franc ne nous fournit plus que 1,3 % de nos importations, ne reçoit plus que 1,9 % de nos ventes. L'Afrique noire, déjà marginalisée, ne représente que 1,5 % du commerce mondial. Ces chiffres baissent inexorablement. Économiquement parlant, si le continent noir tout entier, Afrique du Sud exceptée, disparaissait dans les flots, l'impact global du cataclysme serait à peu près nul, même pour nous, bien que les prix de quelques matières premières s'en ressentiraient. Découragés, nos sociétés désinvestissent, nos ressortissants fuient l'insécurité. En sont inverses et pour parer aux facilités les plus graves, il faut nommer des Français à la tête d'Air Afrique ou de banques dont les coffres ont été vidés.

L'une des clés de notre avenir

Dans les allées de nos gouvernements successifs, on prétend que l'Afrique noire est indispensable à notre rang international, qu'elle est la terre d'élection de l'espérance francophone et l'une des clés de notre avenir. Belle illusion. Nous en remettons à des républiques sous perfusion, sans passé, sans avenir, vénales et clochardes, est le plus sûr moyen de tout perdre. Dans le même temps, les extrêmes-orientaux auront tenté sans succès de capter RFL ou espéré nous voir lever au moins des miettes de ce que nous avons dilapidé en Afrique. Le bilan de notre tropisme africain est calamiteux. Quelle commission parlementaire d'enquête dressera l'inventaire de ces usines « projets » sans lendemain, de ces subventions englouties par des pittoresques « dépenses de souveraineté », voire du patrimoine immobilier acquis en France par les dirigeants africains ? Lequel de nos ministres aurait le courage de dire dans le détail à nos infirmes et nos pensionnés que nous avons donné l'an passé à des administrations africaines pléthoriques et inutiles ?

Nos priorités sont ailleurs, en Europe, en Asie. A l'heure où nos frères d'au-delà du rideau de fer, après avoir chassé l'infléon, ont désespérément besoin de nous, pourquoi persévérer à privilégier les affreux régimes africains ? Affirmer que l'Afrique noire n'est pas vraiment maître pour notre conception de la démocratie et qu'elle doit composer avec ses traditions, ou que les questions de l'État et des droits de l'homme s'y posent en termes différents, est une forme de racisme. Cela revient à dire que l'oppression, le vol et la misère, tout comme le coup de pied au derrière, sont bons pour les nègres. Aide extérieure à tout prix, candeurs rousses, nous sommes les derniers à nous intéresser ainsi à l'Afrique noire. Les Anglais y font leurs comptes depuis longtemps ; les Américains la négligent ou nous la laissent, hormis quelques alliés ; les Russes jettent l'éponge ; le Japon y croit si peu qu'il se dispense d'y étendre son réseau d'ambassades et recourt même à des tiers pour s'acheminer à nos aides, tout en confortant ses positions commerciales. La seule puissance qui ait des velléités de nous y disposer la prééminence reste le monde arabo-islamique.

Alors, que faire de l'Afrique noire ? Une vaste jachère géopolitique prise de se débrouiller sans nous ? Pourquoi ne pas utiliser ailleurs, en effet, les fonds que nous lui consacrons en vain ? Mais ce serait abandonner sa frange septentrionale aux pays arabes, en conflit ouvert ou larvé tout au long de leurs frontières terrestres, Turquie exceptée. Le cadeau serait empoisonné mais peut-être à courte vue lui aussi, quand on voit quelle nouvelle carte des rapports internationaux s'ébauche le long d'une ligne qui va de Nouakchott à Tachkent.

Continuons donc d'apporter à l'Afrique, comme nous le faisons au Tchad, les moyens d'assurer sa sécurité. Quant à notre aide à son développement, la méthode sommaire pour qu'elle se réduise d'elle-même serait de lier enfin son octroi à des conditions de bon sens : refus de traiter avec

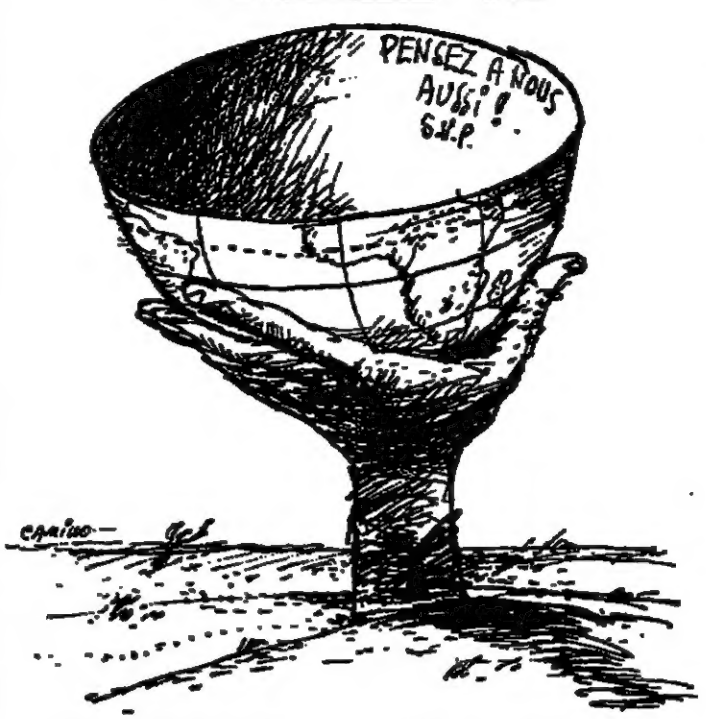
des responsables notoirement corrompus, de pratiquer une coopération de substitution ou de renforcement, de tolérer les dépenses somptuaires ou extravagantes de l'État ; démantèlement des structures qui ont pour fonction réelle de pressurer la paysannerie ; exigence de moralisation de la vie publique ; obligation de faire rentrer les impôts et taxes dus par les nationaux quels qu'ils soient ; respect des droits de l'homme ; démocratisation du pouvoir.

Privés des moyens de chantage et des solutions alternatives que

leur offrait la compétition est-ouest, les dirigeants africains seront sans doute assez avisés pour entendre raison. A défaut, notre aide se contractera sous l'effet de leurs propres réticences et ne sera maintenue que là où elle en vaudra la peine. L'Afrique noire a eu sa chance pendant trente ans. Ne mettons pas à la lui donner l'obstination qu'elle a mise à ne point la saisir.

Victor Chesnault est le pseudonyme d'un expert des questions africaines, tenu à l'obligation de réserve.

TRAIT LIBRE



AU COURRIER DU Monde

Judaïsme et racisme

C'est avec tristesse et indignation que j'ai pris connaissance des propos de M. Benny Cohen, président du consistoire de Paris, publiés dans le *Monde* du 23 février.

Comment le responsable d'une institution religieuse peut-il « regretter que les demandes de conversion (au judaïsme) n'aient été plus nombreuses pendant la « guerre » ? M. Cohen estime-t-il que l'on ne saurait valablement devenir juif que pour partager un destin tragique, et non pour mener une existence paisible au sein d'un pays de liberté ?

Comment M. Cohen peut-il prétendre imposer aux personnes qui voudraient se convertir en vue d'un mariage « le fardeau des 613 commandements » que l'immense majorité des juifs ne respectent pas ? Comment peut-il méconnaître qu'adopter une attitude intolérante à l'égard des candidats à la conversion revient inéluctablement à condamner le judaïsme de la diaspora à disparaître dans quelques dizaines d'années ou à se limiter à un noyau de fanatiques dont l'intolérance est la première des règles de vie ?

Faut-il rappeler au président du consistoire que la lecture de la Bible nous apprend que Moïse et Joseph épousèrent des femmes non juives et que Ruth — dont le roi David était le descendant direct — « épousa » Booz dans des conditions qui n'étaient assurément pas très « orthodoxes » ?

Il y a une quinzaine d'années, l'assemblée générale des Nations Unies avait voté une résolution, qui stipulait que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ». Les démocrates de tous les pays libres s'étaient alors élevés contre ce texte scandaleux.

En lisant l'interview du président du consistoire, il est permis de se demander, avec angoisse si le judaïsme, — qui a toujours proclamé l'unité de Dieu — et donc la vocation universelle de son message, — n'est pas en train de devenir une race.

DANIEL AMSON
Juif pratiquant

Les vedettes de Cherbourg et l'ACP

Au sujet de l'affaire des vedettes de Cherbourg, qui a fait l'objet de plusieurs mises au point dans vos colonnes, je crois intéressant de préciser qu'en qualité de secrétaire de rédaction de l'ACP j'ai reçu, le 24 décembre 1989, de notre correspondant local, journaliste de la *Presse de la Manche*, cette information que j'ai pris la responsabilité de diffuser à nos abonnés, sans rien obtenir (bien entendu) de source gouvernementale.

C'est donc l'Agence centrale de presse qui, en cette nuit de Noël, a donné en exclusivité, comme l'ont reconnu plusieurs organes

de presse de l'époque, cette nouvelle qui fit grand bruit. Occasion pour moi de rappeler comme il serait souhaitable, pour la qualité et l'objectivité de l'information, d'assurer présentement la suite de cette agence, qui en dépit de moyens modestes, a été, depuis 1953, une des plus dynamiques entreprises de presse françaises.

FÉLIX WERTHEIMER
ancien secrétaire général de la rédaction de l'ACP

Les Français face à l'Allemagne

Permettez-moi d'exprimer ma stupéfaction de voir l'esprit français, sous la plume de M. M. Kolm et François-Poncet (*Le Monde* du 21 février), envoyer à propos de l'unité allemande, il y a, dans les deux prises de position, du vrai et du faux, mais, en tout état de cause, tant de passion et si peu d'objectivité qu'il est difficile d'admettre ces messieurs sur le terrain de la réalité. Or la réalité, la voici : l'unité allemande s'est faite en 1989 sous la pression du peuple allemand, et les voisins de l'Allemagne, et les voisins européens de l'Allemagne l'acceptent car il n'y a dans cette aspiration légitime aucun sentiment de supériorité ou de pangermanisme. Par contre, que la France soit émotionnellement en retard par rapport à cette évolution, c'est certain, et les prises de position de M. M. Kolm et François-Poncet l'expliquent. Pourquoi ce retard ? Tout simplement parce qu'une très grande partie de la France connaît très mal l'Allemagne. Il y a quelques germanistes qui savent évaluer l'Allemagne à sa juste valeur, et puis il y a, malheureusement, beaucoup de personnes qui comprennent leurs manques de connaissances par des références historiques lointaines ou par la fantaisie, en tout cas par la passion gratuite.

BOEHM
Meudon

Pour l'auteur de l'article La « teneur » et le pari de Pascal » (*Le Monde* du 21 février), l'Allemagne est toujours plus ou moins l'empire du Mal. Il faut à tout prix éviter une unification étatique de deux États allemands.

J'apporterais ici seulement deux éléments de réponse. 1. Tous ces jeunes Allemands de l'Est qui pleurent de joie à Berlin dans la nuit du 8 au

son, alors ministre de l'agriculture, auraient servi de leçon. Il n'en est rien.

M. Lalonde vient en quelques minutes de se mettre à dos toute l'agriculture française, alors que ce problème, sans conteste extrêmement grave, ne peut pas se résoudre sans elle.

Pourquoi ne pas essayer d'analyser le problème des productions céréalières d'une façon plus globale et de remarquer ainsi l'incohérence du système, où d'un côté la Communauté européenne nous incite à produire moins en subventionnant le prix des terres et la mise en friche d'une partie de l'Europe, et de l'autre côté une agriculture malade de la chute des prix qui est obligée, si elle veut survivre, d'augmenter son rendement à l'hectare en utilisant des doses d'engrais azotés croissantes et toute une agrotechnique pour laquelle nous nous taxons dans quelques temps pour cause de pollution.

On est donc passé le bon sens paysan ?

Pourquoi ne pas essayer de combiner les deux problèmes et ainsi amener progressivement les céréaliers à produire moins sur l'ensemble des surfaces agricoles de la CEE en réduisant les doses d'azote et de cette façon préserver notre patrimoine rural auquel, quoiqu'en pense M. Lalonde, nous sommes très attachés.

Cette idée est peut-être moins spectaculaire, moins médiatique que les propos du secrétaire d'État, mais je crois que le rôle d'un homme de pouvoir n'est pas de donner un coup de pied dans la fourmilière mais de faire preuve d'imagination.

MARC WINOCCOUR est agriculteur.

Réponse à Brice Lalonde

Je reprends le chemin des champs...

par Marc Winoocour

Le printemps commence à pointer, la nature à peine engourdie par un court hiver, manifeste les premiers signes de reprise : mésanges, bourgeons, papillons jaunes. Le paysan que je suis est mis en éveil par tous ces petits signes qui m'avertissent que la végétation se remet en marche et que par conséquent je vais devoir reprendre le chemin des champs que j'avais quitté depuis deux mois.

Une de nos premières interventions, à cette époque de l'année, est l'épandage, sur les cultures ensemencées en automne, des engrais azotés. Et orac ! C'est la même époque qu'il choisit, lui aussi, pour intervenir ! Lui, c'est bien sûr notre secrétaire d'État à l'environnement, M. Brice Lalonde, qui nous accuse haut et fort du crime de pollution.

Bravo ! A mort ! Les réactions sont multiples, chacun étant sûr de son bon droit. Nous sommes habitués à cette cacophonie. Elle fait partie de notre environnement... politique.

Alors que dois-je faire, rentrer mes tracteurs au garage, et détruire ce poison azoté, qui en se lessivant dans le sol augmente dramatiquement le taux de nitrates de nos nappes phréatiques, ou sortir mon tracteur du garage et aller déverser à la porte du ministère de M. Lalonde une remorque de fumier ?

Je crois que dans cette affaire notre secrétaire d'État a publié qu'il était secrétaire d'État. Il s'est retrouvé, un court instant, dans le peau du militant Vert, face à un public averti. En effet, attaquer de la sorte la profession agricole est une erreur psychologique lamentable. On aurait pu croire que les fautes passées de Madame Cres-

9 novembre dernier, ou en franchissant la frontière internationale, me semble-t-il, ne comprendraient pas un tel langage, ni qu'on les traite de « teuto-manes ».

2. Non, il importe absolument que dominent en France, à l'avenir, les voix de ceux qui cessent de voir en l'Allemagne l'ennemi numéro un et une Allemagne marquée à jamais par son passé nazi.

Si la France adopte une attitude négative ou réticente à propos de la réunification de l'Allemagne et de la construction simultanée d'une Europe fédérale, elle manquera à sa vocation, alors que le véritable après-guerre commence demain.

MARC LENGREAU
germaniste
Toulouse.

La disparition du « Bulletin critique »

C'est plus qu'une « surprise », l'annonce dans le *Monde* du 23 février 1990 de la disparition du *Bulletin critique du livre français*, bel instrument qui faisait honneur aux institutions et à pensée française qu'il était chargé de répandre, de diffuser.

En 1975, Jean Ussers nous avait conseillé d'y envoyer les volumes du CIEREC. Ils y ont été non seulement reçus, mais lus réellement, et cela n'a pas peu contribué à notre diffusion. L'explication, dans le *Monde*, mes remerciements à tous ceux qui nous ont ainsi aidés. Universitaires, et provinciaux de surcroît, nous n'avons que très peu de chances avec les journaux, magazines, revues, relais audio-visuels qui font et défont Paris. Le *Bulletin critique* prenait en charge nos travaux qui ne sont ni voyants ni immédiatement périssables. Nous sommes pas à le dire, les économies de bouts de chandelle ne vont pas dans le sens de la propagation de la lumière. On ne voit pas la cohérence. On ne peut que le déplorer. Le *Bulletin*, c'était aussi le *Liberation*, et à ce titre un lieu de fierté légitime. Et une « économie » de diffusion n'est-elle pas, fut-elle « minime », une atteinte aussi au commerce extérieur ?

LOUIS ROUX
Directeur du Centre
interdisciplinaire d'études et de
recherche sur l'expression
contemporaine (Saint-Étienne).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouta

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-08-81 ; Telex 650672 F MONDPAF

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-50-30-00

Télécopieur : (1) 49-50-30-10 ; Telex 281311 F MONDSIR

مكتبة العالم

ÉTRANGER

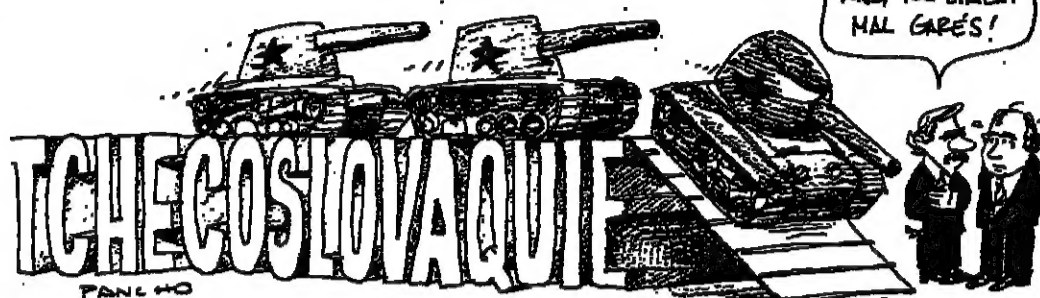
URSS

La visite de M. Havel ouvre une nouvelle ère dans les relations entre Prague et Moscou

Alors que le Soviet suprême d'URSS entamait mardi 27 février la discussion d'un projet de loi sur l'instauration du régime présidentiel, le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel poursuivait sa visite à Moscou. Lundi, il s'est longuement entretenu avec M. Mikhaïl Gorbatchev, au moment où les premières unités du contingent soviétique quittaient la Tchécoslovaquie.

« Gorbatchev et moi sommes tombés d'accord que le meilleur moyen de traiter les pages sombres de notre passé est de regarder vers l'avenir », a déclaré le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, lors de sa première journée d'une visite moscovite qui consacre une nouvelle ère dans les relations soviéto-tchécoslovaques.

Le même jour en effet, alors que M.M. Gorbatchev et Havel signaient une déclaration commune stipulant que « les relations entre les deux pays seraient fondées sur l'égalité et le respect de la souveraineté de chacun », un convoi de trente et un wagons s'ébranlait dans la petite gare tchèque de Frenstat avec à son bord les premiers des 73 500 soldats soviétiques à rapatrier.



Aux termes de l'accord signé à Moscou par le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, et son collègue soviétique Edouard Chevardnadze, la totalité du contingent soviétique stationné en Tchécoslovaquie depuis l'écrasement du « printemps de Prague » en août 1968 devra avoir quitté le territoire le 30 juin 1991. Selon M. Havel, M. Gorbatchev s'est même engagé à faire son possible pour que le retrait soit terminé avant cette date. Le chef de l'Etat tchécoslovaque a même offert, pour accélérer le mouvement, d'offrir le voyage de retour et des maisons préfabriquées pour reloger les soldats soviétiques chez

eux... Un chemin considérable a donc été parcouru en quelques semaines dans les relations soviéto-tchécoslovaques, permettant à M. Havel de parler désormais au passé de cette « blessure la plus profonde de notre société, l'occupation soviétique de 1968 », qu'il a évoquée au cours d'une conférence de presse lundi à Moscou.

Au moment de leur arrivée au pouvoir, en décembre dernier, les nouveaux dirigeants de Prague ignoraient jusqu'au nombre des troupes soviétiques stationnées chez eux. « même le ministre de la défense l'ignore », nous avouait alors un de ces dirigeants.

Trois déterminés sur la question du départ de cette « armée d'oc-

cupation », M.M. Havel et Dienstbier souhaitent un retrait total d'ici la fin de cette année, mais le président tchécoslovaque se montre sensible aux arguments de M. Gorbatchev qui lui fit valoir les difficultés pratiques qu'un tel délai impliquait. M. Gorbatchev, a précisé M. Havel, a notamment fait état de « raisons politiques internes ». Moscou proposait un retrait d'ici la fin 1991, et un compromis fut finalement trouvé sur la date du 30 juin.

De son côté, le gouvernement hongrois doit signer le 10 mars prochain avec l'URSS un accord sur le retrait des 52 000 soldats soviétiques stationnés en Hongrie.

S. K.

M. Giscard d'Estaing : la France doit être garant de l'unification allemande

M. Valéry Giscard d'Estaing a été reçu, lundi 26 février pendant une heure et demie par M. François Mitterrand au palais de l'Élysée. Au terme de cet entretien, l'ancien président de la République a fait diffuser le communiqué suivant : « Je suis venu demander au président de la République que la France remplisse son rôle de garante européenne de l'unification allemande ».

« L'unification allemande est en cours. Elle va s'accélérer le mois prochain, après les élections en Allemagne de l'Est. Nous la comprenons et nous l'approuvons, parce qu'elle répond au vœu quasi-unanime de nos partenaires et qu'elle rétablit une situation normale. L'unification allemande est d'abord l'affaire des Allemands. Mais elle nous concerne aussi, puisque l'Allemagne fait partie de la Communauté européenne. Ce

fait entraîne des conséquences :

— La Communauté européenne doit avoir des frontières précises, et internationalement reconnues.

— Les décisions importantes en matière économique et monétaire doivent être concertées en commun.

— Si nous voulons que l'union progresse, nos politiques de défense doivent être convergentes.

« C'est le rôle de la France de le rappeler. Nous ne serons pas les seuls à le faire. Mais l'intimité franco-allemande nous donne une responsabilité et une influence particulières. J'ai demandé au président de la République de veiller au parallélisme entre l'unification allemande et le progrès de l'union de l'Europe ».

A sa sortie de l'Élysée, M. Giscard d'Estaing a déclaré que le chef de l'Etat « partage les mêmes préoccupations » que lui sur ce sujet.

M. Genscher opposé à M^{me} Thatcher sur l'entrée de la RDA dans la CEE

La RDA pourra devenir automatiquement membre de la Communauté économique européenne (CEE) sans qu'une modification du traité européen soit nécessaire, a souligné lundi 27 février M. Hans-Dietrich Genscher, dans un communiqué publié par le ministère ouest-allemand des affaires étrangères.

M. Genscher s'est ainsi opposé au premier ministre britannique Margaret Thatcher, qui avait estimé dimanche, dans une interview au Sunday Times, qu'une

admission automatique de la RDA à la Communauté européenne reviendrait à accepter un Etat qui « depuis les années 1930 a été soit communiste, soit nazi ».

M. Genscher s'est félicité de sa convergence de vues, sur cette question, avec le président de la Commission européenne. « Seule cette position de [M. Delors] est compatible avec le traité de la CEE et la dignité des Allemands de RDA », a-t-il dit. — (AFP.)

BULGARIE

Nouvelle manifestation de l'opposition à Sofia

Quelque quinze mille sympathisants de l'opposition se sont réunis lundi soir 26 février pour une veillée silencieuse, bougies allumées, à côté du siège du Parti communiste dans le centre de Sofia.

Les manifestants scandaient « démocratie », « liberté », « nous serons là tous les jours ». Organisée par l'Union des forces démocratiques (UFD), qui regroupe les principaux mouvements d'opposition, cette manifestation fait partie d'une

semaine de protestation contre la politique du Parti communiste au pouvoir. Dimanche, une première manifestation avait rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Cependant, le conseil municipal de Sofia a demandé à l'opposition d'annuler les veillées prévues pour les prochains jours, a annoncé lundi la télévision, affirmant que les lieux étaient déjà réservés pour d'autres rassemblements. — (AFP.)

YUGOSLAVIE : les conséquences de la crise du Kosovo

La Slovanie prend des mesures de rétorsion contre le boycottage de ses produits par la Serbie

La crise du Kosovo n'a fait qu'amplifier la discordance politique entre Serbes et Slovanes. Depuis trois mois, la Serbie, à l'initiative de l'Alliance socialiste (organisation de masse de la Ligue des communistes), boycotte les marchandises slo-

voises. En conséquence, la Slovanie ne versera plus à la fédération serbe au Kosovo, il sera difficile de convaincre les consommateurs serbes d'acheter slovanes.

A la fin de la semaine dernière, le gouvernement slovan estimait que la Serbie n'avait rien cédé et décidait de défendre les intérêts économiques de sa république et de prendre immédiatement des mesures. En conséquence, la Slovanie ne versera plus à la fédération serbe au Kosovo par le biais du fonds fédéral pour les régions les moins développées. Le Kosovo, qui est la région la plus pauvre de la Yougoslavie, touche plus de 1 million de dollars par jour pour son développement, et la Slovanie, qui est la république la plus prospère du pays, en verse une grande partie.

Le président du gouvernement slovan, M. Dusan Finlogi, expliquait dernièrement que le boycottage des produits slovanes faisait partie des « armes utilisées par la Serbie contre la réforme économique et politique en Yougoslavie » et qu'il s'agissait d'un ultimatum lancé à la Slovanie pour qu'elle accepte la politique de répression qui est menée au Kosovo. Ljubljana a décidé que l'argent qui ne sera pas versé au budget fédéral servira à indemniser les entreprises qui ont le plus souffert du boycottage.

Ces mesures slovanes ont été jugées « inégales » par M. Cernovic, président du Fonds fédéral pour les régions yougoslaves les moins développées. Il a demandé au premier ministre, M. Ante Markovic, d'intervenir dans les plus brefs délais. — (Inédit.)

En visite en Pologne

M. Moshe Arens a rendu hommage aux victimes de l'Holocauste

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, au premier jour de sa visite officielle en Pologne, a rendu hommage, lundi 26 février, à la mémoire des victimes de l'Holocauste.

Peu après son arrivée à Varsovie, M. Arens s'est rendu à l'ex-camp de concentration nazi de Majdanek, à la proche périphérie de Lublin (sud-est), où les nazis ont exterminé près d'un demi-million de juifs. Il s'est recueilli devant les fours crématoires ainsi que devant l'immense terre, formée de terre et d'os humains réduits en poussière, qui surplombe le camp et est visible à des kilomètres à la ronde.

Auparavant, M. Arens avait déposé une gerbe au pied du monument des Héros du ghetto de Varsovie qui commémore l'insurrection du 19 avril 1943. Le ghetto comptait 500 000 juifs en novembre 1940. 100 000 d'entre eux sont morts de faim et d'épuisement, 300 000 ont été envoyés vers les camps de la mort. Une poignée seulement de ceux qui restaient et qui se sont insurgés ont survécu.

Le ministre israélien s'est ensuite recueilli sur la place des Déportations, au centre de l'ancien ghetto, d'où partaient les convois vers les camps d'extermination comme Treblinka, où ont péri 750 000 juifs. Il a ensuite visité le cimetière juif de Varsovie.

Les pourparlers en vue du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays devaient débuter mardi. Le quotidien gouvernemental Rzeczpospolita a écrit mardi, sous le titre « La Pologne présente ses excuses à Israël » : « Le gouvernement reconnaît aujourd'hui que la rupture des relations avec Israël était une erreur grave. » Varsovie envisage, selon le journal, le retour des 30 000 juifs contraints à émigrer après une purge antisémite en 1968 et de les rétablir dans leur citoyenneté. — (AFP, Reuters.)

GRANDE-BRETAGNE : révélations d'un transfuge du KGB

Les Britanniques pourchassaient des espions fantômes

Les Britanniques ont consacré beaucoup de temps et d'énergie au cours des années 70 à pourchasser des agents soviétiques fantômes prétendant infiltrés au plus haut niveau de l'Etat et des services secrets. Telle est la principale révélation qu'apporte le passionnant entretien diffusé lundi 26 février par la première chaîne de télévision de la BBC, avec M. Oleg Gordievski, ancien chef de l'antenne du KGB à Londres, passé à l'Ouest en juillet 1985.

LONDRES

de notre correspondant

« Il n'y avait pas de taupes au MI 5 », M. Gordievski, le plus haut gradé du KGB jamais « retourné » par les Britanniques, est catégorique. En raison de ses fonctions, il aurait été au courant si le MI 5, équivalent britannique de la DST, avait été infiltré, surtout si la « taupe » avait été au sommet.

L'ancien transfuge balaye donc d'un revers de main l'affirmation d'un ex-agent britannique, M. Peter Wright, connue dans le livre à succès *Spycatcher* (« Chasseur d'espions »), selon laquelle Sir Roger Hollis, patron du MI 5 de 1956 à 1965, était un agent soviétique.

Sir Roger, selon lui, été interrogé pour rien pendant de longues heures peu avant sa mort en octobre 1973. L'exercice s'est révélé vain, mais parfaitement démolissant pour le service lui-même. Le spectre des « grands traîtres » — Philby, Burgess et MacLean — recrutés à Cambridge dans les années 30, n'est décidément toujours pas exorcisé...

M. Gordievski qualifie également de pures affabulations les

accusations portées par les milieux d'extrême droite britanniques et certains anciens officiers de renseignement selon lesquels M. Harold Wilson, premier ministre de 1964 à 1970 et de 1974 à 1976, était lui aussi un agent soviétique.

L'ancien transfuge explique que la société britannique contemporaine s'est révélée particulièrement difficile à infiltrer, en dépit de quelques succès, notamment au Parlement. Il prend un air désolé pour refuser d'en dire plus. Des éléments de « désinformation » concoctés à Moscou ont-ils fait leur chemin jusqu'aux Communions, le saint des saints de la démocratie britannique ? Il le suggère, mais ne cite aucun nom.

« Conseiller » de M^{me} Thatcher et de Ronald Reagan...

M. Gordievski est né dans une famille pour laquelle entrer au KGB allait de soi. Son père et son frère ont appartenu aux « organes », comme on dit là-bas. Lui-même trouvait le métier d'espion excitant et romantique. L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 lui fait rejeter le communisme. En poste à Copenhague sous une couverture diplomatique, il fait part de ses doutes à sa femme. La communication téléphonique est interceptée par les services danois, qui transmettent l'information aux Britanniques. Ces derniers prennent leur temps, observent leur « client », puis entrent en contact avec lui. Et pendant plus d'une décennie, M. Gordievski va travailler pour eux.

Décembre 1984 est incontestablement le sommet de sa carrière. Il est le chef du KGB à l'ambassade soviétique à Londres lorsque M. Gorbatchev, alors numéro deux derrière

Constantin Tchernenko, visite l'Angleterre. M^{me} Thatcher, conquise, déclare que M. Gorbatchev est un homme avec lequel on peut « parler affaires ». M. Gordievski l'a préalablement informée sur la personnalité, les intérêts et même les manies de l'intéressé. Il lui a dit qu'il était énergique, capable, et passionnément intéressé par les institutions occidentales.

M. Gordievski se frotte donc d'avoir favorisé cette rencontre historique, qui marque le début de la popularité de M. Gorbatchev à l'Ouest, et d'avoir « aidé » plus tard M. Reagan à comprendre le nouveau numéro un soviétique. Le fait que le responsable du KGB à Londres travaillait aussi pour M^{me} Thatcher était certainement, en 1984, un atout pour celle-ci. M. Gordievski raconte que M. Gorbatchev était à l'époque l'enfant chéri du KGB. « Les meilleures analyses », explique-t-il, « les plus détaillées et les plus profondes étaient pour lui ».

Les choses se gâtent peu après pour M. Gordievski : il a démasqué un agent britannique qui cherchait, apparemment par vanité blessée, à offrir ses services aux Soviétiques. Le vieux Philby, toujours actif à Moscou, soupçonne M. Gordievski. Ce dernier est rappelé, interrogé mais pas arrêté sur-le-champ et il parvient, avec l'aide des Britanniques qu'il a réussi à joindre, à quitter le pays par la frontière finlandaise avec de faux papiers.

Barbiche blonde, fument la pipe, l'ancien transfuge fait désormais presque figure de sujet britannique comme un autre. Il a changé d'identité et s'est mis au jardinage.

DOMINIQUE DHOMBRES

EN BREF

■ RDA : la justice revient sur son accusation contre M. Honecker. Le parquet général de RDA a annoncé qu'il avait abandonné l'accusation de détournement de fonds portée contre l'ancien numéro un Erich Honecker (le Monde du 27 février), dans un communiqué publié lundi 26 février par l'agence ADN. Il s'est avéré, selon le parquet, que le compte sur lequel était versée la somme attribuée à la RDA par la RFA, pour acheter la libération de prisonniers politiques, était accessible non pas à M. Honecker, mais uniquement au responsable du commerce avec l'étranger au sein du comité central, M. Schalk-Gotkowski.

■ POLOGNE : report des élections locales. — Les élections municipales anticipées, prévues pour la seconde quinzaine d'avril, n'auront pas lieu avant le 20 mai prochain, compte tenu des dispositions de la loi électorale encore en préparation, a annoncé le lundi 26 février, M. Jerzy Regulski, ministre polonais chargé de la réforme de l'administration locale. — (AFP.)

■ URSS : reconstitution du parti social-démocrate de Géorgie. — Le parti social-démocrate a été reconstitué en Géorgie, où il participera le 25 mars aux élections parlementaires de la république, a

indiqué lundi 26 février l'agence TASS. Créé en 1893, ce parti avait été dissout en 1921 et avait tenu ses troisième et quatrième congrès dans la clandestinité, en 1925 et 1930. Son secrétaire général est M. Gouran Moutchidze. — (AFP.)

■ Reprise des négociations inter-chypriotes à POU. — Chypriotes grecs et Chypriotes turcs ont décidé de poursuivre mardi 27 février leurs pourparlers commencés la veille par un déjeuner de travail avec le secrétaire général des Nations Unies. Aucune information n'a filtré de ces discussions, MM. Javier Perez de

Cuellar, George Vassiliou, président de Chypre, et Rauf Denkash, chef de la communauté chypriote turque, étant convenus de ne faire aucune déclaration publique avant la fin de leurs entretiens. MM. Vassiliou et Denkash ne s'étaient pas rencontrés à New York depuis juin 1989, en raison de leurs divergences sur plusieurs points fondamentaux : l'avenir constitutionnel de l'île, la présence des quelque 30 000 soldats turcs au nord de Chypre, les garanties internationales liées à un accord éventuel, le problème des réfugiés chypriotes grecs chassés de leurs terres après l'entrée de l'armée turque en 1974, et le sort des colonies turcs installées au nord de l'île. — (AFP.)

EUROPE

ROUMANIE

Un entretien avec M. Ion Iliescu

Suite de la première page

« Ceausescu » a été, à l'intérieur du parti comme à l'extérieur, un système de répression tellement puissant qu'il a étouffé toute tentative d'intégrer le mouvement réformateur.

« Tout a été dégradé, la vie sociale, culturelle, spirituelle, et les tensions se sont accrues jusqu'à l'inévitable explosion. C'est cela qui caractérise la révolution roumaine.

« On vous reproche pourtant de vous appuyer beaucoup trop sur les structures anciennes. Essayez-vous de sauver ce qui peut l'être du communisme roumain ?

« Cela est impossible. Mais on ne peut pas tout changer en deux mois. L'appareil de l'Etat ne pouvait être entièrement bouleversé en si peu de temps. C'est à la fois la cause et la conséquence de la vie économique nationale tout entière. Il y a aussi dans l'appareil beaucoup de gens qualifiés, des technocrates, des spécialistes, nous avons besoin d'eux. A cause de leurs qualités personnelles, pas parce qu'ils appartenaient ou non à l'ancien appareil politique. Le problème, c'est la suspicion générale, et cela c'est difficile à combattre.

« Notre société souffre à tous égards du syndrome Ceausescu. Il a créé une société dominée par la méfiance et la suspicion. Nous en sommes tous marqués. Il faudra probablement plusieurs générations pour assainir complètement la société roumaine.

« Justement, la Roumanie peut-elle se passer d'une véritable éducation ? Repartir sur les bases anciennes ?

« Toute la société devra être restructurée sur des bases nouvelles. Tout, l'économie, les relations sociales, la vie politique. Mais le processus est complexe. Il ne peut pas être réalisé d'un seul coup. Ce serait dangereux. Nous sommes dans la phase de transition, qui génère elle-même beaucoup d'instabilité sociale. Nous ne voulons pas créer les conditions du chaos et de l'anarchie.

Les sources d'instabilité

« Et la Securitate ? On vous suspecte fortement d'utiliser ses moyens pour réprimer les anciens organes de répression aient été détruits. La Securitate a pourtant été dissoute et sa principale direction aussi. La justice enquête pour établir les responsabilités concrètes de chacun. Mais la Securitate était composée de plusieurs unités. Beaucoup de ceux qui appartenaient par exemple aux forces combattantes se sont conduits loyalement et ils n'ont pas participé à la répression des masses. Ceux-là, nous les avons intégrés dans l'armée. Bien sûr, le processus d'épuration se poursuit et il vise les éléments compromis soit par leurs actions passées, soit par les fonctions qu'ils exerçaient.

« Il y avait aussi des services d'information et de contre-espionnage, comme il en existe dans tous les pays, mais qui dépendaient du ministère de l'Intérieur. Nous avons mis fin à leurs activités et leurs personnels sont désormais subordonnés à l'armée, surveillés par elle. Pour créer les nouveaux organismes

nécessaires au fonctionnement de l'Etat, nous avons engagé un processus de renouvellement humain, grâce auquel la confiance envers le nouvel Etat pourra naître.

« Que doit-on craindre le plus pour le pays ? L'anarchie ? Un coup d'Etat militaire ou un coup de force d'un autre type ?

« Tout se combine. Il y a beaucoup de sources d'instabilité. Il y a les difficultés de la vie économique, qui génèrent un mécontentement et des pressions revendicatives légitimes, mais qu'il est impossible de toutes satisfaire dans l'immédiat. Il y a aussi la compétition politique, qui accentue sans doute encore ces tensions et alimente continuellement la méfiance et la suspicion. Nous avons notamment plaidé pour le pluralisme politique, mais, bien entendu, la compétition entre les partis approfondit les divergences existantes. Et puis, il faut ajouter à cela l'absence de structures politiques : nous avons démolé les anciennes, et il n'est pas facile d'en créer de nouvelles. Les élections jetteront les bases de structures nouvelles.

« Mais je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui un risque de coup d'Etat militaire ou de dictature de quelque type que ce soit. Seuls le chaos et l'anarchie pourraient en créer les conditions.

« Certains pourraient réclamer l'armée au pouvoir.

« Oui, on réclame ma démission et celle du gouvernement. Mais personne n'a jamais crié : « Nous voulons le pouvoir ! » Si nous démissionnions tous, qui assurerait la direction de ce pays ? L'armée ? C'est trop vague. Qui dans l'armée ? Il faudrait trouver des candidats pour assumer les conditions d'une économie en pleine crise. Celui qui le fait doit savoir qu'il prend en toutes les responsabilités. Croyez-moi, si j'étais un politicien habile, comme certains le disent, je ne me serais pas lancé dans pareille aventure. Il est beaucoup plus commode en ce moment de faire de l'opposition.

« A quel titre le Front de salut national, votre formation, détient-il la moitié des sièges au CPUN (1) ?

« (Pour la première fois depuis le début de l'entretien le souriant M. Iliescu paraît sur le point de perdre son calme. Il s'empare d'un papier et griffonne rageusement...) « Et les partis, ils représentent quoi, au fond ? Pour l'instant, ils n'ont que des prétentions. Ce sont les élections qui trancheront. En attendant, le Conseil du FSN, oui, a assumé les responsabilités. Dès les premières heures, il s'est constitué en gouvernement provisoire et il a effectivement conduit le pays pendant plusieurs semaines. Ensuite seulement les partis se sont formés, et nous leur avons démontré notre ouverture, notre volonté de ne pas monopoliser le pouvoir. Nous leur avons offert de participer au processus de transition en cours, de rejoindre ceux qui croyaient déjà à l'assainissement de la situation. Vraiment ! Les représentants des partis pour l'instant parlent bien, mais, pour assumer les responsabilités, c'est autre chose. Or, nous

leur offrons cette possibilité parce que, justement, nous estimons qu'il faut traiter ensemble tous les problèmes et que le CPUN peut contribuer fortement à l'amélioration du climat politique général. Il faudrait vraiment que la confrontation se limite au programme, aux idées. Et puis ceux qui obtiendraient la confiance des citoyens assumeront les responsabilités, voilà tout.

« Mais le CPUN et le gouvernement tiendront-ils jusque-là (fin mai) ?

« Ce serait bien, car le temps presse. Nous ne pouvons vraiment pas nous offrir le luxe de troubles. En discutant avec les



P. ANCHO

partis, j'ai cru comprendre qu'ils avaient eux aussi compris qu'ils n'avaient aucun intérêt à un bouleversement en ce moment. C'est là en tout cas leur position officielle.

« La Roumanie élira-t-elle un président de la République au suffrage universel ?

« Après de longs débats et bien que le projet doive encore être approuvé par le CPUN, il semble que nous allions vers un scrutin de liste pour les députés, un système parlementaire bicaméral et l'élection directe d'un président de la République. Personnellement, j'insisterais plutôt pour une élection par les élus, mais le suffrage universel, comme en France, est probablement justifié. Pour la stabilité de ce pays, il faut en effet que le chef de l'Etat ait reçu un mandat clair des citoyens.

« Serrez-vous candidat ?

« Je ne sais pas encore. Cela dépendra de l'évolution de la situation dans les mois qui viennent.

« Le pays est-il prêt pour la démocratie ?

« Il est certain que le passage d'une dictature à la démocratie n'est pas facile. Cela dit, je crois que les gens s'adaptent beaucoup plus vite qu'on ne le pense généralement. Des élections rapides dissiperaient l'atmosphère générale de suspicion et inciteraient les citoyens à participer plus activement à la vie politique. Il y a, c'est vrai, un manque de confiance envers les partis. C'est le résultat d'un processus propre aux pays de l'Est, et il reflète aussi la faible aversion envers le système de parti unique. Vaclav Havel (le président tchèque) a exprimé cette idée récemment. Quand j'ai fait de même, on m'a accusé d'être opposé au multipartisme, mais c'est faux. Simplement, la notion de pluralisme, pour moi, est plus large, plus flexible et ne se limite pas à la seule coexistence de plusieurs partis.

« La perestroïka, pour vous, c'est quoi ?

« Un processus spécifique à l'URSS qui vise dans son essence à adapter la société soviétique aux changements du monde contemporain (...). Après un enchaînement d'erreurs et de fautes, on a compris à Moscou qu'il était impossible d'aligner l'URSS au niveau technologique mondial sans une réforme profonde de l'économie, sans une restructuration politique de la société. Quant à savoir si l'URSS sort du communisme ou si c'est lui qui s'adapte aux circonstances ? Les deux peuvent-être.

« Et le pacte de Varsovie ? Dans quel état est-il, selon vous ?

« Complicé et difficile. Ignorez comment il va évoluer, mais nous avons fait savoir qu'il ne peut plus être un pacte militaire. On doit évoluer vers une alliance politique pour les pays de la région. Soyons réalistes, l'existence de deux pactes militaires opposés en Europe ne se justifie plus. Des conditions politiques nouvelles sont apparues en faveur d'une coopération générale. La disparition de l'OTAN et du pacte soviétique contribuerait grandement à l'amélioration du climat général.

« Envisagez-vous de sortir du pacte ? Pourquoi avez-vous dissuadé récemment l'URSS de tenir la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères ?

« Nous avons fait savoir que les conditions actuelles en Roumanie n'étaient pas propices à la tenue d'une pareille conférence. Cela dit, nous n'avons jamais encore exprimé un désir de sortir du pacte. Je pense que la déclaration de M. Hore le ministre hongrois qui a, lui, évoqué récemment la sortie de son pays du pacte de Varsovie avait un caractère électoral.

« Vos relations avec Washington paraissent bien froides ?

« Oui. Nous avons pourtant manifesté notre ouverture à l'égard de tous, en Europe et ailleurs. Quand M. James Baker (le secrétaire d'Etat américain) est venu ici, nous avons eu un dialogue assez ouvert et qui me semblait positif. Le département d'Etat nous a donné toutes assurances que la situation dans ce pays et nos efforts pour l'assainir étaient suivis avec compréhension. Et puis, nous constatons effectivement une certaine froideur, une certaine méfiance à l'égard de notre volonté et de notre capacité à garantir des élections libres.

« Franchement, je ne comprends pas cette attitude, cette ingérence dans les affaires intérieures d'autrui. Je sais que la méfiance envers nous est alimentée par certains membres de partis (roumains). On peut avoir des idées et des programmes différents, mais je pense que les partis devraient toujours mettre l'intérêt national au-dessus de ces divergences. Il faudrait que chacun comprenne que notre intérêt à tous est de sortir ce pays de la crise qu'il traverse, de lui assurer un développement sain et démocratique.

Propos recueillis par PATRICE CLAUDE

(1) Le Conseil provisoire d'Union nationale (CPUN), qui a pris la suite du Conseil du Front de salut national (FSN), comprend environ 225 membres et exerce les attributions de Parlement provisoire. Tous les partis légalement constitués y siègent et votent ainsi pour ou contre les décrets provisoires qui leur sont présentés.

Un vieux routier du parti

BUCAREST

de notre envoyé spécial

L'entretien avec le numéro un roumain aurait dû avoir lieu le jeudi 22 février. Mais, ce jour-là, pas plus le chef de l'Etat que ses adjoints directs ne se rendirent dans leur bureau de l'ancien palais de la Grande Assemblée, sur la colline Métropolitaine à Bucarest. Pourquoi ?

Ce jour-là, nous expliquait-on par la suite dans son entourage, l'armée fut placée en état d'alerte maximum et le président Iliescu « emmené en lieu sûr sous protection rapprochée ». Motif ? On avait « des raisons de craindre un coup de force comprenant l'assassinat du président ». La menace, on le sait maintenant, ne s'est pas plus matérialisée le 22 février que le 12 janvier précédent, autre date fréquemment citée dans les milieux gouvernementaux pour une tentative déjouée de coup d'Etat. Effet d'une paranoïa ou réalité ? Une seule chose est sûre : le noyau directeur de l'équipe au pouvoir, comme d'ailleurs l'essentiel du monde politique roumain, vit en permanence en état de tension, dans la fièvre et la hantise d'une contre-révolution.

Au cours de l'entretien, l'un des rares accordés à la presse, le président Iliescu est apparu comme un homme chaleureux mais tendu — noué même — et maîtrisant cependant parfaitement aussi bien ses émotions que l'expression de sa pensée.

M. Iliescu, qui aura soixante ans le 3 mars prochain, est marié sans enfant. Il est le fils d'un ouvrier des chemins de fer congédié pour activité syndicale en 1931, puis envoyé dans un camp de travail jusqu'en 1944 pour militantisme communiste. Ion Iliescu définit son père, exclu du PCR la même année à la suite d'un conflit avec Gheorghe Dej (premier chef d'Etat communiste de la Roumanie) comme « un anti-conformiste ».

« Un rayon d'espoir »

L'actuel chef du CPUN deviendra, à son tour, à la mort de son père, en 1945, un militant actif dans les organisations des Jeunesses du parti. Dirigeant de 1956 à 1960 de l'Union des étudiants roumains, il collabora, « avec Jiri Pelikan (futur directeur de la télévision tchécoslovaque pendant le printemps de Prague), qui en était alors le président », au secrétariat de l'Union internationale des étudiants. L'arrivée au pouvoir de Nicolae Ceausescu marqua, selon lui, « une période d'ouverture, un rayon d'espoir » qui culmina

en 1968 avec la condamnation par Bucarest de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

« Pour moi, se souvient M. Ion Iliescu, la politique de Brejnev contre le printemps de Prague s'apparentait alors au rôle joué par l'empire russe contre la révolution de 1848. » Invité cette année-là en Union Soviétique en tant que ministre de la jeunesse « à l'occasion d'un anniversaire du Komsomol », j'ai exprimé publiquement à la répression « (en Tchécoslovaquie). Le pire, ajoute-t-il, fut que ces événements, en créant le consensus autour de Ceausescu, « lui permirent de consolider sa dictature personnelle en Roumanie ».

« On m'accusa d'intellectualisme »

« Nous ne nous en sommes pas rendu compte tout de suite », poursuit M. Iliescu, qui devient cette année-là (1968) membre à part entière du comité central du PCR. Ce n'est qu'au cours de l'été 1971, « à l'occasion d'une réunion sur des questions idéologiques », que l'intérêt, alors secrétaire à la propagande, osa, pour la première fois, semble-t-il, s'opposer au Conducator. « J'ai refusé d'adhérer à son programme qui accentuait le pouvoir personnel et le culte de la personnalité. On m'accusa d'intellectualisme et je fus éliminé de la direction centrale du parti ».

Marginalisé, envoyé en province comme Premier secrétaire du parti tout de même, à Iasi, capitale de la Moldavie, de 1971 à 1979, Ion Iliescu devint ensuite président de la commission nationale des ressources hydrauliques. « Ce n'était pas intéressant, juge-t-il aujourd'hui. Après tout, je suis ingénieur des mines de formation. » Mais le « génie des Carpathes » a des idées sur tout. Au début des années 80, Ion Iliescu s'oppose à nouveau « à ses projets mégalomaneques et anti-économiques de grands travaux d'infrastructure ».

En 1984, le futur numéro un de la Roumanie perd donc encore une fois ses attributions et se retrouve directeur d'une petite unité d'Etat pour l'édition d'ouvrages techniques et scientifiques à Bucarest, entouré d'une équipe de techniciens et d'auteurs qui lui vouent une grande admiration ; certains l'ont suivi aujourd'hui dans les aléas du pouvoir provisoire. Ion Iliescu, qui reste pour l'instant salarié de sa maison d'édition, était officiellement à son poste de directeur quand la révolution du 22 décembre a éclaté...

P. C.

Le mystère des relations avec M. Mikhaïl Gorbatchev...

BUCAREST

de notre envoyé spécial

M. Ion Iliescu a-t-il ou non entretenu, dans les années 80, des relations personnelles avec M. Mikhaïl Gorbatchev, à l'Institut soviétique Molotov pour les cadres du parti ? « Non, répond l'intéressé, nous ne nous sommes jamais rencontrés. »

Reste que la rumeur de cette relation privilégiée lui a « peut-être » sauvé la vie pendant l'été 1989. L'une de ses conversations avec le général Militaru, ministre de la défense dans le gouvernement du Front provisoire pendant six semaines, avait alors été enregistrée par la Securitate. Devenant tranquillement dans un jardin public, « les deux hommes, selon l'actuel premier ministre, M. Petre Roman, avaient évoqué la

nécessité de renverser le dictateur ». Convoqué par la suite à la Securitate, il ne lui arriva curieusement rien de grave. Le général Militaru était certes rayé des cadres d'active depuis quelques années et M. Ion Iliescu marginalisé. Mais tout de même...

« L'explication, nous dira un proche de l'actuel numéro un, est que Ceausescu croyait fermement à la rumeur à propos d'Iliescu et de Gorbatchev et que personne ne faisait rien pour l'en dissuader... » Quoi qu'il en soit, « lors de la visite de M. Gorbatchev à Bucarest, à l'occasion de la réunion du Pacte de Varsovie (en juillet 1989), raconte avec une large sourie entendu M. Iliescu, « je fus éloigné de la capitale et envoyé en province pendant trois jours... ».

P. C.

AU SOMMAIRE DE FEVRIER

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

● Les monnaies préhistoriques

● La Révolution française : 1795

● Grande-Bretagne : Le two pence blue

● Différents...

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MMTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente au palais de Justice, Nantaise, jeudi 15 mars 1990, à 14 h

EN UN LOT

UN APPARTEMENT DE 3 P. A. NUILLY-SUR-SEINE-92

149, rue Perronet - 42/44, bd du Gén.-Leclerc

au 5^{ème} - CHAMBERY en re-de-ch. - EMPLAC. VOTURE - CAVES

MISE A PRIX : 1 200 000 F

Stdr. M. BANTARD-NORMAND, avocat à Bois-Colombes (92), 5, rue des Bourguignons - Tél. 47-80-75-18 - Sur les lieux pour vis., le 12 Mars 1990, à 13 h.

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPOTS

avec **Le Monde**

avec **CRÉDIT AGRICOLE D'ÎLE-DE-FRANCE**

sur minitel
36.17 code IMP

501 66 11 00

501

AFRIQUE

GABON

Les grèves et les manifestations prennent de l'ampleur

La capitale gabonaise connaît depuis lundi 26 février une tension certaine après une sorte de trêve observée au cours du week-end. Plusieurs manifestations ont eu lieu aux abords des établissements scolaires à Libreville, tandis que les mouvements de grèves s'intensifiaient.

En dépit du message à la nation, vendredi soir 23 février, du président Omar Bongo, qui avait annoncé d'importantes réformes politiques, notamment la création d'un rassemblement social-démocrate ouvert aux divers courants d'idées et la dissolution du Parti démocratique gabonais (PDG), l'agitation se poursuit à Libreville.

Lundi, en début de matinée, des groupes de jeunes manifestants, munis de bâtons et de tessons de bouteilles, ont obligé les établissements scolaires encore ouverts à fermer leurs portes. Un mouvement de panique s'est pro-

duit parmi certains élèves, et quelques échauffourées ont eu lieu.

Dans le secteur des postes et télécommunications, les centraux téléphoniques ont été mis hors d'usage, a-t-on appris de bonne source, privant la capitale de téléphone et, dans certains quartiers, de télé. Tandis que certaines coupures d'électricité se produisaient dans différents quartiers de la ville, on apprenait que le personnel de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne (ASECNA) avait interrompu le travail, paralysant de ce fait les liaisons aériennes tant nationales qu'internationales et bloquant aux sols plusieurs appareils, certains appartenant à des compagnies étrangères.

D'autre part, de nombreuses stations d'essence étaient fermées lundi, les sociétés d'approvisionnement ayant cessé le travail, ce qui a provoqué le mécontentement des automobilistes. En début d'après-midi, des barrages ont été observés sur la voie triomphale, qui part de la cité du 12-

Mars, où est situé le palais des congrès. Ils étaient constitués de taxis, que les manifestants avaient mis en travers de la route.

Dans la soirée, les militaires ont pris position autour du palais présidentiel et de l'Assemblée nationale.

Le président Omar Bongo aurait tenu en fin de matinée une réunion avec les officiers membres de la cellule de crise mise en place il y a quelques jours à la suite de la tension sociale. Enfin, la radio nationale s'est contentée d'indiquer, dans ses bulletins d'informations, que la paralysie du transport aérien risquait de perturber la tenue, prévue pour mardi, d'une réunion du comité central du parti démocratique gabonais (PDG) et de l'Assemblée nationale chargée d'apporter les premières modifications à la Constitution.

Dans la soirée de lundi, un nouveau gouvernement a été annoncé. Le cabinet compte désormais vingt-huit membres au lieu de trente-deux, ce qui a entraîné la concentration de certains portefeuilles. — (AFP)

AFRIQUE DU SUD

M. Nelson Mandela entame sa première tournée internationale

Nelson Mandela, libéré le 11 février dernier après plus de vingt-sept ans de prison, effectuait mardi 27 février sa première visite à l'étranger. Une tournée de dix-sept jours qui le conduira d'abord à Lusaka, en Zambie, où il rencontrera notamment les présidents des six pays de la « ligne de front » ainsi que les dirigeants du Congrès national africain (ANC) dont il n'est pas l'instigateur qu'un simple membre. Il se rendra ensuite au Zimbabwe puis en Tanzanie et en Suède pour rendre visite à M. Olof Palme, président du mouvement, actuellement en traitement après avoir été victime, en août dernier, d'une congestion cérébrale.

Lundi, le leader historique de l'ANC a reçu dans sa modeste maison de Soweto M. Gavin Relf, président-directeur général du conglomérat minier et industriel le plus important d'Afrique du Sud, l'Anglo American. Au cours de l'entretien d'une quarantaine de minutes, la question des nationalisations n'a pas été abordée. Les discussions ont essentiellement porté sur les relations entre patrons et syndicats. Néanmoins à l'issue de la rencontre, M. Mandela a réaffirmé qu'il était favorable à la nationalisation des banques et des mines, assurant que le reste de l'économie sud-africaine demeurerait aux mains du secteur privé. Il

s'est déclaré très satisfait, affirmant : « Voilà l'esprit dans lequel l'ANC aimerait pouvoir régler les problèmes du pays. »

D'autre part, les 343 prisonniers politiques de la prison de haute sécurité de Robben Island, au large du Cap, ont entamé, lundi 26 février, une grève de la faim pour demander leur libération. L'administration pénitentiaire a confirmé « qu'un certain nombre de détenus refusaient de se nourrir ». La question de la libération de tous les prisonniers politiques demeure pour M. Mandela la condition sine qua non (avec la levée de l'état d'urgence) pour l'ouverture de négociations avec les autorités. — (AFP, Reuters)

NAMIBIE : selon le ministre sud-africain de la défense Le dirigeant de la SWAPO assassiné en septembre était un agent de Pretoria

Anton Lubowski, le dirigeant blanc de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO) assassiné le 12 septembre dernier à Windhoek, était un agent à la solde de l'armée sud-africaine, a affirmé, lundi 28 février, au Parlement le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan. Ce dernier a indiqué que cet avocat, ex-trésorier de la SWAPO, le mouvement qui s'apprête à gouverner la Namibie à partir du 21 mars prochain, après vingt-trois ans de guérilla contre les

forces d'occupation de Pretoria, faisait du renseignement. « Mes services m'assurent qu'il a fait du bon travail », a ajouté le ministre. « Le chef du service de l'intelligence militaire, le général Witkop Badenhorst, ne peut ainsi, en aucune façon, avoir approuvé une action dirigée contre Lubowski », a-t-il poursuivi.

Anton Lubowski avait adhéré à la SWAPO en 1984. Son assassinat, commis par des tueurs non identifiés armés d'un fusil-mitrailleur AK-47, était généralement

attribué à des milieux de l'extrême droite blanche désireux d'empêcher le retour en Namibie, quelques jours plus tard, du président de la SWAPO, Sam Nujoma.

L'assassinat de Lubowski figure au centre d'une vive controverse qui oppose depuis plusieurs semaines M. Malan à l'ensemble de l'opposition et à la presse concernant le rôle d'une cellule spéciale des forces armées, le bureau de coopération civile (CCB), accusée de s'être spécialisée dans l'élimination physique des ennemis du régime. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : un mois après le début de la « guerre des chefs » maronites

Le général Aoun demeure toujours aussi populaire dans le réduit chrétien

Les accrochages isolés se sont multipliés lundi 26 février dans le « pays chrétien » au Liban, où les efforts de médiation pour écarter définitivement une reprise des combats semblent pèleriner.

BEYROUTH

de notre correspondant

Où en est la popularité du général Aoun, quatre semaines après le début de la « guerre des chefs » dans le réduit chrétien ? Certains, après l'avoir porté aux nues, le voient aux gémonies en même temps que son ennemi juré Geagea, sinon davantage. D'autres ont nuancé leur position, justifiant le maintien de leur appui au général par la nécessité de choisir en tout cas l'armée contre la milice.

Force est cependant de constater que la grande majorité, pour ne pas dire la quasi totalité de la population du réduit chrétien, le porte encore dans son cœur. En revanche une chose est certaine : M. Geagea et ses forces libanaises, qui furent jadis les enfants chéris du réduit, sont aujourd'hui détestés de presque tout le monde et sont devenus les mal-aimés du

peys chrétien, particulièrement à Achrafieh. Injuste ? Peut-être, mais c'est comme cela.

Il n'y a plus d'eau dans le robinet depuis bientôt un mois ? C'est eux qui en sont responsables. L'électricité est coupée ? Evidemment, ce sont eux les fautifs, puisque la centrale de Zouk se trouve dans leur sous-réduit. On vous raconte l'histoire scandaleuse d'un camion-citerne dont le chauffeur, un FL bien sûr, a renversé le précieux liquide sur le sol en lançant aux braves gens du voisinage, venus avec leur jerrican : « Allez donc chercher votre eau chez le général ! » Les histoires de ce genre se multiplient à l'infini. On vous chute à l'oreille, à chaque coin de rue, une histoire, plus ou moins vraie, de pillage. Enfin, et surtout, tous les gens se plaignent des canons de Geagea plantés sous leurs fenêtres et qui inégalement attirent les foudres des artilleurs du général. En somme, si ces canons n'existaient pas, il n'y aurait pas de problème.

Naguère, les bons bourgeois d'Achrafieh et le bon peuple s'identifiaient avec le combat des miliciens FL. L'image de marque de ces derniers - qui ne furent jamais des anges, volant parfois, rattrapant souvent, et encore

plus souvent brimant la population - a commencé à se dégrader après la mort de Béchar Gemayel en 1982. Elle s'est franchement détériorée en 1989, quand le général Aoun a suscité une lame de fond de sympathie populaire dans le réduit chrétien, à laquelle M. Geagea a essayé, non sans maladresse, et en tous cas vainement de s'opposer.

C'est au moment, où ils ont le plus besoin d'être parmi les leurs « comme des poissons dans l'eau », que les FL sont perçus comme un corps étranger. Ils le sentent et évitent la population, eux qui jadis s'y fondaient.

LUCIEN GEORGE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES



GÉNÉRAL IBRAHIM BADAMASI BABANGIDA
Président, commandant en chef des Forces armées de la République fédérale du Nigéria.

Les engagements fermes du gouvernement fédéral du Nigéria en faveur de l'industrie pétrolière

L'AVENIR DU NIGÉRIA

Le gouvernement du président Ibrahim Badamasi Babangida a été constitué en août 1985 et, grâce à l'intervention personnelle du président, commandant en chef, l'industrie pétrolière du Nigéria a connu une importante expansion ; en voici quelques exemples :

DEUX USINES DE GAZ MODERNES : pour la production de gaz à usage domestique et industriel.

GAZODUCS : pour la production d'énergie et l'utilisation industrielle.

UNE RAFFINERIE POUR L'EXPORTATION : pour la préparation des produits nationaux à l'exportation, permettant ainsi d'accroître les recettes en devises.

DEUX USINES PÉTROCHIMIQUES : pour permettre l'accroissement substantiel de la production intérieure de matières premières destinées à l'industrie et augmenter ainsi la production industrielle du pays.

COMMERCIALISATION PAR LE GROUPE N.N.P.C. : le groupe s'est restructuré en 12 filiales pétrolières commerciales indépendantes, chacune se consacrant plus particulièrement à un domaine spécifique des activités du groupe.

ENCOURAGEMENT À L'EXPORTATION DES PRODUITS PÉTROLIERS : le gouvernement a adopté une politique délibérée d'encouragement des recherches des compagnies pétrolières, permettant ainsi de multiplier la découverte de nouveaux puits et d'assurer l'avenir à long terme de l'industrie pétrolière du Nigéria.

L'AVENIR : Le gouvernement s'engage pleinement en faveur d'un avenir plus stable de l'industrie pétrolière au Nigéria.

A cet effet, le gouvernement a décidé de lancer de grands investissements dans les secteurs suivants :

- PRODUITS PÉTROCHIMIQUES.
- GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ.
- RAFFINERIES.
- EXPLORATION.
- UTILISATION DU GAZ DOMESTIQUE.
- DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

avec pour objectif d'améliorer encore la diversification de l'industrie pétrolière et de ses produits destinés à l'exportation autres que le pétrole brut.

Le groupe N.N.P.C. forme des vœux pour le plein succès de la visite d'état de notre président, commandant en chef des Forces armées de la République fédérale du Nigéria, le général Ibrahim B. Babangida, CFR, Fas mnl, en France.

LE GROUPE N.N.P.C. ET LE NIGÉRIA SE TOURNENT AVEC CONFIANCE VERS L'AVENIR

Nigerian National Petroleum Corporation
Falomo Office Compound,
PMB 12701, Lagos, Nigéria
Telex Cable Napetcor



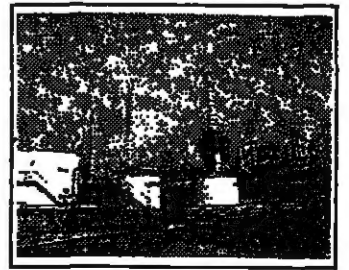
La nouvelle raffinerie de Port-Harcourt



Station de pompage d'Ebin (vue partielle) située sur le gazoduc Lagos.



Usine pétrochimique pour la production de polypropylène située à Ebin.



Usine de gaz d'Utorogu.

AMÉRIQUES

NICARAGUA : la victoire de l'opposition

Félicitations pour le bon déroulement du scrutin et la victoire de la démocratie, appel à la réconciliation nationale : telle est la teneur générale des commentaires qui ont accueilli le résultat surprise des élections du 25 février qui mettent un terme à dix ans de régime sandiniste. Dans la famille latino-américaine, concernée en premier chef, c'est surtout le soulagement qui prévaut devant la bonne tenue de cette élection qui, dit le gouvernement salvadorien, sera « une source d'orgueil pour tous les Centraméricains ».

Tandis qu'à Brasilia le cabinet du président élu, M. Collor de Mello, estime qu'« il était important avant tout qu'il y ait eu une élection et que le peuple ait pu choisir son candidat », le président péruvien, M. Alan García, a exprimé « sa reconnaissance sincère au président Ortega pour la manière dont il a organisé le scrutin. Au Costa Rica, le ministre des affaires étrangères, M. Rodrigo Madrigal, s'inquiète de ce que la négociation avec l'armée sandiniste va être aussi difficile que celle de Patricia Aylwin au Chili avec Pinochet ». Mais le président costaricien, M. Oscar Arias, prix Nobel de la paix en 1987, préfère mani-

festier son optimisme sur l'avenir de ce pays voisin « dont l'exemple doit servir pour que ceux qui désirent prendre les armes et agir par la violence comprennent que ce n'est pas la bonne voie ». Optimisme partagé également par le président mexicain Carlos Salinas, qui se déclare certain que « le Nicaragua affrontera avec succès les tâches de la réconciliation nationale sous la conduite de Violeta Chamorro ». Enfin, nombreux sont ceux qui, du Honduras au Guatemala en passant par l'Équateur, se rangent à l'avis du président argentin Carlos Menem pour qui la victoire de M^{me} Chamorro « renforce la démocratie en Amérique et le processus de paix dans la région ». Deux commentateurs étaient très attendus, celui du régime castro à Cuba, plus isolé que jamais après la chute de ses alliés sandinistes, qui, brisant le silence, a déclaré que « seule une véritable révolution » pourrait sortir le Nicaragua de son sous-développement, et celui du nouveau gouvernement panaméen, qui a prêté serment sur une base américaine en décembre dernier, ce qui ne l'empêche pas aujourd'hui d'exprimer sa satisfaction à l'idée que « la démocratie avance en Amérique cen-

trale ». Quant à Moscou, jadis protecteur d'un mouvement sandiniste avec lequel il a pris beaucoup de distances, il indique par la voix du ministre des affaires étrangères que « l'Union soviétique respectera le choix du peuple nicaraguayen si l'élection est jugée libre et honnête ».

Au Japon et en Europe, l'accent est mis également sur l'avenir économique d'un pays en faillite totale. Un porte-parole du gouvernement japonais indique que son pays est prêt à aider le Nicaragua à « réhabiliter son économie » et « à régler son problème de réfugiés ». Et la presse britannique souligne à plaisir, avec le *Financial Times*, qu'une « mauvaise gestion économique plus que toute autre explication a fait tomber le régime sandiniste » et espère que « le Nicaragua sera maintenant traité comme le pays le plus pauvre de l'Amérique centrale et non plus comme le champ de bataille des idéologies de droite et de gauche ».

De nombreuses voix s'élèvent surtout pour démentir le souhait que le résultat de ce scrutin sera « respecté », ainsi que le secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar, qui s'est entretenu lundi, avec son représentant personnel à Managua,

semble s'en porter garant. Bonn, soucieuse de voir « cette décision démocratique respectée par tous les partis », suggère de « modifier en conséquence la Constitution » du Nicaragua pour arriver à plus d'équité et de justice sociale. Suivi en cela par le premier ministre suédois, Ingvar Carlsson, qui voudrait voir « la polarisation du pays faire place à une collaboration constructive », et par le ministre italien des affaires étrangères, qui en appelle à « l'esprit de réconciliation nationale ».

En France, M. Valéry Giscard d'Estaing a été un des premiers à se féliciter de la « victoire démocratique » de M^{me} Chamorro, mais le Parti socialiste a réagi avec froideur, se contentant de « prendre acte de la volonté exprimée le 25 février par le peuple nicaraguayen », dans un communiqué du secrétaire aux relations internationales, M. Pierre Guindon. Après avoir rendu hommage aux sandinistes et à leur projet social d'une « société plus juste », le communiqué critique les « distorsions qui viciaient la vocation pluraliste et démocratique du sandinisme ».

Les sandinistes sous le choc de la défaite

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Le président sortant du Nicaragua, M. Daniel Ortega, a reconnu implicitement, lundi 26 février, la victoire de la candidature de l'opposition, M^{me} Violeta Chamorro, aux élections générales tenues la veille. On signale cependant dans différentes régions du pays des incidents provoqués par des militants sandinistes. Plus grave encore plusieurs unités militaires de la capitale appuyées de leurs officiers n'acceptent pas la défaite du Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Le Nicaragua semblait en état de choc lundi matin après la confirmation du succès de M^{me} Chamorro. Les sympathisants de l'UNO avaient peine à croire qu'ils avaient réussi à battre un parti tout puissant au pouvoir depuis près de onze ans. Les militants sandinistes, eux, espéraient encore un miracle qui remettrait en question les chiffres fournis par les ordinateurs. La conférence de presse du commandant Ortega transmise en direct par la radio et à la télévision un peu avant 6 h.30 du matin n'allait pas mettre un terme à leur espoir.

Visiblement secoué, le président a annoncé d'une voix blanche que son gouvernement « respecterait le mandat populaire accordé par ces élections. Nous ne voulons pas nous accrocher au pouvoir (...) et nous avons accepté le défi électoral », a-t-il ajouté. « En garantissant un processus

électoral sans tache, notre révolution a consolidé la démocratie et nos trois principes de base : le pluralisme politique, l'économie mixte et l'indépendance nationale ».

L'intervention de M. Ortega a été bien reçue par l'ensemble de la classe politique. Le journal d'opposition *la Prensa* qui n'a pourtant jamais été très tendre pour le président, reconnaît qu'en « acceptant le résultat, il a transformé sa défaite en victoire et s'est élevé au-dessus de beaucoup de chefs d'Etat du continent en jouant loyalement la démocratie ».

« Protéger des conquêtes »

Deux heures plus tard la candidature de l'opposition avait provoqué un discours très conciliant devant ses partisans. « Ici, avais-je déclaré, personne n'a perdu. Nous avons tous gagné une démocratie. Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus. Mon gouvernement signifie la réconciliation des Nicaraguayens ». M^{me} Chamorro avait demandé à cette occasion qu'il n'y ait aucune manifestation de victoire pour ménager les militants sandinistes, profondément meurtris par les résultats électoraux.

Sauf dans le cas de la petite ville de Masaya, à trente kilomètres de la capitale, où l'UNO aurait obtenu une forte majorité et où la population a célébré sa victoire dans les rues, les Nicaraguayens ont écouté les conseils de M^{me} Chamorro et sont restés chez eux, le gouvernement ayant

décreté un jour férié. La capitale était largement déserte lundi, y compris dans la zone du marché oriental, un des hauts lieux de la contestation sandiniste. Les sympathisants de l'opposition préféraient célébrer chez eux, pendant que les militants sandinistes attendaient des instructions de la part de leurs dirigeants pour affronter une situation à laquelle on ne les avait pas du tout préparés.

C'est encore une fois le président Ortega qui a pris l'initiative de se rendre à la station de radio du FSLN pour expliquer la situation à la jeunesse sandiniste. « Nous devons désormais travailler dans l'opposition pour reconquérir le pouvoir aux élections de 1986 », a-t-il déclaré sur les ondes de Radio Sandino. « Nous sommes toujours la partie la plus forte puis-que nous avons obtenu plus de 40 % des voix alors que l'opposition est composée de quatorze partis ».

Cette intervention a été suivie d'une émission de « Solidarité » avec le président Ortega « au cours de laquelle les militants sandinistes ont pu déverser leur chagrin et leur rage ». « Nous sommes la classe ouvrière », affirmait l'un d'eux, alors que l'UNO est remplie de voleurs et de trahisons ». Un autre mettait en garde M^{me} Chamorro contre la tentation de remettre le pays aux « yankees » : plusieurs auditeurs n'hésitaient pas à affirmer que l'opposition avait gagné grâce à la fraude et en achetant les élections. « On m'a donné 50 dollars pour que je vote pour l'UNO », dit un auditeur. J'ai pris l'argent

mais j'ai voté pour le FSLN ». Des accusations tout aussi précises ont été lancées par l'opposition contre les sandinistes.

Les esprits ont fini par s'échauffer, et en début de soirée des centaines de jeunes sandinistes parcouraient les rues de Managua en agitant des drapeaux rouge et noir.

Une altercation avec des partisans de l'UNO qui célébraient leur victoire a provoqué une intervention musclée de la police qui a lancé quelques grenades lacrymogènes pour disperser les jeunes sandinistes.

Certains secteurs du FSLN seraient favorables à des démonstrations de force de la part des militants du parti pour faire comprendre à l'UNO qu'elle ne pourra pas exercer le pouvoir seule. Ces secteurs estiment, que, pour protéger les « principales conquêtes de la révolution », les sandinistes devraient conserver l'armée et le ministère de l'Intérieur.

Les responsables de ces deux ministères, le général Humberto Ortega, frère du président et le commandant Tomas Borge auraient exprimé leur désaccord avec M. Daniel Ortega à propos de sa décision de reconnaître la victoire de l'opposition. C'est pourquoi ce dernier n'était accompagné que du commandant Bayardo Arce, responsable de la campagne électorale et de ses plus fidèles amis au cours de la conférence de presse de lundi matin. Les sept autres commandants de la Direction nationale, principale source du pouvoir au Nicaragua, brillèrent par leur absence.

BERTRAND DE LA GRANGE

La sanction d'un échec économique

La défaite des sandinistes est d'abord la sanction de leur échec économique. Certes, nombre de Nicaraguayens leur reprochaient leur tendance à l'autoritarisme, les entraves aux libertés et la conscription obligatoire, mais c'est surtout leur incapacité à enrayer la constante dégradation des conditions d'existence qui a alimenté le mécontentement.

L'insatisfaction est à l'image d'une crise économique sans précédent. Incompétence ou entêtement dans l'erreur, les successeurs de Somoza, qui avaient suscité tant d'espoirs en renversant la dictature, ont déçu. En dix ans de pouvoir et malgré leur volonté affichée de bien faire, les sandinistes n'ont pas su répondre à l'attente de la population. Ils ont eu beau invoquer les pressions exercées par les États-Unis pour tenter de se justifier auprès de leurs compatriotes, l'argument était trop éculé pour faire encore recette.

Avec une dette extérieure de près de 8 milliards de dollars, ils laissent derrière eux une économie en ruine. L'an dernier, le service de la dette représentait 56 % des exportations, tandis que le balance commerciale accusait un déficit de 285 millions de dollars. Le produit intérieur brut, qui avait déjà diminué de 8 % en 1988, a encore reculé de 3 %. Tout en niant que le Nicaragua soit devenu le pays le plus pauvre de l'hémisphère, le ministre de la planification a reconnu que le revenu par habitant était tombé de 1 348 dollars en 1977 à 635 dollars en 1989, mais non 300 dollars comme l'avaient annoncé des experts étrangers.

Une inflation record

Toujours est-il que l'extension du marasme n'a cessé d'affecter un niveau de vie déjà précaire. La population est surtout préoccupée par sa survie quotidienne. Les enseignants et les fonctionnaires sont réduits à la misère avec un salaire moyen équivalent à une vingtaine de dollars à peine par mois. Dans ces conditions, se nourrir et subvenir aux besoins de sa famille se transforment en un véritable casse-tête, car tout est devenu hors de prix pour la bourse du simple Nicaraguayen.

Le pouvoir d'achat a été régulièrement grignoté par une inflation ayant atteint le chiffre astronomique de 36 000 % (bien trente-six mille) en 1988. La valeur des étiquettes a pris de telles proportions que la planche à billets n'a pu suivre. Une coupure de 100 cordobas émise en 1985 vaut désormais 100 000 cordobas. En deux ans le dollar est passé de 10 nouveaux cordobas à plus de 50 000 alors que le taux de change officiel est d'environ 44 000. A quelques jours du scrutin, la Banque centrale avait annoncé sa septième dévaluation depuis le début de l'année, portant à 23,5 % la dépréciation de la monnaie

nationale par rapport à la devise américaine en moins de deux mois.

En 1989, déjà une trentaine de dévaluations officielles n'avaient pas suffi à stopper le déclin du cordoba. De plus, comme le plupart des ajustements ont été accompagnés de hausses de prix, en particulier de l'énergie, l'inflation s'est poursuivie même si elle était ramenée de cinq à quatre chiffres, pour se situer autour de 2 000 %. Mais le plan monétariste mis en place pour tenter d'enrayer l'hyperinflation a exigé de nouveaux sacrifices des Nicaraguayens. Ainsi le programme de stabilisation lancé il y a une année a-t-il entraîné des coupes drastiques dans les dépenses publiques, de même que le licenciement de trente-cinq mille fonctionnaires. A une forte dévaluation sont venus s'ajouter le réajustement des prix contrôlés par l'Etat et la suppression des subventions aux produits de base.

Tout en attirant le mécontentement populaire, ces mesures d'austérité ont également pu pour conséquence une contraction de 15 % dans la construction et un déclin de 8 % de la production manufacturière. Autre effet de la récession : quelque cinq cent mille Nicaraguayens, soit 15 % de la population, se sont expatriés aux États-Unis et ailleurs dans la région. Cette fuite des cerveaux et des professionnels n'a pas manqué d'avoir des répercussions néfastes non seulement sur l'économie mais aussi sur la santé et l'éducation, longtemps présentées comme les deux principales réalisations de la révolution.

Cette dégradation incessante a également fini par lessiver la sympathie internationale. Même l'Union soviétique qui, a fourni 60 % de l'aide financière et matérielle reçue par le Nicaragua depuis 1980, soit 2,5 milliards de dollars, demande des comptes. Moscou, qui approvisionne notamment le pays en pétrole, a remplacé les États-Unis comme principal partenaire commercial. La dette du Nicaragua envers l'URSS, plusieurs fois renégociée, s'élève à environ 2 milliards de dollars.

Certains dirigeants sandinistes eux-mêmes ont été amenés à comprendre qu'après tant de privations la population aspirait à un moment de répit et au mieux, être. Dans sa campagne, le président Ortega avait mis de l'eau dans son vin. Dans une interview publiée le 18 février par le journal mexicain *El Día*, le commandant Victor Tirado, membre de la direction sandiniste, s'était prononcé en faveur de l'économie mixte et estimait que, tout en continuant dans la voie du socialisme, le Nicaragua devait emprunter certaines règles au capitalisme. Mais cette rectification arrivait un peu tard. Il appartenait à M^{me} Chamorro, qui a promis le retour à une économie libérale, de sortir le pays de l'ornière.

JEAN-CLAUDE BUHRER

L'envers d'une victoire

par Denis Hautin-Guiraut

« Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus », assurait peu après la publication des premiers résultats partiels la future présidente Violeta Chamorro. La victoire, c'est connu, s'accompagne souvent de magnanimité. Mais, passés les premiers jours d'euphorie, il est à craindre que de multiples problèmes surgissent, avant même la passation de pouvoir prévue le 25 avril prochain, d'autant que cette transition, mal définie, peut être source de multiples embûches.

Dans un pays déchiré par dix années d'une guerre qui a provoqué la mort de plus de trente mille personnes, la réconciliation n'est pas de soi. Bien sûr, les gestes d'apaisement se sont multipliés - au-delà des inévitables affrontements électoraux - et les sandinistes eux-mêmes y ont contribué en n'hésitant pas à libérer, à la veille du scrutin, la totalité des prisonniers politiques encore incarcérés, y compris même les trente-neuf anciens gardes soviétiques les plus célèbres parmi ceux qu'ils avaient combattus aux premières heures de la révolution de juillet 1979.

L'Eglise a aussi multiplié les appels à la conciliation par la voix de l'archevêque de Managua, Mgr Obando y Bravo, d'ordinaire plus intransigeant envers le régime sandiniste auquel il s'est si longtemps et si farouchement opposé. Il estimait, il y a peu de temps, que les sandinistes « avaient changé » et qu'ils étaient « des pragmatiques influencés par les bouleverse-

ments en Europe de l'Est ».

Mais cette « détente » ne fait pas l'unanimité. Les rebelles de la Contra ont annoncé qu'ils n'entendaient pas rendre leurs armes avant le complet départ des sandinistes du pouvoir. Des bagarres ont déjà opposé des militants des deux camps, que la police a dû séparer. Au sein du régime on a pu déceler, lors des premières heures du dépouillement, une certaine tension entre les neuf commandants sandinistes à propos de la reconnaissance d'une défaite alors assurée.

Et avant même l'issue du scrutin, si le président Ortega estimait « impossible » sa propre défaite, le ministre de l'Intérieur Tomas Borge affirmait, le 6 février, qu'une victoire de l'opposition « relancerait la lutte armée et rendrait le pays ingouvernable ». M. Borge expliquait aussi que l'armée sandiniste, dont il a le contrôle, ne pourrait pas servir un gouvernement d'opposition. Ebrouffé, tentative d'intimidation, ou mise en garde ?

Cette force militaire, qui est la plus importante et la mieux équipée de la région, jouera certainement un rôle important, et bien au-delà de la période de transition. L'avenir d'une autre organisation phare de la révolution posera sans nul doute problème.

Que deviendront ces milliers de comités de défense sandinistes, qui, à l'image de leurs modèles cubains, quadrillent le pays tout entier ? Et, au-delà même de la place qu'occuperont les actuels

dirigeants du régime, quel sera l'avenir des plus humbles et dévoués serviteurs de la révolution ? La plupart bénéficieraient d'un traitement de faveur - certes moins voyant que celui de leurs dirigeants - qu'ils auront sûrement quelque mal à abandonner.

Un « non » autour d'un nom

Dans les rangs mêmes du futur nouveau pouvoir, l'accord n'est pas non plus forcément de soi. Les quatorze partis de l'opposition d'hier, réunis pour un « non » autour d'un seul nom, seront-ils capables, demain, de s'allier pour construire, et non plus simplement pour renverser ? La tragédie historique d'un pays soumis, avant l'arrivée des sandinistes au pouvoir, à quarante-sept années de dictature de la famille Somoza, n'a jamais permis l'émergence d'une véritable classe politique représentative.

Plus difficile encore sera la nécessaire réponse à l'attente d'une population en butte à toutes les privations, qui va très vite attendre « les lendemains meilleurs » promis au cours de la campagne par les deux candidats - de la reconstruction de la cathédrale à la suppression du service militaire (dans un pays où le sous-emploi atteint des sommets).

Le « romantisme » du début de la révolution sandiniste victorieuse d'une si longue dictature, qui imprègne pendant longtemps - entre autres - une grande partie de la gauche européenne, s'est heurté

à la claire volonté d'une population avide de changements. Elle se moquera à coup sûr des réactions étrangères parfois embarrassées. Les Nicaraguayens réclament avant tout une amélioration de leurs conditions de vie, dont on voit mal comment elle pourrait être assurée par le seul nouveau gouvernement.

Il n'est pas certain, en ce domaine, que les États-Unis, déjà confrontés aux difficultés du Salvador ou à l'obligatoire reconstruction de Panama - pour ne parler que de l'Amérique centrale, - aient la capacité d'aider efficacement un Nicaragua même paré du sceau de la démocratie.

L'une des plus grandes menaces qui pèsent aujourd'hui sur le Nicaragua ne risque-t-elle pas d'être tout simplement l'oubli, une fois passés les traditionnels encouragements ? Autant de questions pour autant de possibles envers à une si éphémère victoire.

□ CUBA : libération anticipée de deux dissidents cubains. - M. Samuel Martínez Lara, un des dirigeants du Parti des droits de l'homme (PDH), un des groupes dissidents et illégaux de Cuba) qui purgeait une peine d'un an de prison depuis avril 1989, a été libéré la semaine dernière, a déclaré un porte-parole du PDH, lundi 26 février, à La Havane. Un autre militant du parti, M. Pablo Roberto Pupo a également été remis en liberté. - (AFP)

مركز الرامان

1501

AMÉRIQUES

aux élections générales du 25 février

Un nouveau et considérable succès pour le président Bush

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Bush est-il un homme béni des dieux ? Son administration n'aurait-elle pas sérieusement aidé des sandinistes et n'aurait pas consenti d'efforts bien considérables pour aider l'opposition. Mais avec cette bonne nouvelle tombée du ciel, ce « miracle à Managua », comme l'écrivit le *Washington Post*, M. Bush engrange un nouveau et considérable succès. Deux mois après que le compte du général Noriega eut été réglé au prix d'une invasion, c'est l'autre « bête noire » des Etats-Unis en Amérique centrale qui s'effondre. En bonne logique, une troisième bonne nouvelle devrait suivre : l'insurrection salvadorienne, qui dépassait largement du Nicaragua, devrait s'essouffler et être plus facilement contenue par le gouvernement « ami » du Salvador. A quand le tour du vieil épouvantail castriste, de plus en plus inquiet, de moins en moins soutenu par l'URSS ?

Une première année de mandat avait suffi à M. Bush pour voir le paysage de l'Amérique se recomposer largement selon les vœux des Etats-Unis, ou en tous cas conformément aux idéaux proclamés par eux. A peine la seconde année est-elle commencée que l'horizon, en un rien de temps, se dégage pour les Etats-Unis en Amérique centrale, cette fameuse « arrièrecour » qui était devenue celle des frustrations et des déboires. Les porte paroles de l'administration ont pu célébrer, lundi 26 février, les progrès de la « liberté et de la démocratie » dans ce qu'on appelle ici « l'hémisphère », c'est à dire le continent américain.

Passer à la caisse

Et c'est à M. Bush que revient le privilège de clore, sur un « happy end », le sombre chapitre de son prédécesseur et mentor Ronald Reagan avait écrit la plus grosse part : le chapitre de l'aide américaine à la Contra, l'aide donnée, puis retirée, puis fournie secrètement, puis à nouveau officiellement, et enfin supprimée — exception faite d'une contribution humanitaire à l'existence des hommes avec la vie desquels on avait beaucoup joué.

M. Reagan en était encore, il y a quelques jours à peine, à témoigner en justice sur l'épisode de l'« Irangate », qui avait failli faire capoter sa présidence. M. Bush a la chance, sinon d'effacer un passé qui fut aussi un peu le sien, du moins de passer à autre chose. Toutes proportions gardées, le dénouement rappelle celui de l'affaire des otages iraniens qui empoisonnèrent la présidence Carter avant que leur libération n'auréole de gloire les débuts de celle de son successeur. Ce dernier, M. Reagan, n'a pas manqué de publier une déclaration pour saluer lundi « l'impressionnante victoire » du « peuple du Nicaragua » et de la « démocratie ». Mais c'est devant un micro qu'il a exprimé plus précisément le fond de sa pensée, qui n'a pas changé : « C'est comme si les Contras avaient gagné » (...). « Cela confirme qu'ils représentent le peuple ».

Oliver North s'est lui aussi manifesté. L'ex-lieutenant colonel des marines et « héros » de l'« Irangate », dont le front était devenu de plus en plus soucieux en plusieurs années de défilés avec la justice, paraissait lundi tout réjoui : « Quel jour merveilleux pour la démocratie, s'exclamait-il avec un sourire éblouissant. C'est la récompense du sang et des souffrances endurées par tant de gens pendant tant d'années ».

Le président Bush lui s'est bien gardé de battre du tambour. Bien

entendu, il a salué, comme tout le monde, cette « nouvelle victoire de la démocratie ». Mais s'il a félicité M. Chamorro — à laquelle il n'a pas manqué de téléphoner — il a aussi tenu à « féliciter » M. Daniel Ortega pour « la manière dont l'élection a été conduite » et « pour son engagement à en respecter le résultat ». Ce même Daniel Ortega qu'à l'autisme dernier il comparait à « un animal indésirable qui fait irruption dans une garden party », après que le dirigeant sandiniste eut annoncé qu'il rompt le cessez-le-feu avec la Contra...

On n'en est plus là. Puisque M. Ortega semble décidé à « bien » se conduire, il faut l'y encourager par un ton aussi modéré, aussi discret que possible. Et puis, au-delà des considérations tactiques, M. Bush n'a sans doute pas tort de se garder de tout triomphalisme. D'abord parce qu'un soupçon d'incrédulité, sinon d'inquiétude, reste perceptible à Washington : les sandinistes, tous les sandinistes, acceptent-ils vraiment de passer la main sans provoquer d'incidents, sans jouer de leur contrôle de l'ar-

mée et de la police ? Ensuite parce qu'en tout état de cause, Washington n'en a pas fini avec le Nicaragua. Bien au contraire, la victoire de l'opposition accroît d'autant des responsabilités auxquelles les Etats-Unis ne semblent pas tout à fait préparés à faire face.

Il faudra d'abord régler la question des sanctions économiques, imposées en 1985 par M. Reagan, et qui interdisaient entre autres tout commerce avec le Nicaragua. Cela devrait se faire très rapidement, si rien de trop alarmant ne se produit à Managua. Il faudra également se préoccuper du sort des Contras : les crédits « humanitaires » qui leur étaient destinés seront épuisés d'ici quelques jours, et il sera certainement nécessaire de demander au Congrès une « rallonge » pour leur permettre de subsister pendant la période de « transition » et les aider à se réinstaller au Nicaragua. Il en va de l'affaire de la victoire de l'opposition permettant en principe d'éviter ce dont les Américains ne voulaient surtout pas : que les « combat-

tants de la liberté » demandent asile aux Etats-Unis.

Restera l'essentiel, l'aide économique que les nouveaux dirigeants du Nicaragua sont en droit d'attendre de Washington. C'est là que le bât blesse, car si personne, ni dans l'administration, ni au Congrès, ne semble contester l'obligation morale pour les Etats-Unis de faire un geste, on entend déjà bien des appels au « réalisme »... « Les espoirs dépassent les réalités », a averti dès lundi le sénateur démocrate Christopher Dodd, à peine rentré du Nicaragua où il était rendu en « observateur ». Un représentant, démocrate lui aussi, doute déjà qu'une aide quelconque puisse être accordée avant 1991.

Des problèmes énormes

Entonné à mi-voix, parce qu'avec une certaine mauvaise conscience, c'est le refrain habituel : il n'y a pas d'argent, pas assez d'argent en tous cas pour tous ceux qui, légitimement, attendent des Etats-Unis : l'E-

urope de l'est, Panama, les pays andins qu'il faut aider à combattre la drogue, sans oublier les Philippines, le Salvador, et tant d'autres... Le sénateur Dole, leader de la minorité républicaine, souhaite qu'un effort substantiel soit fait pour le Nicaragua, et il a profité des circonstances pour réitérer sa proposition : réduire, ne serait-ce que de 5 %, l'aide disproportionnée dont bénéficie Israël et dans une moindre mesure l'Egypte, pour dégager quelques moyens supplémentaires pour « les autres ».

Mais son idée au toujours aussi peu de chances d'être retenue, nombre de Congressistes d'appartenant au contraire à voter des crédits supplémentaires destinés à faciliter l'implantation en Israël des immigrants d'URSS.

L'administration, pour l'instant, se refuse à mentionner le moindre chiffre — mais laisse entendre qu'en tout état de cause les demandes de l'UNO (qui souhaite, dès la première année, une aide de 500 millions de dollars) ne seront certainement pas satisfaites. Cela ne veut pas forcément

dire que les Etats-Unis s'apparentent à abandonner à son triste sort un Nicaragua « libre et démocratique ». Mais à force d'avoir des « responsabilités particulières » à l'égard d'un grand nombre de pays, il semble que le sens de ces responsabilités se dilue un peu.

« Les problèmes sont énormes », a reconnu lundi M. Bernard Aronson, le secrétaire d'état adjoint chargé de l'Amérique latine, évoquant difficultés politiques aussi bien qu'économiques : « Mais, a-t-il ajouté, il y a de l'espoir ».

Pendant ce temps, les élus se disputent encore la paternité du résultat obtenu la veille à Managua : les leaders républicains maintenaient que seule la politique de Ronald Reagan et l'aide à la Contra avaient permis de maintenir « l'espoir dans la démocratie », leurs homologues démocrates rétoriquaient qu'au contraire seul le renoncement à la politique de force (renoncement imposé par le Congrès) avait permis de mettre sur les rails le processus démocratique. Mais une élue républicaine de la Chambre des représentants voyait les choses beaucoup plus simplement : « Reagan n'y est pas parvenu, ni Oliver North, ni les Contras — il a fallu une femme pour faire chuter Ortega »...

JAN KRAUZE



Superficie : 120 000 km².
Population : 3 200 000 habitants, dont 71 % de métis et 17 % de blancs.
Capitale : Managua, 820 000 habitants.
Religion : environ 90 % de catholiques.
Histoire : A l'époque coloniale, le Nicaragua appartenait au Guatemala. Epargnée par les guerres d'indépendance, il devient république après la disparition des provinces unies de l'Amérique centrale en 1837-38. En 1893 commence la dictature libérale de José Santos Zelaya. Les troupes anglaises débarquent puis sont remplacées par les marines américaines qui resteront au Nicaragua jusqu'en 1924. Grande figure de la résistance nationale, Augusto Sandino mène pendant six ans le combat contre la présence américaine. En 1934, le chef de la garde nationale, Anastasio Somoza, fait assassiner celui qui a donné son nom au Front sandiniste. La dictature des Somoza commence deux ans plus tard : assassiné en 1956, Anastasio Somoza est remplacé par son fils Luis auquel succède, après un intermède libéraliste de trois ans, Anastasio Somoza junior.

De la dictature à la démocratie

1979

17 juillet. — Imposée en 1936, la dictature de la famille Somoza s'effondre. Anastasio Somoza quitte le pouvoir après des semaines de combats qui ont fait quelque 25 000 morts. Un mois auparavant, un gouvernement provisoire avait été formé sous l'égide du Front sandiniste de libération nationale (FLN).

1980

17 septembre. — Anastasio Somoza est assassiné au Paraguay, où il s'était réfugié.

1981

4 mars. — La junte de gouvernement est réduite de cinq à trois membres. Les modérés sont écartés. Le commandant Daniel Ortega est nommé « coordonnateur ».

1^{er} avril. — Washington confirme que l'aide économique américaine au Nicaragua est suspendue pour « une période illimitée ».

18 novembre. — Managua alerte l'ONU sur de « sérieuses menaces » venant des Etats-Unis et du Honduras, où s'établit une opposition armée au régime sandiniste, communément appelée la « Contra ».

1982

15 mars. — L'état d'urgence est

proclamé par les sandinistes pour prévenir tout risque d'agression.

3 juin. — Le commandant Eden Pastora, héros de la révolution passé à l'opposition, annonce la formation d'un gouvernement en exil.

1983

1^{er} décembre. — Le gouvernement sandiniste rejette une proposition de négociation formulée par l'ensemble des « contras » et endossée par Washington.

1984

10 avril. — Le Sénat américain condamne la participation de la CIA au minage des ports nicaraguayens, qui a provoqué une vive réprobation internationale.

4 novembre. — Seul candidat, M. Daniel Ortega est élu président avec 67 % des voix, et le Front sandiniste obtient 60 des 96 sièges de l'Assemblée. Une grande partie de l'opposition provisoire avait été formée sous l'égide du Front sandiniste de libération nationale.

7-14 novembre. — Après la livraison de matériel militaire soviétique au Nicaragua, la tension s'aggrave davantage avec les Etats-Unis.

1985

1^{er} mai. — Le président Reagan annonce un embargo commercial total contre le Nicaragua, ce qui va contribuer à la détérioration de la situation économique du pays.

15 septembre. — Après trois ans de conflit entre « contras » et sandinistes, un incident de frontière provoque un affrontement direct, pendant plusieurs jours, entre les armées nicaraguayenne et hondurienne.

15 octobre. — Le gouvernement sandiniste suspend la plupart des libertés fondamentales.

1986

18 février. — M. Reagan demande pour la première fois au

Congrès d'attribuer une aide militaire à la Contra ; il obtiendra finalement gain de cause en août.

6 octobre. — Un conseiller militaire américain est capturé par les sandinistes, qui ont abattu son avion ravitaillant les « contras » ; dans un geste d'apaisement, il sera libéré en décembre.

25 novembre. — Début du scandale de l'« Irangate » à Washington : l'administration américaine doit reconnaître que des fonds ont été illégalement versés aux « contras ».

1987

7 août. — A l'instigation du président costaricien Oscar Arias, cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale — dont M. Ortega — parviennent à un accord de paix pour toute la région. Dans ce cadre, les sandinistes s'engagent à entamer des dialogues avec l'opposition politique et armée.

22 décembre. — Une première rencontre entre « contras » et sandinistes, à Saint-Domingue, aboutit à un échec.

1988

3 février. — A Washington, le Congrès refuse de voter une nouvelle aide militaire aux « contras ».

24 mars. — Un accord « provisoire » est conclu entre la Contra et les autorités sandinistes pour prévoir la fin de la lutte armée et un processus de démocratisation.

1989

13 février. — Au cours d'une nouvelle réunion des cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale, le président Ortega annonce que des élections libres auront lieu en février 1990.

24 mars. — La Maison-Blanche et le Congrès décident de ne fournir aux « contras » qu'une aide « humanitaire » — et ce jusqu'aux élections, — mais le président Bush reconduit les sanctions commerciales imposées par M. Reagan au régime sandiniste.

3 octobre. — A Managua, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, confirme l'arrêt des livraisons d'armes par l'URSS au Nicaragua, à condition que « les contras cessent totalement leurs attaques ».

26 novembre. — Le Salvador

décide d'interrompre ses relations avec le Nicaragua, après la découverte d'un avion provenant de ce pays et rempli d'armes destinées aux rebelles salvadoriens en pleine offensive. Mais les sandinistes, soumis à des pressions soviétiques pour apaiser la situation et prenant leurs distances avec la Havane, laissent entendre que seules les autorités cubaines portent la responsabilité de ces livraisons.

1990

1^{er} janvier. — Le gouvernement sandiniste expulse vingt diplomates américains en poste à Managua, après une perquisition spectaculaire à l'ambassade nicaraguayenne au Panama, lors de l'intervention des Etats-Unis, dans ce pays.

12 février. — Avant les élections, près de mille deux cents prisonniers politiques sont libérés, des « contras » pour la plupart.

23-24 février. — L'opposition l'emporte aux élections sur le Front sandiniste.

(1) Dans le *Monde* daté 23-24 juillet, la page « Dates » était consacrée à la chute de Somoza et à l'arrivée au pouvoir des sandinistes.

L'Humanité : le noeud coulant de Washington

L'Humanité du mardi 27 février affirme, en titre, à propos du résultat de l'élection présidentielle au Nicaragua : « le blocus a payé ». Le quotidien du PCF explique aussi, dans un éditorial de Claude Cabanes, son rédacteur en chef, intitulé « le monde réel » : « Au Nicaragua (...) les Etats-Unis ont combiné, tour à tour et simultanément, avec brutalité et acharnement, les moyens de la guerre et les moyens de la politique (...) Depuis le premier jour (...) Washington a passé le noeud coulant au cou des nouveaux dirigeants de Managua (...) Dans ce modeste pays que ses anciens maîtres avaient plongé dans une misère effroyable, les nécessités du combat et le talon de fer du blocus américain ont dévasté les efforts de reconstruction et ont miné les premières mesures de justice (...) L'Histoire (...) retiendra que ce sont les marxistes, comme on dit, qui ont organisé les premières élections totales libres de toute l'histoire du Nicaragua : Les blessures et le dénuement du peuple en ont été l'acteur principal ».

L'éditorial de l'Humanité affirme encore que la personnalité de Mme Chamorro « a contribué à entretenir une subtile confusion » avant de conclure, après avoir rappelé l'éviction du général Noriega du pouvoir au Panama : « on peut imaginer que, dans la foulée, Cuba va concentrer le tir de Washington dans cette partie de la planète (...) Le peuple nicaraguayen n'a pas dit son dernier mot. Ce n'est pas le résultat des élections qui va nous conduire à lui mesurer notre solidarité ».

ETATS-UNIS

Le révérend Jesse Jackson renonce à briguer la mairie de Washington

Le dirigeant noir américain Jesse Jackson a annoncé lundi 26 février qu'il ne serait pas candidat au poste de maire de Washington, en dépit des annués avec la justice du titulaire actuel M. Marion Barry. « Je pense que je peux servir le mieux en continuant mon travail au niveau national pour changer l'orientation de ce pays. Je veux servir, mais pas comme maire », a déclaré dans un communiqué celui qui se présente deux fois à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle. L'éventuelle candidature du pasteur faisait l'objet de spéculations depuis qu'il s'est installé dans la ville

en avril 1989. Spéculations qui se sont accrues après que le maire noir de Washington eut été pris en flagrant délit de possession et de consommation de cocaïne, le mois dernier.

Mais le révérend Jackson a déclaré lundi que ses priorités pour cette année étaient de se battre pour obtenir un statut de 51ème état pour le district de Columbia (circoscription administrative de Washington) et de militer contre la drogue et la violence, dans une ville classée depuis un an capitale du crime aux Etats-Unis. (AFP)

HISTOIRE THÉMATIQUE DES ETATS-UNIS

NOUVEAUTÉS

Marianne Debouzy
LA CLASSE OUVRIÈRE DANS L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

Marie-France Toinet
LA COUR SUPREME : LES GRANDS ARRÊTS

Jean-Pierre Martin
LA RELIGION AUX ETATS-UNIS

Environ 190 pages - 11 x 18 - En librairie : 50 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE NANCY
25, rue Baron Louis - 54000

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

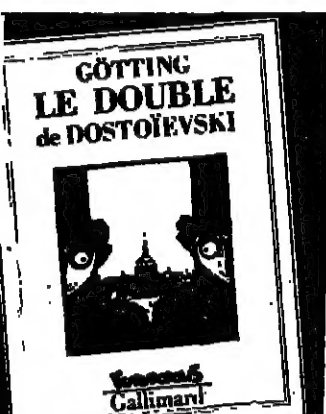
ASIE

JAPON

M. Kaifu réélu
premier ministre

Le premier ministre japonais démissionnaire, M. Toshiki Kaifu, cinquante-huit ans, a été reconduit dans ses fonctions, le mardi 27 février, par la Chambre basse de la Diète (Parlement japonais), contrôlée par le parti conservateur au pouvoir.

Cette réélection était attendue depuis le succès du PLD aux élections législatives du 18 février. M. Kaifu a été réélu à la tête du gouvernement japonais par une majorité de 286 voix, soit plus que la majorité absolue (257). M. Doi, présidente du parti socialiste, a pour sa part remporté 146 voix. — (AFP.)



192 PAGES 120 Frs.

CORÉE DU SUD

Libération
de prisonniers politiques

TOKYO

de notre correspondant

A l'occasion du sixième et onzième anniversaire de la révolte contre l'occupant japonais du 28 février 1919, les autorités sud-coréennes vont libérer mille cent onze prisonniers dont vingt-deux condamnés pour avoir enfreint la loi sur la sécurité nationale. Parmi ces derniers figure M. So Sung, symbole de l'arbitraire des régimes précédents.

M. So, âgé de quarante-quatre ans, a passé dix-sept ans en prison sous l'inculpation d'espionnage en faveur du Nord. Son cas et celui de son frère cadet sont exemplaires des problèmes des droits de l'homme en Corée du Sud.

De nationalité coréenne mais résidents au Japon, les frères So Sung avaient été arrêtés à Séoul en 1971. Inculpé d'activités contre l'Etat, So Jun-shuk fut condamné en 1973 à quinze ans de prison sur la base de confessions obtenues sous la torture. Il n'en est sorti qu'en mai 1988.

Accusé d'espionnage au profit du Nord, So Sung fut, lui, condamné à mort. Sa peine fut par la suite commuée en emprisonnement à vie. Il était apparu à son procès le visage et les mains atrocement brûlés à l'acide et

expliqua, rétractant ses aveux, qu'il avait été contraint sous la torture de dire qu'il était un agent du Nord. Il reconnut cependant s'être rendu en Corée du Nord depuis le Japon. Bien que son cas et celui de son frère aient suscité des vives campagnes de protestation au Japon, les autorités de Séoul n'avaient jamais fléchi.

Une loi
abusive

Cette amnistie intervient après celle de deux mille quinze prisonniers en décembre 1988. Elle s'inscrit, officiellement, dans le contexte « des mesures de démocratisation prises par le gouvernement au cours de ces derniers mois ». Bien que les autorités affirment qu'il n'y a pas de prisonniers politiques en Corée du Sud, deux cent dix-neuf personnes étaient détenues en janvier dernier en vertu de la loi sur la sécurité nationale, qui autorise bien des abus (le Monde du 26 janvier).

Selon les opposants et selon Amnesty International, il y aurait encore près d'un millier de « prisonniers de conscience » en Corée du Sud. Une enquête du département d'Etat américain, publiée le 21 février, parle de son côté de deux à trois cents prisonniers politiques.

PHILIPPE PONS

CORÉE DU NORD : défié par la propagande

M. Kim Jong-il est désormais placé
sur le même plan que son père

TOKYO

de notre correspondant

Quel anniversaire ! C'était le 16 février, jour de fête nationale. La Corée du Nord fêtait la quarante-huitième année du secrétaire général du Parti du travail, M. Kim Jong-il, fils et héritier désigné du président Kim Il-sung. La présentation de films à sa gloire et un séminaire d'études idéologiques ont marqué cette journée de « classe populaire ». Des présents étaient arrivés par milliers du monde entier, nous apprend le Corée populaire, envoyés par « des présidents, des rois, des premiers ministres » de plus de « cent trente pays ».

A en croire un récent éditorial du Journal des Travailleurs (Rodong Sinmun), la Corée du Nord soutient l'« effort de renouvellement du socialisme et de développement de l'économie sociale » de la perestroïka. Le journal n'en souligne pas moins l'originalité de la voie nord-coréenne. Cette célébration témoigne de la constance avec laquelle, quelle que soit l'évolution du monde socialiste,

les dirigeants de Pyongyang s'en tiennent à un « centralisme démocratique » qui, grâce aux « apports » du kimilsungisme, s'est enrichi de népotisme.

« Génie »
et « étoile »

Les spécialistes de la Corée du Nord voient dans ce traitement sur un pied d'égalité du père et du fils une élévation du statut de ce dernier et le signe de la préparation d'une « abdication » en sa faveur. Cette passation des pouvoirs pourrait avoir lieu lors du VII^e Congrès du Parti en 1992.

Jusqu'au début des années 80, on exaltait la personnalité, l'érudition et le « génie » du fils. Puis, il fut décrit comme un éminent idéologue, interprète émérite de la doctrine du Juche (variante nord-coréenne du marxisme-léninisme) et administrateur hors pair. Depuis la fin de 1989, la propagande insiste sur ses qualifications pour succéder à son père.

L'histoire nationale, déjà largement confondue avec le

roman familial des Kim, fait désormais place, dans sa réécriture des événements, à la vénération portée à M. Kim junior. Depuis 1987, les Coréens du Nord sont ainsi appelés à faire un pèlerinage au mont Paektu (à la frontière chinoise) pour s'y recueillir devant la cabane en rondins où, selon l'hagiographie officielle, serait né M. Kim Jong-il.

De même que la véritable identité de M. Kim Il-sung est loin d'être établie, il semble que, dans le cas du fils aussi, la vérité le cède allégrement au mythe : selon les experts, il serait né en URSS.

Lorsqu'on visite Pyongyang, c'est faire preuve de mauvais esprit que d'interroger sur le culte de la personnalité : « Nous n'avons pas ce concept en Corée », nous a-t-il été répondu, une fois. Est-ce parce qu'elles discernaient certains symptômes de ce culte et dénonçaient le népotisme qu'en 1982, selon deux organisations américaines de défense des droits de l'homme, six mille à quinze mille personnes auraient été placées dans des camps ?

Ph. P.

DIPLOMATIE

Pour relancer le processus de paix

Reprise des discussions
sur le Cambodge à Djakarta

Les quatre factions cambodgiennes, les six pays non communistes du Sud-Est asiatique, le Vietnam et le Laos ainsi que l'Australie, la France et les Nations unies ont entendu, lundi 26 février à Djakarta, une nouvelle série de discussions afin de relancer le processus de paix au Cambodge, six mois après l'échec de la conférence internationale de Paris.

Selon le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Ali Alatas, « les objectifs de la rencontre sont modestes, et il s'agit d'essayer de faire de plus amples progrès en précisant dans le détail le rôle de l'ONU au Cambodge et en utilisant comme base de discussion le plan de paix formulé en novembre dernier par le gouvernement australien. Ce texte, qui n'a été rejeté par aucune des parties, propose que l'ONU administre provisoirement le Cambodge en attendant l'organisation d'élections générales libres. Selon un document rendu public lundi soir, il envisage un contingent onusien de quelque douze mille personnes. Près de la moitié seraient des militaires, et le coût global de l'opération s'élèverait à environ 1 milliard de dollars.

M. Alatas, pour qui une « nouvelle impasse » dans les discussions « mettrait en cause la totalité du processus de négociations », a ajouté que « le large contexte dans lequel serait discuté le plan australien comprendrait nécessairement d'autres éléments viraux, tels les modalités d'un cessez-le-feu, le mandat d'un mécanisme international de contrôle ou encore la prévention d'un retour aux politiques et pratiques génocidaires ».

Le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, qui co-préside avec M. Alatas la conférence de Paris, sous les auspices de laquelle se tient la rencontre de Djakarta, a estimé, pour sa part, que les

nouvelles discussions « devraient permettre de confirmer les principes agréés » en janvier et février par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, Grande-Bretagne et France). Ces derniers s'étaient mis d'accord pour « un rôle étendu des Nations unies au Cambodge », comprenant notamment le contrôle du retrait des troupes vietnamiennes et celui des élections, à condition qu'elles soient organisées par l'ONU.

M. Dumas, qui a quitté Djakarta mardi matin pour regagner Paris, a estimé que la rencontre « devrait permettre aussi d'examiner les modalités concrètes d'un règlement du conflit, notamment les questions fondamentales du cessez-le-feu, du désarmement des factions, de la composition et du rôle du Conseil national suprême ainsi que du processus électoral ».

Le prince Sihanouk et le premier ministre cambodgien, Hun Sen, se sont mis d'accord, la semaine dernière à Bangkok, sur la formation d'un Conseil national suprême (CNS), sans toutefois arrêter sa composition. Le prince Ranariddh, qui préside la délégation sihanoukiste à Djakarta, a déclaré lundi qu'il souhaitait que le CNS inclue l'opposition tripartite et le gouvernement de Phnom-Penh.

En arrivant dans la soirée à Djakarta, M. Hun Sen s'est déclaré « plus optimiste que les fois précédentes ». « On ne pourra pas résoudre tout en une seule série de discussions, a-t-il dit, mais je suis sûr que nous pourrions arriver à un accord sur certains points importants et que nous pourrions retourner à Paris ».

Parallèlement à cette reprise des négociations, on signale une recrudescence des combats au Cambodge entre les factions de la résistance et les troupes du gouvernement de Phnom-Penh. Certaines informations font état, une nouvelle fois, d'une attaque des Khmers rouges aux abords de la capitale provinciale de Battambang, au nord-ouest du pays. — (AFP.)

NIGÉRIA

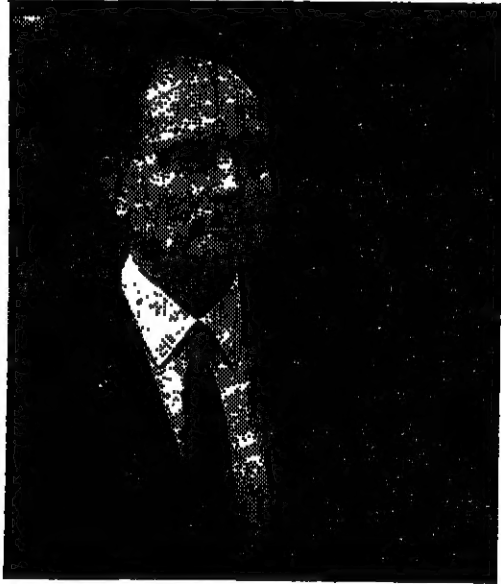
Le président Babangida
en visite officielle à Paris

Le général Ibrahim Babangida, président du Nigéria, est arrivé lundi 26 février à Paris pour une visite officielle de quarante-huit heures, la première d'un chef d'Etat nigérian en France.

Il devait être reçu mardi par le président François Mitterrand, qui offre un déjeuner en son honneur, et s'entretiendra dans l'après-midi avec le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, et le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger Fan-

roux, avant de rencontrer mercredi matin M. François Douhin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat, ainsi que des représentants du monde industriel et du patronat français. Mercredi après-midi, le président nigérian, qui a annoncé le retour au pouvoir civil en octobre 1992, rencontrera les ministres de la défense et des affaires étrangères, M. Jean-Pierre Chevènement et M. Roland Dumas, avant d'avoir un entretien dans la soirée suivi d'un dîner officiel avec le premier ministre, M. Michel Rocard.

La direction de **FOUGEROLLE NIGERIA LTD**
Entreprise de bâtiment et travaux publics
souhaite au
Président Ibrahim Babangida
le meilleur succès pour sa
VISITE OFFICIELLE EN FRANCE



Longue vie à l'amitié Franco-Nigériane

FOUGEROLLE NIGERIA LTD
Plot P.C. 35 Idowu Taylor Street
Victoria Island, Lagos
Telex : 21445 et 21822
Téléphone : 617407, 617410, 615356

مكتبه في الرياض

150

POLITIQUE

La préparation du congrès de Rennes du Parti socialiste

Hérault : le choc de deux cultures

Derrière les rivalités personnelles et les suspensions réciproques de MM. Frêche et Saumade s'opposent socialisme urbain et socialisme rural

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

La préparation du congrès socialiste, qui se réunira à Rennes du 15 au 18 mars, continue d'être marquée par des polémiques entre les courants. Ainsi les amis de M. Michel Rocard, dans leur bulletin *Convaincre*, attaquent-ils, avec virulence parfois, chacune des six motions qui sont en concurrence avec la leur. M. Jean-Pierre Chevènement qui fait, notamment, les frais de ces attaques, souhaite que le PS retrouve une certaine « pureté ».

Sur le terrain, où les votes pour les motions ont commencé, les affrontements nationaux trouvent souvent une traduction locale. Ainsi la rivalité entre MM. Fabius et Jospin trouve-t-elle son prolongement dans l'Hérault avec une polémique entre MM. Georges Frêche, maire de Montpellier, et Gérard Saumade, président du conseil général.

« *Quel parti ?* » : à deux pas du musée Fabius, c'est le seul commentaire que fera ce retraité en découvrant dans le *Midi Libre* le récit du dernier épisode de la rivalité qui oppose le président du conseil général, député de la deuxième circonscription de l'Hérault, M. Gérard Saumade (fabiusien) au maire de Montpellier (jospinien) M. Georges Frêche (jospin-mauroyiste).

M. Saumade a, en effet, décidé, le 15 février dernier, de porter sur la place publique ses derniers griefs à l'encontre de M. Frêche et de ses amis. Au cours d'une conférence de presse, le président du conseil général les a accusés d'avoir cherché à modifier frauduleusement le rapport de force interne à la fédération de l'Hérault (actuellement favorable aux fabusiens, elle est forte de 3 140 adhérents) en faisant procéder directement à Paris à l'achat de ce que M. Saumade appelle « 600 « votes-fausse » cartes de militants ». M. Frêche lui a répondu instantanément le compliment en s'étonnant du nombre de militants enregistrés dans les fiefs tenus par M. Saumade et ses amis : « Les sections bourgeoises sont celles des amis de M. Fabius », (Le Monde du 17 février).

La bataille pour le contrôle de cette importante fédération (la quatrième de France) est à ce point aigre que la quasi-totalité des fabusiens locaux (parlementaires, conseillers régionaux et généraux) ont menacé de se mettre en congé de groupe si les instances du parti ne faisaient pas machine arrière (1). D'ores et déjà 162 cartes ont été réexpédiées et la Rne de Solferino a reconnu l'erreur administrative « qui avait conduit à fournir directement à M. Michel Belorgeot, secrétaire de la première section de Montpellier, adjoint de M. Frêche, les fausses 600 cartes, alors que les règles du parti imposaient de passer par les fédérations ».

Même si l'affaire prend aujourd'hui, un tour particulièrement

virulent, les Héraultais, depuis longtemps, n'ignorent rien de la méconnaissance de ces deux poids lourds qui se disputent le leadership local avec d'autant plus d'âpreté que l'Hérault fait figure de département d'exception dans une région où la droite a, ces dernières années, fait tomber plus d'un bastion rose. Ici, le Parti socialiste détient non seulement le conseil général, mais également cinq sièges de députés sur sept et les trois sièges de sénateurs.

Chaque élection est l'occasion pour les « saumadiens » et les « fréchistes » de se mesurer. Le maire de la capitale régionale du Languedoc-Roussillon, qui est également président du district de Montpellier (regroupant les communes limitrophes), a marqué des points, ces derniers temps, en faisant élire quelques fidèles lors des dernières cantonales et en pesant de tout son poids pour que son premier adjoint, le rocardien-fréchiste, M. François Vézinet, soit désigné par les militants pour être candidat au sénatorial de septembre 1989 (il a été élu).

« Le plus gros tueur politique »

Aux législatives de juin 1988, M. Frêche était également parvenu à faire annuler par Paris la décision de la majorité des militants de l'Hérault pour M. Saumade candidat dans la circonscription « sûre » de Lodève. Le maire de Montpellier avait récupéré cette circonscription et s'était mis ainsi « au vert », assurant sa réélection à l'Assemblée à un an des élections municipales, tandis que le président du conseil général avait hérité d'une circonscription urbaine jugée très difficile. Le conflit Saumade-Frêche s'inscrit donc dans la saga d'une fédération qui a toujours été assez turbulente.

Comme au plan national, l'absence d'opposition dynamique semble pousser les socialistes à recruter en leur propre sein une « opposition » à une « majorité ». L'installation au pouvoir dans la durée libère les antagonismes internes. A cet égard, rare-

ment campagne pour un congrès aura été aussi rude. De chaque côté, les coups pleuvent dru. Le maire de Montpellier n'est pas un tendre. Un observateur de la vie politique locale le décrit comme « le plus gros tueur politique du département ». Un tueur fabiusien à diffusion restreinte n'y va pas de main morte et le qualifie de « *Cassandre de l'Hérault* ».

Il lui est reproché une attitude hégémonique et des méthodes hardies et dispenseuses pour couvrir des mandats en vue du congrès. S'appuyant sur sa puissante mairie, M. Frêche aurait dépensé, selon ce tract, pas moins de 300 000 francs en lettres, plaquettes et banquets pour rendre plus attractive la motion Jospin-Mauroy : « *autant qu'une grosse campagne contre la droite* » lit-on encore. Du côté des amis de M. Saumade on récuse la paternité de cet argumentaire en affirmant qu'il s'agit sans doute d'une « provocation » du maire.

Deux socialismes, deux tempéraments, deux cultures s'opposent sans ménagement. Les affrontements sont à ce point vifs et répétés que les clivages politiques sont transcendés par les conflits de personnes et de pouvoirs locaux : ainsi MM. Saumade et Blanc (président UDF-PR de la région) semblent souvent faire l'unité de la fédération. Pour M. Frêche et Bouquet (maire de Nîmes, député apparenté UDF) ne se détestent point.

« Socialisme high tech »

Le maire de Montpellier a su faire de sa ville une grande métropole régionale à forte image de marque. Son socialisme urbain s'oppose au socialisme rural de M. Saumade. M. Saumade, qui se définit comme un « *peuple de la transition du rural à l'urbain* », estime M. Frêche « *un technocrate* ».

Bref, il serait le chantre local du socialisme « high tech » déjà engagé dans le vingt et unième siècle, face à des héritiers

du radicalisme du dix-neuvième siècle, frileusement repliés sur leurs bastions ruraux du conseil général. Voilà pour le choc des images. La réalité est, bien sûr, plus nuancée. M. Frêche reconnaît d'ailleurs volontiers les réalisations de M. Saumade dans sa ville de Saint-Mathieu-de-Tréviers (championne de la création d'emplois ces dix dernières années) ou celle d'un autre fabiusien, M. Gérard Delfau, sénateur, à Saint-André-de-Sangonis (création d'une maison des entrepreneurs).

Mais c'est pour mieux rappeler que tout ceci s'est fait « en totale synergie avec Montpellier... » « *Il faut parvenir à un équilibre des territoires, des pays, des villes moyennes de la région par rapport à sa métropole régionale* », plaide également M. Delfau, qui estime qu'il n'y a pas, aujourd'hui, divorce entre le rural et l'urbain, les Héraultais vivant dans des villages ou des villes moyennes souhaitant également pouvoir profiter des avantages de « la grande ville ». Chacun, sur place, en convie. Mais si, de part et d'autre, au conseil général et à la ville, on a le mot « complémentarité » à la bouche, chacun a tendance à vouloir imposer sa propre vision de la complémentarité en en étant le pilote.

Les positions se bécotnent et le contrôle de la fédération sera l'une des grosses pièces du bunker. M. Vézinet, sénateur rocardien, a-t-il des chances d'être entendu quand il dit souhaiter voir la fédération « *indépendante des deux pouvoirs locaux* », le département et la capitale régionale ? C'est peu probable et c'est peut-être tactique. Moins impliqués dans ces luttes intestines, il n'est pas impossible que les rocardiens, ici comme ailleurs, en tirent quelques bénéfices.

PIERRE SERVANT

(1) 17 des 24 conseillers généraux et 4 parlementaires (MM. Gérard Saumade, Jean Lacombe, Bernard Nayral, député, M. Gérard Delfau, sénateur) se sont associés à cette initiative. Le député fabiusien, maire de Béziers, Alain Barau ne s'y est pas associé, soutient de « ne pas jeter l'huile sur le feu ». Il a, toutefois, envoyé un télégramme à M. Pierre Mauroy pour lui demander l'annulation des 435 cartes litigieuses.

Rhône : dispersion des opposants au « clan des Villeurbannais »

Une relève des générations se prépare

d'où émerge pour le moment M. Jean-Jack Queyranne, le porte-parole du PS

LYON

de notre bureau régional

Dans le Rhône, il y a les courants, comme partout, et il y a Villeurbanne. Avec son énorme section de plus de 700 adhérents, soit l'équivalent, à elle seule, de fédération telle que l'Ain ou la Savoie, « la première ville socialiste de la région Rhône-Alpes », comme se plaisait à le rappeler son maire, M. Charles Hernu, décédé le 17 janvier dernier, concentre sur elle toutes les ardeurs. Dans les rangs du PS, on lui reproche pêle-mêle sa politique de repli sur soi, sa trop bonne

entente avec Lyon au mépris des intérêts des autres communes de gauche, de l'agglomération, la mise à l'écart, plus ou moins progressive, de tous ceux qui, un jour, eurent à contester le pouvoir de l'ancien ministre de la défense, et sa mainmise sur l'appareil fédéral.

A la représentation habituelle des différentes sensibilités s'ajoutent en effet, à la tête de la fédération du Rhône, les quotas des diverses citadelles locales : celui des sénateurs Franck Sérusclat et Roland Bernard, et surtout celui

de Villeurbanne, formé de plusieurs cadres de la mairie.

Parmi les opposants, le plus ancien dans le grade le plus élevé, M. Jean Poperen, maire de Meyzieu et ministre des relations avec le Parlement, n'est pas le moins acide. Après la victoire, il y a un an, du mauroyiste Gérard Collomb à Lyon face à M. Michel Noir, accompagné de la perte des maires de Villeurbanne-en-Saône et de Feyzin, et celle, plus récente, de la mairie d'Oullins, l'ancien numéro deux du PS commente : « *Je n'accable pas les dirigeants fédéraux, mais, dans la mesure où ils ont le monopole du pouvoir, ils ont aussi le monopole des résultats.* »

Capitaliser les mécontentements

Profitant de l'affaiblissement du Rhône du courant Chevènement, M. Poperen compte capitaliser, sur la motion, les mécontentements de toutes sortes qui s'expriment contre la fédération. Au vu de certains résultats des votes intervenus dans les sections, cela semble d'ailleurs être le cas, mais au détriment des fabusiens. Emménés par MM. Bernard Rivalta et André Vianès, les présidents respectifs des groupes socialistes du conseil général du Rhône et du conseil régional Rhône-Alpes, ceux-ci auront du mal à passer la barre de 10 % des mandats.

Comme les poperénistes, ils réclament pourtant, « pour le Rhône, des responsables socialistes sérieux et solides, décidés à rassembler les conflits, non à les attiser ». Comme les poperénistes, ils ont déjà leur candidat à la succession du premier secrétaire fédéral, M. Yvon Deschamps, sur lequel se concentrent l'essentiel des attaques. « *Parce que je travaille à la mairie de Villeurbanne, je n'aurais pas le droit d'être premier secrétaire*, se défend ce dernier. *Faut-il donc que je sois un personnage à la façon du PC, ou faut-il que je sois à l'ANPE ?* »

Depuis leur entrée, à la fin de 1988, au secrétariat fédéral, les rocardiens du Rhône, conduits par M. Gérard Lindeberg, se montrent en revanche plus discrets dans la critique : « *Nous avons tenu le choc dans des conditions assez exceptionnelles* », observe simplement le coordinateur national des amis de M. Rocard, en expliquant son choix de travailler dans la parti « *avec qui que ce soit* ».

« Plus on échoue plus on est pur »

« Notre objectif est de faire passer les rocardiens d'une culture de minoritaires à une culture de majoritaires », explique-t-il. Il faut sortir de la logique de ce faux principe, selon lequel plus on échoue, plus on est pur ».

JEAN-LOUIS SAUX

ERRATUM. - Dans nos éditions datées du 27 février, nous avons écrit, à propos du déplacement de M. Jack Lang dans l'Isère, que le ministre de la culture avait été accueilli par « les députés du cru, MM. Christian Nucci et Didier Migaud ». Or, M. Nucci, maire de Beaupaire, n'est plus député de l'Isère. Élu à l'Assemblée nationale en 1978, réélu en 1981, il avait abandonné son siège après sa nomination, au conseil des ministres du 9 décembre 1981, comme haut-commissaire de la République en Nouvelle Calédonie et ne l'avait pas retrouvé par la suite.

« Humeurs » rocardiennes

Les socialistes continuent de préparer leur congrès dans une chaude ambiance. A l'occasion d'un billet intitulé « *humeurs* », la dernière livraison du bulletin *Convaincre* des rocardiens descend en flammes toutes les autres motions en présence pour le congrès de Rennes. Les amis du premier ministre notent que les motions issues de l'ex-courant A-B (inter-régionales) « *malgré un petit déficit d'imagination rejoignent sans trop s'en cacher* » leurs propres positions.

« *Bien sûr, continuent-ils, Mauroy-Mermaz-Jospin-Delors dissimulent mal derrière le flou de leurs propositions, leurs stratégies divergentes d'alignement politiques : eh oui, pas facile de tenir à plusieurs députés dans le même marigot !* » Le jeu de massacre continue avec la motion Fabius qui « *se gargarise à l'égérie... en oubliant les chômeurs, passés par profits et pertes d'un modernisme forcé* ». M. Jean Poperen se voit reprocher, plus gentiment, de minimiser « *la complexité des relations sociales* ».

« *Mais tout cela, concède le brûlot rocardien, reste dans le domaine du raisonnable. Plus raisonnable que les rodomontades des nostalgiques du nationalisme, qui veulent fonder au PS une succursale du courant gaulliste* ». Là, c'est M. Jean-Pierre Chevènement qui en prend pour son grade. Enfin, les rocardiens n'oublient pas les « *petites motions* » de MM. Dray et Melançon d'une part et de M. Liernemann d'autre part, puisque, là encore, l'ensemble des motions issues du courant A-B sont plus raisonnables « *en tout cas que les interrogations existentielles des deux députés de l'Essonne qui ne songent qu'à assassiner Rocard, ou que les réminiscences gauchistes de leur voisin de fédération* » (M. Liernemann, MM. Dray et Melançon sont membres de la fédération de l'Essonne).

Déloge d'amabilités

Après ce déluge d'amabilités — dont il n'est pas dit s'il constitue, dans la gradation des arguments, les contours d'une majorité et d'une opposition à Rennes — les rocardiens concluent : « *Tout cela fait-il un déchet d'idées ? Même si les comptes sont moins bons qu'escompté pour ceux qui ont voulu se compter, messieurs les compteurs ne trouvez pas la fin de l'histoire. C'est le vote des militants qui tranchera et ce vote-là est décisif* ». Les rocardiens souhaitent, bien sûr, que, pour le bien de tous, les militants « *confirment que le courant du premier ministre, est bien le pôle de stabilité et d'innovation dont le parti a besoin* ».

On ne sait pas si M. Jean-Pierre Chevènement avait pris connaissance des amabilités qui lui sont destinées dans ce bulletin, mais il a, en tout cas, affirmé, lundi 26 février sur TF1 que le PS a besoin de « *pureté* » et que le débat au sein du PS « *gagnerait à se ressourcer à certaines exigences intellectuelles* ».

Le ministre de la défense a également apporté sa pierre au débat « *fraternel* » en affirmant que les socialistes doivent « *prendre les moyens de politique économique qui correspondent à une exigence (...)* de justice sociale » et en ajoutant, à propos de son département ministériel : « *Pierre Mauroy, lance [le débat sur le désarmement] dans le Parti socialiste. C'est (...) en 1984, sous [son] gouvernement qu'on a dit que l'adversaire désigné, pour la première fois, était l'Union soviétique. Or, je pense que nous devons revenir à une saine doctrine républicaine, qui est que nous n'avons pas d'adversaire désigné (...)* La France doit pouvoir se défendre et en tout cas dissuader non seulement un agresseur mais même pouvoir résister au chantage d'un agresseur abusif ».

J.-L. A.

Après le voyage du maire de Paris en Côte-d'Ivoire

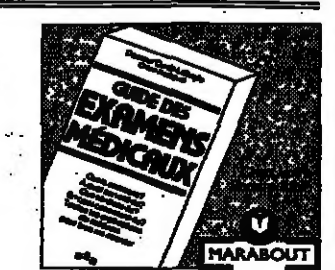
Le PS et SOS-Racisme jugent « stupéfiants » les propos de M. Chirac

Les propos tenus pendant le week-end par M. Jacques Chirac sur l'opportunité du multipartisme dans les pays en voie de développement (Le Monde du 27 février) ont provoqué, lundi 26 février, quelques vives réactions de gauche. Se référant notamment à une déclaration faite à RFI, dans laquelle le maire de Paris avait estimé que « *le multipartisme est une sorte de luxe que les pays en voie de développement n'ont pas les moyens d'offrir* », le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, a déclaré : « *Ces propos sont insultants pour l'Afrique, les Africains et pour tous ceux qui se battent pour le respect des droits de l'homme. La démocratie, ce n'est pas un privilège ou un luxe, c'est une valeur universelle. On peut s'étonner qu'un ancien premier ministre, chef du parti de l'opposition le plus important, tiennent de tels propos.* »

Abondant en ce sens, l'association SOS-Racisme a ajouté : « *Après l'avoir vu mener campagne contre le droit de vote des étran-*

gers en France, va-t-on voir Chirac en campagne contre le droit de vote des Africains chez eux ? Finalement, pour M. Chirac, les Africains, où qu'ils soient, n'ont pas besoin de voter... La démocratie est un principe universel et l'élément indispensable d'épanouissement de toute société, même la plus défavorisée, et non un obstacle au développement. »

L'Humanité souligne, pour sa part : « *Alors que M. Chirac tenait ces propos, des centaines d'étudiants manifestaient à Abidjan contre l'austérité et l'autoritarisme du régime tout cher à l'hôtel de ville de Paris et à l'Elysée, celui de M. Houphouët-Boigny. M. Chirac n'a pas entendu les cris « Vive la démocratie ! » des étudiants. Il n'entend pas non plus la revendication de liberté et de droit aux différences d'opinions et d'organisations que réclament les peuples d'Afrique. Le maire de Paris tient un discours pour l'est de l'Europe, un autre pour le tiers-monde.* »



POLITIQUE

La campagne du Front national à Sarcelles

« Hiroshima est un détail de l'histoire aérienne de la guerre »

déclare M. Jean-Marie Le Pen

M. Jean-Marie Le Pen persiste et signe. « On m'a fait une querelle d'Allemand (1) parce que j'avais parlé, à propos des chambres à gaz des camps de concentration nazis, de point de détail de l'histoire, comme Hiroshima est un détail de l'histoire aérienne de la guerre : détail horrible, détail affreux, mais un détail », a-t-il affirmé, lundi 26 février, à Sarcelles (Val-d'Oise), au cours d'une réunion de soutien au candidat du Front national à l'élection municipale partielle du 11 mars prochain, M. Jean Germeot. M. Jean-Marie Le Pen a également évoqué les élections au Nicaragua, « une victoire de plus contre le communisme et le socialisme », fustigeant au passage M. Daniel Ortega « le chouchou des curés progressistes et de François Mitterrand ».

Le président du Front national a ensuite dénoncé la liste d'union PS-PC conclue à l'occasion des élections municipales qualifiées par lui de « test national ». « Pour s'allier au PC, il faut avoir du souffle, surtout au moment où le PC et la CGT ont annoncé qu'ils vont livrer une bataille sans pitié contre le mariage Renault-Volvo », a ironisé M. Le Pen. « Comment peut-on, quand on est socialiste et qu'on s'affirme démocrate, cautionner le Parti communiste français, alors que tous les autres partis communistes ont honte du mot communisme, parce que c'est un mot qui a trahi pendant la sanglante révolution d'août 1944 ? », s'est-il demandé.

M. Le Pen s'est montré confiant quant au résultat de ce scrutin. Il a souligné le « profond mouvement populaire » qui exerce les bons scores du Front national à chaque élection partielle. « Il faut dire à la classe dirigeante qu'elle n'est plus représentative du peuple français », a-t-il ajouté.

M. Le Pen a aussi abordé le dossier de l'immigration, thème principal de la campagne du FN à Sarcelles autour du slogan « Immigration, ouvrez les yeux ». « L'immigration, elle n'est pas qu'islamique, elle est planétaire », s'est-il exalté avant de répertorier seize communautés différentes à Sarcelles. « Je ne critique pas les immigrés mais la politique criminelle d'immigration qui a été menée par les gouvernements de droite comme de gauche depuis quinze ans. Les Français n'ont pas été capables d'intégrer des dizaines de milliers de réfugiés et de faire intégrer des millions d'immigrés », a-t-il ajouté.

Après avoir dénoncé la politique de « tout-nucléaire, de la chimie de synthèse et de l'agriculture industrielle », M. Le Pen a annoncé qu'il ne se battait pas « pour la victoire de la droite,

mais pour celle de la France ». « Nous allons devoir prendre la relève d'une politique à bout de souffle », a-t-il conclu.

Un journaliste blessé au visage

Dans l'après-midi, une soixantaine de militants socialistes et communistes avaient manifesté dans le calme, à l'appel du candidat socialiste, M. Dominique Strauss-Kahn, devant le mémorial du martyr juif et devant le monument aux morts de Sarcelles pour protester contre la venue de M. Le Pen.

A l'issue du meeting, une cinquantaine de jeunes sympathisants du Front national, certains masqués et armés de manches de pioche et de marteaux, se sont opposés à des contre-manifestants rassemblés à une centaine de mètres du gymnase où avait lieu la réunion publique. Il n'y a pas eu de véritable affrontement entre les deux groupes, séparés par les lignes de chemin de fer de la gare de Sarcelles-Saint-Brice, mais des échanges de projectiles. Un important détachement de la brigade d'intervention du Val-d'Oise avait été déployé sur place pour maintenir l'ordre.

Certains membres du mouvement d'extrême droite ont pris à partie des journalistes encore présents. M. Dominique Baillaud, journaliste de FR3 Ile-de-France, a ainsi été légèrement blessé d'un coup au visage alors qu'il s'apprêtait à partir.

JACQUELINE MEILLON

(1) L'expression « querelle d'Allemand », employée pour évoquer une querelle faite sans raison valable, renvoie aux conflits continuels que livraient les princes dans l'Allemagne du seizième siècle.

M. Toubon : des déclarations « insensées et grotesques ». — M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a qualifié, mardi 27 février, d'« insensées autant que grotesques » les déclarations faites à Sarcelles par M. Le Pen, à propos des chambres à gaz et d'Hiroshima. « Qui peut encore, s'est-il interrogé, faire confiance à cet homme, à son parti et aux candidats qui le représentent ? J'ai trop de considération et de respect pour les Français pour penser qu'ils puissent se laisser prendre pendant encore longtemps à cette désolante démagogie ; j'en appelle à leur raison et à leur dignité », a-t-il conclu.

L'histoire s'emballa la France attend...

Suite de la première page

Qu'il s'agisse des gaullistes, tentés par le fondamentalisme de MM. Pasqua et Séguin, ou des socialistes, invités par M. Jospin, à « Sept sur sept », à « réconcilier la gauche avec elle-même », aucun courant ne semble pouvoir échapper au rétrécissement de son champ de vision et à la multiplication des ambitions présidentielles. Tout le monde semble se résigner à n'avancer qu'à l'aveugle. Résultat : l'histoire s'emballa et la France attend.

Elle attend que le président ait achevé sa réflexion. Comme si la célèbre formule « donner du temps au temps » devait tenir lieu de devise républicaine que de principe d'action ! M. Giscard d'Estaing a d'ailleurs fort intelligemment provoqué lui-même une bonne occasion de souligner ce sentiment de frustration qui rend le spectacle d'une France restant au bord de la route. L'attentisme de M. Mitterrand n'est cependant pas condamnable en lui-même : il est destiné à conjurer un danger jugé plus grand, qui serait de parler et d'agir sans avoir pris sur l'événement, et d'être ainsi taxé d'amateurisme.

Un fatalisme massade

La France attend aussi que le premier ministre ait mis au point un discours « structurant » sur la société, comme disent les spécialistes. Autrement dit, qu'il parvienne à rendre intelligible, et ainsi à assumer, le devenir global d'une société en mutation. Cette « absence synthétique » du premier ministre correspond à une « présence parcellaire » : M. Rocard a ouvert et continue d'ouvrir des « chantiers » qui en termes ne sont pas négligeables. Il est ainsi crédité d'une réelle bonne volonté. Mais les immigrés clandestins sont toujours là ; la tendance lourde du premier septennat, l'accroissement des inégalités n'a pas encore été contrariée. Les habitants de l'Ile-de-France n'ont toujours le choix qu'entre des bouchons sur les routes ou des bouchons dans le RER. Bref, ces actions partielles, qui se jouent sur le moyen ou le long terme, nourrissent dans l'attente un fatalisme massade que M. Rocard gagnerait à combattre en se donnant les moyens d'une présence plus « synthétique ».

Ainsi répondrait-il à une attente diffuse, mais qui n'est pas sans importance : celle de réformes qui ne sont ni spectaculaires, ni mobilisatrices. Exemple : les statistiques révèlent que la consommation des Français s'est accrue en 1989 de 3 % et que le niveau de vie global a de ce fait, repris sa marche en avant ; or, le gouvernement se

comporte comme s'il avait voulu lui en arracher des miettes, comme s'il s'était contenté de concessions ponctuelles : il se prive ainsi du bénéfice politique d'une situation qui redevient positive.

L'attentisme fait, il est vrai, partie de la « méthode Rocard ». Celle-ci a montré son efficacité. Mais elle limite l'ambition à la « gestion de l'imprévisible », comme le disait en son temps M. Giscard d'Estaing.

Il est pourtant deux déséquilibres qui incitent aujourd'hui aux plus noires prévisions, et qui supportent mal le décalage entre des années électorales creuses et périodes socialement agitées.

De Lionel Stoleru à Jean-Pierre Fourcade une brochette de responsables politiques, majorité et opposition mêlées, réunis à l'initiative du Club Vauban qui réunit Antoine Veil, a récemment insisté sur le risque d'une « explosion sociale ». Ce pronostic repose sur le constat que la société française fonctionne désormais à trois vitesses, à savoir selon la classification du ministre du Plan : les « inclus », qui profitent pleinement de la croissance retrouvée (c'est la France de l'« argent fou » que décrit Alain Minc) ; les « exclus », cette France du quatrième sous-sol que tout le monde croit pouvoir oublier parce qu'elle peupla la RMI ; enfin les « reclus », c'est-à-dire la grande masse des classes moyennes de salariés qui sont touchées de plein fouet par des conditions et un cadre de vie difficiles, et qui supportent mal le décalage entre des revenus du travail, le leur, qui progressent peu, et des revenus du capital qui continuent de palper.

A ces inégalités d'existence s'ajoutent, plus fortement ressenties, des « inégalités d'expérience » qui n'épargnent guère que la catégorie des « inclus ». C'est évidemment tout le problème de la nouvelle « étape sociale » à laquelle M. Mauroy invite depuis le début de son mandat. Comment, à quel rythme ? Le congrès de Rennes du PS trouvait quelque utilité à tenter de répondre à ces questions.

La crainte d'une explosion

Mais une France officielle apathique et une France privée redevenue consummatrice, risquent aussi de passer à côté d'une exigence de liberté et de propriété : celle-ci s'appliquant à la morale publique comme à la gestion de la planète) qui, l'Etat aidant, est portée par une jeunesse troublée.

« Aujourd'hui les élèves ressentent les contraintes d'une société dure, ils ont envie de se rebeller, de se révolter, ils ont envie de se révolter », a-t-il dit.

chance de vivre normalement : cette angoisse est comme un mur : contre un mur on a envie de se révolter : ce diagnostic vient aussi d'un expert, M. Dehenvels, proviseur du lycée Henri IV (4).

Des hommes politiques décriés, une planète abîmée, une société sans « valeur », autre que l'argent : il y a là aussi matière à une attente inquiète qui ne concerne pas que la jeunesse.

Crainte d'une explosion sociale, potentialité d'un conflit grave de génération, crise d'identité nationale favorisée par l'unité allemande retrouvée : il est urgent de réagir, sans à laisser le champ libre à un prisme courant national populiste manifestement en gestation, de M. Le Pen à M. Pasqua en passant par quelques autres, et dont on connaît trop bien le programme commun : dire au « peuple » qu'il a des ennemis ; désigner ces ennemis ; et « enrôler le peuple » à « prendre la parole », c'est-à-dire à donner le pouvoir à quelques démagogues.

Or, le Front national aujourd'hui n'est pas seulement une machine électorale qui se structure. Il est porteur de la seule idéologie qui avance. L'extrême droite aujourd'hui, ce ne sont plus seulement de gros bourgeois, ce sont des universitaires, des intellectuels, des hauts fonctionnaires parfois, qui se tournent vers les fausses certitudes de M. Le Pen quand nous vivons nous dans le doute et le ralentissement.

Il y a sans doute de bonnes raisons d'être satisfaits de la chute des idéologies « malfaisantes », comme dit M. Mauroy. Mais ce n'est pas parce qu'on a fait 1789 qu'il faut se contenter d'exporter nos « recettes » à l'Est de l'Europe. Il est aussi nécessaire de reconstruire, ici et maintenant, une vision globale d'un devenir commun en donnant aux partisans d'un consensus républicain des raisons d'y croire.

Le couple exécutif n'est certes pas seul concerné, mais la confiance dont il bénéficie dans l'opinion est un instrument puissant qu'il serait hasardeux de déserter. Après tout, dans un contexte économique qui reste porteur, quelques vitamines sociales en guise d'émulsion, des remèdes de fond pour que l'école redevienne un immense accélérateur social, une lutte frontale contre les inégalités, et surtout une cure de confiance dans les hommes et les institutions, et plus généralement dans « un modèle que l'Europe » (l'Est devrait importer : voilà qui aiderait sans doute à conjurer les dangers les plus visibles. La tâche paraît être à la portée de ceux qui nous gouvernent. Il n'est certainement pas trop tard.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(4) Interview à l'Express daté 23 février 1990.

(5) Le Front national est désormais doté d'un conseil scientifique essentiellement composé d'universitaires au sein duquel figurent des polytechniciens, des économistes et un membre de la Cour des comptes.

PROPOS ET DÉBATS

M. DE BEAUCÉ : Nouvelle alliance

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, estime que ceux qui veulent soutenir « autrement » l'action du président de la République doivent « créer les conditions d'une nouvelle alliance au sein de la majorité présidentielle ». Dans un entretien accordé au mensuel Globe, M. de Beaucé estime que, si cette tentative échoue, « c'est la majorité tout entière qui sera condamnée », car les socialistes seraient alors contraints, lors des prochaines élections législatives, de « négocier, avec une fraction de l'opposition, une forme de coalition gouvernementale, donnant ainsi à un contrat de majorité parlementaire la prééminence sur le contrat de majorité présidentielle ». « Dans ces conditions », ajoute M. de Beaucé, « le Parti socialiste ne trouverait certes pas d'alliances stables ».

L'accord intervenu, mardi 20 février, entre le Mouvement des radicaux de gauche et l'Association des démocrates, à laquelle appartient M. de Beaucé, peut, selon lui, créer « la base minimale d'une organisation politique » capable de rassembler au centre.

M. BRIANT : Donner du poids à l'opposition

M. Yvon Briant, président du CNI, a déclaré, le lundi 20 février, au cours d'un point de presse, qu'il fallait « donner au comité de coordination de l'opposition un véritable poids politique » car, a-t-il ajouté, « on ne fait pas assez pour crédibiliser cette instance ». Soulignant que le comité de coordination de l'opposition (CCO) est le « seul organisme de ce type dans l'opposition », il a estimé qu'il devait s'affirmer « avec des réunions régulières et un ordre du jour concret ».

Commentant le rôle du CNI dans le débat sur l'organisation de l'opposition, M. Briant a affirmé que son parti « se situait entre les partisans du statu quo isolationniste et les intégristes de la fusion ». « La fusion ne peut être la solution pour aujourd'hui, mais le terme d'un processus d'intégration qu'il faut engager rapidement », a-t-il observé, en réaffirmant le soutien du CNI à la proposition de M. Valéry Giscard d'Estaing de réunir une convention nationale des élus de l'opposition.

Le préfet de l'Aveyron claque la porte du conseil général

RODEZ

de notre correspondant

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, souhaite que les préfets soient soucieux face aux éventuels abus de pouvoir des conseils généraux. Le représentant de l'Etat dans l'Aveyron vient d'en apporter la démonstration. Une démonstration d'autant plus significative que le président de l'assemblée départementale, auquel il s'oppose, est M. Jean Puech, sénateur RPR et président de l'Association des présidents de conseils généraux.

Le conseil général de l'Aveyron n'accepte pas que l'Etat envisage de supprimer de nombreux postes d'enseignement dans des communes rurales qui se dépeuplent. Le 2 février, il avait donc décidé de « prendre en charge pour l'année scolaire 1990-1991, tant dans l'enseignement public que dans l'enseignement privé, le salaire des enseignants du premier degré

dont les postes seraient supprimés », une cinquantaine.

Lundi 26, l'assemblée départementale avait invité le préfet, M. Roger Bennebarck, à débattre de ce dossier. Après plus d'une heure de discussion, et quelques déclarations fort dures de certains conseillers généraux, le préfet décidait de quitter la séance du conseil général, déclarant : « Je ne peux accepter que l'on fasse loi le procès de l'Etat ».

Lui qui est habituellement discret, avait souligné : « Il ne s'agit pas de question pour moi de mettre en débat au sein de votre assemblée les dispositions prises, ou à prendre, par l'Etat dans le cadre de sa seule compétence. » Et il avait prévenu : « J'entreprendrai de déférer dès demain devant le tribunal administratif votre délibération du 2 février ».

L'affaire est locale, mais elle est aussi un signal d'alarme pour le président des présidents de conseils généraux.

Y. P.

Le commissaire du gouvernement suggère l'annulation du scrutin de Dunkerque

La victoire de M. Michel Delabarre à Dunkerque avait été l'un des grands succès de la gauche aux élections municipales du printemps 1989. Aujourd'hui, elle pourrait être contestée par le Conseil d'Etat. Le maire sortant, M. Claude Provoyeur, sénateur RPR, n'avait été battu que de peu : 116 voix sur 36 878 suffrages exprimés. Sur le coup, il avait semblé fort affecté, puis qu'il avait démissionné du conseil municipal, mais cela ne l'avait pas empêché de demander à la justice administrative l'annulation de l'élection de ses vainqueurs.

Le tribunal administratif de Lille ayant validé l'élection du ministre de l'équipement, son adversaire a fait appel devant le

Conseil d'Etat. Lors de l'audience des plaidoiries, lundi 26 février, le commissaire du gouvernement, M. Michel de Guilleminot, qui, contrairement à ce que suggère son titre, n'exprime pas la pensée de l'exécutif, mais « dit le droit », a conseillé l'annulation du scrutin. Il s'est appuyé sur la diffusion tardive d'un tract accusant M. Provoyeur de liens avec la secte Moon.

Le Conseil d'Etat devrait se prononcer définitivement dans une quinzaine de jours. Dès lundi soir, M. Delabarre a publié un communiqué, dans lequel il affirme attendre « sereinement cette décision ».

DÉFENSE

Face aux difficultés de l'avion européen EFA

L'industrie belge serait associée au programme Rafale

Le groupe Dassault pourrait prochainement annoncer un accord de coopération avec l'industrie belge sur le programme Rafale quand, dans le même temps, le projet concurrent d'avion de combat européen EFA enregistrerait un retard d'un an en raison du débat qui a opposé Britanniques et Allemands sur le radar.

A quelques semaines de la reprise des vols d'essai de l'avion de démonstration Rafale, équipé du nouveau réacteur M-88 de la SNECMA à la place du moteur américain d'origine, le constructeur aéronautique Dassault reconnaît avoir beaucoup progressé dans la préparation d'un accord avec l'industrie belge, au terme duquel celle-ci participerait au développement et à la production en série de cet appareil destiné à équiper l'armée de l'air et la marine française, à partir de fin 1996-début 1997.

Ces discussions avaient commencé en 1988. Elles avaient reçu un fort vent du ministre français de la défense qui, pour l'occasion, avait fait un déplacement à Bruxelles afin d'en débattre avec les autorités belges compétentes. A l'époque, il avait été question d'une participation des industriels belges à hauteur de 10 %. Selon les contacts en cours, il semble

aujourd'hui que cette collaboration restera très inférieure à 10 %.

Les propositions concernent principalement les deux sociétés SABCA et SONACA pour la cellule du Rafale, à hauteur de 2 % du financement du développement des deux derniers prototypes et de la production en série. Aux conditions économiques de 1990, le développement, l'industrialisation et la construction de trois cent trente-six avions (deux cent cinquante pour l'armée de l'air et quatre-vingt-six pour la marine) atteignent environ 150 milliards de francs, à la charge de l'Etat et des industriels.

Face au Rafale, qui risque de rencontrer des difficultés de financement après 1993 si aucun partenaire étranger ne rejoint la France, le programme d'avion rival, baptisé European Fighter Aircraft (EFA), connaît actuellement quelques turbulences.

8 000 emplois menacés outre-Rhin

Les Britanniques (à hauteur de 33 %), les Allemands de l'Ouest (33 %), les Italiens (21 %) et les Espagnols (13 %) sont associés dans ce projet d'avion dont, pour un total de sept cent cinquante-cinq exemplaires commandés, a un coût estimé par ses promoteurs à environ 230 milliards de francs. C'est en novembre 1988 que les quatre pays européens sont convenus de coopérer. Mais leur accord ne couvre que le seul développement de

l'EFA et pas sa production, qui devra faire l'objet d'une entente en 1991.

Au début de cette année, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale ont mis un terme à leurs discussions, qui durent depuis plusieurs mois, sur le choix du radar : c'est la société britannique Ferranti, récemment sauvée de la banqueroute, qui en aura la responsabilité, mais Bonn a obtenu des garanties pour tout dépassement éventuel des dépenses. Ces tergiversations ont pour effet que le premier vol de l'EFA, attendu à l'origine pour 1991, n'aura pas lieu probablement avant 1992, avec comme perspective une entrée en service de l'avion au-delà de 1997.

Outre-Rhin se développe dans les milieux politiques une polémique sur l'intérêt qu'il y aurait à maintenir ou non un tel programme aussi coûteux, dès lors que se profile à l'horizon le désarmement en Europe et la réunification des deux Allemagnes.

Le ministre ouest-allemand de la défense demeure partisan du projet, même si admet qu'on devrait construire une nouvelle version, moins chère, de l'EFA. De leur côté, les industriels, notamment Deutsche Aerospace, la filiale aéronautique du groupe Daimler-Benz, considèrent que 8 000 emplois sont en jeu dans l'immédiat. Mais des élus au Bundestag suggèrent de prélever les crédits d'aide promis à la RDA sur le budget propre à l'EFA.

J. L.

Le Mirage-2000 en compétition avec trois autres avions pour équiper la Finlande

La Finlande a mis quatre constructeurs d'avions de combat en compétition afin de choisir l'appareil qui devra remplacer, au milieu de cette décennie, les Mig-21 soviétiques et les Draken suédois, qui équipent actuellement sa force de défense aérienne.

Outre le Mig-29 soviétique, le F-16 américain et le Gripen suédois, qui, en réalité, semble avoir été exclu après le récent accident du prototype, la Finlande a retenu le Mirage-2000 du groupe Dassault, dont un exemplaire vient d'être envoyé pour subir des essais de fonctionnement par temps de grand froid.

Depuis les années 60, la Finlande suit la tradition d'acheter en même temps à l'Est et à l'Ouest ses matériels militaires pour des raisons qui tiennent à sa situation stratégique. Depuis le traité de Paris de 1947, sa force de défense aérienne est limitée à trois mille hommes, qui servent soixante avions de combat répartis dans des abris souterrains sur six bases différentes.

Le marché en cours porterait sur une cinquantaine d'appareils armés de missiles air-air, pour une somme de l'ordre de 2 milliards de dollars. Pour respecter sa neutralité, la Finlande pourrait, là encore, partager sa commande entre deux fournisseurs.

J. L.

1502 24 01

1501

SOCIÉTÉ/CULTURE

12 La folle équipe du justicier de la Seine
16 La Coupe du monde de hockey sur gazon
17 Cinéma : le nouveau Costa-Gavras
22 Technologie pour planche à voile en salle

Médecins sans carrières

Après six semaines, le conflit des internes et des chefs de clinique s'essouffle. Amertume et désillusions

Le conflit entre les médecins et la Sécurité sociale est plus que jamais dans l'impasse. La Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), qui réunit mardi 27 février son conseil d'administration, semble opposée à une convention souhaitée par le syndicat MG-France. Faute d'un accord, improbable, le gouvernement devrait intervenir dès le 1^{er} mars pour débloquer la situation. D'autre part, les deux journées « hôpital mort » des internes et des chefs de clinique n'ont, en pratique, nullement été suivies.

Au départ il y a, toujours ou presque, cette affirmation en forme d'aveu : « Comprenez qu'elle n'existe pas, notre grève des soins et des urgences ! ». Ainsi, ce mouvement dont on parle tant depuis près de deux mois n'a jamais été en définitive qu'une gentille entourage pour médias trop naïfs. Il faudrait n'y voir aussi que la seule arme efficace pour alimenter la colère commune et pour « maintenir la pression » sur tous ceux qui semblaient, avec un malin plaisir, refuser de prendre au sérieux les inquiétudes et les revendications des internes et des chefs de clinique. Une grève de mardi gras en somme ou la plus belle démonstration, par l'absurde, qu'un médecin en blouse blanche ne peut — à l'appel d'un syndicat — abandonner des malades qui sont les siens.

Sans doute les choses ne sont-elles pas aussi simples. Si — tous les « grévistes » l'affirment la main sur le cœur — « aucun malade n'a eu à souffrir de ce mouvement », on sait par exemple dans les services de chirurgie qu'avec le report systématique des interventions non urgentes, les tableaux opératoires à venir sont désespérément vides. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre paradoxe de cette grève qui n'en était pas une, que cette punition auto-infligée puisque la valeur de l'intensité, comme celle du clinicien de chirurgie, se mesure avant tout au nombre des interventions et des consultations effectuées. Et, s'il aura été riche d'enseignements de toutes sortes, le semestre n'aura eu, chirurgicalement parlant, qu'une faible valeur formative.

A trente-quatre ans, chef de clinique assistant à l'hôpital Cochin dans l'un des services de chirurgie orthopédique les plus réputés de la capitale (professeur Marcel Kribbaum), le docteur Philippe Ducheyron n'oubliera pas de sitôt les épisodes les plus désagréables de ce conflit dont le pouvoir politique aurait dû, selon lui, savoir faire l'économie. Il y eut, entre autres, ce télégramme « téléphoné par un postier hilare » précisant qu'à la demande de la direction de Cochin

le chirurgien gréviste devait, d'urgence, regagner son service, alors que précisément il y était « en train de faire son boulot ».

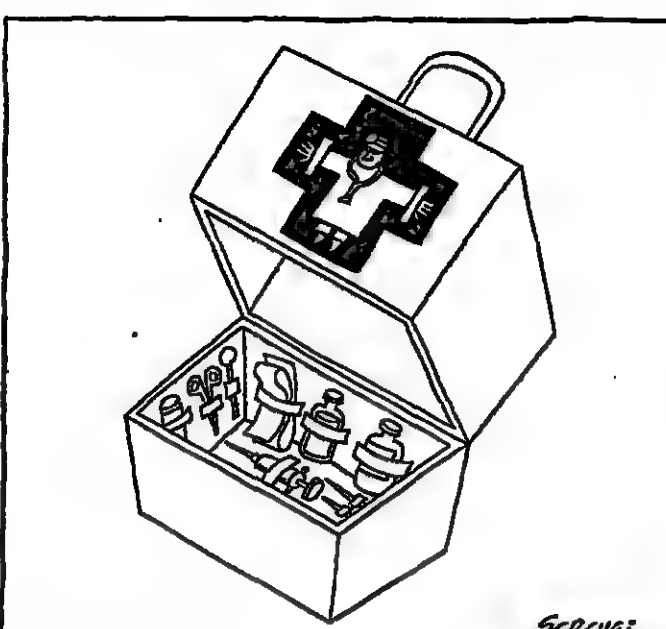
Ce fut aussi cette nuit où, après treize jours consécutifs de travail et d'absence quasi permanente du domicile, il fallut à nouveau quitter femme et enfants pour apprendre les petits secrets du collage d'affiches dans les rues de la capitale. « A trente-quatre ans, ça fait mal. Nous ne sommes quand même pas faits pour ça ! »

De toutes ces semaines agitées il voudrait ne retenir, comme nombre de ses collègues, que les quelques marques, signes de vraie sympathie, du moins de compréhension qui lui furent témoignés. Les patrons d'abord « qui ne sont pas, on le sait, des modèles d'altruisme » mais qui, un dimanche, ont manifesté avec eux. Les malades aussi « qui, après avoir découvert dans le journal combien nous gagnons, disaient leur effacement et nous souhaitaient bon courage ».

« Mérite-argent-qualité de vie »

L'argent. Tous ou presque disent que l'essentiel n'est pas là et qu'à ne parler que de chiffres et de revenus on a gâché le sens de leur révolte. Et pourtant, fautes de jour du prestige et du pouvoir d'une carrière hospitalo-universitaire garantie, les grévistes ne parviennent jamais à sortir du tiers « mérite-argent-qualité de vie » où ils aimeraient être sûrs de ne pas avoir « joué perdants ». C'est ainsi que, parmi les arguments systématiquement avancés figurent, en bonne place la comparaison des prix de la visite médicale et du dépannage de plomberie ainsi que le niveau des salaires dès lors qu'on se situe à « bac + 12 » ou à « bac + 15 ». Cette équation fêlée des cadres supérieurs et les réelles désillusions venues par certains conduisant, en définitive, à ruiner le prestige des disciplines jadis tenues pour les plus nobles.

C'est ainsi que les spécialités qui imposent des gardes longues et fréquentes (la chirurgie, la gynécologie-obstétrique ou la réanimation néonatale) alimentent les plus cruelles déceptions et fournissent les plus gros bataillons de mécontents. Fait toujours aggravant, l'appréhension, rarement avouée, de la rupture avec la matrice hospitalo-universitaire — « dans six mois nous sommes forcés à la porte » — n'est plus, comme ce fut longtemps le cas, compensée par les perspectives de l'exercice libéral. Fis encore pour les jeunes chirurgiens, le monde de



l'hospitalisation privée — avec l'irruption des grands groupes dans qui tenait lieu de l'artisanat ou de la PMS — apparaît à la fois hostile et incompréhensible.

Pour eux, c'est l'heure des nouveaux comptes, l'amertume précède des réalités bancaires puisqu'il leur faudra, « en ville », acheter leur matériel, acquiescer des actions de clinique, cotiser pour la retraite, embaucher un aide opératoire, soit, souvent, une entrée dans le monde des affaires qui, d'embellie, dépassera le million de francs.

« Nous avons passé le concours de l'internat pour apprendre la chirurgie car nous aimons le côté créatif, réparateur que représente l'orthopédie », expliquent par exemple les docteurs Patrick Houvet, Thierry Dubert et Virginie Bérard (hôpital Bichat). Mais nous avons fait ces études pour exercer dans la sérénité, c'est-à-dire porter des instructions justes et sans complaisance commerciale, refuser des actes non justifiés, prendre notre temps en opérant. La sérénité, cela veut dire ne pas pleurnicher devant notre banquier lorsque nous nous installons, discuter le prix du matériel de la clinique, occuper n'importe quel et finir par faire n'importe quoi. Et nous ne sommes pas des exceptions.

A ceux qui hésiteraient à goûter aux joies de la libre entreprise, l'hôpital public n'a nullement fermé ses portes, à condition, il est vrai, de faire une croix sur la recherche et l'enseignement. Un deuil douloureux pour cette génération qui a grandi en même temps

que s'étoffaient les prestigieux plateaux techniques des centres hospitalo-universitaires. L'hôpital général où l'on compte plus de 2 000 postes vacants ? La réponse est presque toujours immédiate : « Pourquoi n'imposerait-on un lieu ? Ou alors, d'accord pour Parthenay ou La Châtre mais, dans ce cas, je suis fonctionnaire et, comme le professeur agrégé, j'arrête le travail à 14 heures ».

Le taxi de la Sécurité

« L'hôpital public n'est acceptable que lorsqu'on n'a aucun moyen par ailleurs. Je connais un collègue qui s'en sert mais uniquement parce que sa mère lui a payé sa maison et sa BM », explique le docteur Ducheyron à qui on a proposé, pour 15 000 francs mensuels, une chefferie de service d'orthopédie dans un hôpital de la banlieue parisienne. « Cela signifie des responsabilités. Or il n'y a plus d'interne, plus d'assistant et vous avez les mains liées par l'administration. Si je veux faire de la microchirurgie par exemple, on me donnera peut-être le microscope mais on ne me paiera pas les infirmières de nuit pour surveiller la couleur et la vitalité des lambeaux ».

Cette morosité, ces appréhensions et ces désillusions sont omniprésentes et multiformes. C'est le refus déclaré de gardes supplémentaires à venir, revenus substantiels,

mais dont les effets destructeurs sur l'équilibre familial ne sont plus à démontrer. C'est encore l'allergie manifeste aux petites mais rentables combines de l'industrie pharmaceutique. « Nous n'avons pas, disent-ils, à gagner notre vie grâce aux laboratoires. Après quinze ans d'études nous ne voulons pas de vacances déguisées en congrès dans les îles. Il n'est d'ailleurs pas normal que l'Etat tolère cela ».

Tout, en définitive, est pour eux arrivé trop vite. Ils sortent des promotions des années 75, celles qui inaugureront la sélection. Russes au concours, « repos » en deuxième et troisième années, puis trois ans de préparation intensive, parfois inhumaine, pour entrer dans le sérail hospitalo-universitaire avant qu'il ne vous rejette. Aujourd'hui ils sont persuadés que leur titre « ne vaut plus rien ». Couvrant leurs espérances d'adolescents rêvant « de faire médecine » ont été trahies, qu'on a changé à leur insu toutes les règles d'un jeu où ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes, ils se sentent floués et prêts à tout pour obtenir la liberté géographique d'installation et le secteur 2.

Une histoire dévastatrice, réelle, assure-on, court les salles de garde. La scène se passe dans la campagne du centre de la France. On a fait venir le généraliste pour la grand-mère « qui aurait fait une petite attaque ». L'examen ne révèle absolument rien. Le médecin va repartir quand, sur le seuil, on lui demande s'il ne peut pas « descendre la fille » jusqu'à la gare de la ville voisine. « Voyez-vous, disent les grévistes, ce taxi-là, il est remboursé par la Sécurité sociale ! »

Sans doute n'y a-t-il là, au fond, que les bouleversements et les fractures d'une profession et d'un système de couverture sociale en mutation. Mais, parce qu'il s'agit aussi de médecins, les enjeux sont beaucoup plus lourds qu'on ne l'imagine généralement. « L'argent n'est pas sale ! Un médecin a le droit de vivre aussi confortablement qu'un autre individu à formation et investissement physique égaux », expliquent, dans une adresse au Monde, les trois médecins de l'hôpital Bichat. « Nous n'avons aucune honte à demander une rémunération correcte et, de grâce, qu'on cesse de nous parler d'éthique et de morale ».

Ainsi, qu'elle soit effective ou simple menace, la grève des soins et des urgences pourrait bien être l'inquietant signe avant-coureur d'une nouvelle époque, où l'exigence morale des médecins ne dépendrait plus, tout compte fait, que de leurs difficultés matérielles.

JEAN-YVES NAU

TÉMOIGNAGE

Maudit paiement à l'acte !

par le docteur Christian Bourde

CETTE grève des internes et des chefs de clinique est attristante à bien des égards. Comment se désintéresser du sort de jeunes médecins de qualité dont le pays a toujours besoin et des difficultés qu'ils affrontent, que l'on n'a pas soi-même connues ? C'est un fait, mais... mais... La pauvreté des débats étouffe, et ce que l'on occulte, et que même les non-initiés devinent, ne contribue pas à les élever.

Ainsi, deux problèmes pourtant essentiels sont passés sous silence. D'abord, n'y aura-t-il donc pas quelques personnes de bonne volonté pour s'associer autour d'une table pour, avant d'examiner l'urgence de « s'installer où l'on veut », admettre l'irréversible et totalement anarchique répartition des médecins dans le pays ? Serait-ce faire preuve de « socialisme rampant » que d'en parler ?

Trop de médecins ? Allons donc ! On s'arrache les clients dans les opulents quartiers des grandes villes, alors que des départements de France, qui n'ont pourtant rien de commun avec la Sibirie, sont démunis de praticiens ; sans parler de certains domaines (médecine sociale, sciences fondamentales...) moins prestigieux, privés de cette aura bourgeoise plus que jamais recherchée. On y est loin de la pléthore, et ce soit les médecins futurs qui s'arrogent le droit de décider seuls de cette répartition, se fiant qu'elle soit anarchique et profondément inégalitaire, est extrêmement choquant.

Deuxième constatation et regret : depuis tant d'années, tout tourne autour de la « révolte » des actes. En clair : de la possibilité, contrainte par les ministères et les caisses, d'augmenter le tarif des consultations — revendication éternellement renouvelée. Qu'à aucun moment, dans les discussions, une voix — d'un côté comme de l'autre — ne soit élevée pour dire combien ces revendications, légitimes dans le contexte actuel, sont humiliantes et détournent

d'autres problèmes encore plus urgents et beaucoup plus graves, est consternant ; que personne n'ait eu un mot pour dire que le paiement à l'acte, fût-il le moins mauvais, économiquement parlant, de tous les systèmes (ce qui reste à prouver), doit être, sinon remis en cause immédiatement mais au moins discuté. Qu'il soit source de tous les dérapages, de toutes les corruptions, de tous les excès moraux et économiques, personne n'oserait le contester, mais personne n'a le courage d'en parler : pour la droite politique, c'est un symbole de liberté (pour les payés, non pour les payants) et l'une des pierres angulaires de l'édifice capitaliste d'une société faite de profits rapides ; pour ceux de gauche, fielleux, paralysés par la terreur (idéologique) de passer pour marxistes, motus et bouche cousue.

Alors, moi, médecin à la retraite, après trente-neuf ans d'exercice, que j'ai été ou non un privilégié, je le dis clairement : cette relation d'argent entre patient et praticien, j'en ai vu tant d'abus dégradants tout au long de ma carrière qu'elle n'a cessé, jour après jour, d'empoisonner mes rapports, certes idéalisés, avec mes « malades ». Je n'ai jamais été heureux que dans les consultations que j'assurais dans les hôpitaux où il n'était jamais question d'argent et où j'avais le sentiment de donner le meilleur de moi-même. Un salaire (décent) dans mon activité privée m'eût fait mon bonheur. A cause de ce maudit paiement à l'acte, j'ai quitté ma profession sans regret.

Jeunes médecins, n'écoutez pas les sirènes de la médecine lucrative, réfléchissez à ce qui vous attend, au carcan que vous serez de vertus illusaires. Croyez-moi : la course aux clients et les fins de mois difficiles font la médecine la pire et sont mauvaises conseillères.

► Christian Bourde, médecin retraité, a été membre du comité national de Santé et socialisme.

Le ministère de la santé a indiqué lundi 26 février que, dorénavant, la pilule abortive RU 486 serait, au prix de 263 francs, « officiellement et effectivement à la disposition des femmes qui ont pris la décision douloureuse d'interrompre leur grossesse ». La France devient ainsi le premier pays à prendre en charge cette nouvelle forme « médicamenteuse » d'interruption volontaire de grossesse. Les avantages psychologiques de cette méthode plus coûteuse que la technique « instrumentale » apparaissent toutefois aujourd'hui moins importants qu'on avait pu un moment l'espérer.

Le RU 486 sera-t-il jamais un médicament comme les autres ? Découvert dans les années 80 par une équipe des laboratoires pharmaceutiques Roussel-Uclaf (MM. Philibert, Teusch, et Sali), cet « anti-hormone » fut souvent présentée comme étant, après les contraceptifs oestro-progestatifs, la plus grande révolution en matière de contrôle des naissances. Il fallut toutefois quelques années de tâtonnements et d'expérimentations diverses avant que le RU 486 apparaisse comme une alternative à l'interruption de grossesse par voie instrumentale. En pratique, c'est

lorsqu'il est associé à d'autres molécules (des progestatifs oraux ou injectables) que ce produit permet d'obtenir une efficacité supérieure à 90 %, à condition que la grossesse date de moins de sept semaines, période calculée à partir des dernières règles (1).

Diverses études effectuées en France et à l'étranger sous l'égide d'organismes internationaux (Organisation mondiale de la santé, Population Council) ne permirent pas, d'embellie, aux autorités françaises — c'était au début de 1988 — d'accorder une autorisation de mise sur le marché.

Les spécialistes se disaient alors inquiets de certains résultats expérimentaux observés chez le lapin (malformations fœtales) ainsi que des risques hémorragiques liés à l'utilisation de cette substance. L'autorisation de mise sur le marché fut accordée en septembre 1988, quelques semaines seulement avant que le fabricant Roussel-Uclaf (filiale du groupe allemand Hoechst) ne décide, brutalement, de retirer son produit du marché français, invoquant « l'émotion d'une partie de l'opinion publique française et étrangère ». Le RU-486 (ou Mifégyne) déclencha ainsi en octobre une nouvelle controverse sur le caractère légitime ou non de l'IVG. Roussel-Uclaf étant, à la demande de M. Claude Evvin, ministre de la santé, revenu sur sa décision, en mettant en avant cette fois « l'intérêt de la santé publique » : la

Mifégyne fut à nouveau distribuée dès novembre 1988 dans les centres agréés.

On restait dans l'attente d'un accord concernant le prix — c'est-à-dire la prise en charge du coût du médicament par l'Etat. Depuis l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché, Roussel-Uclaf distribuait en effet gracieusement la Mifégyne aux centres agréés acceptant de participer à un rigoureux travail de surveillance clinique, afin, notamment, de prévenir tout dérapage dans les indications. Au total près de 30 000 interruptions de grossesse ont, depuis septembre 1988, été ainsi pratiquées. L'accord qui vient d'être conclu met un terme à de longues négociations, le fabricant souhaitant pour sa part un prix notablement plus élevé (517 francs) que celui qui vient d'être accordé (263 francs). Le RU-486 sera distribué désormais sous contrôle médical dans les 793 centres qui, en France, sont autorisés à pratiquer des IVG, aucune modification de ce circuit de distribution n'étant envisagée.

En pratique, au terme d'un arrêté ministériel du 20 février, le « forfait pour une IVG par mode médicamenteux » (comprenant les investigations biologiques, trois consultations médicales, trois comprimés de RU-486 et la vérification ultérieure de l'interruption de grossesse) est fixé à 1 407 francs, soit un prix sensiblement plus élevé que celui de l'interruption de grossesse instrumentale. On indique en effet au

ministère de la santé que le coût moyen des 163 000 interruptions de grossesse pratiquées en 1988, était de 902 francs (avec un maximum à 1 230 francs en cas d'anesthésie générale avec hospitalisation). « L'Etat, indique-t-on, accepte ici une prise en charge un peu plus élevée dans la mesure où cette méthode offre certains avantages compte tenu de son caractère moins traumatisant. Elle permet notamment, pense-t-on, de préserver mieux que la méthode instrumentale l'avenir obstétrical de la femme ».

On souligne toutefois, tant au ministère de la santé que chez Roussel-Uclaf, qu'en dépit de ces avantages, le RU-486 n'entraîne en aucune façon une « banalisation de l'avortement », pas plus qu'il ne réduit la souffrance psychologique des femmes. La principale question aujourd'hui est celle de savoir quelle proportion de femmes enceintes souhaitent avorter auront recours à cette nouvelle méthode. On estime généralement, compte tenu des strictes indications du produit (pas après sept semaines de grossesse) mais compte tenu aussi de la diffusion des tests biologiques ultrarapides de grossesse, que 30 % à 40 % des femmes (soit environ 55 000 par an) opteront pour l'« avortement médicamenteux ».

J.-Y. N.

(1) La technique instrumentale peut, quant à elle, être utilisée jusqu'à la douzième semaine.

JUSTICE

Aux assises de la Marne

La folle équipée du justicier qui « savait tout »

Déguisé en « justicier » et muni d'une 22 long rifle, Luc Guidon, vingt-trois ans, avait attaqué la commissariat de Reims (Marne) le 18 octobre 1986, blessant gravement un policier. Le jeune homme, qui affirmait vouloir se venger d'un viol commis par des policiers la nuit précédente, comparait devant la cour d'assises de la Marne. Il a été condamné à une peine de neuf années de réclusion criminelle.

REIMS

de notre envoyée spéciale

Appuyé contre le box des accusés, celui qui Reims avait surnommé « Rambo » s'est effondré. Son menton tremble. Il essuie les yeux avec un grand mouchoir à carreaux chiffonné. « Ce soir-là, je remontaient le chemin des Eaux-Vannes quand j'ai entendu une femme crier, marmonne-t-il en pleurant. Je me suis approché et j'ai vu un véhicule break blanc avec une rampe de gyrophares. Il y avait deux hommes en veste noire, deux policiers, qui frappaient et injuriaient une femme. Ils l'ont violée. » Luc Guidon s'arrête un instant. Il serre son mouchoir en se mordant les lèvres. « Je ne pouvais plus bouger. J'avais peur, énamorément peur. Je pensais que j'étais un lâche mais c'était le trou noir complet. » Un nouveau temps d'arrêt. La salle attend en silence. Dans le box des accusés, l'un des gardiens de la paix soupire avant de hausser légèrement les épaules. « Je suis sûr d'avoir vu cette scène, monsieur le président, assure Luc Guidon, une dernière fois. Je l'ai vue de mes yeux. Et croyez-moi, ce n'était pas marrain. »

La nuit était claire. Luc Guidon est formel, mais plus personne, ou presque, ne le croit. Lors de l'enquête, le Service régional de police judiciaire (SRPJ) de Reims a tenté, pendant des semaines, de retrouver une trace du drame. En vain. Le seul véhicule break doté de rampes de gyrophares du commissariat de la ville était en intervention cette nuit-là, et ses trajets ont été minutieusement reconstitués : il ne pouvait se trouver dans le bois des Eaux-Vannes, vendredi 17 octobre, aux alentours de 23 heures. Et cette nuit-là, aucune plainte pour viol n'a été déposée. « Vous avez peut-être été victime d'une hallucination, suggère le président, M. Daniel Marzi. Vous étiez en état d'ivresse, n'est-ce pas ? » Luc Guidon soupire. « C'est vrai, j'étais ivre. »

Ce jour-là, Luc Guidon, vingt-trois ans, chauffeur dans une société de génie civil, avait célébré, au champagne, la naissance de la petite-fille de son chef de chantier. Quelques heures plus tard, il se rendait au Relais-Bar de Reims, des roses pleins les bras, pour l'anniversaire de la femme du patron. Trois ou quatre coupes de champagne aux alentours de 18 heures, une dizaine de pastis dans la soirée : Luc Guidon avait, sans doute, plus de 2,5 grammes d'alcool dans le sang lors de sa promenade nocturne dans les marécages des Eaux-Vannes, à la sortie de Reims.

Malgré les recherches effectuées par le SRPJ, le contrôle des mains courantes et le suivi du véhicule break du commissariat, Luc Guidon croit aujourd'hui encore fermement à ce viol qui n'a laissé aucune trace. La scène passe et repasse sous ses yeux. Luc Guidon ne cesse de pleurer. « Je suis rentré chez

moi et j'ai passé une très, très mauvaise nuit, poursuit-il. Ça me revenait. Je me disais que je m'étais conduit comme un lâche, que la police ne pouvait pas faire ça. Ils sont comme tout le monde, ils respectent l'amour. Ça a tout remis en moi. » Le lendemain matin, Luc Guidon part travailler quelques heures avant de quitter brusquement le chantier. « Je savais tout ce qu'il fallait que je fasse, explique-t-il en pleurant à nouveau. C'était comme une étincelle. Ça défilait à toute allure. Je n'avais plus une seconde à moi. »

Mille cartouches et son testament

Bouleversé par la scène de la nuit précédente, Luc Guidon, qui collectionne des revues d'armement depuis des années, s'improvise alors justicier. « Je savais tout », répète-t-il obstinément. Il se rend dans une grande surface de la région, va au rayon d'armurerie et ressort du magasin avec une réplique de Kalashnikov soviétique : une carabine 22 long rifle à dix coups et un stock de mille cartouches. Il retourne alors dans les marécages des Eaux-Vannes pour lire le manuel de montage et de chargement de l'arme. Sa décision est prise : il rendra justice, quitte à en mourir.

Il lui faut désormais « régler ses affaires » pour que sa famille n'ait aucun problème. Il rentre chez lui « ranger ses papiers » et enregistre sur une cassette de longs monologues destinés à son beau-frère. Sur l'une des faces, il décrit en détail le viol des Eaux-Vannes avant de crier sa haine des policiers. « Je vais les flinguer, dit-il. Je sais que je vais tirer des filles. Maintenant, c'est terminé, je tire dans le tas. Je vais faire sauter ce putain de commissariat. » Sur l'autre face, il colle une étiquette où il se contente d'écrire « mon testament ». « Je me voyais partir vers la mort », dit-il aujourd'hui.

Luc Guidon se déguise alors en justicier : rangers, pantalon léo-

pard, veste de treillis, cape en camouflage. Vêtu de sa tenue de commando, il se rend dans la caravane de sa sœur, où il dépose ses papiers ainsi que ses clés de voiture, qui ne me servent plus. « Une pluie fine commence à tomber. Luc Guidon repart aux Eaux-Vannes avec quelques provisions, son poignard de survie à la ceinture. Il y passe la fin de la journée, « en évitant les lieux de la scène ». Pensait-il alors à un massacre qu'il préparait, au commissariat ? « Ce n'est pas que j'y pensais, dit-il aujourd'hui. Je savais. C'était plus fort que moi. Au moment où je le faisais, je le savais. » Dans la forêt, Luc Guidon ramasse un bout de bois calciné et se noircit le visage. La nuit tombe. Il longe la berge du canal pour se rendre à pied au commissariat de Reims, à plusieurs kilomètres de là.

« Perturbation psychique »

L'attaque du commissariat durera à peine quelques minutes. « Je pensais que des véhicules de police foncraient vers moi, raconte-t-il. Je me suis caché derrière les voitures. » Luc Guidon rampe dans la ville comme les justiciers dans la jungle. Il approche. Il tire. Réarme. Tire à nouveau. Plusieurs policiers tentent de percer le « tirailleur isolé », mais Luc Guidon continue à tirer. Le brigadier Bachelard, l'un des premiers à sortir dans la rue, reçoit une balle à l'épaule gauche. Il subira vingt-trois mois d'arrêt de travail. Luc Guidon, lui, reçoit trois balles à l'abdomen et au bras avant d'être arrêté.

Luc Guidon est-il « dément » au regard de l'article 64 du code pénal, qui soustrait les inculpés à la sanction s'ils sont « en état de déraison » au moment des faits ? A-t-il été « contraint par une force à laquelle il n'a pu résister » ? Les trois collègues d'experts psychiatres consultés lors de l'instruction ne le croient pas. « L'accusé ne présente

pas de troubles psychiatriques majeurs, explique le docteur Daniel Jacquet. Il n'y a pas de maladie mentale à proprement parler. Même s'il y avait probablement une perturbation psychique au moment des faits. »

Tous sont d'accord. Tous sauf les deux experts responsables des examens médico-psychologiques. « Au moment des faits, il ne disposait pas de toutes ses facultés mentales, note le psychologue Jean-Luc Ployer. Il était victime d'un déséquilibre psychique et il ne pouvait pas agir autrement. » Il rappelle alors l'étrange scène du viol des Eaux-Vannes, qui n'est pas étrangère à la vie sexuelle « totalement refoulée, non dite, et non verbalisée » de Luc Guidon. Le viol, disent-ils tous deux, est sans doute un « phénomène hallucinatoire lié à l'alcool ». En début d'audience, le com a demandé à Luc Guidon de dire quelques mots de sa vie sentimentale. Il a refusé de répondre. « Je laisse la page blanche », répète-t-il depuis le début de l'instruction.

Mais l'avis des deux experts des examens médico-psychologiques ne pèse pas lourd : la question de l'article 64 ne leur est pas posée. Les trois collègues de psychiatres, eux, ont été unanimes à répondre non. « Vous ne pouvez pas dire que Luc Guidon était fou », lance alors le représentant du ministère public, M. Georges Guéret, aux jurés avant de demander treize à quinze ans de réclusion criminelle. « Peut-être avait-il des problèmes, mais il était normal. Par votre décision, les policiers devront se sentir protégés. Il faut qu'ils se sachent soutenus par la population. » Luc Guidon se tasse dans son box. Il n'a pas tué, ce soir-là, mais il voulait, c'est vrai, « tirer du poulet ». Trois ans après, il ne sait toujours pas « expliquer », pourquoi ? Mais cette « force », qui l'a, dit-il, « poussé » à la boue encore.

La cour d'assises de la Marne a condamné, lundi soir, l'homme qui « savait tout » à neuf ans de réclusion criminelle.

ANNE CHEMIN

Après deux ans d'enquête

Le mort de Lodève retrouve son identité

MONTPELLIER

de notre correspondant

Les gendarmes de la section de recherche de Montpellier ont finalement identifié, après plus de deux ans d'enquête, le cadavre calciné retrouvé dans la nuit du 7 au 8 octobre 1987 à l'indéfini d'une voiture en feu sur le bord d'une route déserte, près de Lodève (Hérault).

Licencié en droit et en anglais, habitué des bars depuis la mort de son père, Joël Hipeau, quarante et un ans, habitant Sarcelles (Val-d'Oise), avait été choisi pour être la victime d'une mise en scène orchestrée par Yves Dandonneau, quarante-cinq ans, PDG d'une fabrique de jouets à Montmorency.

Avec l'aide de deux complices, ce dernier lui avait fait miroiter un voyage en Provence. En réalité, Joël Hipeau, bourré de calmants, devait trouver la mort dans un simulacre d'accident organisé par les trois hommes afin de permettre à Dandonneau, présumé mort, de toucher les 15 millions de francs de huit contrats d'assurance contractés quelques mois auparavant au bénéfice de sa compagnie, Marie-Thérèse Hérault.

Mais un détective privé engagé par l'une de ces com-

panies d'assurance allait découvrir la supercherie et avertir les gendarmes, qui, en surveillant Marie-Thérèse Hérault, interpellèrent Yves Dandonneau le 15 janvier 1988, dans une villa du Rouret, sur la Côte d'Azur. Là, il coustait des jours paisibles sous un nouveau nom et avec un nouveau visage, après avoir subi cinq opérations de chirurgie esthétique. Il reconnaissait alors l'ensemble des faits, livrant le nom de ses complices, mais restait incapable de donner l'identité du mort.

Quelques mois après, dans une cellule de la prison de Metz, un détenu reconnaissait, dans le portrait robot diffusé par la presse, le visage de Joël Hipeau, qu'il avait fait entrer comme employé dans une société de recouvrement de Sarcelles. Les gendarmes de Montpellier, qui ne disposaient jusque-là pour tout indice que d'une mâchoire, n'avaient plus qu'à interroger l'entourage de Hipeau et à constater que celui de Dandonneau avait assigné le rôle de mort avait bien été recruté à Sarcelles. Il avait disparu trois jours avant le faux accident, et d'autres témoins devaient le reconnaître. Le juge d'instruction de Montpellier en charge de l'affaire, M. Claudine Laporte, va pouvoir maintenant clore le dossier en attendant le procès d'assises.

JACQUES MONIN

ENVIRONNEMENT

Amiens ferme son usine ultra-moderne des ordures

Au cours d'une séance exceptionnelle tenue le vendredi 23 février, le conseil municipal d'Amiens a décidé de fermer l'usine de traitement des ordures ménagères inaugurée voici un peu plus d'un an en présence de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement.

Cette installation devait transformer chaque année plus de 100 000 tonnes de résidus ménagers en gaz de méthane et en engrais. Mais la nouveauté du procédé et sa difficulté mise au point ne lui ont pas permis d'atteindre ces résultats au prix prévu.

L'usine d'Amiens n'a absorbé que la moitié des déchets programmés, le gaz s'est révélé invendable et l'incinération elle-même marche mal. Résultat : selon le maire, M. Gilles de Robien (UDF), 40 % des résidus partent à la décharge et le traitement de la décharge coûte 442 francs à la municipalité, contre un budget de 30 millions de francs par an.

Valorga, la société qui a construit l'usine, avait déjà connu des difficultés financières l'an dernier. Elle avait été reprise par un consortium comprenant Spie-Batignolles, Gaz de France et une société de chauffage. Le groupe, qui a engagé des négociations avec une dizaine de municipalités françaises, ne semble pas décidé à abandonner un procédé prometteur, mais délicat à mettre au point.

L'URSS propose l'installation à Genève d'un « SOS écologique »

Un centre écologique d'urgence doté d'experts d'une banque de données et d'un puissant ordinateur de calcul, le tout installé à Genève et prêt à répondre à tout appel d'une nation touchée par un grave accident d'environnement, telle est la proposition que les Soviétiques ont faite lundi 26 février lors d'une séance de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU.

Les « pompiers de l'écologie » profiteraient de la présence simultanée à Genève d'une antenne du programme des Nations unies pour l'environnement, du registre international des substances potentiellement dangereuses, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation mondiale de la météorologie.

L'idée en avait été avancée il y a déjà deux ans par M. Mikhail Gorbachev lui-même. Reformulée par un délégué soviétique à l'ONU, elle a été accueillie avec réserve par la Grande-Bretagne et la Communauté européenne qui craignent que ce « SOS environnement » ne fasse double emploi avec la future agence européenne de l'environnement dont on dit aujourd'hui qu'elle pourrait s'ouvrir aux pays de l'Est. — (AFP.)

DIAGONALES

L'INSTRUMENT AVEC LEQUEL ON ÉCRIT INFLUE-T-IL SUR LE STYLE, LA LANGUE, LA PENSÉE ?

Voici quatre réponses à cette question : 1, écrite à la main. — 2, sur une machine mécanique. — 3, sur une machine électronique. — 4, par traitement de texte.

1 Bien sûr, la technique joue son rôle dans l'advenue (l'avènement) du flux de ce qui, en nous, veut se dire. Elle joue sa partie pour son complot. Le filant de la plume sur le papier me rappelle à la fois au geste du scribe, du copiste, du calligraphe, donc au temps, et à l'espace, celui de mon corps, de la page. Impossible de tricher avec le défilé linéaire qui est le lot de toute inscription et, à l'autre bout, le propre de la lecture.

Pour suggérer le mouvement même de la mémoire, ses repentirs, ses replis, la phrase de Proust avait besoin de la feuille surchargée de bécasses et de papayes. La recherche du temps perdu suppose que le texte écrit n'existe pas encore. Surtout s'écrit d'écriture le jour où sa vue ne lui permet plus de raturer ; ce qui s'appelle raturer, non pas expédier le mot mort (puni ?) dans les oubliettes d'une disquette, mais lui en préférer un autre ouvertement, de façon que les éditeurs de la Pléiade, les auteurs de thèses, et M. Genette, puissent à volonté, à jamais, retrouver l'ancien brouillon, glisser la sainte « variante », y surprendre le mystère même de toute écriture.

La glosement appelé « manuscrit » va-t-il se tarir ? N'aura-t-il donc duré que trois ou quatre siècles ? Ces pages de Giono ou de Barthes que la plume artisanale a caressées, tissées sa toile, sa dentelle, ces notes et rajouts efflués de Flaubert ou de Valéry, ce n'était donc qu'une parenthèse dans l'acte millénaire de coucher sa pensée ? Supprimez les griffures de l'encre sur la blancheur vaincue, que restera-t-il du grand grimoire qui nous tapisse en dedans, de la portée musicale qui chante en nous ?

2 La machine à écrire, on l'oublie, a été inventée par un fabricant d'armes, M. Remington. Il lui fallait se « reconverter », après la guerre de Sécession, à la fabrication d'une machine à écrire. Il a fait de l'écriture une question de gachette. Le corps ne trace plus des signes. Il libère des ressorts, une mitraille. Entre le cerveau et l'imprimé, le nouvel intermédiaire s'appelle désormais AZERT, prénom YUIOP. C'est à lui que l'écrivain a affaire, non à la « belle dactylographe » à jupe entravée qu'ont inventée les patrons et le cinéma, dans la foulée de la machine.

Parenthèse

Underwood veut dire : « sous-bois ». En fait de sous-bois, celle qui monte sous les doigts évoque le coin des barillettes. Hemingway le baroudeur tapait à directement — c'est l'expression consacrée. La roman amérain était né. La concision de la langue anglaise aidant, le style a perdu les subtilités données à l'euphorisme, nées des attentes plumes en l'air et des marges offertes. Pas de correction qui tienne. M. Azert Yuiop exige de l'irréductible. La phrase doit être achevée sur la lancée. Fin des concertations infinies avec soi-même. De l'action, de la spontanéité, du pari mal embouché, du dialogue qui claque ! Et si le lieu commun pleut, on jouera avec. La sonnerie du téléphone vient-elle à « grettoir » ? Bah ! Qu'elle grettoie !

Quoi ? Où ? Quand ? Voilà les seules questions. Idéalement, l'écriture c'est un téléscripteur crachant : « La guerre est déclarée ». Ce qui est important, disait Fitzgerald, tient sur une carte postale. Bons baisers d'Azert Yuiop.

3 Après tout, les styles tombent en panne sèche aux pires moments, les plumes s'écroulent, s'engrissent, on s'en déprend. J'ai fini par aimer ma petite portable carénée, ces tiges d'acier bien rangées en demi-cercle comme les griffes d'Épidaure, et que mon doigt envoyait frapper dans le mille du ruban aux enroulements fantaisistes, aux rougeurs inattendues. On pouvait se corriger, à coupe de petits XXXXX rapages, de grommes spéciales, de pincées blanchâtres. On surchargeait à la main la première frappe. Une balle dactylo à jupe entravée (voir plus haut) mettait le tout au propre. Cela restait humain, pour parler moderne.

Avec la machine électrique, le doigt ne transmet plus un mouvement, il déclenche une obscure envie de taper, tapie Dieu sait où, plus tard que l'écriture. Il faut tout le temps raturer des piles et des cassettes. Les rubans tombent en panne sans prévenir et sans qu'on s'en aperçoive, tant on ne regarde plus le cadran à quartz. Des signes surgissent, qu'on est convaincu de ne pas avoir convoqués ni seulement effleurés. A qui se plaindre de ce malin génie ? Il manque une instance de réclamation, je dirais.

Après « malin génie », j'avais écrit « comme dirait Descartes ». A la plume, je

crois que j'aurais laissé subsister cette cuisine inutile. Grâce au défilé préalable, je suis remonté la supprimer, vite fait. Moins de fétichisme du « Déjà là » que sur manuscrit ; mieux comme ça. Mais qui sait si je l'aurais maintenue, ma cuisine, sur épreuve ? On ne se baigne pas deux fois dans la même eau. Le fil de l'écriture est comme celui de l'histoire : pas de retouches ni d'expérimentation qui vaille. On ne saura jamais si Descartes, selon qu'il ait sucé un crayon, une plume d'oie, ou qu'il ait écrit un petit écran électronique, lequel lui eût sûrement inspiré bien des méditations, lui que le dialogue avec soi-même intriguait tant, on ne saura jamais si après cogito et avant eum, il aurait tracé ergo, ou bien... igitur, qui n'aurait pas été mal non plus.

4 Avec le « traitement de texte », voilà autre chose ! C'est le crayon et la gomme retrouvés, l'ardoise magique d'autrefois, le fin du repêchage éternellement visible. Mieux : le texte triomphe de sa méditation d'être linéaire. Il devient délinéaire, il scande à la deuxième dimension, en attendant la troisième. Imaginons la lecture devenue courante sur écran, elle aussi. A l'apparition d'un certain signal de l'auteur, mettons : de l'envoyeur, le récepteur pourra prendre ou non livraison, tout de suite ou plus tard, de telle note en bas de page (que les livres ne savent jamais où fourrer), de telle description, de telle subtilité, de nos amériques ratures si on y tient.

Danger de l'informaticisme en littérature ; elle favorise la prolifération maligne, l'obésité, la redite inaperçue — les éditeurs exercés ne s'y trompent déjà plus. Eco, dit-on, travaille au computer. Cela expliquerait qu'en lisant la Parolite de Foucault on se surprenne à dire (déplorer) : qui me parle là ?

Mais que de possibilités ouvertes ! Quel beau vertige ! Qu'en dira-t-on ? Boudier la technique et l'avenir, quelle truelle sotte !

Si ces problèmes vous intéressent, lisez *Écriture II* (Le Sycomore 1985), *De la lettre au livre* (Ed. du CNRS, 1989), les revues *Traverses* (1983), *Litix* (Université de Nanterre, 1987) et *Arts* (1988). Je tiens cette bibliographie sommaire et ces quelques bouffées de réflexion de l'Institut des textes et manuscrits modernes, qui a lancé un questionnaire, en vue d'un colloque, en juin. Merci à lui.

Fin de message, code FX14R708 D190 A7640M634629WWWV1071...

كتاب في التاريخ

150

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Merveilleuse eau de Javel

L'eau de Javel fête ses deux cents ans. De la liqueur de Dakin au célèbres berlingots, les vertus de l'hypochlorite de sodium restent irremplaçables.

L'EAU de Javel va fêter ses deux siècles d'existence. Elle demeure l'un des désinfectants les plus actifs. Rien ne lui résiste. Pas même le virus du sida.

Elle nous est si familière qu'on en oublie ses vertus, noyées que nous sommes sous les slogans racleurs d'une publicité qui vante tantôt les mérites du désinfectant sans éponge, tantôt ceux de la lessive qui « miracle ! » à poids égal nous en donne plus. Comment donc s'étonner que cette vieille dame ne soit guère présente dans nos esprits ? Et pourtant, elle est là, disponible à tout moment, utile, irremplaçable et presque anonyme.

Les habitants de la région de Belfort, dont les nappes phréatiques ont été polluées par des bactéries à la suite des inondations, viennent d'en faire l'expérience : il leur a été conseillé de verser deux gouttes d'eau de Javel dans leur carafe d'eau pour s'affranchir de tout danger digestif.

Déjà, durant la première guerre mondiale, le colonel Buneau-Varilla, directeur du service des eaux de l'armée de Verdun, avait eu recours à l'eau de Javel. Ne disposant plus d'eau potable pour ses troupes, le vaillant colonel, raconte M. Emmanuel Gavois, président de la Chambre syndicale nationale de l'eau de Javel, mélangea longuement un petit stock d'eau de Javel à l'eau de la Meuse pour abreuver ses troupes assaillies. C'est d'ailleurs depuis cette date que l'on appelle cette opération « procédé de verminisation ».

Ces vertus désinfectantes ne furent mises en évidence que de longues années après la découverte de l'eau de Javel qui son origine dans le blanchiment des toiles. Un blanchiment que l'on connaissait depuis des siècles et que l'on obtenait à la suite d'une grossière série d'opérations : les toiles étaient d'abord lessivées, puis étendues sur l'herbe et enfin arrosées deux à trois fois par jour. Le procédé durait plusieurs mois. C'est en s'intéressant à ce laborieux travail des lavandières que le chimiste Berthollet, puis, au début des années 1790, démontra que cet effet blanchissant était dû à l'oxygène de l'air.

« Il chercha donc un procédé plus rapide », explique

M. Maxime Ansaloni (1). Comme dix-sept ans plus tôt, Scheele avait découvert un gaz verdâtre résultant de l'action de l'acide muriatique sur le bioxyde de manganèse, « Berthollet et Lavoisier, croyant que l'acide muriatique avait été oxydé par ce minéral, donnèrent à ce gaz le nom d'acide muriatique oxygéné. Et Berthollet en déduisit que l'acide ainsi oxygéné pourrait blanchir par son oxygène ».

Bactéries détruites en trente secondes

Fort de sa théorie, Berthollet mit en œuvre son procédé de blanchiment des toiles - à l'aide d'une solution acide de ce gaz verdâtre - la manufacture des produits chimiques appartenant au comte d'Artois, qui était installée sur le site de l'actuel quartier de Javel. Au début, ayant recours à un élément alcalin, la potasse, pour fabriquer son agent de blanchiment, il fabriqua donc de l'hypochlorite de potassium qui reçut dès sa naissance le nom d'eau de Javel.

« L'eau de Javel et l'industrie des chlorures décolorants étaient nées. Mais ce n'est qu'en 1811, écrit M. Ansaloni, que Gay-Lussac et Thénard découvrirent que le gaz verdâtre était un élément chimique qui reçut le nom de chlore (en grec : jaune verdâtre) ». Très rapidement, les scientifiques prirent conscience des vertus désinfectantes de l'eau de Javel. C'est ainsi que, au début du dix-neuvième siècle, le pharmacien Labarraque, profitant de l'existence sur le marché d'un produit - le carbonate de sodium, - moins cher que la potasse, mit au point une « liqueur » qui n'était en fait que de l'hypochlorite de sodium : c'est-à-dire de l'eau de Javel telle que nous la connaissons.

Plus tard, d'autres solutions plus complexes furent créées à partir de l'eau de Javel dont certaines, comme la liqueur de Dakin dans les hôpitaux, sont toujours en usage, démontrant ainsi le formidable pouvoir désinfectant de l'acide hypochlorite et du chlore. Mais si l'on sait depuis longtemps que l'eau de Javel est une excellente arme de guerre antibactériologique, on ne connaissait moins en revanche son mode d'action. « Il a fallu un microscope élec-

tronique, explique le docteur André Dodia, professeur à l'Institut Pasteur, pour démontrer sur le vif (...) l'action de l'eau de Javel utilisée à faibles doses sur les micro-organismes ».

« La membrane des germes, explique-t-il, est ainsi comme une sorte d'enveloppe qui les protège des agressions », mais qui possède aussi « les mécanismes qui leur permettent de se fixer sur leur cible lorsqu'ils viennent nous infecter ». Or, en

présence d'eau de Javel, cette membrane éclate presque instantanément, ce qui détruit le germe, qu'il soit bactérie ou virus. « In vitro, avec une dilution au 1/100 d'eau de Javel du commerce, toutes les bactéries sont détruites en trente secondes ». Prouvant s'il le fallait toute l'efficacité de ce symptôme guerrier auquel ne résistent pas les staphylocoques, pas plus que les vibrions cholériques, les salmonelles ou les virus responsables de

diverses formes d'infections polymyélitiques.

Bref, l'eau de Javel, par son action vigoureuse et létale aussi bien sur les bactéries, sporulées ou non, les champignons, les œufs et les kystes de parasite que sur les virus, apparaît comme un produit facile, pas cher et qui peut protéger gros. Ce que les Français, et bien

d'autres avec eux, ont tout à fait compris puisqu'ils ouvrent quotidiennement 1 million de berlingots ou de flacons de cette eau de Javel dont le coût est aujourd'hui dérisoire.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Molecules, décembre 1983.



Claude-Louis, comte Berthollet (1748-1822), chimiste. Lithographie de Delpech.

Atome et cancers

Publié il y a quelques jours par le *British Medical Journal*, une étude épidémiologique relie la contamination aux dangers auxquels seraient exposées les populations à proximité des centrales nucléaires et des sites de stockage de déchets radioactifs (la *Monde* des 18 et 19 février). Cette étude, réalisée par le professeur Gardner (université de Southampton), établit un lien entre la fréquence élevée de leucémies chez les enfants et l'exposition aux radiations des pères de ces enfants travaillant sur le site de Sellafield. Une irradiation des pères avant la conception pourrait donc, en modifiant le patrimoine génétique, être à l'origine de leucémies dans leur descendance.

Leucémies

La faible nombre de cas pathologiques rend difficile l'interprétation des conclusions de cette étude. Inquiets toutefois, les responsables de la firme British Nuclear Fuels n'ont pas tardé à réagir. « Le lien entre la leucémie et l'exposition des pères aux radiations n'a pas été médicalement établi et le professeur Gardner n'a jamais prétendu qu'il l'était, a d'abord déclaré M. Neville Chamberlain, chef exécutif de British Nuclear Fuels. Les plus grandes autorités en matière de génétique ont dit clairement qu'il n'y avait pas de preuve scientifique de l'existence d'une telle lien ».

« Notre société va inviter les syndicats à participer à un programme conjoint pour déterminer de nouvelles mesures destinées à réduire l'exposition aux radiations du

personnel, ont, d'autre part, déclaré les responsables de cette société dans un communiqué qui vient d'être publié à Londres. Notre objectif sera de ramener dès que possible la dose maximale d'exposition du personnel à un niveau annuel de quinze milli-sieverts. L'année dernière, 285 travailleurs sur 6 500 ont dépassé ce niveau. Nous avons commandé une étude comparative sur l'incidence de la leucémie chez les enfants des autres régions industrielles du nord de l'Angleterre. Si ces nouveaux travaux confirment l'étude de Sellafield, notre société recherchera le meilleur moyen de s'acquitter de ses devoirs d'employeur vigilant ».

Ces propos, pour les moins habitués, tranchent avec l'attitude généralement observée par les responsables des programmes nucléaires dès lors que l'on évoque l'hypothèse d'un risque médical. Commentant les résultats de l'étude britannique, plusieurs responsables du Commissariat à l'énergie atomique ont sans surprise déclaré leur scepticisme.

Il apparaît toutefois totalement incompréhensible, compte tenu de l'importance potentielle d'un tel sujet en terme de santé publique, qu'aucune étude épidémiologique prospective n'ait été menée sur ce thème en France, d'autant que l'ampleur du programme nucléaire national offrait un champ d'observation sans égal. Cette faille permet aujourd'hui d'argumenter sans preuve et, tout bien pesé, de rassurer à bon compte.

J.-Y. N.

Sida : le don du mal

Le risque du sida après transfusion sanguine ne semble pas décroître en France. Une nouvelle association de défense des victimes vient de se créer.

Le nombre de donneurs de sang infectés par le virus du sida est en constante diminution en France depuis 1985. Mais, paradoxalement, le risque de contamination après transfusion sanguine ne semble pas décroître. Telle est la principale conclusion d'une étude publiée dans l'un des derniers numéros du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* de la Direction générale de la santé. D'autre part, une nouvelle association est en cours de création pour défendre les nombreuses personnes qui ont été en France contaminées par le virus du sida après transfusion sanguine.

La dernière étude concernant les taux de séropositivité en ce qui concerne le virus du sida est à la fois rassurante et inquiétante. Réalisée par le groupe de travail Rétrovirus de la Société nationale de transfusion sanguine (1), ce travail a consisté à mesurer chez les donneurs de sang l'évolution de la séropositivité entre le 1^{er} août 1985 (date à partir de laquelle le dépistage systématique a été rendu obligatoire) et le 30 septembre dernier.

Il apparaît tout d'abord que les taux de donneurs de sang infectés sont en constante diminution, passant de 0,62 à 0,13 pour mille dans cette diminution concerne les donneurs de sang habituels des centres de transfusion sanguine (le taux est passé de 0,32 à 0,05 pour mille) et plus encore les nouveaux donneurs (de 2,36 à 0,66 pour mille), ces derniers représentant environ

15 % de l'ensemble des dons. Les spécialistes avancent deux explications : une meilleure exclusion des donneurs à risque grâce à un interrogatoire plus efficace avant le don ; l'exclusion du don de sang des sujets dépistés séropositifs depuis le mois d'août 1985.

L'une des principales difficultés rencontrées par les responsables de la transfusion concerne l'existence d'une phase de latence pendant laquelle une personne infectée, et donc potentiellement contagieuse, apparaît comme étant séronégative. En France, écrivent les auteurs de l'étude : « Ce risque a été estimé à un don infectieux pour quatre dons provenant de sujets découverts séropositifs moins d'un an plus tard (...). Le risque, qui semblait diminuer entre 1987 et 1988, reste stable en 1989. Ces chiffres ne représentent qu'une estimation grossière mais ils montrent cependant que le risque persiste et ne paraît pas décroître malgré la diminution des taux globaux de séropositivité ».

Une association de malades

Selon ces spécialistes, seule la recherche des antécédents du virus permettrait d'identifier une fraction importante des personnes potentiellement contagieuses mais apparemment séronégatives. « Une vigilance extrême reste de rigueur, concluent-ils, aussi bien chez les

nouveaux donneurs de sang que chez les donneurs connus. L'exclusion des sujets à risque par interrogatoire et par dépistage des anticorps doit être conduite avec le plus grand soin ».

La publication de ces données coïncide avec la constitution d'une association qui cherche à obtenir « la mise en place d'un financement de l'indemnisation des victimes du sida contaminées par l'utilisation du sang et de ses dérivés (2) ». Cette association, créée par un homme de quarante-trois ans contaminé fin 1984 par une transfusion après intervention chirurgicale, a déjà reçu de nombreux appels émanant de personnes, voire de familles, concernées et isolées qui, jusqu'à présent, n'avaient engagé aucune action contentieuse.

« Les cas que nous cherchons à regrouper sont différents de ceux des hémophiles contaminés, précise-t-on au siège de cette association. Il s'agit de personnes isolées à travers la France sans aucun point commun hormis leurs souffrances et leur malheur. Ces personnes souhaitent sortir de leur isolement tout en conservant un certain anonymat ». Cette association espère être suffisamment efficace pour obtenir au plus vite un financement des pouvoirs publics qui pourrait trouver son modèle dans la solution imaginée pour dédommager les victimes d'attentat.

Il y a un peu plus d'un an, M. Claude Evén, ministre de la santé, déclarait au *Monde* : « Je vais réunir les partenaires concernés (victimes, centres de transfusion sanguine, compagnies d'assurances) pour voir selon quelles modalités peut se mettre en place une indemnisation rapide et juste pour les personnes contaminées avant le 1^{er} août 1985 et dont l'origine de la séropositivité par transfusion n'est pas contestée » (le *Monde* du 4 novembre 1988). Depuis, seul un début d'accord a pu être trouvé avec les hémophiles, deux actions individuelles en justice ayant d'autre part été engagées par deux personnes ayant, dans la région parisienne puis à Toulouse (le *Monde* du 16 janvier), été contaminées à partir d'une transfusion sanguine prescrite après un accident de la circulation.

J.-Y. N.

(1) « Séropositivité VIH chez les donneurs de sang de 1985 à 1989 ». Cette étude, publiée dans le dernier numéro du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* (daté 1^{er} janvier 1990) de la Direction générale de la santé, est signée de M^{me} Anne-Marie Courat (Fondation nationale de transfusion sanguine) et par un groupe de spécialistes travaillant dans dix centres de transfusion sanguine français.

(2) ADT (Association pour la défense des transfusés), 11, rue Bailly, 75003 Paris. Tél. : (1) 40-21-84-84.

CE MOIS-CI DANS

SCIENCES & L'AVENIR

LES SECRETS DU SOMMEIL

L'ETAT DE NOS CONNAISSANCES SUR L'UNE DES GRANDES ENIGMES DU CERVEAU

EGALEMENT AU SOMMAIRE

DROGUE: LES RAVAGES DU CRACK

REPORTAGE: LES VOLCANS D'INDONESIE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

ASTRONOMIE: CES FOUS DE CIEL PUR

150

Les bienfaits de Cécile

0

SCIENCES ET MEDECINE

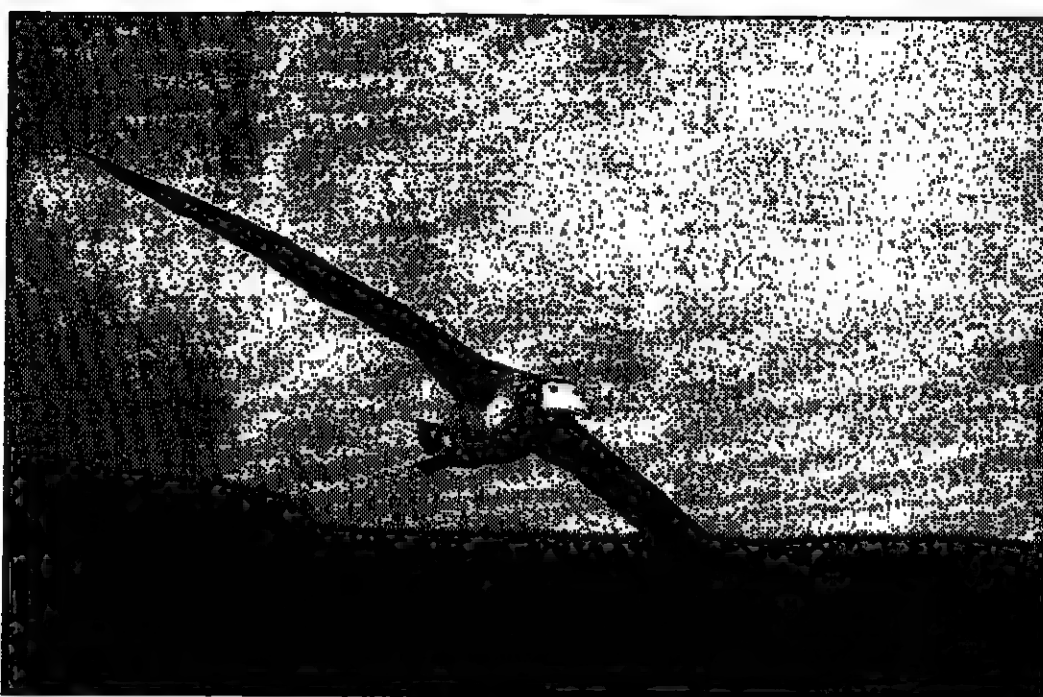
Albatros au long cours

Plus de 15 200 kilomètres en trente-trois jours : les oiseaux ont été suivis par des balises Argos

Un grand albatros (appelé aussi albatros hurleur ou *Diomedea exulans*), parti des îles Crozet, dans le sud-ouest de l'océan Indien, le 1^{er} février 1989 y est revenu au bout de trente-trois jours (soit le 3 mars). Pendant ce court laps de temps, il a fait un périple (mâle D sur la carte) de plus de 15 200 kilomètres qui l'a amené d'abord près des îles Kerguelen, puis près de l'île Heard, ensuite au large du continent antarctique. Il a volé, ou plutôt plané, à la vitesse moyenne de 56,1 kilomètres à l'heure avec des pointes de 81,2 kilomètres à l'heure. Au même moment, trois autres grands albatros des Crozet parcourent respectivement 10 427 kilomètres en vingt-sept jours, 5 609 kilomètres en vingt-quatre jours (mâle A sur la carte) et 5 323 kilomètres en vingt-quatre jours (mâle C sur la carte).

Ces voyages au très long cours ont été suivis grâce à des balises Argos miniaturisées par la firme japonaise Toyocom : chaque balise pesant 180 grammes, coûtant 12 000 francs, est fixée sur le dos d'un de ces « géants des mers » (une dizaine de kilos, 3,20 mètres d'envergure) par un minuscule harnais qui ne gêne absolument pas l'oiseau et est recouvert par les plumes. Seule dépense l'antenne d'une dizaine de centimètres.

Tous les albatros (les grands, comme les treize autres espèces connues) passent l'essentiel de leur vie en mer. Monogames et fidèles comme leurs cousins, les grands albatros se reproduisent sur les îles subantarctiques tous les deux ans. Mais, même pendant les deux mois de couvaison et les six mois de nourrissage du poussin, pendant lesquels le mâle et la femelle se partagent le travail, l'oiseau qui n'est pas de service part se nourrir au large et chaque absence peut durer deux



mois. Ce qui montre la remarquable capacité des albatros à supporter de longues périodes.

Les albatros étaient uniquement connus par les observations faites à terre (et aussi de quelques bateaux). Certes, leur merveilleuse aptitude à profiter du vent pour planer sans battre des ailes à quelques mètres au-dessus de l'eau avait été observée à maintes reprises. Certes, on savait que les albatros sont des charognards (d'où leur réputation d'oiseaux de malheur). Mais on ignorait tout de leurs voyages de ravitaillement.

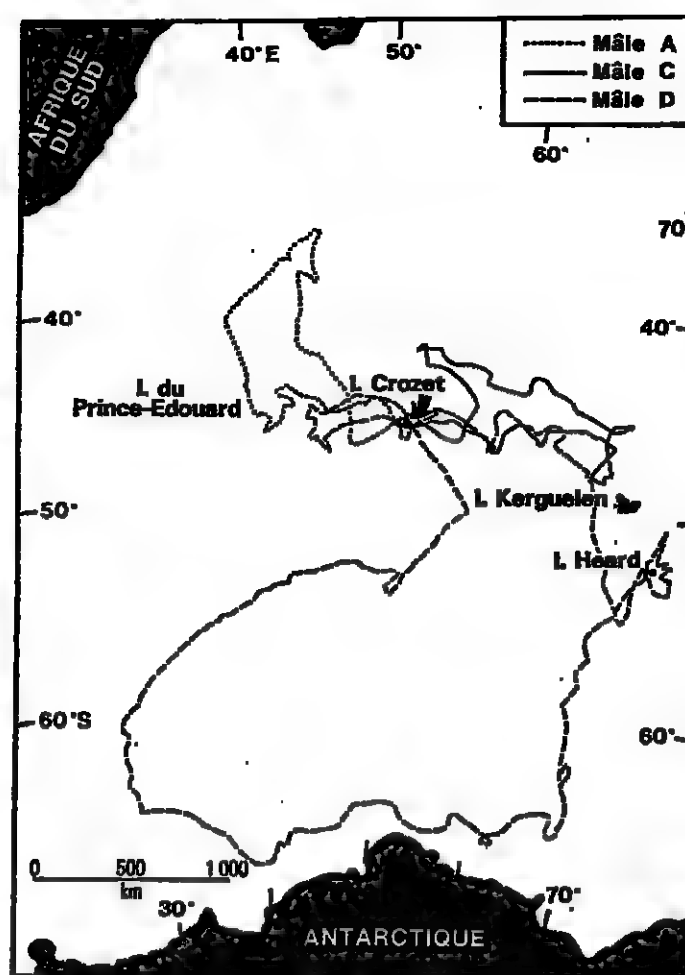
C'est pourquoi MM. Pierre Jouventin et Henri Weimers-

kirch, du Centre d'études biologiques des animaux sauvages (CNRS), ont eu l'idée de munir de balises Argos six grands albatros mâles en 1989, cinq mâles et cinq femelles au début de 1990. La même équipe, grâce aux Terres australes et antarctiques françaises, nourrit depuis trente ans une banque de données unique au monde sur vingt-cinq espèces d'oiseaux et quatre espèces de phoques ou otaries vivant dans tout le secteur sud de l'océan Indien. Elle suit ainsi 80 000 individus baignés.

Grâce aux balises Argos, on sait maintenant que les grands albatros parcourent d'énormes distances pour une seule « tournée »

de ravitaillement. Ils n'ont donc pas de zones de chasse précises, si on peut qualifier de chasse la recherche de cadavres flottants (oiseaux, mammifères, poissons, hommes à l'occasion). Ils méritent donc parfaitement leur nom anglais *wandering albatross* (albatros errant).

La superposition de la carte des déplacements des six grands albatros et de la carte détaillée des vents proches de la surface (obtenue par satellites) a confirmé ce dont on se doutait : ces oiseaux profitent au mieux des vents et sont doués d'un sens de l'orientation infaillible pour revenir à leur point de départ. Mais elle a fait découvrir que, s'il n'y a pas de vent, les grands albatros se posent



sur l'eau, pendant une semaine s'il le faut. Le vent est ainsi l'unique moteur du vol. Si le vent est contraire, notamment pour la fin du voyage de retour - ils ne

volent jamais à contre-vent - ils louvoient, en tirant des bords, comme les bateaux à voile.

YVONNE REBEYROL

La « fusion froide » sous l'éteignoir

Pour les chercheurs qui avaient fondé de grandes espérances cette source d'énergie inépuisable et bon marché ne tient pas ses promesses

La « fusion froide » est-elle le résultat d'une erreur de manipulation, une escroquerie, ou, au contraire, la découverte du siècle qui donnerait au monde une source d'énergie inépuisable et bon marché ? La plupart des chercheurs penchent pour la première alternative. Pourtant, près d'un an après l'annonce fracassante des électrochimistes Fleischmann et Pons (le Monde du 24 mars 1989), personne n'a encore réussi à trancher la question de manière irréfutable. Et, si la passion du printemps dernier est largement retombée, les travaux et les déclarations les plus récents semblent obscurcir encore l'horizon.

La saga commence le 23 mars 1989 quand, au cours d'une conférence de presse, MM. Martin Fleischmann, de l'université de Southampton (Grande-Bretagne), et Stanley Pons, de l'université d'Utah (Etats-Unis), annoncent qu'ils ont réussi à obtenir à température ambiante et par simple électrolyse d'une solution d'eau lourde une réaction de fusion nucléaire. Celle-ci même qui se produit au cœur du Soleil et des étoiles, et que des milliers de techniciens s'efforcent en vain de domestiquer depuis trente ans dans d'énormes machines, les « tokamaks ».

La nouvelle est stupéfiante, mais M. Fleischmann est un élec-

trochimiste renommé. Physiciens et chimistes passionnés ou réticents se penchent donc sur le problème. Mais, tout au moins au début, dans le plus grand désordre : contrairement aux usages, les deux hommes ont annoncé leur découverte aux médias non spécialisés, et le compte rendu de leurs travaux qu'ils publièrent ultérieurement manque singulièrement de précisions. « Un chercheur de mes amis a dû construire même sa cellule d'électrolyse à partir de photos publiées par Newsweek », se souvient M. Christian Amatore, du laboratoire de chimie de l'Ecole normale supérieure.

Les événements se précipitent. Le 12 avril à Dallas, Fleischmann et Pons sont les héros du congrès de l'American Chemical Society. Dans l'euphorie du moment, les représentants de onze laboratoires (américain, britannique, hongrois, indien, brésilien, italien, tchèque), affirment être en mesure de confirmer leurs résultats sur la « fusion froide ». Mais trois semaines plus tard à Baltimore, les participants au congrès de l'American Physical Society font le procès des deux hommes : quinze expériences négatives sur les dix-huit présentées (le Monde du 27 avril et du 10 mai 1989). Rebondissement le 8 mai à Los Angeles : huit manipulations positives (toutes américaines) sur neuf ! Mais le 19 mai, à l'Institut de physique nucléaire (IPN) d'Orsay, les résultats obtenus par une dizaine de laboratoires français se révèlent tous négatifs. C'est la confusion la plus totale.

Avec le temps, pourtant, on y verra un peu plus clair. Durant l'été, des chercheurs font pendant un mois une série de mesures sur le matériel et dans le laboratoire de Stanley Pons. Ils ne détectent aucun rayonnement susceptible de démontrer l'existence d'une réaction nucléaire, même si l'eau d'une des cellules entre en ébullition pendant deux heures.

Les détecteurs les plus puissants mis en batterie un peu partout dans le monde seront tout aussi négatifs. Parmi ceux qui prétendent avoir pu confirmer les travaux de Fleischmann et Pons, très peu publieront un compte rendu. « Ils sont tous des chimistes et non des spécialistes du nucléaire, et dans toutes les expériences décrites, il existe toujours une zone d'ombre qui rend le résultat suspect », affirme M. Michel Genet, de l'Institut de physique nucléaire d'Orsay. En revanche, les expériences négatives sont en général irréprochables. » En juillet 1989, le célèbre hebdomadaire scientifique *Nature* pensait pouvoir sonner le glas des espoirs placés dans la fusion froide (le Monde, du 6 juillet 1989).

« A ce jour, il n'existe aucune preuve expérimentale de production utilisable d'énergie par le phénomène de fusion froide », estime M. Genet. Ce que confirme M. Michel Marinot, directeur de cabinet du haut-commissaire au CEA, pour qui « aucun élément majeur ne justifie aujourd'hui une relance des études ». Pourtant, le professeur

Fleischmann reste sur ses positions, et, en août dernier, devant le congrès de l'International Union of Pure and Applied Chemistry (IUPAC) à Stockholm, il promettrait à ses collègues - qui attendent toujours - la publication prochaine de nouveaux résultats.

Tout le monde ne partage pas le scepticisme des Français. Aux Etats-Unis, l'Etat de l'Utah, le gouvernement, et surtout, les industriels (General Electric, Westinghouse, etc.) financent à hauteur de 25 millions de dollars un Institut national pour la fusion froide. Le Japon crée un organisme similaire où travaillent quatre-vingts chercheurs. En Inde, deux équipes affirment avoir obtenu une quantité significative de tritium, gaz radioactif qui confirmerait une réaction de fusion. « C'est assez troublant, reconnaît M. Genet, cela a fait l'objet d'une publication par le directeur du BARC, l'équivalent indien du CEA.

Les propriétés du palladium

En fait, si la réalité de la fusion froide n'est pas confirmée, les phénomènes curieux constatés par MM. Fleischmann et Pons, et beaucoup d'autres depuis, n'en sont pas pour autant expliqués. Et notamment l'excès de chaleur enregistré par « bouffées » dans certaines réactions, le tritium des Indiens, ou l'émission (très contestée) de neutrons que certains expérimentateurs - notamment au laboratoire américain de Los Alamos - croient avoir détectée.

M. Marius Chemla (université Paris-VI-CNRS) avait cru pouvoir établir cet été que la chaleur excédentaire était due à une recombinaison en eau d'une partie de l'hydrogène (ou de sa version lourde, le deutérium, qui compose l'eau lourde) et de l'oxygène séparés par l'électrolyse. Hélas, une expérience canadienne récente effectuée avec des moyens plus sophistiqués semble démontrer cette hypothèse.

Certains chercheurs, et non des moindres - comme M. Julian Swinger, prix Nobel de physique en 1965 - restent convaincus qu'une réaction de fusion nucléaire n'est pas à écarter. Le mystère résiderait dans les propriétés curieuses du palladium utilisé par MM. Fleischmann et Pons pour leurs électrodes. Un métal étonnant qui a la particularité d'absorber l'hydrogène qui, piégé entre les atomes de palladium, est soumis à des pressions

extrêmement fortes susceptibles de provoquer des phénomènes violents. C'est ainsi, par exemple, qu'un morceau de palladium gorgé d'hydrogène peut s'enflammer spontanément au contact de l'oxygène de l'air, les deux gaz se combinant pour former de l'eau en dégageant de la chaleur.

« Il n'est pas exclu que la pression de l'hydrogène brise le réseau cristallin du palladium, entraînant un dégagement d'énergie suffisant pour déclencher des réactions de fusion très brèves », estime M. Jean-François Fauvarque, professeur titulaire de la chaire d'électrochimie industrielle au Conservatoire national des arts et métiers. Une hypothèse que ne rejette pas M. Genet et qui pourrait expliquer les « bouffées » de neutrons de Los Alamos. Le problème, ajoute-t-il aussitôt, c'est que ce phénomène, s'il existe, est tellement aléatoire et bref que les chercheurs américains n'ont pas vraiment réussi à le reproduire.

« Nous sommes là aux limites des possibilités de mesure, explique M. Martinet. Un cas un peu similaire se pose aux chercheurs de l'accélérateur de Darmstadt, en Allemagne où des positions semblent avoir été observées lors d'une collision d'ions lourds. C'est complètement incompréhensible, et une trentaine de théories différentes, toutes très contestées, ont été émises. Mais le phénomène est trop rare et difficile à reproduire pour qu'il soit possible de trancher. »

Quoi qu'il en soit, la plupart des chercheurs semblent avoir renoncé à l'idée de tirer de la fusion froide - si elle existe - une source d'énergie utilisable. Les sommes mises officiellement par les industriels semblent très modestes comparées à celles consacrées à la fusion « chaude », par exemple, et relèvent plus du mécénat que de l'investissement lourd.

Restent la curiosité et l'intérêt scientifique pur. Les équipes qui continuent les recherches - en France tout au moins - se concentrent sur la métallurgie du palladium, mal connue, et l'enjeu économique, donc l'effort matériel et financier, le rythme, ne sont plus les mêmes. « Cela continuera probablement ainsi, et la fusion froide restera marginale pendant des années avant de sombrer dans l'oubli », estime un chercheur. A moins que...

JEAN-PAUL DUFOUR

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Benoit-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE
ou 36-15 - Types LM

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDEPUB 206 136 F

REDACTION ET SIEGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS,
75002 PARIS CEDEX 08
Tél : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

ABONNEMENTS

11, RUE JEAN-MAZET, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Chaque fois qu'un abonné définitif ou provisoire : non abonné sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les crosses de Sialkot

LAHORE
correspondance

Après la partition de 1947, l'Inde et le Pakistan, qui avaient dépassé leurs maîtres britanniques, se partagèrent donc la domination du hockey mondial. Et ce n'est sans doute pas le fait du hasard si les sports les plus populaires au Pakistan, en dehors du football et d'une forme locale de lutte, sont des disciplines demandant une grande maîtrise du poignet, qui semble être une caractéristique des sportifs du pays : hockey, cricket, squash (les deux meilleurs joueurs du monde sont les cousins jumeaux Jangir et Chancher Khan) et badminton.

Promotion sociale

Le Pakistan, grâce aux performances de ses hockeyeurs, est relativement privilégié. « Nous aurions besoin de trente terrains synthétiques, estime cependant Anzoor Hussien Atif. Le problème est évidemment économique. Mais, s'il était résolu, le Pakistan gagnerait le hockey mondial pendant les trente années à venir. »

GILLES VAN KOTE

**Le choix
de la diffusion qualifiée**

L

Le retrait de deux des actionnaires pourrait être lié à ces récentes difficultés. Toutefois, à NCM Communication, on indique que le jugement n'avait pas eu d'incidence et qu'un nouveau titre, le *Temps de l'économie et de la finance*, avait été donné.

Une étude sur l'audience s mille heures

Il affirme être « en position d'étude » pour ce qui concerne des projets de presse en France, et notent qu'il possède toujours le terrain des ses futures imprimeries à Roissy, mais qu'il a dû reculer sur son « projet de grand journal populaire français à cause des condi-

A propos de ses engagements politiques, dont il possède 12,5 % des capitaux, le magnat britannique explique que « mes rapports avec M. Patrick Le Lay se sont beaucoup améliorés ». Enfin il affirme qu'il va « reprendre partiellement l'idée de François Mitterrand qui voulait faire de l'Arche de la Défense un corréleur de la communication » : « La communication jouera un grand rôle, du moins au sein des locaux qui m'appartiennent dans le socle de l'Arche ». Après avoir acquis en 1989 plusieurs sociétés aux Etats-Unis (éditions MacMillan, Official Airlines Guides), M. Maxwell conclut : « Je reviens aujourd'hui en Europe ».

M. Robert Maxwell

à nouveau intéressé par l'ACP ?

« Le Temps de la finance »

**Le choix
diffusion qualifiée**

Une étude sur l'audience

Les mille heures

de 3 heures par jour à l'écran, chaque Français de six ans et passé en

Offre et coût	
Films	.....
Fiction télévisée	.....
Jeux	.....
Variétés	.....
Journaux	.....
Magazines, documentaires	.....
Sport	.....
Émissions pour la jeunesse	.....
Publicité	.....
Divers	.....

La journée type du téléspectateur n'est cependant pas cantonnée au sacro-saint « prime time », de 18 heures à 22 heures. Certes, ces

Consumption

	Programmes diffusés (%) (100 % = 36 798 h par an)	Programmes regardés (%) (100 % = 1 013 h par an)
Films	3,95	10,46
Fiction télévisée	33,23	29,74
Jeux	3,69	8,42
Variétés	11,83	8,29
Jeux-rues	8,70	12,23
Magazines, documentaires	15,04	9,48
Sport	4,05	4,81
Emissions pour la jeunesse	9,03	5,52
Publicité	3,60	5,90
Divers	6,78	5,23

(Source: MEDIAMAT.)

Enfin, pour dépasser les moyennes, le « livre de l'audience » analyse les comportements inégaux des « téléphobes » et des « téléphages ». Les 10 % qui consomment le plus de télévision, à raison de 7 heures par jour, sont en majorité des femmes (60 %), ont plus de cinquante ans (70 %), sont généralement inactifs (les trois quarts), et de faible niveau d'instruction. A l'opposé, 10 % des Français équipés de téléviseurs ne regardent que huit minutes par jour, au petit écran. Ces disparités se traduisent en volume global : 20 % des téléspectateurs forment, à tout âge, la moitié de l'audience totale, alors que les 50 % les moins accrochés à leur poste ne représentent que 20 %.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

□ **Les projets de M. Havelange pour le Mondial 1994.** — Dans une interview au journal brésilien *O Globo*, le président de la Fédération internationale de football (FIFA), M. Joao Havelange, s'est déclaré favorable à une modification des règles de ce sport, codifié depuis plus d'un siècle, à l'occasion de la Coupe du monde qui doit avoir lieu en 1994 aux Etats-Unis. Afin de permettre aux télévisions de diffuser plus de publicités pen-

□ **VOILE** : quatrième étape de la course autour du monde en équipage. — Après 22 jours 20 heures 41 minutes et 55 secondes du voyage, le *Finke*, néo-zélandais, *Steinlager* skipper par Peter Blake a gagné la quatrième étape de la course autour du monde à la voile en équipage qui reliait Auckland (Nouvelle-Zélande) à Punta-del-Este (Uruguay) via le cap Horn. *Steinlager* a précédé de seulement 21 minutes et 18 secondes le autre bateau néo-zélandais, *Fisher*, skipper de Grant Dalton. Selon les organisateurs, ces deux voiliers devaient être suivis par le britannique *Rohmann* de Laurie Smith, le suisse *Merit* de Pierre Feldman et le français *Charles-Jourdan* d'Alain Gabby. Ces deux derniers n'ont pas pu participer à la traversée car ils ont été bloqués par les mauvaises conditions météorologiques. L'équipage du bateau finlandais *Maritella* qui avait chaviré au large des côtes argentine.

Les journalistes FO s'élèvent contre l'accord salarials de l'Audiouvieil public. Le Syndicat général des journalistes FO (SGJ-FO) s'est élevé, lundi 26 février, contre l'accord signé samedi, selon lequel la sauvegarde et le confort des journalistes sont garantis par les employeurs de l'audiovisuel public et les syndicats de journalistes, SNJ, CFDT et CFTC. FO se plaint de « plus ambigus », c'est-à-dire que ceux qui ont dit : « On ne sait pas », car il « ne réduct que d'un tiers les disparités salariales » entre les journalistes d'Antenne 2, ceux des autres sociétés de production audiovisuelle, la France Presse, RFO, RF3 et FR 3) et renvoie aux calendes grecques la sorption définitive et totale de ces disparités ». Le SGJ-FO se refuse donc à émirner un accord sur l'économie et choisit de la laiser tomber. La CFTC en revanche, le MJ de Radio-France a décidé, lundi 26 février, de lever le préavis grève qu'il avait posé pour le février.

Le premier secrétaire du Syndicat national des journalistes (SNJ), François Boussière, et par ailleurs Paul Caron, secrétaire général, ont opusculé en constituant trente-trois fiches divisées en :

Le « Guide de la communication » : dans les administrations, les entreprises, les cabinets de consultants, les collectivités locales, ce nouveau type de cadres est multiple. *Le Guide de la communication* en recense deux mille dans son édition 1988, avec leurs coordonnées précises, et publie plus de mille cinq cents biographies détaillées.

De cette liste, avant tout pratique, complétée par des organigrammes d'entreprises, les auteurs ont tiré quelques statistiques.

Le Livre du journaliste, de
Jeanpierre Boissière et Jean-Paul
Fauriol. Publications du SNJ,
10, F. 33, rue du Louvre, 75002
Paris ; tél. : (1) 42-36-84-23.

« communication »

Enfin, l'âge moyen oscille entre
vingt-huit et quarante-six ans sui-
vant les fonctions occupées, les
hommes sont plus diplômés que les
femmes (82 % de niveau bac plus
chez les moins de trente ans,
contre 55 % chez les plus de cin-
quante ans), et la durée moyenne
dans un poste est d'environ sept
ans.

Guide de la communication
1990, éditions Jean-François
Laurin, 5, rue Papillon, 75009
Paris, 510 pages, 1 480 F.

(1) Le France compte désormais deux GM : Bachar Knutty, Olivier Ducrocq et Juri Lautier.

Un « Livret du journaliste »

Combien sont les journalistes ? Comment se sont-ils répartis au fil des ans entre la presse écrite et l'audiovisuel ? Quel est le pourcentage de femmes dans cette profession réputée misogyne ? Sur quoi débouchent les accords de modernisation des rédactions conclus en 1986 par les syndicats de journalistes et les patrons de presse ? Quel est le libellé exact du statut des journalistes, né en 1935 ?

A ces questions et à bien d'autres, le *Livret du journaliste* fournit toutes les réponses. Rédigé par le premier secrétaire du Syndicat national des journalistes (SNJ), François Boissarie, et par Jean-Paul Garnier, secrétaire général, cet opuscule est constitué de trente-trois fiches divisées en

Le « Guide de la communication » : dans les administrations, les entreprises, les cabinets de consultants, les collectivités locales, ce nouveau type de cadres se multiplie. Le *Guide de la communication* en recense deux mille dans son édition 1988, avec leurs coordonnées précises, et publie plus de mille cinq cents biographies

De cette liste, avant tout pratique, complétée par des organigrammes d'entreprises, les auteurs ont tiré quelques statistiques.

Cet ouvrage permettra aux sociologues et aux spécialistes des médias de balayer d'un seul regard l'histoire et l'évolution de la profession, mal connue. Elles donneront aussi aux journalistes et au public intéressé l'envie d'aller plus loin, en

Le Livret du Journaliste, de
René Boissarie et Jean-Paul
Lafont. Publications du SNJ,
10 F, 33, rue du Louvre, 75002
Paris ; tél. : (1) 42-38-84-23).

ommunication »

insi, l'âge moyen oscille entre trente-huit et quarante-six ans suivant les fonctions occupées, les femmes sont plus diplômées que les hommes (82 % de niveau bac plus 2) chez les moins de trente ans, contre 55 % chez les plus de cinquante ans), et la durée moyenne dans un poste est d'environ sept

Guide de la communication
190, éditions Jean-François
Lumic, 5, rue Papillon, 75009
Paris, 510 pages, 1 480 F.

ÉCHECS

**Joël Lautier, seize ans,
grand maître international**

Joël Lautier, seize ans, a obtenu, dimanche 25 février, à Cannes, lors du match France-Pays-Bas, sa troisième et dernière norme de grand maître international (qui équivaut à un titre). Cela fait de lui le plus jeune GM d'échecs du monde. Si la France a perdu le match (23,5 contre 26,5), Lautier a terminé premier au classement individuel avec sept points sur dix points possibles.

Né en 1973 à Toronto (Canada), un père français et d'une mère espagnole, Joël Lautier est, à dix ans, champion de France en catégorie poussins et pupilles. En 1984, à Buenos-Aires, il est vice-champion du monde des moins de quatorze ans puis, en 1986, à Porto-Rico, champion du monde de cette même catégorie. A quinze ans, en 1988, il devient champion du monde junior — le plus jeune de tous les temps — à Adelaide (Australie).

Lentier jouera en avril le tournoi mondial de Lyon, première étape pour la qualification au championnat du monde de 1993. Le jeune et nouveau grand maître français (1) n'a jamais caché que son seul objectif était de ceindre la couronne

(1) La France compte désormais plus de 100 000 véhicules GM : Bachar Kouatly, Olivier Lantier et Jodi Lantier.

CINÉMA

Cas de conscience

Dans « Music box », de Costa-Gavras, Jessica Lange, avocate découvre les fautes pour lesquelles il ne peut y avoir prescription

Après le passage de ce film au Festival de Berlin et l'ouragan qu'il y a reçu, après les commentaires qu'il a déjà suscités, on ne peut ignorer le sujet qu'il traite ou, plutôt, la situation qui sert de base au scénario : en 1989, à Chicago, Michael Laszlo, homme d'une bonne trentaine d'années, hongrois émigré depuis quarante-cinq ans (Armin Mueller-Stahl) est informé par le bureau des enquêtes spéciales que le gouvernement hongrois demande son extradition ; il est poursuivi comme tortionnaire au service des nazis, pour crimes de guerre. Michael Laszlo doit comparaître devant la justice américaine ; il risque de perdre sa citoyenneté et d'être renvoyé en Hongrie. Sa fille, Ann Talbot (Jessica Lange), brillante avocate, décide d'assurer sa défense. Elle n'a aucun doute sur son innocence. Née aux États-Unis, elle ignore bien des choses sur le pays natal de son père.

En 1920, après avoir mené une révolution, l'assassin Horthy avait été nommé régent de Hongrie par l'Assemblée nationale. Or, une fois plus tard, il gouvernait en dictateur. Après s'être rapproché de l'Italie fasciste, puis de l'Allemagne nazie (surtout après l'Anschluss, qui lui valut des avantages territoriaux), la Hongrie entra en guerre aux côtés des nazis, en 1941. En mai 1944, Hitler fit occuper le pays, qui voyait la guerre perdue, cherchant un rapprochement avec les alliés. Horthy fut destitué et remplacé par Ferenc Szálasi, fondateur du parti pro-nazi des Croix-Fléchées, qui fit déporter et massacrer les juifs hongrois, et intensifia la guerre. Szálasi d'entraîne après la défaite allemande et la libération de la Hongrie par les Soviétiques. Il fut retrouvé, condamné à mort et exécuté en 1946.

Vérité historique

Ainsi, en 1944-1945, la Hongrie n'était-elle pas une nation innocente. Parmi les nombreux « personnes déplacées » ayant les troupes soviétiques et demandant l'assistance des alliés — ce fut vrai, d'ailleurs, pour toute l'Europe de l'Est — se glissèrent des fascistes et des criminels de guerre. Les autorités américaines qui, à mesure que se précisait la « guerre froide », avaient besoin de collaborateurs anticomunistes, ne furent pas très regardantes pour accorder les visas d'immigration.

Cette vérité historique, il faut la rappeler pour parler de *Music Box*. Elle sous-tend le scénario de Joe Eszterhas, se révèle dans certains détails au cours du procès et déplace le suspense. On ne se demande pas : Michael Laszlo est-il innocent ou coupable ? mais : comment Ann Talbot, citoyenne américaine, placée du côté de la loi, mère d'un petit garçon qui doit être préservé du mal, va-t-elle réagir lorsque la vérité — qui ne sort pas d'un puits au terme d'une troublante enquête — deviendra, pour elle, irrefutable ?

Armin Mueller-Stahl interprète avec une tranquille assurance le bon Américain qu'est devenu Laszlo, ouvrier, veuf et père de famille exemplaire (deux enfants qui ont chacun sa place dans la hiérarchie sociale, le fils aîné, mais bien réussi) soudain poursuivi par un agent implacable, Jack Burke (Ferdie Forrest excellent) lequel ne peut tout de même pas être soupçonné de participer, en 1989, à une machination communiste. Face à sa fille, aux juges, aux jurés, aux spectateurs du procès — et de films — Armin Mueller-Stahl est un bloc, un rocher. Cheveux blancs, yeux

d'un bleu métallique qui n'expriment rien, phrases tranchantes du genre « Je n'ai pas fait cela », « Ce n'était pas moi », il donne froid dans le dos à cause de sa dualité dévotie derrière le bon Américain qu'il est devenu.

La mise en scène cinématographique du procès est très forte : les dépositions des témoins passionnent jusqu'à l'horreur et font basculer, non pas l'accusé, mais l'avocate, ébranlée à la fois dans son amour filial et dans l'idée qu'elle a, par nature, pourrait-on dire, de la démocratie américaine. Ce qui a été enfoui dans les « accidents de l'histoire » et les bonnes consciences remonte à la surface avec un remue-garde de charnier, d'horreur pour les quelques il ne peut y avoir prescription.

Un grand peintre psychologique

On voit toujours, avec raison, en Costa-Gavras, en cinéaste politique qui, depuis *Z*, s'est attaqué à tous les maux engendrés par les systèmes totalitaires, les diplomates militaires et les pharisiens pervers de la société. Mais Costa-Gavras est, aussi, un grand peintre psychologique dont le style classique, direct, sec parfois et toujours efficace, part des faits pour traduire les conflits intérieurs, les bouleversements et les choix de personnages amenés à remettre en question une certaine idée de l'ordre et de la morale.

Comme Jack Lemmon dans *Mistake*, Jill Clayburgh dans *Hannah*, et Debra Winger dans *La Main droite du diable*, Jessica Lange est un personnage placé en face d'un débat, d'un problème individuel, soudain exécuté, comme une noix de sa coque, de l'espace-temps historique. En avocate américaine « élite », peu à peu forcée d'imaginer et d'admettre des images de supplices, de meurtres et d'extermination — c'est comme un procès de Nuremberg dans sa tête — Jessica Lange casse son image d'actrice irréprochable, exprime la douleur et la désillusion d'une femme qui ne se remettra jamais d'un traumatisme reçu, un jour, sur les bords du Danube et le pont des supplices de 1944. Ce voyage en Hongrie donne moins la solution d'une énigme que le drame, tragique, d'un cas de conscience, mais Costa-Gavras n'est pas le plus bollywoodien des cinéastes français.

JACQUES SICLIER

Jessica Lange :

une femme entre deux mondes



Lorsque Costa Gavras a envoyé le scénario de *Music Box* à Jessica Lange, elle a accepté presque aussitôt : « J'ai accepté, dit-elle, lorsque, après une longue discussion, je me suis aperçue que nous pensions dans la même direction, et que ce film me permettait d'aborder un personnage différent de tous ceux que j'ai joués. C'est celui d'une femme entre deux mondes, ni réellement américaine ni réellement hongroise. Fille d'ouvrier (enfance pauvre) mais devenue avocate, et épouse (séparée) d'un fils de famille, l'une des plus grosses fortunes de la ville ».

Le drame a été l'arrestation à Cleveland de John Demjanjuk, surnommé à Treblinka « Ivan le Terrible », son extradition en Israël, où il a été jugé : « Demjanjuk était accompagné de son fils de vingt et un ans. Je me suis demandé ce que pouvait ressentir ce fils. Les enfants d'émigrants ont peur des réponses à cette question : Qu'est-ce que tu fais pour survivre ? Connais-tu jamais les membres de sa famille ? Pour tenir ce personnage, je devais presque le réduire à son niveau le plus intime : l'amour d'une fille pour son père, d'une mère pour son fils. C'est à Costa-Gavras qu'il incombeait d'équilibrer tous les niveaux — personnel, affectif, politique. »

DANSE

Les sirènes du diable

Le nouveau spectacle de Roland Petit est tiré d'un roman du dix-huitième siècle

Dans un décor de Josef Svoboda, un triple arc de triomphe sur lequel des projections variées appesantissent la griffe du fantastique, un jeune homme en blanc rencontre un inquiétant personnage en noir, qui lui propose d'évoquer le diable dans un cercle tracé à la craie et d'essayer de résister aux tentations qui se présenteront.

L'imprudent accepte. Il reste insensible à deux sirènes en robe de lune argentée (l'Amour), à un chef d'armée au front ceint de lauriers (la Gloire), à une géante à la robe d'or (la Fortune). Mais cède à la séduction équivoque d'un bel adolescent. Bal. Duel. L'homme en noir est tué et l'adolescent blessé. Essuyant de le ramener à la vie, le jeune homme découvre que c'est une femme. Il l'étreint passionnément... et ne trouve plus dans ses bras que l'homme en noir. Une trappe les conduit droit au enfer.

Roland Petit a tiré son ballet du *Diable amoureux*, de Jacques Cazotte, écrivain du dix-huitième siècle (il l'écrivit en 1772 et fut guillotiné vingt ans plus tard). S'il attende un peu longtemps sur chaque épisode, sa chorégraphie est comme toujours claire, nerveuse, et elle met en valeur ses trois superbes interprètes : Jan Broeckx (le jeune homme), à la technique brillante, Jean-Charles Verchère (le personnage en noir), méphistophélique à souhait, et Carlotta Zamparo, qui prête au Diable amoureux sa beauté androgyne. Musique très descriptive, très efficace de Gabriel Yared : costumes raffinés de Luisa Spinelli.

En première partie, le Ballet de Marseille — en grande forme — présente un agréable *Diversément* sur Maurice Ravel, en quatre

incrochues : Yann Boudreaux et Jean-Pierre Aviotte, danseurs dans la compagnie, signent respectivement *Sonate pour violon et piano* et *Concerto en sol* (un peu scolaire, mais de vigoureuse construction), Roland Petit donne *Une baraque sur l'océan* et *Quatuor en fa*, où l'on retrouve avec plaisir la toujours divine Dominique Khaloui.

SYLVIE DE MASSAC

Théâtre des Champs-Élysées, jusqu'au 28 février.

CASINO DE PARIS

Loc. 49.95.98.98

DU 27 FÉVRIER

AU 25 MARS 1990

30 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

LE SPECTACLE QUI A FAIT REVER L'AMÉRIQUE

AFRICA OYE!

30 DANSEURS CHANTEURS ET MUSICIENS

TRIOMPHANT!

EXTRAORDINAIRES VISIONS ET SONDRIÈRES REMARQUABLES

DIVERSITÉ ET EXUBÉRANCE

NEW YORK TIMES

© RSCG

ARTS

Sculptures organiques

Cardenas, Sigg, Briggs : trois sculpteurs avec pour seul point commun l'amour de la nature

Dans la frénésie des modes, Agustín Cardenas n'a pas sa place. Né en 1927, à Cuba, il est établi à Paris depuis des décennies, est irrésistible à l'intrinsèque extravagance de poursuivre son œuvre comme si de rien n'était.

La vogue serait au géométrisme ? Il n'en a cure, étant lui, de la ligne de Braconnier et des surréalistes, pour qui la sculpture est naturellement invention de totems et de fétiches. De chêne, de l'ébène et de l'acajou, qu'il brûle souvent et peint parfois, il tire des œuvres à motifs abstraits, à moitié anthropomorphes. Ce ne sont pas des masques, plutôt des figures transformées, des corps incomplètement dégauchés de la matière, reconnaissables seulement à l'événement des hanches, à l'arrondi du sein, à l'ovale de la tête.

D'Henry Moore, dont le rapproche son goût de la courbe et de la sphère, Cardenas se distingue cependant par l'usage du bois, de sa texture et de ses couleurs. Il semble suivre les indications suggérées par les nœuds, les veines et les nervures. À l'inverse des sculpteurs qui travaillent le marbre et laissent visibles esquilles et coups de ciseau, Cardenas a la main carressante, le geste léger. Il arrive à tant d'élégance de tourner un peu à l'afféterie. On peut préférer les œuvres les plus sobres et les plus simples, qui sont celles où l'art de Cardenas rejoint le plus étroitement celui de ses inspirateurs africains.

Les bronzes peints de Thierry Sigg s'éloignent, eux, ni précédent ni référence. Ce peintre et sculpteur de cinquante ans développe ses constructions dans un espace peu profond. Des branches de

métal enserrent des plaques de polyester, un peu comme des plantes retenues dans un vase, ou s'élevaient et se croisent en ramures et rameaux. Tout cela est peint de touches de vert, de rose ou de mauve sur une palette dorée et porte des titres peu habituels, *Le Fleuve*, *Le Déluge*, *Paysage au balcon*.

De l'arbre à la fonte

Sigg cherche les procédés d'une sculpture paysagiste justement, d'un paysage allusif, réduit à quelques signes naturels ou poétiques disposés verticalement, comme des bas-reliefs énigmatiques. Pour parvenir à une évocation efficace, il n'hésite pas à se servir de couleurs acides et de matériaux hétérogènes. Il désorienté plus qu'il ne séduit. Mais la

tentative est assurément remarquable de cohérence et de singularité.

Peter Briggs, Tourangeau de naissance anglaise, se nourrit lui aussi du spectacle de la nature. Les arbres, leurs fourches et leurs feuillages lui inspirent des pièces en fonte de fer brutes qui comptent parmi les plus remarquables de la sculpture actuelle, et pas seulement de la sculpture britannique contemporaine, dont Briggs est le représentant en France.

Qu'il s'agisse de composer, de résoudre le problème du socle ou de tirer parti de la matière, de sa densité et de ses réactions à la lumière, il fait preuve d'une grande maîtrise. Bien des artistes, à commencer par Giuseppe Penone, ont essayé, comme lui, d'aller sans rupture de la branche brute à l'œuvre, de mettre en somme la nature dans la sculpture. Lui y parvient sans rien laisser paraître de l'effort de la création et sans sacrifier à l'effet facile. Les pièces en céramique où des filaments électriques rouillent à l'intérieur d'un entrelacs de tresses de terre vernissée relèvent d'un maniérisme un peu trop factice. Mais les pièces de fer, certaines exécutées en hommage à la sculpture indienne, dont elles ont la souplesse et la sinuosité serpentine, sont, elles, absolument réussies.

PHILIPPE DAGEN

Agustín Cardenas à la galerie JGM, 8 bis, rue Jacques-Callot, jusqu'au 3 mars ; Thierry Sigg à la galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot, jusqu'au 31 mars ; Peter Briggs à la galerie Zabrizki, 37, rue Quincampoix, jusqu'au 14 mars.

18 H 30
MERCREDI 7 MARS
RAPHAËL OLEG
VIOLON
PASCAL ROGÉ
PIANO
BRAHMS
PRX 60 F. LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4^e

Comment faire tourner le rock français

Le programme FAIR porte ses premiers fruits

Le programme FAIR (Fonds d'action et d'initiative rock) est l'une des pièces maîtresses du dispositif mis en place par le ministère de la culture à l'automne 1989 pour venir en aide au rock français. L'idée que le rock — au même titre que le cinéma, le théâtre ou le cirque — ait besoin de l'aide de l'Etat peut sembler incongrue. Mais les malheurs à répétition du rock français, l'incapacité apparente des groupes et des structures à durer, n'ont pas que des raisons artistiques. Avec un budget relativement modeste, le FAIR tente de soulager quelques points sensibles, concentrant tous ses efforts sur la musique vivante.

Les Roadrunners tournent depuis 1982. L'an passé, ils ont donné une centaine de concerts. Ils ont sorti deux disques et ont trouvé un public. A les entendre, ils s'imposent comme des musiciens professionnels, un bon sens du terme : assurés et enthousiastes.

Pourtant, sur les quatre membres du groupe, deux seulement ont le statut d'intermittent du spectacle qui correspond à leur état de musicien, les autres se débrouillant avec de petits boulots pour leur couverture sociale. L'aide du FAIR, sous forme de remboursement de frais de déplacement et d'hébergement (30 000 francs en 1990 pour les Roadrunners) devrait être le coup de pouce qui permettra au groupe de vivre de sa musique. L'attribution de l'aide est subordonnée à la présentation de fiches de salaire. Les propriétaires ou gérants de salles qui renonceraient à déclarer les musiciens devraient assouplir leur attitude une fois dispensés de frais d'hébergement.

Outre les Roadrunners, quatre groupes ont été retenus en 1989. Certains — les VRP, Dominic Sonic, Le Cri de la mouche — ont déjà fait un bon bout de chemin, ils sont sous contrat avec une maison de disques, travaillent avec un éditeur qui organise leurs concerts. D'autres en sont encore à leurs débuts, Coman et Tuscado, par exemple. Duo méridional de rock bizarre, audacieux et imprévu, ils ont trouvé au FAIR non seulement de quoi rembourser leurs notes

d'hôtel et d'essence, mais des contacts, des pistes qui leur auraient sans doute échappé autrement.

Pour 1991, l'opération sera réajustée : le budget passera de 1 700 000 F à 2 600 000 F (financé à parts à peu près égales par le ministère, les organisations professionnelles et les mécènes). L'aide ira aussi à l'équipement des groupes et non plus à leur seul fonctionnement quotidien. Enfin, les critères de sélection seront renforcés et l'opération s'adressera exclusivement aux groupes dont le premier disque n'a pas plus de deux ans.

Un effet d'entraînement

Sur la durée, les laissés-pour-compte de la première sélection devraient être rattrapés, les cafouillages rectifiés. Mais l'efficacité de l'opération — ses mesures essentielles — son effet d'entraînement. La logique voudrait que, à force de voir de plus en plus de groupes tourner, les propriétaires de salles reviennent à des habitudes sociales dont les contraintes économiques — entre autres — les avaient écartés. Et surtout que le public prenne l'habitude d'aller voir les groupes français sur scène, aussi naturellement que le cinéphile prend le chemin de la salle.

Pour le concert de lancement, on entendra outre les Roadrunners et Coman et Tuscado, Elmer Food Beat (rock'n'roll pour notes et barbaques) et Marc Minelli (horvaks qui raffine sans cesse sa musique). C'est un des échantillons possibles des groupes qui tourneront chaque soir en France, mais avec les autres sélectionnés (Jad Wio, érotique, les Thugs, extrémistes, Double Nelson, joyeux défilants etc.) on peut composer quelque belles soirées de rock'n'roll écoloclique.

THOMAS SOTINEL

► Les dossiers de candidature au FAIR pour 1991 sont à déposer avant le 15 juin 1990 auprès du Centre d'information du rock : 221, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris. Tél. : 42-00-21-77.

NOTES

M. Alfred Pacquement nommé directeur de la Galerie nationale du Jeu de paume

M. Alfred Pacquement, inspecteur général de la création artistique à la délégation des arts plastiques, a été nommé, lundi 26 février, directeur de la Galerie nationale du Jeu de paume de Paris. Ce bâtiment, en cours de rénovation par les soins de l'architecte Antonio Soto, sera consacré à l'art contemporain et ouvrira en 1991.

[Né en 1948, Alfred Pacquement a fait des études d'histoire de l'art et tenu carrière dans l'art contemporain. Chargé de mission au Centre national d'art contemporain de 1971 à 1973, conservateur au Musée national d'art moderne (Centre Pompidou) de 1974 à 1987, avant de devenir inspecteur général de la création artistique, il a également été commissaire de nombreuses expositions.]

Le marché français du disque en nette progression

Le marché français du disque a progressé de 29 % en 1989, pour atteindre son élan de 1988 (+ 35,7 %). Il rattrape ainsi son retard par rapport aux autres pays européens, grâce à la baisse de la TVA, à l'introduction de la publicité télévisée pour les disques, et au développement du disque compact (+ 53,6 %). La chute des ventes de « vinyl » s'accroît (- 16,8 % pour les 45 tours et - 17,2 % pour les 33 tours).

Le cinéma européen à La Baule

Le premier Festival international du cinéma européen se déroulera du 13 au 21 octobre, à La Baule.

Ce festival annuel « viendra donner un coup de projecteur sur les acteurs européens. Ce que fait Deauville pour le cinéma américain », a expliqué M. Olivier Guichard, député, maire de La Baule.

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

CHATELAIN THEATRE MUSICAL DE PARIS Mercredi 28 février 20 h 45	LES MIDIS MUSICAUX Inger SODERGREN FRANCK SCHUMANN BEETHOVEN
Vendredi 2 mars 20 h 45 (à la Vallée Neuve)	CLASSE FIXE Soprano PH. BROS Piano MOZART - STRAUSS DUPARC
Lundi 5 mars 20 h 45 (à la Vallée Neuve)	BRUNEEL Léonore KENDE Piano REINCKE VERBESLET JOLIVET
AUDITORIUM CHATELAIN FORUM DES HALLES Jeudi 7 mars 19 h	Le 1^{er} : William CHRISTIE Christophe ROUSSET CLAVECINS LE ROUX - RAMEAU COUPERIN
Lundi 5 mars 19 h	Le 5 : VOIX XX^e s. Françoise KUBLER A. PEMBERTON- JOHNSON Soprano Frederic STOCHL contraltos
Mardi 6 mars 19 h (à la Vallée Neuve)	Le 6 : ROBERT TEAR Téa DAVID SYRUS Piano Timothy WALKER Guitare BRITTEN - SEIBER LISZT - TCHAIKOVSKI
CHATELAIN THEATRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 4 mars 17 h 30 et 20 h 30 (à la Vallée Neuve)	Lynn HARRELL Violoncelle BACH Intégrité des musées pour violoncelle
Salle CAVEAU Lundi 5 mars 20 h 30 (à la Vallée Neuve)	LES LUNDIS MUSICAUX DE CAVEAU Maurice DUPUY Violoncelle BACH Piano MAYERBEER ROSSINI MERCADEANTE
BOULEVARD THEATRE 21.1. Boulevard Mardi 6 mars 20 h 30 Lun. 20.31-11.11 (à la Vallée Neuve)	QUATUOR MANFRED HAYDN - PUCCINI BEETHOVEN
BOULEVARD THEATRE 21.1. Boulevard Mardi 6 mars 20 h 30 Lun. 20.31-11.11 (à la Vallée Neuve)	MARIONNETTES DE SALZBOURG au Ranelagh 20 février - 25 mars

DESIGN

Derniers feux de « Memphis »

Les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne célèbrent les derniers éclats
d'un mouvement d'art décoratif récemment dissous

« Quand un produit sort du catalogue, il entre dans l'histoire. » Cette réflexion d'un marchand donne toute la mesure du succès à venir de Memphis (1981-1988). Deux ans après sa disparition officielle, ce mouvement d'antidésign à l'italienne déclenche une poussée de fièvre dans les salles de ventes, les galeries, les musées. A Milan, la galerie Colombari a vendu cette année un prototype du fauteuil « Proust » de Gaetano Pesce 90 000 francs. Prémamanifeste du mouvement, il cotait déjà 15 000 francs en 1981. A Paris, Yves Gastou, dont la galerie de la rue Bonaparte fut aménagée en 1985 par Ettore Sottsass (« le gourou de Memphis ») affirme : « On ne commence à bien vendre ces meubles que depuis deux ans. »

Les clients ? A quelques exceptions près, ils se situent à l'étranger : des pièces uniques atteignant jusqu'à 200 000 francs ont été achetées par les musées de Boston (Arts décoratifs), Londres (Victoria and Albert), Kyoto (Art moderne). En France, si le musée des Arts décoratifs dispose de quelques meubles, l'intérêt relève surtout des collectionneurs privés (comme Jean-Charles de Castelbajac, Karl Lagerfeld), où est encouragé par des initiatives locales : les premières expositions Memphis ont eu lieu à Bordeaux et à Toulouse (Galerie Galvani).

Meubles
à spectacle

Les Pays-Bas ont été plus rapides à réagir. En Hollande, dès 1983, trois musées (La Haye, le Boymans van Rotterdam, le Stedelijk d'Amsterdam) constituaient ensemble et sans « doublon » une collection... Les Néerlandais ont, il est vrai, quelques longueurs d'avance : dans les années 30, le Stedelijk museum fut l'une des rares institutions (avec le MOMA de New-York) à créer un département « Design, Design industriel, Arts appliqués ». Et puis Memphis, relayé par Franz Hack, directeur du département au musée, avaient toutes les raisons de séduire : « Ici, nous sommes très prosaïques. Nos maisons ressemblent à des boîtes avec un toit et des fenêtres. Memphis - par sa seule existence - a bouleversé notre façon de voir en apportant une esthétique nouvelle, des couleurs, des mélanges de matières, de références. C'est très italien, parce que cela manque d'idéologie... Seule la forme compte... »

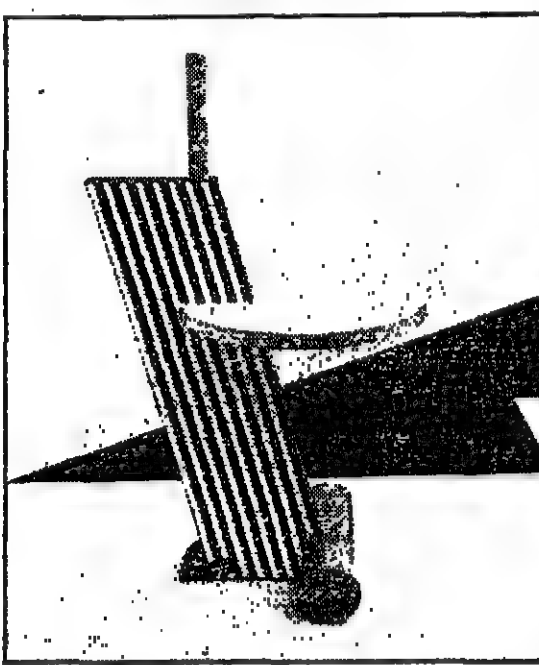
A l'ouïe caustique se traduit par une exposition-fléuve (plus de cent cinquante objets et meubles), organisée au départ par le musée de Groningen ainsi qu'un superbe catalogue-objet.

A Amsterdam la scénographie diffuse : pas de salle noire, ni de théâtralisation, un parti pris d'espace et de transparence qui,

finalment, ne dépayse pas trop dans cette ville où l'on ignore les rideaux et les volets.

Le spectacle est d'abord dans les meubles : de la légendaire bibliothèque « Carlton » de Sottsass, dressée comme un totem multicolore à la coiffure « Plaza » de Michael Graves, le meilleur du mobilier « postmoderne » est réuni ici, pour le plus grand plaisir des visiteurs, qui s'étonnent devant ces vases conçus comme des châteaux de cartes en verre (Sottsass, Peter Shire, Marco Zanini), ces hommages clownesques (la chaise « Zig Zag » de Rietveld revue en Technicolor par Andrea Branzi), ces horloges monumentales et narcissiques, ces plafonniers qui lancent des éclats en plastique rouge (« Santa Ana » de Matteo Thun).

blages, beaucoup d'objets ont dû être « finis » manuellement. Sans vocation commerciale à court terme, Memphis a réalisé plusieurs bonnes ventes en terme de quantité : parmi les trois cents références du catalogue, le modèle le plus fabriqué reste la chaise « First » de Michele de Lucchi, avec une moyenne de quatre cents modèles par an, après une « pointe » de mille cent en 1985. Aujourd'hui, les bénéfices se chiffrent en terme d'image et d'influence : la famille Memphis s'est dissoute, mais son contenu de son succès, Ernesto Gismondi (qui commercialise toujours les produits Memphis) a décidé de recommencer une nouvelle histoire en créant Méta-Memphis : la première collection a été présentée à Milan en septembre, à l'occasion du dernier Salon du meuble.



Flemingo, un meuble de Lucchi

Fondé en 1981 par Ettore Sottsass, maître incontesté, alors âgé de soixante-quatre ans, du design italien (il travailla pour Olivetti dès 1958), le mouvement Memphis naît d'une remise en question du produit « standard ». Véritable alternative au style fonctionnel né après la guerre, il revendique la surprise, le jeu, dérisoire esthétique à laquelle participent bientôt des signatures du monde entier : aux Italiens (Michele de Lucchi, Andrea Branzi, Marco Zanini...) s'ajoutent des Américains (Michael Graves, Peter Shire), des Français qui s'illustreront plus particulièrement dans la création textile (Martine Bedin, Nathalie du Pasquier), et même le Japonais Kuramata avec sa table en marbre « Tutti Frutti » incrustée de bouts de verre rappelant les fruits confits des casseroles.

A défaut de programme Memphis établit un réseau de complaisance : l'inspiration, on la trouve en farfouillant joyeusement le grenier du monde et de l'enfance (dans un patchwork poétique de citations allant de l'Egypte Ancienne au Pop Art et, bien sûr, Memphis, Tennessee, côté Beale Street, la rue de blues et d'Elvis)...

L'ordre du discours, c'est justement la désynchronisation, l'asymétrie, l'angle tronqué, le joint qu'on casse ; le meuble exige qu'on le regarde avant de s'en servir. Le moindre élément (socle, pied, plateau) revendique son autonomie, s'insère dans une compilation farfelue dont la spontanéité n'a d'égale que la sophistication. On ne verse pas dans le bricolage « néo-artisanal » : c'est grâce au soutien de quelques industriels italiens que les pièces - uniques ou en séries limitées - ont pu voir le jour. Ernesto Gismondi, PDG d'Artemide et vice-président du patronat italien, la Confindustria, met à disposition des 1981 des unités de fabrication expérimentales : à cause de la complexité des assem-

► **LAURENCE BENAIM**
Memphis, 1981-1988 : Stedelijk Museum, Paulus Potterstraat, 13, 1071 CX Amsterdam. Tél. : (20) 67-32-911. Jusqu'au 11 mars.

En Belgique, à Gand (mars, avril), en Allemagne à Hanovre (mai, juillet) ; puis à Karlsruhe (octobre, novembre). Renseignements : Memphis Milano, Via Olivet 9, 20010 Pregnana Milanese (Milano), Italie. Tél. : (02) 93-29-06-63.

► **Galeria specializzate** : Yves Gastou, 12, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél. : 46-34-72-17. Copi. Pinestras 90, La Haye, Hollande. Via Solferino, 37, Milano (Italie). Tél. : (2) 66-01-89.

PIANO
SALLE PLEYEL
19 MARS 20 h 30
MURRAY PERAHIA
CHAMBER ORCHESTRA
OF EUROPE
MOZART
LOCATION : 45.63.88.73

MARDI 6 MARS
SALLE PLEYEL 20 h 30
ARMIN JORDAN
direction
DESZÖ RANKI
piano
MOZART BERG
LOCATION ET RENSEIGNEMENTS
NUMERO VERT 05.42.67.57

Orchestral de Paris
Le Palais de la Musique
Armin Jordan
Deszö Ranki
Mozart
Berg
Location et renseignements
Numéro Vert 05.42.67.57

THÉÂTRE

La violence d'Alceste

Pour inaugurer le Théâtre de la Renaissance
Niels Arestrup a choisi « le Misanthrope » de Molière

Le *Misanthrope*, cette comédie tragique où Molière pourfend les mensonges, la fausseté, l'hypocrisie, la confusion des valeurs de son siècle, a été choisi par Niels Arestrup pour inaugurer le Théâtre de la Renaissance, à deux pas de la place Saint-Martin, dont il vient de prendre la direction. Il est le second comédien, après Jean-Claude Brialy aux Bouffes Parisiens, à partir en croisade pour sauvegarder le patrimoine théâtral de la capitale. Le rôle d'Alceste, en tout cas, lui va bien.

Il n'a rien d'un séducteur, son Alceste, image que d'ailleurs Niels Arestrup, au fil du temps, semble s'employer à détruire. Il n'a rien non plus d'un grand seigneur. Vêtu de manière négligée, son corps est épais, ses gestes soudains, son visage pâle comme un linge. Et lorsqu'il évoque sa bile qui s'échauffe, on entend ces mots dans leur sens premier, médical. Il n'est pas vraiment sympathique, non plus, carrément violent avec Célimène, qu'il empoigne à bras-le-corps, à deux doigts, on le sent, de la frapper. Mais cet Alceste n'est pas monolithique, Arestrup est trop filou pour cela et il semble, vraiment, se jouer de la bêtise d'Oronte, l'auteur de mauvais sonnets, plus que de se révolter de sa médiocrité. Il sait aussi émouvoir, en se tissant un peu sur une chaise, en constatant, lucide, désarmé, combien, en matière d'amour, sa raison ne peut s'entendre avec son cœur. Arestrup parle net, clair, c'est un plaisir.

Célimène est une garce, soit, une femme légère à qui la jeunesse confère quelques excuses, soit encore. Marianne Basler lui apporte autre chose encore, d'assez trouble, et troublant, une sensibilité, presque une sensibilité : elle est souvent près des larmes, frémissante d'on ne sait quelle angoisse. Son personnage est beau ainsi, secret, tout à la fois détestable et excusable. C'est une jeunesse, qui ne veut pas mesurer les conséquences de ses actes. Marianne

Basler manque de maintien sur scène, mais elle fait passer un charme, certain, dans ce monde d'hommes pas vraiment engageants. Elle n'est pas une perverse calculatrice, rôle dévolu à Arsinoé, Brigitte Catillon, tout à fait belle et juste.

Au corps
à corps

La mise en scène de Pierre Pradins lui fait perdre le trait, c'est-à-dire joindre le geste - séduire Alceste - à la parole. Tout comme elle force le trait des autres personnages qui ne sont que des silhouettes, c'est un peu dommage.

La cour du roi de France, dont parle Molière, est bien loin des préoccupations de Pierre Pradins, qui, sans actualiser tout à fait la pièce, la situe sur un terrain historiquement quasi neutre. Il n'y a pas de décor, juste des rideaux noirs, une table, des chaises. On joue presque familièrement, au corps à corps, on se parle de très près, on se tape sur l'épaule, parfois le spectacle frise un côté « entre copains ». Il y a aussi une tarte, des assiettes, le tout renversé sur le sol et ramassé de manière très comédienne d'après un valet. Tout va vite, on ne s'attarde pas, le rythme est soutenu, c'est un parti pris, pas désagréable, avec Molière, car, somme toute, il ne reste qu'à entendre les mots, ce qui, dans ce spectacle, est le cas.

Niels Arestrup - directeur - déclare vouloir participer au renouveau du théâtre en ralliant à sa cause des peintres, des danseurs, des chanteurs. Avec ce spectacle à l'esthétique un peu bâtive, brocante, on en est loin. Mais ce *Misanthrope*, qui repose sur Niels Arestrup - comédien, à la charme de certaines esquisses où se devine l'essentiel.

ODILE QUIROT

► Tous les jours, du mardi au samedi, 20 h 45. Dimanche à 16 heures. Tél. : 42-02-47-35.

VENTES

Paris s'offre l'art contemporain
Le marché de la capitale rattrape son retard

Drouot aurait-elle enfin trouvé la poule aux œufs d'or ? Si la compagnie des commissaires-priseurs parisiens a enregistré, pour l'année 1989, un chiffre d'affaires de 4 752 000 000 F (soit + 70 % par rapport à 1988), c'est la percée de l'art contemporain sur la place de Paris que l'on retiendra. M^{re} Catherine Charbonneau a vu son chiffre d'affaires (plus de 83 millions de francs) multiplié par quatre en un an. Progression similaire pour M^{re} Francis Brist, qui a fait un chiffre d'affaires de 120 millions de francs. Enfin, M^{re} Guy Loundmer, à son tour, s'est lancé dans les ventes spécialisées de contemporains. Bilan : 54 millions de francs pour deux vacations.

Le boom mondial du marché, bien sûr, mais également la présence d'artistes majeurs et de toiles de meilleure qualité expliquent ces résultats. En un an, la valeur moyenne d'une œuvre contemporaine est passée de 21 000 F à 101 000 F à Drouot. Les abstraits français des années 50, les Pollock, Rietveld, Lanskoy, Degottex ont explosé sur la scène internationale. Leurs prix ont doublé, voire triplé. Le 18 février *Composition de 1959* d'Aylan partait pour 1 million de francs, tandis que *Mardi* de Manessier était adjugé chez M^{re} Loundmer pour 1,2 million de francs. Il cotait environ 300 000 F l'an passé !

Pour M^{re} Charbonneau, nous sommes toujours en train de rattraper le retard accumulé : « Alors que l'on peut avoir une très bonne œuvre européenne pour 200 000 F, les Américains en sont déjà à quatre fois, à 200 000 dollars ! ». Une fois encore, le jeu de dominos fonctionne parfaitement. Les années 50 devenant hors d'atteinte, les générations suivantes sont redécouvertes. En particulier, la figuration narrative avec la *Truite de Schubert* d'Adami (1 033 712 F), *Opéra glace n° 11* de Monory (372 433 F), ou encore *The Fall of Erro* (330 447 F), adjugés chez M^{re} Brist le 15 février. Un Combes se vend aujourd'hui pour plus de 300 000 F. Il ne dépassait guère les

80 000 F il y a un an. L'art conceptuel, quant à lui, est souvent plus cher en vente publique qu'en galerie.

Ces chiffres ne reflètent pourtant que l'internationalisation des échanges qui s'est accélérée au cours des six derniers mois. Celle-ci pourrait bien décider de l'avenir de Drouot au sein du marché mondial de l'art. Si les Américains commencent à acheter l'art contemporain européen, ils confient également de plus en plus fréquemment des toiles pour le marché parisien. Près du tiers des œuvres contemporaines de l'étude Charbonneau proviennent désormais de l'étranger, dont presque 10 % restent en France après l'achat. Certes, on ne trouve pas encore un *Flag* de Jasper Johns ou une *Frieze* de Jackson Pollock, mais on y voit aujourd'hui des œuvres de Keith Haring, Basquiat, Stella et des sculptures minimalistes de Sol LeWitt ou de Carl Andre. M^{re} Brist adjugait récemment pour 550 000 F *Sans titre* de Donald Judd, ainsi que *Composition* de Joan Mitchell (2 629 180 F).

Le marché de la peinture européenne contemporaine hérite encore entre Londres et Paris. Drouot mise sur l'attrait sentimental et artistique que continue d'exercer Paris sur ses visiteurs internationaux. Perfidie, elle ne manque pas de souligner que Londres n'est plus qu'un marché artificiel où vendeurs et acheteurs ne sont plus depuis longtemps les sujets de Sa Très Gracieuse Majesté. Une réalité que les collectionneurs anglais devront sans doute prendre en compte à la veille de 1993.

ALICE SEDAR

► **Ventes** : Cornette de Saint-Cyr, le 5 mars à Drouot-Richelieu (14 h 30) ; Chayette-Calmes, le 7 mars à Drouot-Richelieu (21 h) ; Brist, le 8 mars à Drouot-Richelieu (21 h) ; Lombrai-Teuquum, le 11 mars à Drouot-Montaigne (15 h) ; Ador, Picard, Tajan, le 28 mars à Drouot-Montaigne (20 h).

Concerts Radio France

3
Samedi 3 mars, 20 h 30
Salle Pleyel
Orchestre Philharmonique de Radio France
Burt - David - Rostrop
Jean-Philippe Collard, piano
Direction : Hideo Kuroki

7
Mercredi 7 mars, 20 h 30
Studio 106 de Radio France
Programme Musical de France Culture
Les Feuilles d'Opéra
Soprano : Barak
Boris Bejart, violon
Abdel Rahman El Bacho, piano
Direction : Ernie Lait

8
Jeudi 8 mars, 20 h 30
Salle Pleyel
Orchestre Philharmonique de Radio France
Burt - David - Rostrop
Jean-Philippe Collard, piano
Direction : Ernie Lait

10
Samedi 10 mars, 20 h 30
Grand Auditorium de Radio France
Orchestre Philharmonique de Radio France
Schubert - Schumann - Brahms
Liberté Bolens, soprano
Direction : Marek Janowski

14
Mercredi 14 mars, 20 h 30
Studio 106 de Radio France
Programme Musical de France Culture
Les Feuilles d'Opéra
Makler - Schoenberg - Webern
Donatoni
Alain Newman, piano
Trio Intercontemporain

31
Samedi 31 mars, 19 h 00
Salle Pleyel
Rondeau de la Musique
Concert exceptionnel
Orchestre Philharmonique de Radio France
Chœur et Musique de Radio France
Félicie Goussier de Paris
Tchaïkovski
La Dame de Pique,
d'après Pouchkine
I. Alkassian, N. Dostko,
V. Tchernichov,
D. Mironovskii, G. Grizak,
N. Romanova, A. Vedenkova,
A. Dichtchenko, N. Grichko,
I. Tchernysheva, O. Kiselev
Direction : Vladimir Fedotkin

Location 14 jours à l'avance
RADIO FRANCE
SALLE PLEYEL
01.42.36.13.14
01.42.36.13.15
BASICQUE, voir le plan de la carte

Location par téléphone
RADIO FRANCE 01.42.36.13.14
PARIS 01.42.36.13.15

مسكن في الامم

150

AGENDA

CATASTROPHES

La tempête sur l'Europe du Nord-Ouest a tué une quarantaine de personnes

Une nouvelle tempête a balayé l'Europe lundi 26 et mardi 27 février. Cette tempête est la cinquième à frapper l'Europe en général et la France en particulier en trente et un jours. Elle a été, elle aussi, meurtrière : une quarantaine de personnes ont été tuées. En France, neuf personnes sont mortes ou portées disparues.

Une petite fille de trois ans et demi, écorchée par une branche d'arbre dans la cour de l'école d'Étrépart (Nord) ; un automobiliste dont la voiture s'est retournée près de Verdun (Meuse) ; un homme qui est tombé de son toit à Henriville (Meuse) ; deux automobilistes écorchés par un arbre à Villers-Saint-Christophe (Aisne) et près de La Ferté-Alais (Eure-et-Loir) ; une jeune femme de dix-sept ans tuée dans une porte coquille à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) ; un homme de vingt-deux ans écorché par la chute d'un mur à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) ; deux jeunes filles qui faisaient de canotage sur la Seine à Méricourt, Yvelines (une troisième a pu regagner la rive à la nage), telles sont les victimes de la tempête en France.

On compte aussi une vingtaine de blessés plus ou moins gravement atteints : quinze à Strasbourg ; le député des Ardennes Jean-Paul Bachy, qui a eu un bras cassé lors d'un tour de ville à Verdun ; une fillette gravement blessée par la chute d'un mur à Bayenghem-lès-Eperlecques (Pas-de-Calais) ; plusieurs personnes blessées légèrement dans la Somme et le Pas-de-Calais.

Les rafales de vent ont atteint, par endroits, les 170 kilomètres à l'heure : plus de vingt mille personnes ont été privées d'électricité lundi soir dans le Pas-de-Calais et la circulation des trains Paris-Lille a été perturbée par la chute de caténaire. Le vent a été accompagné de pluies très abondantes et, dans plusieurs villes côtières où des digues de protection ont été ébréchées, les effets du vent se sont combinés à ceux d'une mer haute de grande marée (c'est ce qu'on appelle une « onde de tempête »).

Étretat (Seine-Maritime), Cayeux, Ault et Mers-les-Bains (Somme), quelques quartiers du Havre ont été envahis par la mer. De même des localités installées sur la Basse-Seine ont été inondées.

D'autres pays d'Europe ont été très éprouvés par la tempête. Dans le sud-ouest de la Grande-Bretagne, on a dénombré treize morts, quatre en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas, huit en Belgique, trois en Allemagne de l'Est et un en Irlande.

A Towyn, dans le nord du pays de Galles, la ville a été submergée par 1,50 mètre d'eau à la suite d'une rupture de digue et, dans la nuit du 26 au 27 février, la police, les hélicoptères de la Royal Air Force et les canots de sauvetage s'efforçaient d'évacuer les deux mille habitants.

Perturbé en Europe, les dégâts matériels sont très importants : arbres déracinés ou cassés, poteaux électriques arrachés ou tordus, murs abattus, toitures et antennes envolées, panneaux publicitaires renversés, digues partiellement démolies, littoral envahi par la mer, trains déraillés, ferroviaire et aérien perturbés plus ou moins longtemps.

En mer, la tempête a mis en sérieuses difficultés des navires, notamment un cargo grec, le *Senoli-Sierra*, qui s'est échoué près de Flessingue (Pays-Bas), mais son équipage est sain et sauf ; le pétrolier *Berna*, le cargo *Celtic Navigator* (qui a perdu une partie de sa cargaison de bois), le transporteur de fruits *Daniel*, le porte-conteneurs *Ming-Glori* (qui a perdu quarante-trois de ses conteneurs) ; le caboteur *Byron* dont huit des vingt occupants ont été évacués par hélicoptère.

A Strasbourg

Quinze blessés dans un autobus écorché par un arbre

STRASBOURG

de notre correspondant

Un arbre s'est écorché, lundi après-midi 26 février, à Strasbourg sur un autobus de la Compagnie des transports strasbourgeois arrêté au feu rouge quai du Maître-Dietrich. Quinze personnes ont été blessées, dont deux grièvement. Quatre passagers installés à l'arrière de l'autobus ont dû être désincarcérés par les pompiers qui ont été obligés de débiter l'arbre à la tronçonneuse pour dégager les derniers blessés.

L'arbre, un platane, s'est cassé à sa base sous des rafales de vent de plus de cent kilomètres à l'heure. L'autobus, immobilisé dans une

file de voitures, n'a pu se dégager ; il venait heureusement de déposer une dizaine de passagers à un arrêt tout proche.

Les secours, qui sont intervenus rapidement, ont employé l'hélicoptère de la sécurité civile, l'accident et la tempête ayant provoqué un sérieux embouteillage.

La tempête a également fait de sérieux dégâts matériels à Strasbourg : le toit du Palais de la musique et des congrès a été endommagé comme celui du lycée Confégnal, qui venait d'être reconstruit aux frais de la région Alsace.

J. F.

Plus de cent trente morts depuis le début de l'année

— Jeudi 25 janvier : un ouragan balaye le nord-ouest de l'Europe, dont les rafales dépassent par endroits les 180 km/h. Particulièrement meurtrier, il fait au total près d'une centaine de morts, dont 45 en Grande-Bretagne et 9 en France. Dans l'Atlantique et la Manche, plusieurs bateaux chavirent ou sont mis en grande difficulté.

— Samedi 3 février : de la Grande-Bretagne à la Moselle, un ouragan plus violent encore traverse le nord de la France. Bilan : vingt-quatre morts et plusieurs dizaines de blessés, malgré l'avis d'alarme lancé par la Météorologie nationale.

Ajoutée à celle du 25 janvier, la tempête porte les dégâts matériels à plus de 5 milliards de francs. Une dizaine de personnes sont tuées en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale.

— Les mercredi et jeudi 7 et 8 février : une tempête moins violente a aussi balayé l'Europe.

— Dimanche 11 février : une fois de plus, la tempête balaye la Bretagne. On ne déplore cette fois que deux blessés, mais d'importants dégâts sont enregistrés dans le Finistère et le Morbihan.

JOURNAL OFFICIEL

Est publiée au Journal officiel l'application de la loi du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles.

UNE CIRCULAIRE

Le 21 février 1990 relative à l'application de la loi du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi, du dimanche-jour. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer □ On peut voir □ Ne pas manquer ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

- 20.40 Cinéma : Goldfinger. ■
Film britannique de Guy Hamilton (1964).
22.30 Magazine : Ciel, mon mardi !
De Christophe Deschamps.
0.20 Sport : Spécial Harricana.
0.30 Journal, Météo et Bourse.
0.50 TF 1 nuit.
1.25 Feuilleton : C'est déjà demain.
1.50 Info revue.
2.35 Feuilleton : Cogne et gagne.
3.20 Série : Mémoires.
3.45 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

- 20.40 Cinéma : Karaté Kid.
Le moment de vérité. ■
Film américain de John G. Avildsen (1984).
22.45 Magazine : Carnets de route.
Présenté par Christine Cécami.
23.40 Informations : 24 heures sur la 2.
23.55 Météo.
0.00 Magazine : Du côté de chez Fred.
Interview de Lech Wałęsa à Varsovie.

FR 3

- 20.35 Magazine : La marche du siècle.
Thème : Alléluia bobo ! Les infirmes, dix-huit mois après.
22.15 Journal et Météo.
22.40 Télévision régionale.

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : L'aventure intérieure. ■■
Film américain de Joe Dante (1987).

TF 1

- 13.40 Série : 21 Jump Street.
Club Dorothée.
Série : Cap danger ; Wingman ; Dragon ball ; Le collège fou, fou, fou ; Ken le survivant ; Les chevaliers du zodiaque ; Série : Salut les musiciens ; Les jeux.
17.45 Le top jeune. Présenté par Jacky.
17.50 Série : Hawaii, police d'État.
18.50 Avis de recherche.
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.45 Tirage du Tao-O-Tac.
19.50 Le bébé show.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.45 Variétés : Sacre de soirée.
Émission présentée par Jean-Pierre Foucault.
Invité : Tina Turner, Philippe Bouvard, Marie-France Pierrat, Variétés : Adamo, Frédéric François, The Christians, Marie-Paula Belle, Jean-Louis Aubert, Héro James, Melody, Jean-Louis Murat.
22.35 Sport : Football.
Match amical : France-RFA.
en direct de Montpellier.
0.15 Sport : Spécial Harricana.
0.20 Journal, Météo et Bourse.
0.40 Série : Mémoires.
1.05 TF 1 nuit.

A 2

- 13.40 Série : L'homme qui tombe à pic.
Éric et Noël.
Show Bug's Bunny ; Les Éwoks ; Clémentine ; Ali ; Bécobé ; Monstres et merveilles.
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
Présenté par Laurent Laffont.
17.25 Magazine : Giga.
Quel de neuf, docteur ? Reportages ; La fête à la maison.
18.30 Série : Mac Gyver.
19.20 INC.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
Présenté par Patrick Laffont.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Feuilleton : Les diamants de la vengeance.
De Jerry London (1^{re} épisode).
Magazine : My tété si rich.
De Bernard Rapp et Marie-France Kornowski.
23.00 Informations : 24 heures sur la 2.
23.15 Météo.
23.20 Magazine : Du côté de chez Fred.
La dessinateur Hugo Pratt.

FR 3

- 13.30 Magazine : Montagne (redif.).
14.03 Magazine : Fidélité.
14.30 Jeu : Cherchez la France.

Audience TV du 26 février 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54,2	Bande ann.	7,7	Actual. région	Nulle part	Reporters	Hulk
		16,8	Pub	19,4	2,9	4,7	2,8
19 h 45	60,0	Roue fortune	Dessinez	19-20 Infos	Nulle part	Journal	Rosanne
		27,9	11,6	10,3	4,1	3,1	3,3
20 h 15	72,9	Journal	Journal	La classe	Pub	Journal	Cosby show
		29,5	17,0	12,9	4,0	5,8	4,8
20 h 55	74,9	Papieroff...	Chif. lettres	Adèle H.	Hist. fant.	La Diva et...	Mort ench.
		32,3	15,8	11,4	2,3	7,5	6,4
22 h 8	50,8	Méditations	Qu'avez-vous	Adèle H.	Lundi sport	La Diva et...	Mort ench.
		14,2	8,9	13,3	1,9	8,7	3,1
22 h 44	30,1	Méditations	Qu'avez-vous	Tempêtes	Lundi sport	Vendredi 13	Sens de la vie
		9,2	9,5	2,2	2,1	3,1	4,1

Mardi 27 février

- 22.25 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Je suis le seigneur du château. ■
Film français de Régis Wargnier (1988).
0.00 Cinéma : Horreur dans la ville. □
Film américain de Michael Miller (1982).
1.35 Cinéma : Céramique d'amour. □
Film français de Walerien Borowczyk (1987).

LA 5

- 20.40 Cinéma : Mon curé chez les nubiens. □
Film français de Robert Thomas (1982).
22.15 Série : China beach.
23.10 Magazine : Ciné Cinq.
23.20 Magazine : Réussites.
0.00 Journal de minuit.
0.05 La nouvelle maille des Indes (redif.).

M 6

- 20.35 Téléfilm : L'héritière oubliée.
D'Axel von Ambesser.
22.15 Téléfilm : Madame Ex.
De Michel Wyn.
23.35 Boulevard des clips.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musiques : Boulevardier hard.
2.00 Radifusion.
Madame Ex : Culture pub ; Destination santé (les allergies) ; Culture pub ; Succès.

LA SEPT

- 20.05 Documentaire : Yasushi Inoue ou Les soldats de la mémoire.
De Jean Antoine.

Mercredi 28 février

- 15.03 Magazine : Dans la cour des grands.
17.05 Magazine : Une pêche d'enfer.
17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Téléfilm : Coup de soleil.
Pièce de Marcel Miché, mise en scène de Jacques Rosny, avec Jacqueline Maillan, Jean-Pierre Aumont, Roger Mirmont, Geneviève Brunet, Philippe Brizard, Bernard Rossell, Péronne.
22.45 Journal et Météo.
23.10 Magazine : Mille Bravo.
Présenté par Christine Bravo.
0.00 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Coupable de silence.
De Noël Black.
15.05 Documentaire : Terre fragile.
De Phil Agnès.
15.30 Téléfilm : Le dernier du cott.
De Claude Bernard-Aubert.
16.55 Magazine : Rapido.
D'Antoine de Caunes.
17.20 Cabout cadlin.
Cocote show ; Polkaude ; Super Mario Bros et princesses Zelda.

En clair jusqu'à 20.30

- 15.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
Présenté par Marc Tesson.
Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gilès et Antoine de Caunes.
Invité : Daniel Hérold.
20.05 Sport : Football.
Les couleuvres.
20.30 Sport : Football.
Match amical international, en direct de Montpellier : France-RFA.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Pacte avec un tueur. □
Film américain de John Flynn (1987).
Cinéma : Week-end. ■■
Film français de Jean-Luc Godard (1967).

LA 5

- 13.35 Série : L'homme qui valait trois milliards.
14.40 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : La riviera.
16.40 Dessins animés. Les triplés (redif.).
Les Schtroumpfs ; Bécobé.

- 21.00 Documentaire : Angono Angono, nouvelles de Madagascar.
De Marie-Cécile et César Pass.
22.00 Série : Contacts.
Raymond Depardon et William Klein.
22.30 Magazine : Imagine.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.
23.50 Jazz soundies collection.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Le rythme et le raison. Le mode musical. 2. Le mode de ml, du flamenco à Mousorgski, ou modalité et tonalité.
20.30 Archipel médecine. Dossier : Les usages de la médecine.
21.30 Dérail. Les bours : la passion de l'intégration (redif.).
22.40 Nuits magnétiques. Quatre histoires en France.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert. Quatuor à cordes n° 4 en ré majeur op. 83, Quatuor à cordes n° 5 en si bémol majeur op. 82, de Chostakovitch ; Quatuor à cordes, de Tárzi ; Quatuor à cordes n° 6 en sol majeur op. 101, de Chostakovitch, par le Quatuor de Minerva (Éric Lewis, Roy Lewis, violons ; John Dexter, alto ; Judith Glyde, violoncelle).
22.30 Récital. Hommage à Jacques Thibaud. Sonate de Witold ; Sonate pour violon seul n° 2, d'Ysaïe ; Sonate pour violon et piano, de Fauré ; Polka pour violon et piano, de Samuel. par Dong Suk Kang, violon, et Frédéric Agnew, piano.
0.00 Club d'archives : Hommage à Jean Cocteau ; Les plus belles rééditions récentes.

- 17.35 Magazine : En route pour l'aventure.
18.05 Dessin animé : Le petit lord.
18.30 Série : Arnold et Willy.
18.50 Journal Images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.40 Drôles d'histoires.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Histoires vraies : Mort d'un innocent.
Téléfilm : Sam Wanmaker.
22.20 Dérail : Buvure ?
23.30 Magazine : Nomesdes.
0.00 Journal de minuit.
0.05 La nouvelle maille des Indes (redif.).

M 6

- 13.45 Feuilleton : Dynastie.
14.35 Téléfilm : A la recherche de l'opale.
De Gary Conway.
16.05 Jeu : Match music.
17.25 Informations : M 6 info (et à 18.25).
17.30 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Incroyable Hulk.
18.35 Série : Rosanne.
18.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm : Le procureur et l'assassin.
De Boris Sagal.
22.15 Série : La Saint.
23.05 Documentaire : Succès.
2. Les héros, de Jean-Claude Guillel.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 14.30 Méthode Victor : Angles.
15.00 Téléfilm : Ballroom (v.o.). D'Alan Clayton.
16.20 Documentaire : Maria. D'Alexandre Sokorov.
16.55 Documentaire : Notre mère est un héros. De Nicolas Chabron.
17.40 Documentaire : Le héros dans le brouillard.
18.00 Cinéma : Quatre aventures de Reinhold et Mirabelle. ■
Film français d'Éric Rohmer (1989).
18.40 Documentaire : Takako Doi, une femme en politique. De Jean-Yves Cauchard.
20.05 Documentaire : Kokono Iro. D'Ann March.
21.00 Téléfilm : La femme de papier. De Suzanne Schiffman.
22.30 Magazine : Dymond. De Benoît Delplanc et Matthias Sanderson.
23.00 Documentaire : Selji Tsutsumi ou les vertus de la fortune. De Jean Antoine.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes. Auteurs de Tanger.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Quatre histoires en France.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (diffusé le 10 septembre 1989 lors du Festival Bruckner) : Symphonie n° 4 en si bémol majeur op. 60, de Beethoven ; La sacre du printemps, de Stravinski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Michael Tison Thomas.
22.07 Jazz-club. En direct du New-Morning à Paris : Paul Motian, batterie, Bill Frisell, guitare, Joe Lovano, saxophone.

TECHNOLOGIES

Pour la première fois au monde, une épreuve de planche à voile en salle

Force 6 à Bercy

Les 5 et 6 mars, les meilleurs véliplanistes du monde s'affronteront au Palais omnisports. Des ventilateurs assureront un vent constant sur un bassin artificiel.

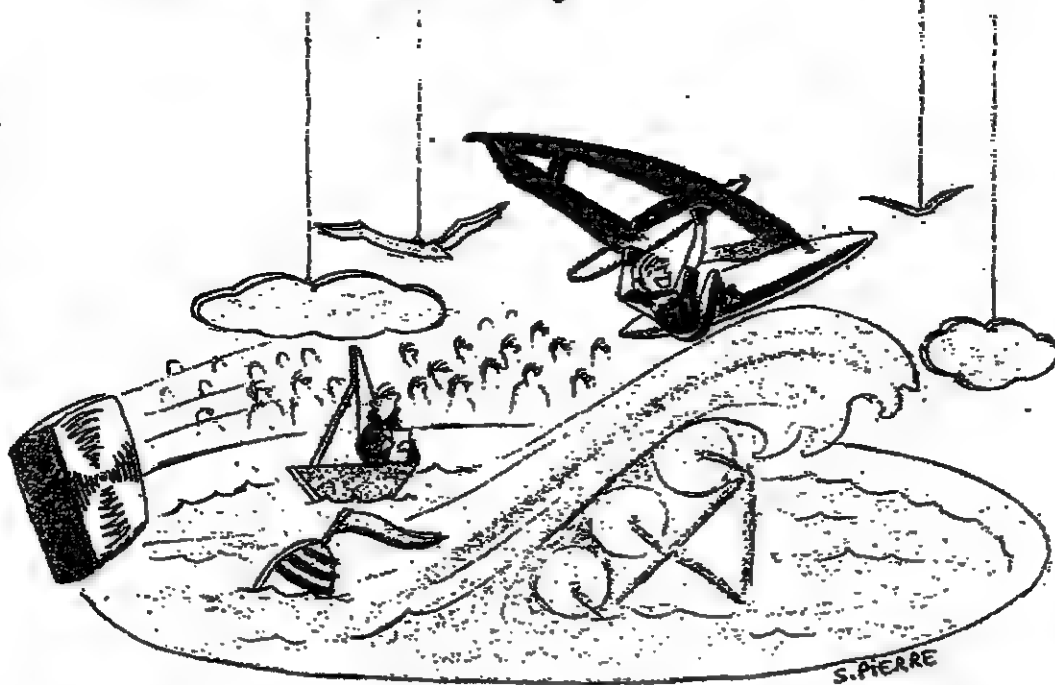
Une épreuve de planche à voile à Bercy. De l'eau et du vent dans la salle du POPB. Quand ce projet surprenant fut annoncé, il y a presque un an, un 1^{er} avril, dans les colonnes de *Wind* un magazine spécialisé, chacun crut à une galejade.

Et pourtant cette première mondiale va bien avoir lieu les 5 et 6 mars à Paris. Les plus grands champions (dont Robby Naish, Björn Dunkerbeck, Pascal Maka, Nathalie Simon, Jenna de Rosnay...) à peine revenus de la Coupe du monde à l'Almanarre, dans le Var, seront tous présents. Au cours de deux soirées, ils s'affronteront dans des épreuves de saut et dans des slaloms. Ils navigueront sur des planches de 1,80 mètres de long avec des voiles de 3 à 6 mètres carrés. C'est dire qu'il s'agira bien de *funboard* (planche sportive) et donc que le vent soufflera dans l'enceinte du POPB entre foros 3 et force 7. Les organisateurs conseillent d'ailleurs aux 10 000 spectateurs attendus chaque soir de s'équiper sinon d'anoraks, du moins de coupe-vent.

Les travaux d'aménagement ont déjà commencé. A l'intérieur des rambarades de la patinoire qui reste en permanence à Bercy sera disposé une peau de PVC. Il s'agit de laides de plastique de 3 mètres de largeur et de 1,2 millimètre d'épaisseur soudées à chaud sur place. Une enveloppe de trois tonnes qui sera récupérée à la fin de l'épreuve après avoir été redécoupée. Elle servira de fond au bassin de 70 mètres de long, 32 mètres de large et 70 centimètres de profondeur qui sera rempli en cinq heures par 21 000 mètres cubes d'eau à 15 degrés. La place de la patinoire, restée tout l'hiver sous les différents aménagements (court de tennis, terrain de moto-cross, salle de concert), sera fondue à cette occasion.

Vingt ventilateurs

Pour pouvoir préparer le parcours du *Jumping* de Paris prévu le 8 mars, le bassin sera vidé en moins de deux heures dans les ballasts qui se trouvent sous la salle. Car Bercy, comme la gare d'Orsay sous laquelle on stockait pendant l'hiver les locomotives, dispose d'un système de ballastage qui évite à la construction de se soulever en cas de montée des eaux venues de la Seine dans la nappe phréatique. A une extrémité de ce bassin sera disposée



S. PIERRE

une rampe de lancement recouverte de teflon de 3 mètres de longueur et de 35 degrés d'inclinaison. Six rails y seront creusés pour laisser passer les ailerons des planches des six concurrents qui s'élanceront toutes les cinq minutes pour des départs de slaloms par élimination sur quinze longueurs de bassin parcourues en quatre minutes environ.

Les coureurs atteindront ainsi dès les premières mètres une vitesse comprise entre 15 et 20 nœuds suffisante pour que leur planche se mette au *planing* au-dessus de l'eau. Leurs voiles seront en effet déjà sous l'emprise du vent créé par les vingt ventilateurs disposés le long du bassin.

Placés tous les 3,60 mètres, ces ventilateurs de 45 kilowatts chacun produiront un vent de 26 nœuds (force 6) à 5 mètres et de 17 nœuds (force 3) à 30 mètres. La juxtaposition des flux produira un souffle de 25 % supérieur à leur puissance unitaire. Leurs quatre pales en résine époxy de 1 mètre chacune, réglables en incidence, tourneront à 725 tours/minute. Ces ventilateurs de 900 kilos chacun sont fabriqués par Helios, une société allemande.

Ils utiliseront la puissance maximale de l'alimentation électrique du POPB pendant les deux minutes nécessaires à leur lancement. Le bruit émis, 80 décibels, sera largement inférieur au niveau sonore d'un concert de rock. Il sera d'ailleurs couvert par la musique qui accompagnera une

épreuve sportive présentée comme un véritable *show*.

Il faudra dix minutes pour que la masse d'air présente dans la salle se mette en mouvement sous les 35 mètres de plafond. Une fois ce mouvement lancé, le vent créé entrera en rotation et deviendra ainsi plus régulier que n'importe quel vent marin qui souffle par bourrasque.

Un circuit mondial

Une épreuve de saut sera organisée pendant ces soirées. Les coureurs se lanceront avec leur planche et leur voile jusqu'à 4 mètres de hauteur en prenant leur élan sur un tremplin constitué de trois rouleaux de 2,5 mètres de large. Les longs fils serrés de plastique — comparables à ceux des rouleaux d'une laverie pour automobile — ne devraient pas freiner la course d'élan des concurrents. Pour augmenter la hauteur des sauts, certains ventilateurs actionnés par des véris seront orientés vers le haut. Huit rayons laser de couleurs différentes permettront également de mesurer la longueur de ces sauts. Des tapis de judo seront disposés au fond du bassin pour éviter les accidents lors des réception dans 70 centimètres d'eau, mais il faut savoir que les sauts les plus spectaculaires réalisés à Hawaï le sont dans une faille profonde d'eau au-dessus de fonds de coraux.

Frédéric Beauchêne, qui organise cette soirée, a déjà une lon-

gue expérience des innovations en planche à voile. Il a participé à la fin des années 70 à la mise au point du modèle le plus vendu depuis l'invention de la planche : la *Dufour Wing*. Il s'est ensuite spécialisé dans les traversées : celles de la Manche en 1978, celle du Cap Horn en 1980, celle de l'Atlantique en duo en 1985. Mais c'est de l'organisation d'une Coupe du monde en 1982 à Crozon en Bretagne qu'il a retiré l'expérience qui l'a conduit à mettre sur pied l'épreuve de Bercy : « Nous n'avions eu du vent qu'un jour sur les dix de la compétition. Et cela s'est reproduit à plusieurs étapes de la Coupe du monde. Les coureurs sont frustrés, les spectateurs aussi : le sport est décevant. Il faut donc créer des épreuves en salle qui permettent de prouver qu'il s'agit d'un sport crédible. On fait bien des motos et du tennis à Bercy. »

Pour que la grande première de Bercy soit une réussite et puisse ainsi être reproduite dans des grandes salles en RFA, aux Pays-Bas, au Japon et aux Etats-Unis en 1991 (l'investissement de 6 millions de francs ne peut d'ailleurs pas être rentabilisé en une seule opération), Frédéric Beauchêne a évidemment pris le maximum de précautions pour expérimenter des techniques qui n'ont pas de précédents à une telle échelle. Après des essais avec un seul ventilateur, l'insuccès des pales a été retravaillé avec l'aide d'un bureau d'études, les Chantiers Le Baron spécialisés dans les études de dynamique des fluides dans les souterrains, parkings et tunnels. Cela a permis de produire un vent plus laminaire et moins sinusoïdal. Ces calculs ont été confirmés par des essais avec trois ventilateurs. « Ensuite, explique Frédéric Beauchêne, nous devons opérer comme des ingénieurs aéronautiques qui lancent une fusée et faire confiance aux chiffres. »

CHRISTOPHE DE CHENAY
► TFI devrait retransmettre en direct lundi 5 mars, à 23 heures, une partie des épreuves.

Un nouveau moyen de formation

Des disques compacts pour les mécanos de Renault

Dans le domaine de l'enseignement, un nouveau média fait son apparition : le disque compact interactif. Textes, images et sons y sont enregistrés et pilotés par un ordinateur. Premier utilisateur : Renault, qui va en équiper son réseau.

Comme tous constructeurs automobiles, Renault souhaitait améliorer le niveau de formation de son réseau. Mais s'il est facile d'envoyer en stage le personnel de grandes succursales, dans les petites agences l'absence d'un compagnon signifie un manque à gagner difficilement supportable. Et les écoles mobiles, camionnettes équipées de matériels d'enseignement qui parcouraient le territoire ne pouvaient suffire à la tâche.

Renault, en collaboration avec Philips, a donc mis au point une série de disques compacts interactifs (CDI) pour donner à tous ses agents un « niveau moyen de compétences homogènes ». Il réalise du même coup une « première ». Son système, baptisé *Edis*, serait le premier CDI éducatif.

Un disque compact interactif ressemble à s'y méprendre à un disque compact musical. Il utilise la même technologie mais son utilisation diffère : outre des sons, on y enregistre des données, c'est-à-dire des textes ou des chiffres, des images fixes (dessins ou photos), et même des séquences filmées. Pour le « lire », on doit donc disposer d'un lecteur, mais aussi d'un écran (type écran de télévision ou d'ordinateur), et d'un ordinateur. Le disque interactif peut alors se transformer en un puissant outil éducatif. En un seul instrument se trouvent rassemblés la voix du maître, son tableau et tous les outils audiovisuels dont il pourrait avoir l'usage : films et images pour illustrer les propos, schémas explicatifs... L'élève les actionne à son rythme selon un mode bien connu des adeptes de l'enseignement assisté par ordinateur (EAO).

Pour apprendre à dépanner les automobiles, les compagnons des agents, concessionnaires et succursales de Renault auront désormais des CDI à leur disposition. Les disques sont spécialisés par catégorie de problèmes : électricité, mécanique, diagnostic, etc. Les thèmes des quatre premiers de la série, injection, dépollution, et peut-être gestion de comptabilité, etc., seront livrés par la suite. Après avoir introduit un disque

dans le lecteur, le compagnon se trouve confronté à un type de panne : mauvais fonctionnement des bougies par exemple, ou du klaxon. Effectivement lorsqu'il actionne la manette qui sert à allumer les phares (reproduite fidèlement sur l'écran), ceux-ci ne s'allument pas sur l'automobile (dont la photo est également présente dans un autre coin de l'écran). A lui de déceler le composant défectueux. Les schémas électriques nécessaires s'affichent : il pointe celui dont il pense qu'il peut être la cause du mal. Un commentaire sonore lui explique la raison de son erreur tout en lui montrant la méthode à suivre, l'ordre logique à respecter pour arriver au bon résultat.

3 500 appareils avant 1993

Pour réaliser ces disques, Philips et Renault, qui ont investi environ 16 millions de francs à eux deux pour l'ensemble du dispositif, ont constitué une équipe pluridisciplinaire d'électroniciens, graphistes, psychologues de l'apprentissage, techniciens de l'automobile, et traducteurs (les disques sont disponibles en sept langues). Suite à un appel d'offres, ils se sont également adjoints les compétences de deux sociétés de service spécialisées dans la conception de système d'enseignement assisté par ordinateur : Jeriko et Diapason. La conception et la réalisation d'une heure de formation ont nécessité 500 à 600 heures de travail. Mais « on a essayé les pilotes », note Philippe Mart, responsable du projet. De nouveaux outils de développement arrivent qui, avec la compétence acquise, devraient permettre de réduire les délais de réalisation.

Renault pense livrer 800 appareils d'ici à la fin de l'année et 3 500 avant 1993. Le système est vendu 19 000 francs hors taxe avec tout l'équipement nécessaire et les quatre premiers disques. Chaque disque sera ensuite proposé pour 1100 francs hors taxe. Une somme sans doute acceptable dans un milieu professionnel, mais encore chère pour que les CDI prennent la place des manuels scolaires de l'enseignement traditionnel. Ce qui ne sera peut-être plus le cas d'ici deux ans. La commercialisation, prévue dès 1991 aux Etats-Unis et au Japon et en 1992 en Europe, de CDI grand public fera sûrement chuter les prix.

ANNIE KAHN

A l'intention des élus locaux

L'IGN se lance dans la cartographie électronique

L'information, c'est le pouvoir. L'Institut géographique national (IGN) semble avoir guère de mal à faire passer le message auprès des élus locaux. « Nous répondons d'être un jour dépassés par la demande », redoute son nouveau directeur général, entré en fonction en novembre dernier. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui tracassent maires et conseillers généraux : qu'il s'agisse d'optimiser un trajet de ramassage scolaire, de repérer les cours d'eau pollués, de définir en quelques secondes le meilleur dispositif à mettre en place pour lutter contre un incendie de forêt, etc. Les banques de données cartographiques que cet institut commence à commercialiser vont permettre de répondre plus rapidement et précisément à nombre de problèmes qui trac

150

A partir du 1^{er} mars, en application de la « loi Neiertz »

Heureuse célérité

Pour du rapide, ce fut du rapide. M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, s'est si bien démenée qu'elle a obtenu ce qu'elle voulait. La loi sur le surendettement des ménages entre en application deux mois tout juste après sa promulgation.

Une sorte de record, tant est vaste le cimetière des textes inapplicables, faute des indispensables textes d'application...

Il y avait, certes, urgence, puisque environ 200 000 ménages ne savent à quel saint se vouer pour sortir de l'enfer qu'ils ont créé eux-mêmes en cédant trop facilement aux sirènes de la vie à crédit. Reste à leur apprendre le chemin de la Banque de France la plus proche.

Ce ne devrait pas être trop difficile, grâce aux assistantes sociales, aux bureaux d'aides diverses, aux agences pour l'emploi, et... au bouche à oreille.

On peut être surpris du rôle important que va jouer la Banque de France dans l'application de cette loi. Il est normal qu'elle gère le fichier central dit, pour ne pas dire « incidents de paiement » que pourront consulter les établissements prêteurs pour éviter de s'engager encore auprès de ceux se trouvant déjà en rupture de paiement.

Quant au secrétariat des commissions et au traitement des dossiers, dans chaque département la Banque de France, qui a dû réorganiser ses services, va y trouver l'emploi de personnels dont les tâches se sont trouvées réduites notamment avec les progrès de l'informatisation. Heureuse conjonction pour M^{me} Neiertz, qui peut aujourd'hui se déclarer à juste titre satisfaite.

M. Michel Rocard lui-même ne va-t-il pas, avec elle et le gouverneur de la Banque de France, installer officiellement la commission surendettement de Paris ?

« On parle trop souvent des lenteurs de l'administration, nous a-t-elle dit. Cette fois-ci, tout le monde s'y est mis et a travaillé dans l'urgence. C'est une très bonne chose de répondre à l'attente des familles aux prises avec l'angoisse. »

Les ménages surendettés pourront demander une aide à la Banque de France

Le 1^{er} mars, la « loi Neiertz » sur le surendettement des ménages entre en application. Les personnes surendettées peuvent s'adresser à la Banque de France du chef-lieu de leur département pour que la Commission Surendettement recherche, avec leurs créanciers, un plan d'apurement de leurs dettes.

Vous n'en sortez plus : aucune chance d'arriver à payer en temps utile toutes vos dettes ! Et il ne s'agit pas de dettes professionnelles, mais bien de dettes personnelles. Vous avez été imprudent, en achetant à crédit trop fréquemment, en vous fiant aux apparences, à la possibilité de se réendetter se reconstruire au fur et à mesure que vous remboursez... Ou bien encore, avec un endettement à la limite, vous avez été victime d'un accident de parcours qui a brusquement transformé l'exercice mensuel de corde raide en cauchemar éveillé. Votre femme (ou votre mari...) est tombée gravement malade, en « longue maladie » et ses ressources ont chuté considérablement. Vous avez divorcé, et le drame familial se double d'un imbroglio financier. Vous avez perdu votre emploi et vos rentes d'argent ont sinon disparu, du moins fortement diminué. Pour en sortir, une seule chose à faire. Ecrire : la Banque de France du chef-lieu de votre département, en demandant le maximum d'informations sur votre situation (ils resteront confidentiels).

A partir de ce moment, la « Commission Surendettement » du département peut commencer à fonctionner. Composée du Préfet, du trésorier payeur général, du directeur départemental de la Banque de France (qui en assure le secrétariat), d'un représentant des établissements de crédit et d'un représentant des associations familiales ou de consommateurs, cette commission spécialisée va chercher au cas par cas avec les créanciers de chacun, le moyen d'apurer la dette dans de bonnes conditions : report des échéances, aménagement des taux d'intérêt, réduction de leur montant. Le débiteur de son côté devra sans doute vendre un bien (s'il en possède...) et, bien sûr, s'engager à ne plus s'endetter jusqu'à extinction de la dette. La

Commission a deux mois (à partir de la date de la signature du formulaire officiel) pour parvenir à une solution. Et pour informer le débiteur, par lettre recommandée, du résultat de ses travaux, qu'il y ait eu accord ou désaccord.

En cas de désaccord, le juge d'instance peut trancher, à la demande du débiteur ou du créancier. Au cas où un créancier saisi directement saisi la justice, le juge aura demandé à la Commission d'étudier ce dossier. Et la « loi Neiertz », adoptée le 31 décembre 1989, a donné des pouvoirs étendus au juge, en la matière, puisqu'il pourra rendre obligatoire ce qui n'a pu être obtenu grâce à la conciliation.

JOSÉE DOYÈRE

Où s'adresser ?

On trouve l'adresse de la Banque de France dans l'annuaire, ou encore à la Préfecture, à la Direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. A Paris, 4 secrétariats de la Commission Surendettement ont été créés, avec un numéro de téléphone : 45 44 38 31. « Rappels », 48 bd Raspail, B. P. 84-06, 75261 PARIS CEDEX 06 ; « Bastille », 5, place de la Bastille, 75004-

Paris ; « Malesherbes », 1, place du Général Catroux, 75017 Paris ; « Bureau central », 39, rue Croix des Petits Champs, 75001-Paris.

On trouve sur place des dépliant explicatifs, ainsi que des formulaires de lettres pour saisir la commission ou constituer un dossier.

On peut également, pour avoir un maximum de renseignements, consulter le minitel (36-14, code CONSOM)

En lançant une offre publique de vente

Les Wagons-Lits mettent aux enchères la moitié du capital des Hôtels Pullman

La compagnie hôtelière des Wagons-Lits lance, le mardi 27 février, sur la place publique, un appel d'offres destiné à trouver un partenaire pour créer une société commune avec sa chaîne hôtelière Pullman. D'ici un mois, les actionnaires se retrouveront pour étudier les offres qui leur seront parvenues.

En apparence, rien que de très normal dans cette procédure pour les Wagons-Lits qui ont déjà constitué, en 1987, une filiale commune entre leur loueur de voitures Europcar et celui de Volkswagen, Inter-Rent. Ils ont récidivé en 1989 en créant leur société de restauration Eurorest avec la Sodexho pour constituer le premier groupe européen de restauration collective.

L'endettement tient d'abord au choix de la formule d'une demi-vente à travers une filiale commune. Depuis plusieurs mois, il s'agit pour eux de vendre les hôtels Pullman, solution qui, hormis l'ancien administrateur-délégué M. Antoine Veil, ne trouvait guère de partisan

solide au sein de la compagnie. Les « Belges », dénomination qui rassemble le groupe Pargesa-Bruxelles-Lambert (20,5 % du capital) et le groupe saoudien Kolaco (12 %), avaient longtemps regretté d'avoir dépensé 420 millions de francs pour mettre à niveau les hôtels Pullman (marques Pullman, Altea, PLM Azur, Arcade et Prima 99).

Le moins critique n'était pas le PDG de la Sodexho (héritier 20 % du capital des Wagons-Lits), qui a pris au sérieux d'abord le poste d'administrateur délégué de la compagnie en 1989 et qui répétait à qui voulait l'entendre qu'on ne pouvait être premier partout. Sous-entendu : avec sa 23^e place mondiale, ses 300 hôtels et ses 35 000 chambres, Pullman n'a pas les moyens d'investir pour figurer parmi les grands de l'hôtellerie.

On s'attendait d'autant plus à une mise en vente que les offres d'achat étaient nombreuses, sinon toutes mirobolantes. Le français Accor, le britannique Trust House Forte, l'américain Marriott, le japonais Nikko et même dix cadres de Pullman conduits dans le cadre d'un RES (rachat d'entreprise par ses salariés) par

leur président, M. Jean Darras, ont offert de racheter la chaîne aux Wagons-Lits. Il semble que la Caisse des dépôts et consignations (28 % du capital) n'ait pas apprécié de voir disparaître la deuxième chaîne de la filière française et que certains actionnaires aient réalisé que l'affaire devenait intéressante en augmentant en 1989 de 70 % ses bénéfices, qui passeraient de 28 à 48 millions de francs. La recherche d'un partenaire était une manière de couper la poire en deux entre ces désirs contradictoires.

Des actionnaires divisés

La procédure de l'appel d'offres public est plus étonnante. Lorsque se crée une société commune entre deux groupes, les médias et les actionnaires sont simplement conduits à applaudir un mariage arrangé de longue main. En mettant en quelque sorte aux enchères Pullman, les Wagons-Lits indiquent que leurs actionnaires n'ont pas trouvé le partenaire idéal. Autrement dit, ces actionnaires sont divisés sur la stratégie à adopter. Ni la rudesse

Un contentieux qui pourrait coûter de 2 à 3 milliards de francs aux banques françaises

Le comportement de la DG Bank menace les relations franco-allemandes

Qu'est-ce qui, diable, a pu inciter les dirigeants de la DG Bank, sixième établissement d'Allemagne fédérale, à refuser d'honorer les accords passés avec plusieurs banques françaises, à savoir leur racheter des titres qu'elle leur avait vendus temporairement ou qu'elle avait mis en pension pour se procurer de la trésorerie ? Quel motif réel a pu pousser cette banque coopérative de droit public, l'équivalent français du Crédit agricole, et qui coiffe plus de dix mille banques populaires (Volksbanken), à commettre, selon toute apparence, le seul vrai péché mortel d'un banquier, à savoir refuser de tenir ses engagements écrits ou verbaux ?

Tout le monde se pose ces questions, et d'abord à Francfort où mardi 27 février, responsables monétaires français et allemands devaient se réunir pour trouver une solution amiable à cette extraordinaire affaire, du jamais vu dans les annales financières. On sait que la DG Bank a officiellement accusé le responsable de son département obligataire, M. Friedrich Steil, d'avoir été « au-delà de son niveau de compétence », ce qui, selon elle, exonerait l'établissement de tout engagement de racheter aux banques françaises des titres prêts. Elle a porté plainte contre M. Steil, son employé depuis dix ans, maintenant licencié et dont l'appartenance a été fouillée sans succès sur ordre du procureur de la République.

La confiance, essentielle aux marchés

Que M. Steil soit coupable ou non, rien ne peut justifier l'attitude de la DG Bank à l'égard de ses partenaires étrangers, estime-t-on à Paris. En droit allemand comme en droit français, l'employeur est responsable des actes professionnels de ses salariés. La banque d'outre-Rhin assure, certes, qu'elle ne retrouve pas trace des contrats passés par M. Steil, mais les doubles de ces contrats existent le plus souvent en France. Au surplus, s'il est un domaine où la confiance doit régner entre intermédiaires qui se connaissent la plupart du temps, c'est bien celui-là ! Sans confiance, la plupart des marchés fermerait sur l'heure.

FRANÇOIS RENARD

Lire la suite page 24

INSOLITE

Couvre-chef

Le chapelier de M. François Mitterrand va être sauvé : la Chapellerie-Production de Montbazals dans l'Aude, qui avait été mise en liquidation judiciaire le 30 janvier dernier, devrait reprendre sa production sous le nom de SA Chapaux de France.

Le tribunal de commerce de Limoux a accepté le plan de reprise présenté par la Chapellerie-Production de Montbazals dans l'Aude, qui avait été mise en liquidation judiciaire le 30 janvier dernier, devrait reprendre sa production sous le nom de SA Chapaux de France.

La Chapellerie-Production, qui fabrique aussi les « Stetson » qu'arbore J. R. dans le feuilleton américain « Dallas », a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 13 millions de francs.

Les prévisions économiques de la Banque de France pour 1990

Activité forte au Japon et en RFA, ralentissement aux Etats-Unis

Croissance encore forte en Allemagne et au Japon, croissance lente aux Etats-Unis : c'est la configuration des trois plus grandes économies mondiales pour 1990, selon le résumé des prévisions des principaux instituts publiés par la Direction des études économiques de la Banque de France.

En Allemagne, la croissance devrait dépasser les 3 %, après 4 % en 1989. La consommation privée, stimulée par l'afflux de 720 000 immigrants d'origine allemande, augmenterait de 3,5 % contre 1,6 % seulement l'an dernier, et l'investissement resterait soutenu, si bien que les importations augmenteraient de 7 % (une bonne nouvelle pour les fournisseurs de la RFA). La Banque de France ne s'attend pas à une poussée des prix.

Au Japon, l'expansion s'annonce un peu moins rapide qu'en 1989 (5 %, le taux le plus élevé du

monde industriel), mais tout de même voisine de 4 %. Mais c'est la consommation qui devrait servir de moteur, devant l'investissement, qui n'atteindra sans doute pas sa progression record de l'an dernier (+ 20 %). L'excédent des paiements courants devrait à nouveau diminuer (- 8 % pour 1990-1^{er} mars 1991 sur laquelle portent les prévisions de l'Agence de planification économique).

Aux Etats-Unis, l'expansion sera plus lente, mais sans risque de récession (cette analyse de la Banque de France coïncide avec celle des économistes d'entreprise américains, dans leur enquête de janvier). Les créations d'emplois, encore substantielles, et la hausse des salaires assureront le maintien de la consommation privée. L'investissement productif progresserait plus lentement et l'inflation resterait relativement importante (plus de 4 %).

Résumé des prévisions économiques pour 1990 *

RFA	Chaq. Seges	Chaq. Instituts	IPO	DIW	« Gouvernement »
PNB	+3	+3	+3,5	+3,3	+3 (au moins)
Consommation privée	+3,5	+3,5	+4	+3,5	+3,5 + 4
Exportations	+7	+6	+6	+6,5	+5,5 + 6
			+7,5		+6,5 + 7
JAPON	Banque de France	Agence de planification économique	OCDE	Nomura	
PNB	+ 4,5	+ 4	+ 4,5	+ 4,7	+ 2,1
Prix à la consommation	+ 1,6	+ 1,6	+ 2,7	+ 2,1	
Balance courante (en milliards de dollars)	+ 53	+ 56	+ 61	+ 56,3	
ÉTATS-UNIS	Administration	Congrès	OCDE	Kiddier Peabody	
PNB	+ 2,6	+ 1,8	+ 2,3	+ 1,2	
Prix à la consommation	+ 4,1	+ 4,1	+ 4,4	+ 4,6	
Taux de chômage (en pourcentage de la population active)	+ 5,4	+ 5,6	+ 5,4	+ 5,8	

Source : Banque de France.

* Taux de croissance en volume, sauf pour la balance courante et le taux de chômage.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Les ambitions de M. Raul Gardini

Vers un éclatement du groupe chimique italien Enimont ?

M. Raul Gardini, PDG du groupe Ferruzzi-Montedison, va-t-il réussir à prendre le contrôle d'Enimont, entreprise chimique italienne créée à parité avec le holding d'Etat ENI (40/60), et dont le public détient 20 % ? Dans le cas contraire, Enimont pourrait purement et simplement voter en éclats.

Une assemblée générale de ce groupe, convoquée mardi 27 février, devait en principe, donner la victoire au célèbre homme d'affaires italien en entérinant la nomination de deux nouveaux administrateurs, chargés de représenter les actionnaires minoritaires, mais qui rompraient en fait l'équilibre entre les deux parties au profit du privé.

En fait, tout se passe comme si Enimont, dont la gestion devait être assurée paritaire, allait être privatisée.

Pour être en position de force à l'assemblée, M. Gardini s'est en effet appuyé sur des investisseurs, amis qui, rassurant le marché, ont pris des participations significatives dans le capital du groupe convoité.

Il s'agit de M. Jean-Marc Vernes, PDG de Béghin-Say

(affaire française contrôlée par Ferruzzi), qui, à travers la Société centrale d'investissements, et en accord avec les familles Delorme (L'Air liquide) et Dassault, a racheté 3,9 % des actions d'Enimont. La banque d'affaires américaine Prudential Bache a, elle, acquis 5 % du capital, le groupe italien Varasi 1,2 % et la société Raggio di Sole 1 %.

Bref, M. Gardini dispose d'une confortable majorité (51,1 %) pour prendre le contrôle d'Enimont. Cette opération à la hussarde, montée en violation des accords conclus il y a deux ans avec l'ENI, comme s'en plaint M. Carlo Fracanzani, ministre des participations de l'Etat (démocrate-chrétien) provoque des tiraillements au sein du gouvernement italien entre les défenseurs du secteur public (démocratie chrétienne) et les partisans de la privatisation (libéraux, républicains).

M. Gardini paraît se moquer de toute cette agitation. « La chimie, c'est moi », a-t-il déclaré haut et fort en parlant devant les cadres de la Montedison réunis en assemblée à Padoue, fin d'octobre de M. Fracanzani. Et d'ajouter :

« J'y ai investi mon argent, mes hommes, mes capacités de manager. J'entends que l'on m'écoute quand je parle. »

Selon lui, l'Etat ne tient pas ses promesses en n'accordant pas à la Montedison les dégrèvements fiscaux promis sur les plus-values dégagées lors de la vente de certains actifs à Enimont, cela pour alléger son endettement. Le Parlement n'a pas encore eu à se prononcer sur ce point épineux.

Dans ces conditions une médiation est-elle encore possible pour éviter le pire ? Le président du conseil, M. Giulio Andreotti, y est favorable. Mais cela ne suffit certes pas.

Une chose est certaine : la voie sera étroite entre le désir de divorce, à l'italienne manifesté par M. Gardini et la conciliation pour maintenir dans son intégrité le tout nouveau géant italien de la chimie, qui devrait pour 1989 se classer au dixième rang mondial avec un chiffre d'affaires de 14 662 milliards de francs (68 milliards de dollars). A moins qu'au finish, M. Gardini ne parvienne à assoir son autorité sur le nouvel ensemble.

A. D.

Les difficultés de l'informatique mondiale

La fin d'une époque

Suite de la première page

Plusieurs causes se combinent pour expliquer le ralentissement dont souffre l'informatique américaine, la plus importante dans le monde. Des facteurs généraux tout d'abord. La croissance des investissements se ralentit aux Etats-Unis : il n'est donc pas étonnant de voir les acheteurs faire preuve de vigilance dans leurs dépenses informatiques. D'autant qu'ils ont parfois cédé, dans le passé, au vertige de la quantité. Les observateurs ont souvent évoqué l'image de la tour de Babel pour fustiger l'indépendance de l'énorme parc d'ordinateurs.

Alors, le marché est-il saturé ? Alors, estime M. Georges Grimbart, directeur chez Bull, mais nous avons fait le plus facile : l'automatisation des tâches répétitives, des « process » dans les usines. Aujourd'hui, les entreprises doivent prendre en compte les effets de l'informatique et se structurer autour de leur outil. Autrement dit, elles réfléchissent sur leur informatique et sur le meilleur usage qu'elles peuvent en faire.

Car, dans cette industrie encore jeune, la technologie avance à marche forcée : tous les cinq ans, les performances des ordinateurs sont multipliées par dix. Si on prend l'unité de mesure la plus couramment utilisée, le fameux MIPS (million d'instructions par seconde), l'avance est stupéfiante : en 1982-1983, le mini-ordinateur le plus moderne développé par Digital Equipment avait une puissance d'un MIPS. Aujourd'hui, un micro est six fois plus puissant et on parle de deux cents à trois cents MIPS pour l'an 2000.

En conséquence, les prix dégringolent. La dernière petite merveille d'IBM, il y a une semaine, coûtait 1 000 dollars. Le MIPS contre près de 120 000 dollars il y a encore peu de temps ! En gros, on estime à 25 % la chute de prix des micro-ordinateurs les cinq dernières années. Aujourd'hui de bon ton de s'interroger sur ses chances de survie. Comme, d'ailleurs, on échangerait, il y a quelques jours, des ordinateurs, des systèmes, des données, disait-on.

Aujourd'hui, les gros ordinateurs croissent encore, à petite vitesse (5 % l'an) certes, mais en engendrant un volume d'affaires régulier et important. IBM, de ce point de vue, n'a d'ailleurs pas l'intention de se laisser déloger de ce créneau par les grands compatibles japonais, les type Amibit ou VAX, et tente, en parallèle, de s'affirmer sur le marché des très très gros ordinateurs.

La bataille des standards

Récemment, un joker est venu troubler le jeu : les standards. Les d'être pieds et poings liés face à leurs tout-puissants fournisseurs, les clients les ont poussés à se lancer dans une politique de normes afin, entre autres, de pouvoir utiliser, sans interruption, une machine leurs applications. En clair, pour faire jouer la concurrence. Un des effets de cette politique est de tirer les prix vers le bas. Les marges en souffrent, elles sont tombées de 65-70 % environ à 50 % sur les grosses machines... et à 35 % pour les micro-ordinateurs.

Effet à court terme : les profits chutent. Les plus fragiles sont gravement ébranlés, les autres ne sont qu'égratignés, la cote des « blue chips » s'effondre, rendant moins chères les acquisitions.

Autre conséquence : puisque toutes les machines (le hard) ont tendance à se ressembler de plus en plus, c'est du côté du logiciel et des services que se fera la différence. IBM l'a compris et s'intéresse de plus en plus au monde du « soft ». Le Big Blue est d'ailleurs actif en Europe, où il soutient une directive communautaire brisant toute copie de logiciel (le Monde du 5 janvier). Mais il n'est pas le seul... En outre, afin de répondre aux besoins de plus en plus pointus des clients, le métier change : les informaticiens doivent devenir presque aussi forts que leurs clients s'ils veulent continuer à les convaincre. L'utile de dire que cette spécialisation ne sera possible que dans les groupes très solides.

L'industrie - si florissante - des services informatiques risque d'ailleurs d'en souffrir par ricochet : nul doute qu'elle rencontrera de plus en plus souvent les constructeurs sur son terrain de chasse. Et, là aussi, on devine la venue d'une grande vague de regroupements, comme l'a compris M. Serge Kampf, le patron de la première société européenne de services informatiques, Cap Gemini Sogefi. Les constructeurs ne seront-ils pas tentés de revenir sur leur politique de standards ? La valse-hésitation autour des différents versions d'Unix (1) pourrait le laisser penser, bien

que tout le monde se refuse à l'admettre. Une bataille comparable est engagée dans la micro où IBM, furieux d'avoir été copié et dépassé - par les clones asiatiques - a tenté un coup de force en imposant, sans réel succès, un nouveau standard.

Mais d'autres dangers, plus graves, menacent. Actuellement, face à la crise, les groupes informatiques ont pris une série de mesures assez classiques : suppressions massives d'emplois (faciles aux Etats-Unis), réduction de train de vie, réorganisations internes, valse de cadres (2). Les groupes pour lesquels l'informatique n'était qu'une activité parmi d'autres l'ont vendue (Honeywell, Zenith...).

L'Europe, nouveau terrain de chasse

Mais surtout les américains ont brusquement découvert le Vieux Continent. Une véritable opération de charme est déclenchée en direction de l'Europe, proie infiniment plus facile que le Japon, quasiment inaccessible (sauf pour IBM). Un à un, les grands patrons américains se succèdent en Europe, où le taux de croissance - et les marges - sont bien meilleurs. Quant à IBM, n'hésitant pas à jouer de la nippologie ambiante, il se montre plus européen que les Européens et se pose en rempart contre les japonais.

Pour les constructeurs européens, le coup va être rude et une décennie d'efforts de reconquête pourrait bien être réduite à néant. Car si l'Europe représente 29 % du marché informatique mondial, elle ne fabrique sur son sol que 24 % des ordinateurs du monde et n'en contrôle, en capital, que 16 %.

Le français Bull renoue avec les pertes, l'allemand Nixdorf, après avoir plongé dans la rouge, a perdu son indépendance pour le plus grand bien de Siemens, qui se hisse en tête du classement des constructeurs européens... Il s'agit de la première grosse concentration en Europe, où certains analystes prévoient que, seuls, un ou deux groupes subsisteront à terme.

Après trois années bénéficiaires

La société française Bull a enregistré des pertes en 1989

Bull n'aura donc pas réussi son pari : combler au second semestre les pertes du premier. Le groupe français, qui dispute à l'allemand Siemens la première place en Europe, devait annoncer, mardi 27 février, une perte nette de 267 millions de francs pour l'exercice 1989. Ce chiffre, toutefois, s'entend après une provision de 405 millions de francs pour couvrir les importantes restructurations engagées dans Bull SA, la filiale française du groupe (1200 suppressions d'emplois, notamment).

En outre, le groupe a fait progresser de 9 % ses investissements industriels et commerciaux (à 1,8 milliard de francs) et consacré désormais plus de 11 % de son chiffre d'affaires à la recherche développement. Il reste que les contre-performances du premier semestre - qui se sont traduites par une

Encore plus profondément, une autre inquiétude apparaît : les investisseurs américains se désolent déjà des valeurs informatiques, moins rentables... et dont les cours baissent. IBM lui-même, dépense des sommes folles (4 milliards de dollars soit 24 milliards de francs) pour racheter ses propres actions, détournant de l'argent qui serait aussi bien employé ailleurs... Ne risque-t-on donc pas de voir les Américains abandonner leur industrie informatique, comme ils l'ont fait avec leur automobile ou leurs mémoires électroniques ? Si ce scénario se déroule, qui en profitera ? Tout le monde pense évidemment aux Japonais, qui pèsent actuellement deux fois moins lourd que les Américains et ont quelque mal du côté des logiciels...

Certes, IBM (un quart de l'informatique mondiale) a des chances de s'en sortir. Mais les autres ne seront-ils pas tentés de vendre leur industrie pour se consacrer aux seuls services ? Cette politique serait suicidaire : « Si les constructeurs abandonnent le hard pour se consacrer au soft, ils perdront leur compétence dans la conception, l'expérience a montré que les services ne survivent pas longtemps à l'industrie », prévient M. Grimbart. En âge de procéder, l'informatique américaine aura-t-elle des enfants aux yeux bridés ?

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Unix, sorti des laboratoires d'ATT, est un logiciel de base qui sert en quelque sorte de chef d'orchestre pour faire fonctionner l'ordinateur. Il a connu un grand succès et commencé à devenir un standard. Mais, soupçonné d'être de vouloir le « verrouiller », plusieurs constructeurs ont décidé de s'unir au sein d'une fondation pour en développer une version dérivée (OSF1). Or, il y a quelques jours, IBM a annoncé de nouveaux produits fonctionnant sous son propre Unix (ADO). Si bien qu'aujourd'hui, il y a trois versions d'Unix.

(2) Un des effets de la crise de l'informatique a été de faire écrouler une tentative de riposte dans l'industrie américaine des mémoires : les informaticiens ne voulaient pas se mettre des bras supplémentaires sur le dos, se sont désolidarisés. IBM, qui avait soutenu ce projet, riposta en faisant alliance avec l'allemand Siemens.

ÉTRANGER

La DG Bank et les relations franco-allemandes

Suite de la page 23

A l'heure actuelle, où en est-on ? A Francfort, la Banque fédérale d'Allemagne - qui, vendredi dernier, avait prudemment commencé par se laver les mains d'une affaire « de droit privé » - mène maintenant son enquête, de même que la Commission fédérale de contrôle des banques, qui s'efforce de découvrir pourquoi la DG Bank, banque mutualiste, éprouvait le besoin de se procurer une trésorerie aussi considérable auprès d'établissements étrangers.

Certains ont cru voir dans ce conflit une conséquence du coûteux renforcement du groupe commercial Co-Op par la DG Bank à l'automne dernier, mais le rapprochement est trop hasar-

deux. Pour d'autres, les dirigeants de cet établissement ont été horrifiés par l'ampleur du trou que pourrait provoquer, dans les comptes, provisionnés par la banque, la mise en pension, mais toujours propriété de la banque, et dont la valeur a chuté verticalement du fait de la forte montée des taux d'intérêt en RFA depuis le début de l'affaire. D'où la tentation de les laisser aux mains des banques d'Etat françaises, qui n'ont jamais eu l'intention de les acheter. En ce domaine, la SOGENAL, filiale strasbourgeoise de la Société générale, semble avoir la position juridique la plus solide puisqu'elle détient un contrat signé par deux responsables de la DG Bank pour l'achat de titres au comptant et leur

revente à terme (acheté-vendu), le tout pour 1 milliard de marks (3,4 milliards de francs). Les autres banques - la BNP pour 1 milliard de marks également, le Crédit du Nord pour un montant non précisé, et la Caisse des dépôts - ont passé leur accord par l'intermédiaire d'un courtier parisien, la maison Viel, qui a traité avec un courtier allemand, EDD.

Ce dernier se refuse à fournir les confirmations écrites sous prétexte qu'elles ont été confiées à son avocat, tandis qu'à la DG Bank on jure ne pas retrouver trace des téles signés par M. Steil en janvier 1990 et que la maison Viel détient.

Que va-t-il sortir de ce conflit, sans précédent par ses modalités et par l'ampleur des capitaux mis en cause ? L'enquête le dira, mais il sera difficile de croire que M. Steil maniait des dizaines de milliards de francs à l'insu de ses supérieurs, ou alors il disposait de complicités intérieures et extérieures.

A Francfort, on rappelle l'affaire Volkswagen, une escroquerie sur les changes qui coûta, en 1977, 1,6 milliard de francs au constructeur allemand. Mais ce dernier n'avait lésé personne. Cette fois-ci, l'affrontement de la DG Bank avec ses partenaires français risque d'être très coûteux et surtout de jeter un trouble profond dans les relations financières entre la France et l'Allemagne. Déjà, les établissements français ont cessé toute relation avec la DG Bank et, en Allemagne même, la profession se montre particulièrement sévère à l'égard du confrère : toujours le fameux péché mortel.

FRANÇOIS RENARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASYSSEL

Le conseil d'administration d'Asyscel a tenu, le 23 février, la 123ème séance ordinaire de la Vie française.

A cet égard, Asyscel donnera, dans les jours qui viennent, les suites judiciaires nécessaires au rétablissement des réalités.

Par ailleurs, l'unique membre de l'équipe de direction mise en place, après l'annonce des résultats catastrophiques - qui a quitté le groupe, tel que cité dans la Vie française, est M. Bertrand de Courcy, qui a été remercié. Aucun autre membre de l'équipe de direction d'Asyscel n'a frappé à la porte de la concurrence.

Concernant la crainte de pertes proches de 120 MF en 1989, une prochaine réunion d'information est prévue, conformément à la tradition d'Asyscel, pour le 27 mars 1990, au cours de laquelle seront annoncés les résultats intermédiaires du groupe au 31 décembre 1989, ainsi que les chiffres du premier trimestre 1990.

L'ensemble de ces données qui seront commentées par Alain Obadia, président du groupe, permettra de constater que, depuis le 1er janvier 1990, la situation économique du groupe est redevenue fondamentalement saine.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

WAGONS LITS

LES WAGONS-LITS PRÉSENTENT LEURS ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Le conseil d'administration a pris connaissance de l'estimation des résultats 1989, dont l'arrêté définitif aura lieu lors de la réunion d'avril.

Le résultat consolidé net quote-part groupe devrait se situer aux environs de 1 200 MBEF, contre 2 654 MBEF pour 1988, résultat qui, il faut le rappeler, comprenait des résultats exceptionnels importants.

Le conseil d'administration a adopté les orientations stratégiques qui lui ont été présentées par le comité permanent.

Dans le contexte international qui est le nôtre depuis la création de la Compagnie, nous avons choisi de privilégier, à moyen terme, la croissance du chiffre d'affaires et des résultats dans le cadre de structures financières saines :

- Les services ferroviaires ont toujours été et resteront un des domaines fondamentaux de la Compagnie. Nous sommes la première entreprise privée au monde dans cette activité et entendons le rester.

- Premier européen et troisième mondial, notre réseau d'agences de voyages doit progresser en trafic et en résultats de manière significative.

- La restauration a été notre premier axe de diversification. Notre nouveau holding de restauration, récemment créé à 50/50 avec Sodexo, va intensifier le développement de cette activité, où nous pouvons un jour prétendre au leadership mondial ; les complémentarités permettront d'améliorer encore notre compétitivité.

- L'hôtellerie, qui a été notre deuxième axe de diversification, a pris son essor à travers Pullman International Hôtels (PIH), grâce aux efforts de tous (PIH, avec ses marques Pullman, Altis, PLM Azur, Arcadia et Primo 99, n'est toutefois que cinquième européen et vingt-troisième mondial selon le critère du nombre de chambres). Nous entendons assurer le développement de cette activité, mais nos moyens financiers et la compétition internationale nous interdisent de le réaliser seuls. En conséquence, le Conseil a pris la décision de filialiser sans délai toutes les activités hôtelières dans une seule entité juridique à déterminer, et d'ouvrir ensuite le capital de cette entité à un partenaire de son choix.

Des négociations dans ce sens seront entamées incessamment. Ces opérations seront réalisées dans le courant de l'exercice 1990, dans le plus grand respect des intérêts minoritaires, des associés et des partenaires hôteliers affiliés. La Compagnie sera particulièrement attentive aux aspirations et aux intérêts des personnes.

- Quant à la location de voitures, dernière venue dans notre diversification, où nous détenons 50 % d'Europcar, tout comme notre partenaire Volkswagen, nous restons confiants dans son avenir malgré les difficultés rencontrées en 1989, essentiellement par la filiale britannique. Les mesures adéquates ont été prises pour redresser la situation. Par ailleurs, Europcar a décidé de développer la location longue durée avec, en France, un partenaire financier.

Le conseil considère que ce recentrage de la Compagnie sur ses activités actuelles dans des marchés porteurs et la capacité de ses dirigeants, de ses cadres et de l'ensemble de ses collaborateurs permettent d'assurer la poursuite de l'expansion.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CEMENTS FRANÇAIS

Le conseil d'administration, réuni le 23 février, a examiné les comptes de l'exercice 1989.

Le résultat net de la Société mère ressort à 540 millions de francs (+ 14 %) et la capacité d'autofinancement à 835 millions de francs (+ 16 %).

RÉSULTAT NET DU GROUPE : + 25 %

La poursuite de la croissance et de l'internationalisation du Groupe dans ses différents métiers (ciment, granulats, béton prêt à l'emploi, bétons industriels) a contribué à une nouvelle amélioration des performances.

Les principaux chiffres caractéristiques du Groupe hors FINANCIERA MINERA (Espagne) et SET CEMENTO (Turquie) devraient être les suivants :

Chiffre d'affaires 12,5 milliards de F (+ 26 %)

Résultat net part du Groupe 1 milliard de F (+ 25 %)

Capacité d'autofinancement 1,9 milliard de F (+ 24 %)

CEMENTS FRANÇAIS sur minitel : 3616 CLIFF

l'urie
de pr
qu
que

LA CHIM

150 000 000

150

Le Monde • Mercredi 28 février 1990 • 25

Auriez-vous l'audace de prendre un train qui n'arriverait que dans 15 ans?

Nous oui. Nous sommes Montedison, le premier groupe italien de la chimie fine, filiale du Groupe Ferruzzi. Et nous savons que, si l'on veut influencer le futur, c'est aujourd'hui qu'il faut commencer. Chimie des matériaux, protection de la santé, énergie non polluante, voici nos domaines d'action. Et ce sont les domaines dans lesquels nous sommes parmi les leaders dans le monde. Seules des solutions technologiquement et socialement avancées, compatibles avec notre environnement, nous permettront d'ouvrir une nouvelle voie vers le progrès. C'est pourquoi, afin d'être prêts pour demain, nous devons placer la recherche au cœur de notre système industriel. C'est ce que nous faisons. Et nous le faisons avec succès. Chaque année nous investissons l'équivalent de 2 milliards de Francs en recherche et développement.



MONTEDISON

Gruppo Ferruzzi

LA CHIMIE DE LA PROCHAINE GÉNÉRATION.

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 L M

INGENIEURS INFORMATIENS, ELARGISSEZ VOTRE DOMAINE DE COMPETENCES

Télécommunications Permettre aux hommes de communiquer, c'est l'ambition de TRT, qui réalise pour un marché mondial des systèmes complets d'électronique professionnelle dans les télécommunications publiques, les systèmes de radiocommunication, les télécommunications d'entreprise et l'informatique. Pour participer au développement de nos équipes en informatique professionnelle, nous recherchons des

INGENIEURS SYSTEMES

Débutant ou avec une première expérience, vous avez des connaissances en :

- systèmes VAX/VMS
- réseaux numériques
- systèmes d'exploitation UNIX, langage C...

Vous étudiez et concevez de nouveaux systèmes, ou vous mettez en œuvre des outils et des procédures informatiques pour accroître la productivité des utilisateurs de logiciels. Réf. IS/M

INGENIEURS LOGICIEL MULTI-PROJETS

Débutant ou avec une première expérience, vous souhaitez vous orienter vers les logiciels d'application et le support aux utilisateurs. Nous vous proposons de développer votre expertise dans l'un des domaines suivants :

- génie logiciel (promotion et développement des outils et méthodes) : Télécommunications (connaissances en architecture ISO niveaux 1.2.3.4.5 nécessaires)
- Moniteurs temps réel et logiciels de base. Réf. IL/M

RESPONSABLE LOGICIEL TELECOMMUNICATIONS

Ingénieur logiciel avec 4 à 5 ans d'expérience, vous avez une bonne maîtrise des logiciels de télécommunications et de l'architecture ISO niveaux 1.2.3.4.5, et vous connaissez les contraintes liées au support de produits. Nous vous confierons le management du groupe "Logiciel Télécommunications" et de ses travaux. Réf. RT/M.

Pour l'ensemble de ces postes, basés au Plessis-Robinson, la maîtrise de l'anglais est nécessaire. Des qualités de communication (travail en équipe, contacts utilisateurs), mais aussi de rigueur d'exécution seront appréciées.

Pour nous rejoindre, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence du poste choisi, à TRT, Centre Technique, Michèle Bérat, Direction du Personnel, 5 avenue Réaumur, BP 21, 92352 Le Plessis-Robinson Cedex.

"TRT, c'est 1.8 Mds de CA, 2 100 personnes et des activités de pointe : télécommunications publiques, radiocommunications, télécommunications d'entreprise et informatique. Filiale de PHILIPS (en France un CA de l'ordre de 24 Mds, plus de 25 000 personnes), TRT vous offre des opportunités d'évolution dans un contexte international".



TRT: UN TEMPS D'AVANCE

GECALSTHOM

REGION PARISIENNE

INGENIEURS

MINES, CENTRALE, ENSTA, AM, ENSI, INSA, UTC, ...
(avec première expérience ou débutants)

NOTRE DIVISION ELECTROMECHANIQUE, PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE TURBO-MACHINES, recherche pour l'un de ses Départements (RATEAU) - 800 personnes - Paris proche banlieue, des Ingénieurs débutants et confirmés pour les postes suivants :

ORGANISATION DES MOYENS D'ETUDES ET DE PRODUCTION : optimisation des processus. (Réf. A/M)

QUALITE : assurance qualité. (Réf. B/M)

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : Chef de Projets GPAO. (Réf. C/M)

BUREAUX D'ETUDES : CAO. (Réf. D/M)

CHANTIERS INTERNATIONAUX : montage et mise en service de turbo-machines à l'étranger. (Réf. E/M)

COMMERCE INTERNATIONAL : négociations techniques et commerciales des contrats avec industriels, engineering, utilité. (Réf. F/M)

Ils y trouveront l'opportunité d'accéder rapidement à des postes de responsabilités. L'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. détaillé en précisant bien la référence du ou des postes choisis à Mamrègies 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

Imaginez un monde
où vous ne pouvez plus
manquer l'offre d'emploi
de votre vie

36 15
I M

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres



GROUPE
CIMENT
FRANÇAIS

Groupe Industriel International
diversifié dans les matériaux de
construction.
C.A. : 13 milliards FF.
Résultat net : 1 milliard FF.

Entrez au cœur de notre activité dans le cadre de notre
DIVISION CIMENT FRANCE.

1 INGENIEUR PRODUCTION

REGION PARISIENNE

2 INGENIEURS MAINTENANCE/TX NEUFS

POITOU-CHARENTE/MARNE

Il s'agit de postes opérationnels impliquant le management d'équipes pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines de personnes, la recherche de productivité, l'optimisation des équipements, l'amélioration du niveau de compétence du personnel...

Ingénieurs A et M ou équivalent, vous avez une première expérience de 2 ou 3 ans, êtes pragmatique, bon animateur et mobile dans la perspective d'évolution en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite sous réf. 5646 LM en précisant la poste et la Région choisies, à RESSOURCES & DEVELOPPEMENT, 6, rue Castimir Delavigne, 75006 PARIS.



HARGÉ(E) DE RECRUTEMENT

Après une formation supérieure (DESS ou Maîtrise de Psychologie ou de Gestion du Personnel), vous avez acquis en Entreprise ou en Cabinet, une expérience d'une année minimum dans la fonction Recrutement, de préférence dans le secteur Informatique.

Au sein de notre SSI, vous prendrez en charge le recrutement d'ingénieurs et de techniciens et assurerez les relations avec les Ecoles (présentations, forums...). Votre autonomie, votre sens de l'organisation, votre capacité d'écoute seront des atouts qui vous permettront de réussir dans ce poste évolutif.

Merci d'adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V., sous la référence PSEI à EUROPE INFORMATIQUE, 12, rue de Godot de Mauroy 75009 PARIS.

EUROPE INFORMATIQUE



ELA MEDICAL

(GROUPE SYNTHELABO) - 250 personnes - MONTROUGE (92)
recherche dans le cadre de son développement.

UN RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE COMMERCIALE

Sous l'autorité de la Direction Générale il devra créer la fonction d'interface entre la production et les ventes et devra constamment rechercher des solutions de simplification et d'amélioration des systèmes et procédures existantes.

Il devra notamment :

- améliorer l'organisation des réseaux de distribution français et internationaux,
- optimiser la gestion des stocks de produits fins et conduire à un meilleur programme de production,
- améliorer les délais de transports et les procédures douaniers et préparer la mise en œuvre d'une nouvelle distribution européenne à l'horizon 93.

De formation supérieure (niveau BAC + 5), c'est un ingénieur ou un généraliste dont les qualités d'appréhension et de résolution des problèmes doivent lui permettre d'évoluer rapidement vers le Comité de Direction. Une bonne maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique est nécessaire à la fonction.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et présentations s/réf. 90/19 MO à l'attention de D. VOLZ - SYNTHELABO BP 72 - 22, avenue Gallée - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

POUR LA
EMBARQUEMENT

DES PROJETS

projet ...

notre réa

Directeur des études
informatiques

Ernst & Young

GRANDIR VITE

LEUNE CHEF

مركز الامور

150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 28 février 1990 27

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

POUR LA HAUTE TECHNOLOGIE : EMBARQUEMENT IMMEDIAT

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES

Nous concevons et développons des systèmes de détection sous-marine. Dans ce domaine de haute technologie, nous sommes leader européen et première société exportatrice dans le monde.

Nous fondons notre réussite sur la compétence et la motivation de nos équipes. Nous recherchons :

CHEFS DE PROJETS LOGICIELS

Vous prenez la responsabilité de produits logiciels dans l'un des domaines suivants :

- traitement du signal
- traitement de l'information
- interactivité homme-machines

Avec une équipe d'ingénieurs de haut niveau, vous concevez, organisez et pilotez le développement de logiciels pour des systèmes sonars embarqués à bord d'hélicoptères ASM ou d'avions de patrouille maritime.

Vous utilisez les outils de développement TEAM WORK, INTERLEAF..., et les langages ADA, C, Assembleur 680X0 et DSP.

De formation supérieure (SUPELEC, ENST, ENSIMAG...), vous justifiez d'une première expérience.

Homme de communication, vous savez faire preuve de ténacité et de persuasion. Vous avez le sens du travail en équipe. Vous maîtrisez l'Anglais technique.

Venez nous rejoindre et participer à nos succès.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES - Nathalie HUILLE
1 av Aristide Briand - 94117 ARCUEIL CEDEX



Une région pleine de promesses pour un métier d'avenir : Nantes



JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES débutants ou première expérience

Dans le cadre de notre service régional des mouvements d'énergie, situé à NANTES, vous occuperez d'abord la fonction de dispatcher et serez chargé à ce titre de la conduite en temps réel du système production-transport. Intégré à une petite équipe, vous pourrez y exercer votre esprit d'analyse, votre sens des responsabilités et votre aptitude à la prise de décisions rapides.

Cette fonction vous permettra d'évoluer à moyen terme vers d'autres responsabilités, dans un centre de production nucléaire, dans le domaine du transport d'énergie, etc., où vous ferez valoir vos aptitudes au management et à l'animation d'une équipe dans un environnement de haute technologie.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV sous réf. M/272 à EDF-GDF, Département Recrutement, Marine DAVID, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

Votre projet ... notre réussite

Groupe Européen du secteur agro-alimentaire, produits de grande consommation et industriels (+ 10 milliards de FF, 6000 personnes), nous achevons notre réflexion stratégique, et entamons la refonte de nos systèmes d'information. Dans ce cadre, nous recherchons notre

Directeur des études informatiques

Basé Basse Normandie - Rémunération attractive

Responsable d'une équipe d'environ 50 personnes (micro-informatique, études, administration de données), votre mission sera de concevoir, réaliser et mettre en place les nouveaux systèmes d'information des différents domaines d'activité du Groupe.

40 ans, vous justifiez d'une solide expérience de la conduite de projets importants acquise de préférence dans un environnement IBM (MVS-CICS). Vous serez immédiatement associé à la démarche schéma directeur entamée depuis peu et animerez le comité informatique. A terme, d'autres opportunités vous seront proposées au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. P236M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

GRANDIR VITE... EN PILOTANT NOTRE PROJET INFORMATIQUE JEUNE CHEF DE PROJET

Notre expansion passe aussi par un nouveau schéma directeur. Impliqué dans son élaboration, vous en assurerez l'application avec l'équipe actuelle. Vous concevrez ainsi une nouvelle informatique dédiée à des utilisateurs qui ont besoin de votre talent pour aborder le futur.

Nous : une Société Industrielle à taille humaine (200 personnes), maîtrisant une technologie de pointe, dans une ambiance dynamique et un environnement actuel IBM 38.

Vous : à environ 30 ans, de formation supérieure (Ingénieur ou MIAGE), vous justifiez de 4 à 6 ans d'expérience réussie en entreprise ou en cabinet. Une expérience de la GPAO sera appréciée. Véritable homme de communication, créatif, vous saurez ainsi l'occasion d'être au cœur des projets de l'entreprise.

Pour ce poste situé en banlieue parisienne, Jérôme MARBOUY vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous réf. 833 à SCA PERSPECTIVES - 29, rue de Mogador - 75008 PARIS.



JEUNES INGENIEURS

MISSION LEADER : IMPRIMANTE NON IMPACT

Présents dans le monde entier, les 44 000 collaborateurs du groupe Bull ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs. Cette dimension place aujourd'hui Bull parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique.

BULL PERIPHERIQUES, 1er constructeur Européen Imprimantes Non Impact Haute Vitesse. Signes particuliers : Innovation, haute technologie, satisfaction client - Objectif : le marché mondial. Notre site de Belfort recherche pour ses directions Industrielle - Etudes et Développement.

INGENIEUR QUALITE/FIABILITE

Diplômé Ingénieur électronicien ou équivalent vous avez une expérience d'environ 5 ans dans une fonction qualité si possible dans l'univers des procédés nouveaux. Maîtrisant parfaitement les outils de calcul, les statistiques et les plans d'expérimentation vous aurez à élaborer les plans QUALITE, à partir d'études de fiabilité que vous aurez préalablement conçues.

Homme de dialogue, vous êtes aussi une force permanente de propositions. La pratique de l'anglais est indispensable.

A terme, vous pourrez prendre en charge la responsabilité d'un service.

Réf. IGF1

INGENIEUR MICRO-MECANICIEN

Ingénieur de formation, débutant ou 2 à 3 ans d'expérience vous êtes enthousiasmé par la conception de nouveaux produits surtout lorsqu'ils sont sophistiqués comme l'imprimante non impact.

Vous intervenerez en laboratoire pour la mise au point des prototypes, et en Bureau d'Etude pour la réalisation des plans, aidé par notre outil CAO très performant.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Votre réactivité, votre esprit d'innovation et vos qualités humaines sont les garants d'une évolution rapide vers un poste de CHEF DE PROJET.

Réf. IMM

INGENIEUR INFORMATICIEN

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous vous êtes enrichi d'une expérience de plusieurs années dans un environnement micro processeurs, temps réel.

Aujourd'hui, vous avez la carrure et l'enthousiasme pour prendre rapidement la responsabilité de projets, que vous menerez de la conception à la réalisation.

Votre anglais naturellement irréprochable vous permettra des contacts efficaces au niveau international.

Votre capacité d'encadrement sera reconnue, au point de vous confier rapidement le management d'une équipe.

Réf. II

INGENIEUR GENIE LOGICIEL

Débutant, de formation Grande Ecole ou universitaire, vous avez des connaissances UNIX. Mettez les en pratique et concevez la "tête pensante" de l'imprimante, en développant des logiciels de base ou applicatifs.

C'est un poste captivant qui aiguîsiera votre curiosité naturelle et votre sens créatif.

Votre forte envie de réussir vous propulsera très vite vers un poste de chef de Projet. L'anglais est vivement souhaité.

Réf. IGL



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Gilbert Decker - BULL PERIPHERIQUES - 90011 BELFORT Cedex.

150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 28 février 1990 29

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SEXTANT
AVIONIQUE

L'industrie aéronautique française possède une avance technologique reconnue dans le monde entier.

L'informatique a plus d'un défi à relever dans l'aéronautique, serez-vous présent?

INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL DEBUTANTS

CROUZET, EAS, SFENA, THOMSON CSF-AVG, ont largement contribué à cette réputation. Aujourd'hui, ils regroupent leurs compétences et créent le premier pôle européen pour l'électronique de vol: SEXTANT Avionique. Grâce au large éventail de ses produits, à son avance technologique, à son importante aide financière, et à ses accords de coopération internationale, SEXTANT Avionique est compétitif sur les plus grands marchés internationaux, et participe aux programmes Airbus, Ariane, Rafale, Hermès, hélicoptère HAP...

Ingénieur grande école, option Informatique Industrielle, vous travaillerez sur des calculateurs embarqués destinés aux différents systèmes d'aide à la conduite de vol. De plain pied, vous entrez dans l'avionique de pointe, un monde où vous mettez votre professionnalisme au service des pilotes. Un monde où vous comprendrez donc que nous avons créé des équipes légères évoluant en dehors de toute inertie et n'ayant qu'un seul objectif: le zéro défaut. Un monde où nous vous communiquerons toute notre méthodologie et où vous bénéficierez des outils les plus performants pour vous permettre de développer votre compétence dans les développements de logiciels d'applications temps

réel supportées par des matériels embarqués. Un monde où nous occupons la première place européenne et où nous comptons aller plus loin avec vous. Des opportunités sont également offertes dans le domaine de l'intelligence artificielle. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 614 à SEXTANT Avionique, Gestion des Cadres, Aéroport de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PUISSANCE 4

GILSON

LES MICROLITRES

Vous connaissez ?

APPAREMMENT SIMPLE !

Mais VOUS, vous savez que prélever des microlitres avec la précision qui fait notre réputation internationale, n'est pas facile.

Vous êtes

MICRO-MECANICIEN et CONCEPTEUR

et votre sens de la mécanique fine apprécie le génie des conceptions simples, pragmatiques et originales.

Les règles de la mécanique des fluides et les problèmes d'étanchéité pour les micro-débits vous intéressent.

Pour concevoir, inventer des instruments de manipulation d'échantillons liquides, nous voulons vous intégrer comme :

CHEF DE PROJET

dans une équipe dynamique d'études et de développement, qui évolue dans un environnement international et dans une structure à taille humaine.

Écrivez à Vincent Oberthür
GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta - 95400 VILLIERS-LE-BEL



**INGÉNIEUR
MÉCANICIEN**

(débutant ou ayant une première expérience professionnelle)

Vous désirez apprendre et mettre en œuvre dans un bureau d'étude des outils modernes tels que analyse de la valeur, cahiers des charges fonctionnels...

Devenez responsable de la conduite et du suivi de projet au sein de notre équipe.

Écrire à /m/ 8803 Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Mecalac
Groupe Pel-Job

1^{er} constructeur européen de pelles compactes recherche pour son unité d'ANNECY (Haute-Savoie) :

un **INGÉNIEUR BE**
(formation grandes écoles ou équivalent)

- Si, comme nous, vous avez la passion des TP.
- Si vous avez des connaissances en hydraulique mécano-soudure, transmission, et calcul. Une expérience confirmée dans poste similaire.
- Si la perspective de rejoindre une équipe jeune, dynamique et motivée, dans une région bien connue pour sa qualité de vie, vous attire.

Alors écrivez-nous, et adressez lettre manuscrite, CV et prétentions à Maryse BARRILLON, MECALAC S.A., BP 230, 74942 ANNECY-LE-VIEUX CEDEX.

Présent dans 60 pays, Lilly est l'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux. 4 milliards de \$ de C.A., 26.000 personnes, dont plus de 4.500 travaillent pour la recherche.

Notre vocation, découvrir, élaborer et commercialiser des produits novateurs d'une qualité irréprochable. Première filiale du groupe, Lilly France, (1100 personnes), est le troisième exportateur pharmaceutique français (1,7 milliard de C.A., dont 50 % à l'export).

Notre site de production, implanté à Strasbourg (600 personnes), est en pleine expansion. Tout en créant la première unité, en Europe, de production d'Insuline Humaine par génie génétique, nous poursuivons activement le développement de nos divisions pharmaceutiques, santé animale et phytosanitaires.

Ingénieurs, notre croissance, nous l'inscrivons dans l'excellence

Services Engineering/Maintenance

Ingénieur études-méthodes et cost control

Vous serez chargé de la mise en place du plan directeur logistique de fabrication du site et du suivi financier de tous les projets. Vos talents de communication, votre curiosité et votre réalisme industriel sont indispensables pour développer de fréquentes études de faisabilité.

Ingénieur AM ou équivalent, vous disposez d'une solide expérience (10 ans minimum) de bureau méthodes ou d'études logistiques dans un cabinet d'engineering ou de conseil. (Réf. EJM/M)

Ingénieur automaticien

Vous établirez et développerez le concept CIM du site et coordonnerez l'ensemble des projets liés au Process Control de nos lignes de fabrication. De formation Informatique Industrielle, vous avez une expérience (5 ans au moins) dans l'agro-alimentaire, la pharmacie ou la chimie fine. Homme de stratégie, à l'écoute de vos partenaires, vous aurez le souci absolu de la qualité totale. (Réf. LA/M)

Ingénieur méthodes/maintenance

Vous concevrez, mettez en œuvre et ferez vivre au quotidien l'ensemble des méthodes de travail liées aux activités d'une équipe de maintenance performante. Vous utiliserez l'outil informatique (MAC/DAQ) largement distribué dans l'entreprise, pour coordonner tous les travaux liés aux projets et aux améliorations de nos installations.

Ingénieur généraliste, vous avez déjà 5 ans d'expérience dans une fonction similaire. (Réf. MJM/M)

Département Assurance Qualité

Ingénieurs chimistes

Véritable trait d'union entre les départements de production, d'engineering, de maintenance et de contrôle qualité, vous serez responsable du développement et de la mise en place de nouvelles applications en production et de leur validation, en conformité avec les normes les plus sévères (FDA). Vos talents de communication, votre imagination et votre sens pratique sont nécessaires pour réussir dans cette mission de coordination et d'assistance.

De formation Ingénieur Chimiste/Biochimiste, ou Bac + 5, vous avez déjà une expérience de 2 - 3 ans dans une fonction ou un environnement similaires. (Réf. IC/M)

Pharmaciens ou Ingénieurs biologistes/biochimistes

Vous serez responsable de l'approbation des lots de fabrication, veillerez à l'application des BPF en animant des audits internes dans les différentes divisions de production, vous assurerez la formation QUALITE auprès du personnel et créerez des tableaux de bord. Pharmacien, Ingénieur, biologiste option microbiologie, biochimiste, vous saurez vous faire reconnaître par vos aptitudes à l'animation et à la communication, votre rigueur et votre attitude positive sur le terrain. (Réf. LB/M)

La pratique courante de l'ANGLAIS est nécessaire pour l'ensemble de ces postes.

Soucieux du développement et de la motivation de nos collaborateurs, nous investissons largement dans la formation et favorisons la mobilité fonctionnelle et géographique.

Pour l'ensemble de ces postes, nous vous remercions d'adresser une lettre de motivation avec un CV et une photo, en mentionnant la réf. du poste, à Isabelle Lestang, Lilly France, Rue du Colonel Lilly - 67640 Fegersheim.



AU-DELA DES FRONTIÈRES

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 5 31

GROUPE
ARJOMARI

2 concepteurs POUR LA DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE

1er groupe papeter français - C.A. 10 Milliards de F dont la moitié à l'étranger - 6 500 personnes - 17 Usines - Leader Européen de Papiers Haut de Gamme - L'un des plus importants distributeurs de papiers en Europe recherche pour participer à la conception et mise en place d'un système complet de gestion de production concernant l'ensemble de ses usines

- 1) - ORGANISATEUR débutant ou possédant une première expérience Réf. 3814 M
2) - INGÉNIEUR ANALYSTE première expérience - connaissances VAX appréciées. Réf. 3815 M

Dans une première phase, intégré au groupe projet - basé sur le site industriel principal (Toussaint) - ils participeront à l'élaboration du système. Ensuite, ils assureront, avec pleine autonomie, sa mise en place dans les autres usines.

Ces postes, particulièrement formateurs, nécessitent curiosité, facilité de communication et un réel intérêt pour le monde industriel, s'adressent à de JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES, COMMERCIALES OU UNIVERSITAIRES DE HAUT NIVEAU.

La rémunération tient compte de la disponibilité requise pour ces postes.

Les dossiers de candidature - sous la référence du poste choisi à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par DÉVELOPPEMENT 10, rue de la Paix - 75002 PARIS.

ALBERTVILLE 92
FOURNISSEUR
OFFICIEL

Dans le cadre de son association avec la Société américaine McDERMOTT, N° 1 mondial des Travaux Pétroliers Maritimes, ETPM recrute pour ses départements

FUTURS ENGINEERING MANAGERS

Vous êtes jeune ingénieur diplômé, débutant ou possédant une première expérience, si possible dans le secteur des Travaux Publics.

Dans un premier temps, au sein des Services ENGINEERING, vous aurez en charge l'étude des procédures et méthodes d'opérations, des canalisations sous-marines, des plates-formes et installations industrielles associées.

Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer vers des activités opérationnelles en position d'Engineering Manager ou en exerçant des responsabilités opérationnelles.

Pour ces postes, vous devez parler et rédiger en anglais et accepter de fréquents déplacements.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 71742 à Média-System, 8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

INGÉNIEUR PRODUIT

Bilingue anglais H/F 25-30 ans

Notre société, spécialisée reconnue des matériels électroniques de sécurité, demande la commercialisation, dans les pays francophones d'Europe, d'Afrique, d'une nouvelle génération de détecteurs de dialogue et d'explosifs, unique sur le marché mondial.

Pour participer activement à ce développement nous créons le poste de :

Fort de votre acquis technique, niveau Ingénieur, en électro-mécanique, électronique et informatique (PC, Interlogage PC), vous voulez valoriser vos premières expériences dans une fonction où vous serez notre EXPERT TECHNIQUE.

À ce poste, très autonome et évolutif, vous assurerez, après une période de formation, l'information, la démonstration, en avant-vente ainsi que l'installation, la formation et la maintenance en après-vente de cette gamme de matériel.

Chez notre clientèle, uniquement gouvernementale, vos interlocuteurs seront très variés (banque, ambassade, ministère...).

Charge à vous de contribuer par le sérieux et la qualité de vos prestations au développement important de cette activité sur un marché à fort potentiel.

Poste basé à Paris. Rémunération motivante pour un candidat de valeur. Évolution possible à terme. Déplacements à l'étranger.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURY URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous réf. 61.3463 LM, précisée sur la lettre et l'enveloppe.

Mercuri Urval

PAULSTRA

département joint
dynamiques

Notre département Joint Dynamiques situé à SEGRE (49) se développe et recherche :

Ingénieur études et développement

Réf. M 271

Les études porteront essentiellement sur les caractéristiques définissant la fonction élasto-déformable : • mise au point du matériel, • essais, • exploitation des résultats. Le développement sera consacré aux produits nouveaux en liaison avec les ingénieurs technico-commerciaux.

Une formation grande école mécanique ou universitaire (génie physique...) est indispensable.

Ingénieur technico-commercial

Réf. M 272

Après une période de formation à l'usine, il assurera les liaisons techniques avec les constructeurs automobiles en Allemagne (définition des pièces, suivi des prototypes jusqu'à homologation).

Une formation supérieure mécanique et une connaissance de l'Allemand sont indispensables.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et CV en précisant la référence du poste choisi à PAULSTRA - Département Recrutement 2, rue Balzac - 75008 PARIS.

Renseignements complémentaires sur le Groupe Hutchinson : mural 36.16 code RSCG CARRIÈRES.

une lettre de candidature

Chefs de projet et ingénieurs entrez dans l'univers des grands...

grands projets bancaires et financiers, grands systèmes BULL et IBM.

Vous êtes ingénieur ou diplômé d'une grande école de gestion, MIAGE... vous avez une expérience réussie de la conduite de projets informatiques sur gros systèmes et de l'animation d'équipe... Nous recherchons :

Chefs de projet :

Comptabilité - réf. A02 / PC

Responsable de la mise en place des progiciels de comptabilité et de la traduction comptable, ainsi que de l'élaboration des interfaces nécessaires. De bonnes connaissances de la comptabilité et de la banque seront appréciées.

Gestion des comptes clients - réf. A02 / PGC

Vous devrez mener les études et la réalisation d'un ensemble d'applications couvrant une gamme étendue de services bancaires. De bonnes connaissances de la banque et une formation complémentaire de type ITB seraient un plus.

Gestion des prêts - réf. A02 / PGP

Vous devrez développer et démarrer le logiciel de gestion des prêts (20 à 30 années/homme), définir et assurer l'intégration de ce logiciel et garantir son évolutivité, maîtriser les délais de mise en œuvre et optimiser les coûts.

Système interne de gestion - réf. A02 / PSI

De réelles compétences dans le domaine de la gestion, la maîtrise de Merise et la connaissance de l'environnement gros systèmes IBM, seront essentiels.

Ingénieurs :

Ingénieur Télécom - réf. A02 / TEL

Diplômé ENST ou INT, 5 ans d'expérience, vous participerez à la mise en place du schéma directeur télécom du Groupe Caisse des Dépôts (réseaux X25 privés, messagerie X400, annuaire X500, environnement SNA, DSA, DECNET réseaux locaux...).

Ingénieur recherche développement - réf. A02 / RDT

Vous développerez des projets pilotes en IA, stations de travail, réseaux locaux hétérogènes... Une première expérience sera appréciée.

Ingénieurs méthodes IBM - réf. A02 / MET

Assistant les équipes de développement, vous élaborerez les normes et procédures, assurerez les tâches d'administration de données, participerez aux choix et à l'implantation d'outils et de méthodes. Vous avez une bonne connaissance du gros système IBM et des outils de développement.

Tous ces postes sont situés à Paris et en région parisienne. Envoyez lettre + CV avec référence à CAM-Recrutement 4, rue Berthollet 94110 Arcueil



L'informatique du Groupe Caisse des dépôts et consignations.

le CAM recrute... le CAM recrute... le CAM recrute...



Digital, leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information.

"Digital, des réseaux pour le monde"

Ingénieurs commerciaux

L'originalité de nos produits, leur adaptation à un contexte international.

Un style très personnel de Management, un profond respect de la réussite individuelle.

Une expansion impressionnante : 20 % de Chiffre d'Affaires en plus cette année et 650 MF d'investissements.

Toutefois nous avons encore besoin de compétences et de talents !

Vous avez un diplôme de Grande École, ou Bac + 5 Universitaire avec deux

ans au moins d'expérience dans la vente de Systèmes et de Produits Informatiques complexes.

Alors, venez nous rejoindre. Adressez votre candidature sous la référence MON 806 à : DIGITAL EQUIPMENT FRANCE Service du Recrutement de la Région Parisienne 43, Bd Diderot - 75012 PARIS.

Digital
Equipment
France



Leader mondial des microprocesseurs recherche pour son activité de Service aux Clients : Ingénierie Systèmes, support Hardware et Software, Formation, un

INGÉNIEUR MARKETING SENIOR

En relation avec l'équipe Europe vous serez responsable pour le marché français de la mise en place de notre stratégie marketing.

Par votre analyse du marché et la définition de ses besoins vous participerez au développement de nos produits Services. Vous assisterez la force de vente lors des négociations.

Vous avez valorisé une formation d'Ingénieur Grande École ou Université par une expérience marketing de 5-7 ans dans le secteur informatique, de préférence dans un domaine multinational.

Vous êtes parfaitement bilingue anglais.

Merci d'adresser votre lettre, CV et prétentions sous référence 1030/IM, à la Direction des Ressources Humaines, INTEL Corporation, 1 rue Edison, BP 203, 78054 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

مكتبة الامم المتحدة

150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 28 février 1990 3

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Négociez nos projets.

Notre DIRECTION DE L'INTEGRATION ET DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE recherche des
INGENIEURS D'AFFAIRES EXPERIMENTES H/F.

Leur MISSION : étudier, définir, négocier et proposer des projets informatiques d'envergure nationale et internationale, en être le maître d'œuvre et le gestionnaire ; assumer la responsabilité des engagements et du revenu jusqu'à leur réalisation finale. Animer l'équipe projet.

Les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

- **DIPLOME(E)S DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** (Cycle Long, Sciences et Techniques) ou des **GRANDES ECOLES de COMMERCE Bac + 4 minimum,**
- justifier d'une expérience de 5 ou 6 ans d'Ingénieur d'affaires,
- avoir de bonnes connaissances de la langue anglaise,
- être disponibles pour des voyages en France et à l'étranger.

Ces postes dotés d'une grande autonomie d'action exigent un sens aigu des responsabilités. Ils impliquent un haut niveau de compétence qui sera maintenu par une formation régulière au sein de la Compagnie.

Ils sont basés à **PARIS, MARSEILLE, LILLE et STRASBOURG.**

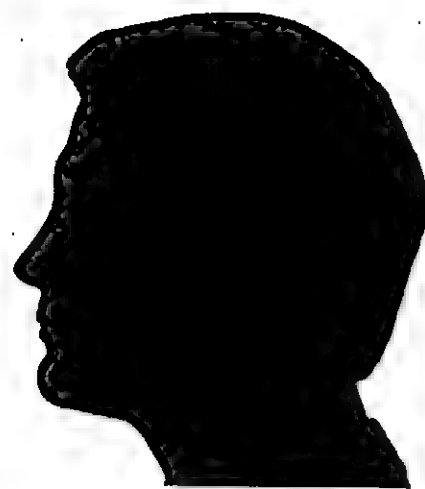
Ils présentent de fortes perspectives d'évolution de carrières. Les salaires offerts sont à la mesure des responsabilités exercées.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photo) sous référence **AFF01** à : **IBM France - Département Recrutement - 5, place Vendôme 75001 PARIS.**

Nous vous garantissons la plus grande discrétion.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

Jeune ingénieur qualité

Si vous pensez que la qualité est une clé de l'existence industrielle, nous souhaitons vous rencontrer. Après une formation à nos produits et procédés, vous serez chargé(e) de mettre en place et optimiser les outils de gestion de la qualité (relations clients-fournisseurs, auto-contrôle, dans une de nos unités de production.

ou Ingénieur généraliste avec des connaissances multiples, votre goût des contacts humains

vous ouvrir de larges perspectives d'évolution à la dimension internationale.

à nous écrire, photo (retournée) à 3M France, 10, rue de la République, 95250 Beauchamp.

3M

(Basé PARIS EST)

L'ensemble de nos équipes (60 personnes) est composé de techniciens et ingénieurs très qualifiés chargés d'intervenir en assistance technique auprès d'une clientèle industrielle très diverse, répartie sur l'ensemble de l'hexagone.

Vos missions :

- développer la clientèle existante, en particulier grands chantiers, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, donneurs d'ordres institutionnels,
- proposer auprès de cette clientèle notre savoir-faire, missions de longue durée, contrats globaux,
- renforcer nos équipes en place à partir de recrutements permanents de qualité,
- avoir un contact régulier avec notre personnel en mission et s'assurer de la qualité de nos prestations,
- superviser l'activité administrative de notre établissement secondaire en région parisienne.

De formation Ingénieur mécanique, électromécanique, vous avez déjà démontré votre sens commercial dans le milieu industriel ou de préférence Ingénieur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo et références) sous réf. 9339, à MEDIA-SYSTEM PARIS, 6 impasse des Deux-Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

SSI filiale Publicis et UAP Paris
recherche

Chef de projet

analystes-programmeurs

CICS, COBOL (gros système IBM, système 36)

2 ans d'expérience souhaitée

Analyste-programmeur

Système télématique (Pick, Unix)

2 ans d'expérience souhaitée

Ecrire SGIP, 19, rue Enard, 75012 Paris

(Aucun renseignement ne sera donné par téléphone)

Ingénieurs de talent,
avec SPOT 2,
vous allez changer de point de vue
sur la terre...



© CNES 1990 Diffusion SPOT IMAGE

Après SPOT 1, c'est avec SPOT 2 que MATRA ESPACE observe la terre. Agriculture, océanographie, recherche pétrolière, urbanisme... C'est de l'espace que les hommes apprennent à mieux exploiter les richesses de la terre. Désertification, marée noire, pluies acides, déchirure de la couche d'ozone... C'est aussi de l'espace que les hommes apprennent à sauvegarder la terre.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (X, Mines, Centrale, Supélec...)

Dimanche 21 janvier 1990 voyait le lancement de SPOT 2. Objectif : assurer l'observation de la terre à des fins politiques économiques, commerciales, géologiques...

Mission accomplie... et cette photo de Marseille est la première prise par SPOT 2. MATRA ESPACE, maître d'œuvre, a des motifs de satisfaction.

Parce qu'ils ont su combiner enthousiasme, imagination, créativité, rigueur, esprit d'équipe et haute technologie, les ingénieurs de MATRA ESPACE viennent une nouvelle fois de faire la preuve de leur talent.

Vous êtes spécialisé en électronique, automatique, informatique, mécanique ou télécommunications, vous pouvez vous aussi participer avec nous au développement de grands projets spatiaux européens et internationaux : ARIANE, HERMES COLUMBUS, SPOT 4, HELIOS, HISPASAT, LOCSTAR, SOHO... Mettez l'Espace dans votre projet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 028 à MATRA ESPACE - Alain Mainguy 3, avenue du Centre - Centre de Montigny 78182 Saint-Quentin en Yvelines.

MATRA ESPACE

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F



Pour faire face à son développement à l'horizon 1992, AIR FRANCE poursuit son recrutement d'hommes et de femmes en vue de les former au métier de pilote de ligne.

Vous êtes jeune, né(e) après le 31 décembre 1963, en excellente condition physique, dégagé(e) de toutes obligations militaires. Vous êtes actuellement en math. sup. (3^e trimestre), en math. spé. ou élève ingénieur; ou bien au minimum en 2^e année d'études supérieures scientifiques/techniques, ou titulaire d'un diplôme dans ces disciplines.

Ressortissant de la Communauté Européenne, vous parlez couramment le français et avez une bonne pratique de la langue anglaise. Alors vous réunissez toutes les conditions pour participer à notre prochaine sélection et vivre votre passion.

Appelez-nous au (1) 42.27.40.27 du lundi au samedi ou adressez-nous rapidement votre demande d'inscription, en joignant une enveloppe, 33 x 26, comportant vos nom et adresse à AIR FRANCE, Unité de Sélection Pilote, Orly Sud 114, 94396 Orly Aéroport Cedex. Nous vous enverrons un dossier de candidature qui devra nous parvenir complet dès que possible.

Les premières épreuves de sélection se dérouleront les 7 et 8 avril 1990 et les mises en formation débuteront dès le mois de mai.

*Pilote de demain,
cette place
est à prendre...
dès aujourd'hui*

Math. Sup, Math. Spé,
Bac + 2 Scientifiques, Elèves Ingénieurs



Tracy L'avenir

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

DES RESPONSABILITES OPERATIONNELLES ? NOUS VOUS RECEVONS 5/5

THOMSON DIVISION TELECOMMUNICATIONS

Signer de grands contrats internationaux dans un univers de haute technologie illustre notre savoir-faire et la qualité de nos produits : réseaux et radiocommunications. Notre centre de production et d'études, situé à proximité de Lille, renforce ses équipes afin de maîtriser l'étude et le développement de ses produits.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ETUDES - Dans notre laboratoire d'études matériels, vous concevez des sous-ensembles électroniques, des maquettes aux prototypes et développez ainsi vos compétences dans les domaines de la théorie de l'information, du traitement du signal et des méthodes de communication.

PRODUCTION - Dans un objectif de qualité totale, tous nos produits sont contrôlés sur des bancs tests automatisés et spécifiques au sein de plate-forme d'intégration. Responsable d'une équipe de techniciens, vous assurez la gestion (respect des coûts, des délais et de la qualité), coordonnez les services internes et optimisez l'organisation.

Ingénieurs Grandes Ecoles (ISEN, HEI, EUDILESE...), débutants ou possédant une première expérience, motivés par les études ou la production, nous vous proposons une mission concrète et formatrice.

Merci d'adresser votre candidature à : THOMSON-CSF - Service du Personnel - BP 2021 - 59702 Marcq - en Barrois Cedex



CITCOM, groupe TELESYSTEMES, recherche pour son développement de jeunes diplômés de Grandes Ecoles d'ingénieurs ou universitaires pour devenir :

CHEF de PROJET en informatique et télécom

Les candidats sélectionnés, après une formation spécifique, auront la charge de projets dans les domaines de compétences du groupe : réseaux, systèmes de communication, vidéotex, messageries, RNIS, génie logiciel dans les environnements IBM, BULL, VAX, UNIX...



Envoyer CV sous référence CIT - 1 / 05 à CITCOM - groupe TELESYSTEMES 7-15, rue Sarrette - 75014 PARIS

Cette entreprise performante (CA 520 MF), tête de pont européenne d'un groupe américain leader dans le domaine des pompes et aérosols, a d'importantes perspectives de développement et réinvestit annuellement 10 % de son CA. Elle recherche aujourd'hui un ingénieur pour compléter sa Direction Technique.

JEUNE INGENIEUR RECHERCHE / DEVELOPPEMENT Mécanique des Fluides

Sous l'autorité directe du Directeur Technique, dans le cadre d'une stratégie de recherche et de moyens performants mis à sa disposition, vous développez des projets de nouveaux produits dans une perspective à moyen et long terme en vous appuyant sur une démarche plus expérimentaliste que fondamentaliste.

Ce poste, nouvellement créé, convient à un ingénieur polyvalent de haut niveau (Grandes Ecoles Scientifiques, Ecoles Normales Supérieures, Doctorats d'Université...), âgé d'au moins 25 ans et pouvant justifier d'une culture scientifique, notamment dans le domaine de la mécanique des fluides.

Le poste est à pourvoir dans l'Eure, à proximité de grandes villes régionales. Le salaire annuel brut sera négocié en fonction de l'expérience.

Adressez lettre manuscrite et CV détaillé, sous ref. 5067 M à Jean-Paul MENASSIER - CEGOS Département Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE.



Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris

CSEE Transport située à Chilly-Mazarin (91) est une entreprise qui utilise les techniques les plus avancées de l'informatique, de l'électronique et du traitement de signal. Elle participe avec son partenaire européen à la conception et au développement de grands systèmes de transport ferroviaire : TGV Nord, Tunnel sous la Manche, Métro de Lyon... Elle offre à des

INGENIEURS

les opportunités suivantes

RESPONSABLES DE DEVELOPPEMENT LOGICIEL

pour encadrer une équipe de 6 à 8 personnes

INGENIEURS D'ETUDES LOGICIEL

Si vous souhaitez évoluer au sein de grands projets industriels, adressez-nous votre candidature à l'attention de R. PETAIN 21 de la Vigne-aux-Loups rue Denis Papin 91380 Chilly-Mazarin.



ESSAI Bureau d'Etudes

EVRY - PARIS - PLAISIR - MARSEILLE

recherche pour SECTEUR AERONAUTIQUE

INGENIEURS

Grandes Ecoles ou Université (Bac + 4) mécanique, thermique, combustion, aérodynamique.

AGENTS TECHNIQUES

DUT GENIE THERMIQUE ou DUT GENIE MECANIQUE

DEBUTANTS ACCEPTES

Env. CV + photo 129, rue du Fbg Poissonnière - 75009 Paris

SYSELOG, membre d'un groupe de Services offre des missions de haut niveau technique dans un univers de grandes entreprises, et un environnement dynamique et formateur dans entreprise en croissance.

Nous recherchons plusieurs :

INGENIEURS LOGICIELS

pour participer à des projets de développement de Logiciel Temps Réel et Télécommunications en Région Parisienne ou Ouest France. Ces postes conviennent à des ingénieurs Grandes Ecoles ou DEA ayant une première expérience et une bonne connaissance de :

- Architecture 68000
- Langage C, Pascal, Assembleur
- Environnement MS-DOS, UNIX, VAX/VMS
- Normes OSI
- Bases de données relationnelles.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre, photo) :

SYSELOG 5, rue de Turin - 75008 PARIS

CPGF HORIZON

Bureau d'Etudes recrute pour sa division eau et environnement :

UN HYDROGEOLOGUE

de 2 à 5 ans d'expérience - Maîtrise de l'anglais - CV africain. Bonnes connaissances en environnement. Réf. IM/HY

UN TECHNICIEN HYDROGEOLOGUE

niveau maîtrise - CV africain. Réf. IM/TH

Adressez lettre manuscrite + CV, en précisant la référence à : CPGF HORIZON - 12 rue de Paris - 78230 LE PECQ

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

SE S'ADAPTER POUR DES PROJETS

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

THOMSON RECRUTE POUR LES METIERS D'AVENIR

150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 28 février 1990 33

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SESSION 1990

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons eu depuis plus de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • déchargés des obligations militaires • libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M27275, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

CONCEVOIR UN SYSTEME INFORMATIQUE

Banque - Marseille

Nous sommes un des premiers établissements financiers de notre région. Notre développement et notre structuration nous conduisent à concevoir un système informatique adapté. Ce projet exceptionnel par sa dimension et ses ambitions doit répondre au double défi des mutations économiques et technologiques. Nous en recherchons les maîtres d'œuvre.

CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUES

A la tête d'une équipe de concepteurs et de réalisateurs, ils auront la responsabilité de l'un des systèmes informatiques de l'entreprise (20 à 50 années/hommes). Ces postes s'adressent à des candidats expérimentés dans les systèmes de

réseaux et de bases de données. Agés de 30 à 35 ans, de formation supérieure (ingénieurs, MAGE), ils disposent d'une expérience réussie de la conduite de grands projets en milieu bancaire. (Réf. A/XS153M)

INGENIEURS CONCEPTEURS

Chargés de concevoir et réaliser des sous-systèmes complexes. Ces postes s'adressent à des candidats âgés d'au moins 28 ans, de formation supérieure, ayant acquis une première expérience

dans ces domaines d'activités, si possible en sein d'un organisme financier (mais sans exclusive). (Réf. A/XS154M)

INGENIEUR METHODES

Sa mission: rechercher, étudier, proposer et contrôler tous moyens (méthodes, normes et outils) tendant à faciliter et optimiser la conception et la réalisation du système informatique. Convaincu de la nécessité de méthodes performantes

(MERISE...) et ayant la connaissance pratique d'un atelier de génie logiciel, 3 à 5 ans d'expérience dans un poste de ce type s'imposent. (Réf. A/XS155M)

ADMINISTRATEUR DE DONNEES

Son rôle intègre un souci de cohérence du système d'information global, l'optimisation de la modélisation, la performance et l'évolutivité. Une expérience similaire de quelques années

dans ce domaine ou dans la conception de systèmes de gestion de base de données est indispensable. (Réf. A/XS156M)

ANALYSTES FONCTIONNELS

Ils seront responsables de l'analyse fonctionnelle d'une application donnée. Ces postes s'adressent à des candidats confirmés ou à des diplômés de

l'enseignement supérieur disposant d'une première expérience réussie. (Réf. A/XS157M)

Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence choisie - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13180 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

ONERA OFFICE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES AEROSPATIALES Des Chercheurs, L'Espace Découvert

INGENIEUR
GRANDE ECOLE
PHYSIQUE ET CHIMIE

Vous serez responsable à terme d'un laboratoire de couche mince, participerez au développement de capteurs haute température pour l'aéronautique depuis la conception jusqu'aux applications. Etudes conduites dans le cadre de contrats français et européens. Ce poste nécessite une solide formation en physique des matériaux, technologie des couches minces, techniques du vide, métrologie et informatique. Réf. LM/02

INGENIEUR
ENSTA, AM, ENSMA,
ENSI, UTC

Débutant ou quelques années d'expérience pour participer aux études dans le domaine des rétroscopies de temps (oscillateurs ultrastables) et des accéléromètres de navigation (exploitation de codes de calcul par éléments finis). Connaissances appréciables en mécanique, thermique, informatique, électronique. Expérience souhaitée en « éléments finis ». Réf. LM/03

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à ONERA - BP 72 - 92322 CHATILLON CEDEX.

SAVOIR S'ADAPTER POUR DES PRESTATIONS DE QUALITE

Parmi les leaders mondiaux des composants passifs, THOMSON-LOC fonde sa réussite sur un outil industriel répondant au double impératif: QUALITE-PRODUCTIVITE. Pour participer à cette politique, nous recherchons pour notre établissement de SEURER (Côte d'Or):

INGENIEUR D'APPLICATIONS

Au sein d'un laboratoire intégré dans un secteur de fabrication de produits professionnels pour applications électroniques de puissance, vous concevez et développez des produits adaptés aux besoins spécifiques des clients.

Vous êtes en rapport permanent avec la production et le service commercial.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Ingénieur ayant le sens des contacts, vous justifiez d'une formation à dominante électrique/physique et si possible d'une première expérience. La pratique de l'anglais est un plus. Réf. IA

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES MECANIQUE

Dans un contexte de production automatisée, vous suivez un parc de machines conçu à plus de 90% en interne. Vous y apportez toutes les modifications nécessaires à la fabrication d'un nouveau produit leader. De plus vous êtes chargé de la définition des besoins et des relations avec les sous-traitants.

Ingénieur mécanique ou électromécanique, une première expérience et la maîtrise de l'allemand sont des atouts. Réf. BE

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à:
THOMSON-LOC - Patrice POLIER - 3 rue du stade - 21250 SEURER.

THOMSON



INSTITUT FRANÇAIS
DU PETROLE

INGENIEURS PROCESS

JEUNES INGENIEURS
GRANDE ECOLE

Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais, des aptitudes relationnelles et une grande autonomie (une formation complémentaire ENSPM serait appréciée).

Dans le cadre de la mise en forme de nouveaux concepts technologiques (optimisation de schémas de procédés, simulation dynamique, développement de nouveaux types d'équipements), vous serez chargé, dans un contexte international, de la conception des unités de raffinage/pérochims/énergie pour le compte de nos clients. Vous participerez à la mise en route des unités que vous avez conçues.

Ces postes basés à Rueil (92) comportent des missions de courte et moyenne durée à l'étranger.

Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez nous C.V., photos sous référence VPRO à: IFP - Service Recrutement - Daniel Lacabane - B.P. 311 - 92506 RUEIL-MALMAISON.

LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT INDUSTRIELLE

Valeo

Partenaire européen de premier plan des constructeurs automobiles européens, la Division Commutation recherche pour son Etablissement de TROYES (150 kms de Paris)

Ingénieur en Organisation Industrielle

De formation école d'ingénieur type Arts et Métiers ou école de gestion, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans un poste similaire et connaissez le G.P.A.O. En liaison avec un important cabinet de conseil en organisation, nous vous proposons de mettre en place un projet informatique de G.P.A.O. d'analyser et perfectionner l'organisation industrielle et piloter la réalisation des procédures informatiques. Interlocuteur des différents services utilisateurs, vous les aiderez à définir leur cahier des charges. Votre évolution se fera vers un autre poste à responsabilité en production ou en logistique. L'anglais sera un plus.

Merci d'adresser votre candidature à Thierry JOLIVET - Valeo Protection Commutation - 12 bis rue Maurice Berteaux - 78290 CROISSY SUR SEINE.

Valeo L'Equipe Automobile

INGENIEURS INFORMATIQUE, TELECOMS, GRANDES ECOLES, UNIVERSITES ...

L'ESIGETEL (Ecole Supérieure d'Informatique et Génie des Télécommunications, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de MELUN, affirme sa spécialité en Télécommunications et Réseaux.

Nous confierons à des ingénieurs diplômés de valoriser leurs connaissances techniques, des missions d'enseignement et de recherche sur du matériel à la pointe de la technologie.

Connaissances UNIX, C; compétences en méthodologie souhaitées.

Vos candidatures (C.V. + Préférences) seront traitées en toute confidentialité par le SERVICE DU PERSONNEL, 1, Rue du port de Valmy, 77115 AVON Cedex.

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 11

KODAK-PATHÉ CHALON-SUR-SAONE

vue de notre centre de
recherches et de technologies

DOCTEURS OU INGENIEURS CHIMISTES

Dans le cadre du développement de nos activités industrielles sur le site de CHALON-SUR-SAONE (effectif 3.000 personnes), nous recherchons :

- des Ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles Scientifiques (spécialité : Chimie Industrielle, Génie Chimique ou Physico-chimie)
- des Universitaires titulaires d'un Doctorat

Plusieurs postes sont à pourvoir en Recherche Appliquée et en Production.

Après quelques années passées dans notre Centre de Recherches, les candidats retenus pourront ensuite poursuivre leur carrière dans le domaine de la recherche ou évoluer vers la fonction d'Ingénieur Produit.

Axées sur la recherche de la qualité Totale, nos méthodes de travail exigent un goût prononcé pour le travail en équipe. Compte-tenu des possibilités d'évolution en milieu international, une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

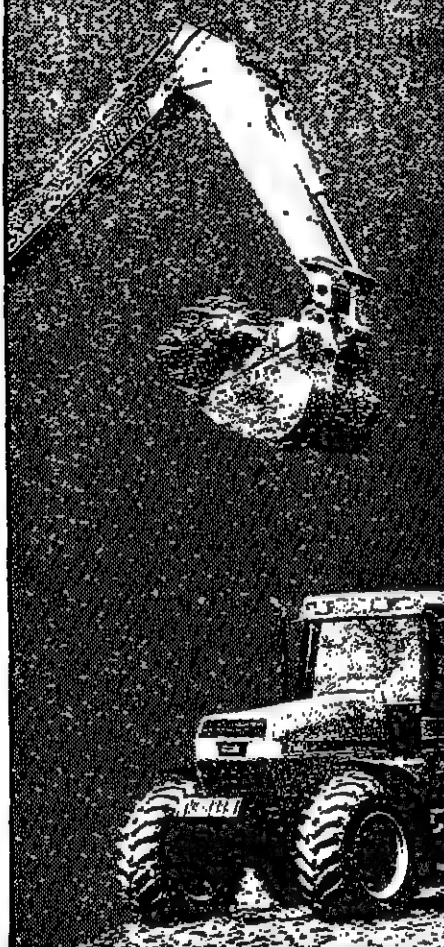
Vous exercerez votre activité sur un site très moderne dans un cadre procurant une qualité de vie appréciable.

Débutant ou 1/2 ans d'expérience, merci d'adresser votre candidature avec C.V. et photo sous réf. GC1 à KODAK-PATHÉ
Direction Gestion des Cadres
26, rue Villiot, 75594 PARIS CEDEX 12



Biba

ENTREPRENDRE AVEC DES HOMMES DE VOLONTE



Filière du puissant groupe américain TENNECO, nous sommes un des leaders mondiaux dans le domaine des matériels agricoles et T.P.
En France, CASE POCLAIN S.A. réalise 6 milliards de C.A. dont 50 % à l'export.
Les pelles hydrauliques sont des produits complexes faisant appel à de nombreuses techniques et technologies de pointe, soumises en permanence à des conditions d'utilisation extrêmes.
Nous sommes les premiers, nous devons être irréprochables.

JEUNES INGENIEURS D'ESSAIS

Nous allons vous demander de procéder à une analyse complète et rigoureuse de nos méthodes de travail pour faire évoluer programmes et procédures en termes de performance, qualité, délais, coûts, et pour arriver à la préconisation de solutions simples adaptées à la fabrication en série.

Vous serez en relation constante avec le B.E., les techniciens et les utilisateurs. Sur bancs et sur le terrain. Votre œil neuf, votre compétence technique ajoutés à notre savoir-faire doivent concourir à des gains de temps et à une fiabilité accrue.

Vous êtes AM, ECL, IDN, UTC, ou Mines..., vous avez de très bonnes connaissances en hydraulique, électronique, pneumatique..., vous avez peut-être une expérience en Bureau des Méthodes chez un industriel du poids lourd, de l'aéronautique ou de l'automobile, vous parlez couramment anglais et vous voulez faire un vrai métier d'ingénieur.

Ce poste est probablement l'un des moyens les plus sûrs pour entrer dans un grand groupe, travailler dans une cellule très créative et se préparer ensuite à des responsabilités élargies.

Venez donc en parler avec notre conseil, SEFOP - 11, rue des Pyramides - 75001 Paris. Nous vous remercions de lui adresser votre dossier sous Réf. LIE 219 M.

Case Poclain S.A.

Une volonté d'avenir

CORTESSE

Analyste VAX/VMS

Intégré à l'équipe support de notre département informatique interne vous prenez en charge l'analyse de besoins spécifiques des utilisateurs, tant sur place que pour les différents sites européens. Vous vous assurez de la fiabilité (tests, documentation, standardisation) des programmes modifiés ou créés avant leur mise en place. Vous assistez et formez les utilisateurs.

De formation MIAGE ou équivalent vous possédez 2 à 4 ans d'expérience d'analyse-programmation dans un environnement VAX/VMS (langages C et SQL appréciés). La pratique d'un SGBD relationnel (RDB ou INGRES) et d'une méthodologie type CONSOI, BLUES serait un plus.

Ce poste de "Business Analyst" requiert une pratique "fluente" de l'anglais. Eventuels déplacements en Europe à envisager.



Apple

Adressez votre CV en anglais, sous la référence BA/LM, à

Bénédicte Peronnin

Apple Computer Europe Inc., Le Wilson 2, Cedex 60,

92058 Paris La Défense, FRANCE.

Apple, le logo Apple et Macintosh sont des marques déposées de la Société Apple Computer Inc.

CORTESSE

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES MEILLEURS D'AVENIR

SM5, société du groupe THOMSON basée à Salbris (Sologne), étend ses compétences depuis l'étude et le développement jusqu'à la réalisation de matériels d'électronique professionnelle. Nous recherchons :

INGENIEUR COMMERCIAL

Nous vous proposons de prendre la responsabilité commerciale de notre société. En relation avec nos services industriels, vous établissez et négociez nos propositions auprès de la clientèle.

Ingénieur ENI, INSA, ENSAI, AM... vous avez suivi une formation complémentaire en école de commerce et vous justifiez d'une expérience en milieu industriel. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à

SM5 - Direction du personnel - BP 61 - rue des Cousseaux - 41300 Salbris



Responsable de production

Le Monde
CADRES

INGENIEUR D'ETUDE

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

150

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEUR INFORMATIQUE

Constructeur de sous-ensembles électroniques de haute technologie et de grande série : circuits imprimés et circuits à couche épaisse, recherche pour son site Industriel des Pays-de-Loire un :

Responsable de production

Rattaché au Directeur de l'usine (300 MF de CA), vous animez l'ensemble de la production et gérez l'optimisation des flux dans un souci de qualité et de service client. Homme de terrain, animateur, vous savez insuffler un management participatif et concrétiser vos objectifs. Ingénieur électronicien, vous avez une expérience opérationnelle type méthodes/fabrication dans un environnement électronique public. Un passage dans un secteur High-Tech vous rend particulièrement attentif à la qualité. La taille et le dynamisme de notre groupe vous garantissent de réelles possibilités d'évolution.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. EP/11090/F à notre Conseil PG Consultants 9/11 rue Benoît Malon - 92150 Suresnes.

PG Consultants

ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS RENNES TOULOUSE TOURS

Le Groupe Framatome vous invite à participer à l'essor de son nouveau métier nucléaire, la maintenance spécialisée. Nous vous proposons de rejoindre un département technique composé d'experts, avec pour mission d'améliorer la technicité et la qualité de nos prestations. Nous créons, en effet, un poste d'

INGENIEUR MECANICIEN Calculs de structures

Vous participez à la préparation et au suivi des interventions de maintenance, pour les parties mécaniques et tuyauteries des centrales.

Ingénieur Mécanicien, vous avez à 30 - 40 ans, une bonne expérience d'étude et de conception mécanique ainsi que la pratique de logiciels de calculs de structures.

Ce poste, basé à LYON, requiert beaucoup d'agilité technique, le sens du travail en équipe et de bonnes capacités de communication.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV au Groupe Framatome, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon sous la réf. SB9129M.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

Le Monde CADRES

INGENIEUR

Important groupe chimique recherche un ingénieur pour prendre la responsabilité du BUREAU D'ETUDES INSTALLATIONS de son usine de la région LYONNAISE.

Sous la responsabilité du Chef des Services Techniques, vous animez une équipe de techniciens. Votre mission consiste à étudier et réaliser des installations de production, en optimisant l'investissement et en intégrant la protection de l'environnement et la sécurité.

Une première expérience en GENIE CHIMIQUE est appréciée, l'ANGLAIS INDISPENSABLE et des connaissances en allemand souhaitées.

Envoyer CV et prétentions à Média-System, sous réf. 81865, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

La Caisse des Ecoles de
la Ville de Clichy-la-Garenne
recherche

DEUX DIRECTEURS

possédant le BAFD et expérience pour encadrer ses centres de vacances de Varzy (Nièvre) en juillet et Messelan (Val-d'Oise) en août.

Les candidats devront se présenter munis de leurs diplômes et références le mercredi 7 mars à 10 h à la Caisse des Ecoles, 98, rue Martre, 92110 Clichy-la-Garenne.

Groupe d'importance nationale
recherche pour sa division Services aux Collectivités Locales
(voirie, espaces verts, ordures ménagères)

un ASSISTANT TECHNIQUE

pour suivi gestion et contrôle chantier, relations clients.
- Formation BAC + 3 minimum et/ou expérience de quelques années services publics, unités opérationnelles avec direction équipes.
- Poste en région parisienne.
- Mobilité souhaitée.

Ecrire avec CV et prétentions sous n° 8812 M
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

JEUNES INGENIEURS

Choisissez le bâtiment !

SAE recrute de jeunes ingénieurs à fort potentiel pour la conduite et la gestion de ses chantiers en région parisienne.

Vous avez le goût des responsabilités, SAE vous formera à les prendre et à devenir des ingénieurs du bâtiment de haut niveau au sein de notre Groupe.

Merci d'envoyer C.V. à SAE
Direction des Ressources Humaines
117/119, avenue Victor-Hugo
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

SAE
En confiance



ALCATEL ESPACE

L'univers des grands projets

Spécialiste des Télécommunications Spatiales
recherche pour COURBEVOIE

CHEFS DE PROJET

Avec 5 ans d'expérience dans le domaine :

- Réseau (RNIS, Gestion, Signalisation, Messagerie, Protocole Série X du CCITT).
- Télécommunications (Transmission, Etalonnage du spectre, Traitement du Signal).

Diplômés Grande Ecole ou Université.
Chargés de la conception, la définition, la réalisation des matériels et logiciels de systèmes et sous-systèmes, dans le cadre de la maîtrise d'œuvre de programmes majeurs de Télécommunications.

Pour exercer votre métier dans un secteur de pointe et évoluer dans une filiale d'un groupe international, faites-nous parvenir un dossier de candidature à la Direction du Personnel, 11, avenue Dubonnet 92407 Courbevoie Cedex.

ALCATEL
ESPACE



MANNESMANN DEMAG S.A.
Ingenieurs - automaticiens

Notre division MANUTENTION (Systèmes avec Ponts roulants automatiques, Transstockeurs automatiques, Manutention continue automatique) recherche

pour son Service Automatisation et Informatique Industrielle. La fonction consiste à assurer les responsabilités suivantes :
• étude d'installations automatiques (programmation + tests),
• participation à leur mise en service sur le site,
• établissement de propositions techniques et financières pour les projets.
UNE BONNE EXPERIENCE DES AUTOMATES PROGRAMMABLES, DES MICRO-PROCESSEURS, DES MICRO-ORDINATEURS et de leur liaison EST NECESSAIRE.
• la pratique de l'allemand sera appréciée.
Ces postes, à hautes responsabilités, requièrent du dynamisme, de la motivation, de la rigueur et de l'efficacité. La rémunération sera à la mesure de l'expérience et de la personnalité des candidats retenus.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. à MANNESMANN DEMAG S.A. - Direction du Personnel 5 av. Ampère - 51012 CHALONS SUR MARNE Cedex.

MANNESMANN DEMAG

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F. 31

Excellent pédagogue, solide manager, commercial affirmé...

Rejoignez un grand de l'EAO.

UNE SOCIÉTÉ LEADER DANS LE DOMAINE DE L'EAO RECHERCHE SON

RESPONSABLE DE PRODUCTION

INGÉNIEUR DE FORMATION, VOUS AVEZ UNE BONNE CONNAISSANCE DE LA PÉDAGOGIE DANS DES DOMAINES TECHNIQUES, DU SENS COMMERCIAL ET L'EXPÉRIENCE DU MANAGEMENT: CE POSTE VOUS CONVIENT! NOUS VOUS PROPOSONS, AU SEIN DE L'UNITÉ DE PRODUCTION DE DIDACTIQUES, D'ANIMER UNE ÉQUIPE QUI COMPTE 30 INGÉNIEURS ET TECHNICIENS.

EN RELATION DIRECTE AVEC LES CLIENTS, VOUS SAUREZ VOUS ADAPTER À LEUR DEMANDE MAIS GARDERZ AUSSI LE RECUL TECHNIQUE SUFFISANT POUR MESURER CE QUI EST RÉALISABLE ET EN FAIRE PASSER L'IDÉE.

LE POSTE EST À POURVOIR À PARIS.

VOUS ÊTES INTÉRESSÉ ? MERCI D'ENVOYER LETTRE, CV, PHOTO SOUS RÉFÉRENCE 71613 À MÉDIA-SYSTEM, 5 IMPASSE DES DEUX-COUSINS, 75849 PARIS CEDEX 17, QUI TRANSMETTRA.

Pour Paris

Organisation Professionnelle
(Industries Extractives) recherche

SON ADJOINT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ingénieur TP, mines, géologue ou équivalent, 35 ans, possédant une expérience de quelques années de chantier BTP, carrières ou laboratoire d'entreprise.

Anglais et micro-informatique appréciés.

Assisté d'une équipe de 8 personnes, il secondera le Secrétaire Général dans tous les domaines techniques et administratifs (création, animation, suivi de groupes de travail, rédaction des P.V. de réunions, suivi des dossiers techniques...).

Le poste nécessite une bonne maturité, des qualités de contact et des capacités réelles.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions à
CIB/G, 3 rue Alfred Roll
75840 Paris Cedex 17

SOURIAU
L'AVENIR CONNECTÉ

DIVISION EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

LEADER EUROPÉEN SUR LE MARCHÉ ÉLECTRONIQUE AUTOMOBILE ET INDUSTRIEL. NOUS RENFORÇONS NOS ÉQUIPES ET PROPOSONS PLUSIEURS POSTES D'

INGÉNIEURS DEBUTANTS ET CONFIRMÉS

à de jeunes diplômés (INSA, ISEN, IDN, ...)

Vous prendrez en charge des projets complets depuis le cahier des charges en passant par l'étude des fonctions électroniques et logiciels jusqu'à la phase d'industrialisation.

Le goût du travail en équipe et de bonnes capacités relationnelles sont nécessaires pour réussir dans ces postes.

Si de plus vous êtes attirés par le milieu automobile et un environnement motivant, venez rejoindre nos équipes à Parsy-Vielles Postes (proximité Orly).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IEI à SOURIAU - DRH - 9/11 Bld Galliéni 92100 Boulogne.

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES INGÉNIEURS INFORMATIENS UNIVERSITAIRES 3^e CYCLE

VOUS DÉBUTEZ, UNILOG S'INTÉRESSE À VOTRE AVENIR

Partenaire privilégié des plus grandes entreprises, notre Groupe (1.100 collaborateurs, 13 sociétés) apporte son expérience et son talent dans tous les domaines du Conseil et de l'Ingénierie Informatique.

Soucieux d'allier diversité de cultures et compétences techniques, nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés de qualité.

Ingénieurs généralistes, la formation complète à l'informatique de gestion que nous vous proposons, associée à votre potentiel, vous permettront d'évoluer dans un métier passionnant.

Ingénieurs Informaticiens, notre politique de formation aux techniques de pointe associée à vos ambitions vous placeront au 1^{er} rang de projets de grande envergure.

Vous souhaitez en savoir davantage ? Rencontrez-nous.

Postes à pourvoir à Paris, régions Nord et Ouest.

Merci d'écrire sous réf. ID/02 à Marion PERRIER.

UNILOG
Dépt Recrutement
9, bd Gouvion-St-Cyr
75849 PARIS Cedex 17

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BAC + 5

URBANISME

ARCHITECTURE

INGÉNIEUR

SOCIOLOGIE

Nous sommes une importante société de Gestion Patrimoniale, filiale d'un puissant groupe immobilier ; notre programme DSU a fait l'objet d'un protocole de collaboration avec la Délégation Interministérielle de la ville.

Nous recherchons dans le cadre du développement social et urbain du Groupe Ile-de-France, plusieurs

RESPONSABLES DE PROJETS

Vous serez chargés, pour les sociétés Immobilières du Groupe et de la filiale Ile-de-France :

- de la mise en place de la gestion adoptée,
- des négociations avec les locataires dans le cadre des travaux de réhabilitation,
- des actions d'insertion et de développement social de la population logée en relation avec les communes et les partenaires locaux.

La trentaine de formation supérieures, vous avez acquis une première expérience de conduite de projets analogues, soit dans le secteur immobilier, soit dans le secteur des collectivités locales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5424 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Morengo 75001 PARIS, qui transmettra.

DEVELOPPER LA FONCTION PERSONNEL DANS LE SECTEUR DE LA COMMUNICATION

Notre Société est la filiale d'un grand Groupe français dans le domaine de la communication et des médias.

Membre du Comité de Direction, le Responsable du Personnel que nous recherchons - outre les aspects traditionnels de la fonction - se verra confier deux missions spécifiques :

- la réorganisation de l'administration du personnel et notamment de la paie, par la conception et la mise en place d'une politique salariale rigoureuse ;
- le développement et la gestion des relations sociales dans l'entreprise et le dialogue avec les partenaires sociaux.

A 30 ans environ, vous souhaitez intégrer une équipe de Direction jeune et entrepreneur. Vous avez déjà une expérience de la fonction Personnel acquise en milieu industriel, qui vous a donné une bonne connaissance des missions qui seront les vôtres. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, enthousiaste, avec une forte capacité de travail. La perspective de travailler en région (à une centaine de kilomètres de Paris dans une grande ville) ne vous effraie pas, dans un Groupe qui vous offre des perspectives d'évolution.

Pour ce poste, merci d'envoyer votre candidature, CV et prétentions sous réf. 194.03 à notre Conseil : Marc SIBOLD - COFROR - 20, place de l'Iris - La Défense 2 92400 COURBEVOIE, qui vous assure de sa totale discrétion.

Cofror

ANIMER NOTRE DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IEP - ESC - DESS gestion du personnel ou droit BASE CHARTES

FOND D'ASSURANCE FORMATION de la Région Centre, nous recherchons le Responsable de notre délégation départementale.

Nous proposons une mission diversifiée : développement de notre activité (gestion des fonds de formation), suivi des entreprises adhérentes (contacts permanents avec les chefs d'entreprises ou responsables du personnel), recherche de nouveaux partenaires, relation et interface avec la direction de l'organisme et animation du conseil de gestion paritaire.

Ce poste nécessite des aptitudes relationnelles à haut niveau dans des milieux diversifiés (Industries, organismes consulaires, etc...).

Vous êtes sensibilisé aux problèmes de formation en entreprise, une première expérience professionnelle serait souhaitable.

Envoyez votre dossier sous référence 9013/02 M.

Gautier Consultants 24, bd Beranger - BP 1627
37016 TOURS Cedex - Tél. : 47.47.03.57

Le Centre de Gestion Agréé de la Région Parisienne
Partenaire privilégié des PME (gestion, conseils, formation) recherche dans le cadre de son expansion

2 JEUNES DIPLOMÉS (E)S

1 DUT Gestion ou 1 licence AES ou Sciences Eco, option gestion

Pour poste polyvalent et évolutif au sein du service DOSSIERS DE GESTION et STATISTIQUES (sans du contact, qualité d'adaptation et connaissances comptables indispensables).

1 informaticien DUT ou BTS Informatique de gestion

Poste évolutif et esprit d'entreprise (connaissances système Pick et micro-informatique appréciées)

Adresser C.V., candidature et prétentions à :

CGA.R.P.
36, rue de Picpus - 75012 Paris

PARACELSUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 5 cliniques à Paris et à Nice et faisant partie d'une chaîne de 65 cliniques, en Europe et aux Etats-Unis, ayant plus de 7 000 lits

cherche pour ses implantations en France

UN DIRECTEUR

35-45 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prière d'adresser votre C.V., photo et vos prétentions à l'adresse suivante : PARACELSUS KLINIK FRANCE SARL
A l'attention du Dr U. SCHLEWING, PDG
19-21, avenue du Bois-d'Amour, 93700 DRANCY

مركز البحث العلمي

150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 28 février 1990 37

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 FTH



Le département du Val-de-Marne
RECRUTE PAR MUTATION

1 DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT Chargé du personnel

Celui-ci aura sous son autorité la DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL et le SERVICE SOCIAL DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL.

CONDITIONS :

être titulaire du grade d'administrateur au sein de la FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE.

TRANSMETTRE LES CANDIDATURES ACCOMPAGNÉES :

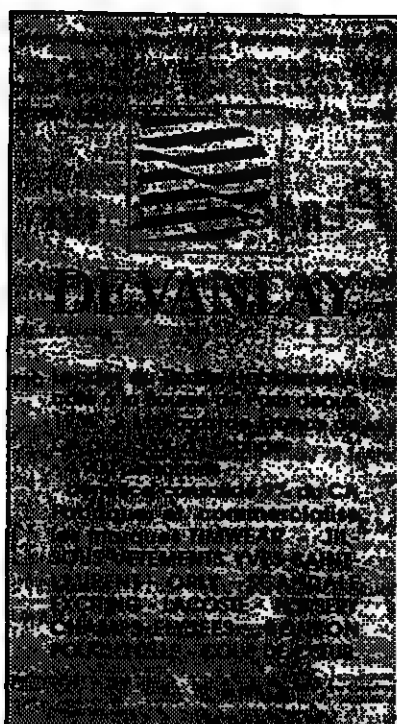
- d'un curriculum vitae
- de la photocopie de vos diplômes et de votre dernier arrêté de promotion

au plus tard le 15 MARS 1990 dernier délai, le cachet de la poste faisant foi à

HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL
1^{er} bureau - recrutement

Avenue du Général-de-Gaulle
94011 CRÉTIL CEDEX

POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER LE :
43-99-84-03.



DIRECTEUR DES COMPTABILITES

Rattaché au Directeur Financier du Groupe, vous aurez pour mission :

- d'arrêter les comptes de la Société Mère et les comptes consolidés (40 sociétés et divisions en France et à l'étranger),
- de diriger l'organisation comptable de la Division Holding dont vous assurez le contrôle de gestion,
- de coordonner les comptabilités des sociétés et divisions intégrées (méthodologie et organisation, contrôle interne, productivité et évaluation du personnel),
- de développer le système d'information comptable et financière qui repose sur des applications informatiques évoluées, en relation avec le Responsable des Etudes et les Responsables des Divisions,
- d'apporter votre expertise dans le cadre de projets concernant l'organisation du Groupe.

EXPERT COMPTABLE (ou mémorialiste) vous avez environ 35 ans et une bonne maîtrise de votre métier, acquise ou moins en partie en Cabinet d'audit. Vos atouts personnels (sens de l'analyse, dynamisme, conviction, qualités relationnelles) assureront votre réussite et votre évolution. L'importance de ce poste implique une rémunération motivante. TROYES, où vous résiderez est une ville agréable à 1h30 de PARIS. Votre candidature (lettre manuscrite, C.V., avec indication de la rémunération actuelle sous réf. 2668/LM) sera traitée en toute discrétion par notre conseil.

Merci d'adresser à
B.P. 10
92162
ANTONY
CEDEX

**Ourlin
Conseils**

Ville de TARBES (Hautes-Pyrénées)
recrute

UN CHEF DE PROJET D.S.O.

Mission : responsable d'un projet de D.S.O. et de sa mise en œuvre.

Profil : cadre ayant une formation de base en aménagement ou en gestion et en Sciences Humaines.

Rémunération nette :
120 000 à 150 000 F par an selon expérience.

Adresser candidatures et C.V. à M. le Maire de Tarbes
R.P. 1329 - 65013 TARBES Cedex
avant le 5 mars 1990, délai de rigueur

Ville de Palaiseau
(Essonne) 30 000 habitants
recrute

UN(E) SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

Titulaire du CAFB option jeunesse.
Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre de candidature et CV à
Monsieur le Maire de Palaiseau
BP n° 6 - 91125 Palaiseau Cedex.

sep

Monopoles de l'espace, nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles immobiliers du Groupe SNECMA. Notre société est filiale du GROUPE SNECMA (28000 personnes dont 3700 cadres). Nous recherchons pour notre Siège Social, à SURESNES :

RESPONSABLE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Pour appliquer notre politique en matière de propriété industrielle (et définir en conséquence avec les opérationnels nos actions à mener sur les domaines d'activité à protéger : brevets, marques, logiciels...)

RESPONSABLE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Grâce à une analyse concurrentielle précise, vous déterminerez les axes technologiques prioritaires et organiserez des mesures d'innovation à la créativité.

Responsable de la gestion du portefeuille de propriété industrielle, vous participerez aux négociations d'accord de licence ou de création de filiale et examinerez la possibilité de valorisation des brevets et technologies.

Homme de concept, votre ouverture d'esprit et votre imagination sont tout aussi importants que vos qualités relationnelles et votre capacité d'animation.

Merci d'adresser votre CV et prétentions sous réf. N° 181 M à : SNECMA, Direction de l'Encadrement, 21 boulevard du Général Maréchal Juin, 92724 PARIS CEDEX 15.

SEPT SOCIÉTÉS, UN GROUPE
GROUPE SNECMA, LES MOTEURS DU CIEL

FICHET

CONCEVOIR ET AMÉLIORER NOS PRODUITS...

FICHET BAUCHE (6500 personnes, CA 2 milliards de F) est le N°1 de la sécurité. Notre souci permanent de Recherche-Développement nous amène à rechercher :

Ingénieur projet industriel

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure (ingénieur mécanicien...), une expérience de 2/3 ans en B.E., et vous connaissez le monde de la production ainsi que la DAO. Vous parlez anglais.

Vos connaissances techniques alliées à vos qualités de créativité et de contact vous permettront de faire le lien entre la production et notre force de vente ; élaboration du cahier des charges produits, suivi des projets, étude des produits des filiales, analyse technique de la concurrence, recherche et conduite des sous-traitants...

Si ce poste clé vous intéresse, alors merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence A 02 05 à notre conseil
Médéric Claude FAVEREAU
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FAVEREAU
CONSULTANTS

Grand Groupe Américain recherche dans le cadre de son développement en Europe

Juriste d'Affaires à vocation Internationale

Paris La Défense

Au sein d'une petite équipe de juristes de premier plan directement rattachés au General Counsel du Groupe, vous serez immédiatement opérationnel dans le domaine du droit des affaires à l'international. Vous traiterez notamment les dossiers de montages juridiques, de création de structures (sociétés, I.L.E.), transferts d'actifs... Par ailleurs, la connaissance et une pratique du droit des assurances et des produits financiers constitueront des atouts. Homme de terrain, vous assurerez le conseil auprès des entités du Groupe en Europe impliquant l'étude des législations étrangères.

A 30/35 ans, titulaire d'un D.U.C.E., 3ème cycle spécialisé en droit des affaires complété si possible par un diplôme anglo-saxon, vous avez acquis une expérience de 5/6 ans en qualité de juriste d'affaires comportant impérativement un passage de quelques années au sein d'un cabinet international. Vous parlez et écrivez parfaitement l'anglais.

Contactez Frédéric d'Antin au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FA5261MO.

MP

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

LUNETTES
L'AMY

Groupe de 1000 personnes, réalisant 500 MF de Chiffre d'Affaires dont 65 % à l'export, nous sommes le premier fabricant français de montures de lunettes. Nos produits sont diffusés sous les marques L'AMY, LACOSTE, NINA RICCI. Nous recherchons pour la Division Commerciale et Distribution France (100 p.), basée à Paris, un :

Responsable logistique

La logistique est un point clé de notre organisation : la qualité de service assurée à nos clients opérateurs fait en grande partie notre notoriété.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un professionnel de 30 à 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieurs ou de gestion) ayant acquis une expérience proche dans un secteur d'activité supposant les mêmes exigences (par exemple la distribution de produits pharmaceutiques).

Ce manager animera une équipe de trente personnes chargées des approvisionnements, des stocks, des expéditions, de l'après-vente, des services généraux. Sa mission : faire évoluer l'organisation et les méthodes pour optimiser, en coûts et délais, le flux des produits. Pour cela, il disposera de moyens informatiques performants.

Collaborer avec les services commerciaux et administratifs de la division, avec les unités de production, suppose des qualités de rigueur et d'ouverture.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser dès maintenant un dossier de candidature, sous réf. RJ/2 M, à notre conseil : INFRAPLAN - 83, bd Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Organisme Fédérateur d'un Réseau Bancaire
allant Tradition, Ouverture et Diversification
recherche pour son Réseau National

CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

Il s'agit de renforcer le service par une force d'expertise et de persuasion.

Mission :

- faire du service juridique un organe de conseil et d'assistance pour les directions du réseau,
- élaborer et uniformiser les procédures et contrats, éditer des recommandations communes,
- structurer l'activité : recueillir les besoins, en déduire les priorités et les moyens d'action,
- centraliser certaines opérations administratives pour le compte des Caisses (contrôle de régularité, règlement de fonds, ...)

Profil :

Avec une formation juridique et plus de 5 ans d'expérience, la maîtrise du droit bancaire et la pratique du droit administratif sont acquises. La disponibilité, la capacité à entendre et à transmettre, le goût de convaincre pour obtenir sont tout aussi indispensables que la compétence juridique.

Le poste basé à Paris nécessite des déplacements en province.

Adresser une lettre accompagnée d'un CV aux consultants d'IGS Recrutement sous référence 2005 M, 11 rue de La Trémolle - 75008 Paris.
Après examen des candidatures un dossier sera envoyé à chaque candidat retenu.



IGS RECRUTEMENT

MARCHÉS FINANCIERS

Davantage tournée vers l'Europe

La Bourse de New-York se détache de celle de Tokyo

NEW-YORK

de notre correspondant

Officiellement, tout le monde comptait, lundi 26 février, aux malheurs du marché boursier japonais, en chute libre de plus de 11 % depuis début janvier, le plus important depuis le krach mondial d'octobre 1987 - subi la veille par l'indice Nikkei.

En réalité, en coulisses, on convenait que, au nom de la solidarité boursière internationale, il n'était pas malin, après tout, que le Kabuto-cho connaisse, lui aussi, les variations erratiques dues au trading (ordres massifs d'achat et de vente déclenchés automatiquement par ordinateur), les bisbilles entre le ministre des finances et le patron de la Banque centrale, et les affres d'une monnaie qui se déprécie.

En l'espace d'un an, le yen a perdu environ 20 % par rapport au dollar, et le mouvement s'est accentué lundi à Wall Street lorsque le billet vert a clos la séance à 148,65 yens, son plus haut niveau depuis huit mois. Un handicap certain pour le Japon qui, aux yeux des milieux d'affaires américains, porte l'entière responsabilité de l'échec des négociations commerciales que les deux pays tentent, avec beaucoup de mal, de poursuivre (le Monde du 27 février).

L'excédent commercial bilatéral, au bénéfice du Japon, bien sûr, a certes atteint 49 milliards de dollars en 1989. Mais le contentieux porte en fait sur les 400 milliards de dollars d'excédents accumulés depuis dix ans par Tokyo.

« La réduction de ce déficit [pour les États-Unis] n'est pas pour demain », assure cependant le spécialiste. « Mais cela n'empêche pas le Dow Jones de bien résister à l'effondrement du marché nippon », constate-t-il.

De fait, après un moment d'hésitation au premier son de cloche, Wall Street s'est repris pour clôturer la séance de lundi à 2 602,48, en hausse de 38,29 points sur le vendredi précédent. Pourtant, de nombreux analystes pensaient que, au moins dans un premier temps, les actions américaines allaient épouser la baisse de Tokyo. Comme ce fut le cas précédemment lors de telle ou telle lourde chute du kikei. Il n'en fut rien.

« La déconnexion entre les deux marchés semble se confirmer », assure le familier du Big Board, estimant que les économies américaines et japonaises ne sont plus nécessairement liées. « La Bourse américaine semble avoir intégré maintenant la perspective d'un ralentissement de son activité économique doublé d'une baisse des résultats de ses sociétés, alors que le Kabuto-cho commence seulement à intégrer dans son raisonnement des paramètres essentiels comme la baisse du yen et le maintien de taux d'intérêt élevés pour contenir l'inflation », précise-t-il.

L'Allemagne réunifiée, élément de stabilité

En attendant un éventuel relèvement du taux d'escompte japonais, la hausse du dollar a pour effet mécanique de renchérir les actifs libellés dans cette devise et de rendre plus attrayants les investissements étrangers, surtout attirés par le marché obligataire.

Côté actions, « les entreprises américaines devront se montrer plus agressives et retrouver leurs atouts avant d'attirer de nouveaux capitaux étrangers », affirme un gestionnaire de mutual fund, l'équivalent de nos SICAV.

« Ce qu'on constate actuellement, c'est plutôt un intérêt de plus en plus marqué pour l'Europe. Et notamment pour l'Allemagne », confirme-t-il. Un sentiment partagé par tous les gestionnaires qui voient filer vers le Vieux Monde des centaines de millions de dollars auparavant destinés aux blue chips américains ou à des investissements de l'autre côté du Pacifique.

Certains poids lourds de la gestion de portefeuille ont pratiquement doublé en un an la part de leurs investissements sur l'Europe. C'est notamment le cas de Fidelity, l'un des grands noms du secteur. Et ce n'est pas fini. Le flux entretenant autour des perspectives qui s'offrent aux investisseurs américains et japonais ne fera qu'accroître ce courant financier vers une Europe dont la future Allemagne réunifiée apparaît ici comme un élément de stabilité. Accompagné de marchés porteurs.

SERGE MARTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Eurocic-Leaders

La Scav des leaders européens

Comptes de l'exercice 1989 clos le 29.12.1989 approuvés par le Conseil d'Administration du 14.02.1990 présidé par M. Marcel Boiteux.

Actif net au 29.12.89 : F 126.642.485

Performance entre le 23.12.1988 (date de création) et le 29.12.1989 : + 11,39 %

Valeur liquidative au 12.02.1990 : F 1.093,08

Dividende proposé : F 73,43 + 1,43 d'avoir fiscal pour mise en paiement le 29 mars 1990

A été proposée la nomination comme Administrateur de M. Alvaro Garcia de la Rasilla y Pineda, Directeur à la Banco Pastor.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Scav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

EPARGNE INDUSTRIELLE

Réduction des droits d'entrée

Depuis le 1^{er} janvier 1990, par décision du conseil d'administration, le droit d'entrée de 4,75 % a été supprimé.

Le nouveau barème, dégressif en fonction du nombre de titres souscrits, est le suivant :

jusqu'à 500 actions 2,75 %

de 501 à 2 000 actions 1,75 %

au-delà de 2 000 actions 1,00 %

Frais de gestion

Le conseil d'administration a également décidé de se ménager la possibilité d'augmenter le montant maximum des frais de gestion, qui passe de 1 % à 1,50 % de l'actif net.

Cette décision ne pourra prendre effet moins de trois mois à compter du présent communiqué.

Le conseil d'administration

Dépositaire : Caisse centrale du Crédit mutuel, 18, rue de Thiers

75017 Paris.

NEW-YORK, 26 février ↑

Forte hausse

Bonne surprise, lundi, à Wall Street. Alors que beaucoup redoutaient le pire après la terrible chute de Tokyo, le meilleur s'est produit. La Bourse new-yorkaise s'est ressaisie, si bien même qu'à la clôture l'indice Dow Jones des industriels s'est relevé d'une avance de 38,29 (+ 1,5 %) à 2 602,48.

Autour du « Big Board », les spécialistes attribuent le phénomène à la complète déconnexion entre Tokyo et les places occidentales. Selon eux, le marché japonais tire ses origines de causes purement locales. La meilleure preuve, paraît-il, les tensions qui sont un peu atténuées sur le front des taux d'intérêt.

D'autre part, les investisseurs tablent sur un détournement des capitaux japonais vers les places occidentales pour y trouver refuge. C'est l'avis, en particulier, de M. Richard Berner, analyste chez Salomon Brothers. Ajoutons que le raffermissement du dollar a contribué à rassurer la place américaine.

L'activité, cependant, est restée peu importante avec 148,91 millions de titres échangés contre 148,51 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 23 fév.	Cours de 26 fév.
Alcoa	62 3/8	63 1/8
A.T.T.	38 1/8	38 1/8
Boeing	80	81 1/8
Chemical Bank	29 1/2	30
Du Pont de Nemours	37 1/8	38 1/2
Eastman Kodak	37 1/8	38 1/2
Exxon	47 1/8	48 3/8
Ford	44 3/4	46
General Motors	43 3/8	44 1/8
Goodyear	33	33
I.L.M.	102 1/8	104 1/8
J.T.T.	52 3/4	53 1/8
Mobil Oil	61 1/4	61 3/4
Pepsi	36	36 1/2
Schlumberger	47 5/8	48 3/8
Tesco	57 1/4	58 1/8
Union Carbide	23 1/4	23 3/4
U.S.X.	35 1/4	35 3/8
Windsor	11 1/8	11 1/4
Xerox Corp.	61 1/4	61 3/8

LONDRES, 26 février ↑

Reprise à la clôture

Après une forte baisse dans le sillage de Tokyo, la Bourse de Londres s'est redressée dans le courant de l'après-midi en raison de la fermeté de Wall Street affichée dès l'ouverture du marché, lundi.

L'indice Footsie des cent principales valeurs a gagné 12,6 points à 2 249,3.

Le marché est cependant resté calme et quelque 337 millions de titres ont été échangés contre 467,7 millions vendredi.

De nombreux secteurs se sont améliorés, notamment les compagnies régionales de l'eau, les alimentaires et les titres de la construction.

Après avoir sévèrement chuté suite à l'annonce la semaine dernière de prévisions sur une baisse de son bénéfice et après que l'un de ses actionnaires eut engagé comme il se doit des poursuites judiciaires aux États-Unis, l'agence de publicité Saatchi and Saatchi s'est redressée en fin de séance dans l'espoir du lancement d'une offre de rachat.

La compagnie de défense et d'ingénierie Vickers s'est appréciée après l'annonce d'une hausse surprise de 20 % de son bénéfice annuel.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Saab-Scania : pertes de 2,1 milliards de couronnes pour la division automobiles. - Le division automobiles du groupe suédois Saab-Scania aura enregistré finalement une perte de 2,1 milliards de couronnes (autour de 1 600 millions de francs) en 1989. L'ensemble du groupe a obtenu des bénéfices de 1,6 milliard de couronnes, moitié moins qu'en 1988, pour un chiffre d'affaires de 44,5 milliards, en hausse de 5,6 %. Le dividende proposé est de 7,75 couronnes par action. La division automobiles du deuxième constructeur suédois a été rachetée à 50 % par General Motors en décembre dernier.

□ Parifarms Christian Dior : résultats en hausse. - Avec 3,1 milliards de francs en 1989, la société enregistre une hausse de 20,1 % de son chiffre d'affaires par rapport à 1988. Le bénéfice net a crû de 20,4 % et atteint 325 millions de francs. Le chiffre d'affaires provient pour 52 % des produits parfums et pour 48 % des produits de soins et de maquillage. La progression a été de 13 % sur le marché français et de 21,4 % à l'étranger. Au cours des cinq dernières années, Parifarms Christian Dior a plus que doublé son chiffre d'affaires et ses bénéfices.

□ Automobiles Peugeot rachète des obligations. - La société automobile Peugeot vient de lancer une offre publique de rachat d'obligations pour 300 millions de francs. Il s'agit d'un emprunt

PARIS, 26 février =

Équilibre

La terrible chute de Tokyo a pesé sur le marché parisien, lundi, toutes les grandes places financières internationales. Mais le premier moment de frayeur passé, le plupart d'entre elles se sont ressaisies. La Bourse de Paris n'a pas fait exception. De nouveau en très vil recul à l'ouverture matinale (- 1,67 %), elle a, par la suite, comblé son retard. Vers 13 heures, l'indice CAC-40 ne se repliait plus que de 0,85 %. À la clôture de 17 heures, il était revenu au point d'équilibre (+ 0,03 %). Le dégringolade général, que les milieux financiers redoutaient à la vue de la mise d'appointement du Kabuto-cho, n'a donc pas eu lieu. Ou du moins pas encore.

La situation économique en France est, à cet égard, encore satisfaisante avec très peu d'inflation, une croissance maintenue à 3,7 % en 1989 (contre 3,8 %) et un chômage qui se résorbe lentement.

Ici, comme ailleurs du reste, toute la question est de savoir si le bûche pris par Tokyo est de caractère local ou si le phénomène va se mondialiser. Sur le parquet, tous les yeux se tournent vers New-York pour voir comment Wall Street allait réagir dans l'après-midi. La très belle allure de la Bourse américaine n'a pas peu contribué à rassurer. Pour l'instant, toutefois, les experts ne montrent prudemment optimistes avec la chance, que paraît tenir l'Occident, de voir les capitaux japonais venir se placer de ce côté du monde. Mais nul n'en mettrait quand même sa main à couper.

L'événement de la journée a été la hausse de Peugeot. Après les accords Renault-Volvo, des rumeurs courent le palais à propos de la firme de Sochaux, les uns accordant l'idée d'une association sous roche avec un autre constructeur européen, les autres, celle d'excitantes résultats pour 1989.

TOKYO, 27 février ↑

Vif redressement

Au lendemain d'une chute historique, la Bourse de Tokyo a terminé la journée de mardi sur une reprise de 1,72 % au terme d'une séance en chute libre. L'indice Nikkei a regagné 576,95 yens pour clôturer à 33 897,95 yens dans un volume d'affaires légèrement plus étoffé à 550 millions de titres (contre 400 millions vendredi).

La cote avait abandonné 4,5 % la veille.

Le Nikkei a varié, mardi, entre - 328,63 yens au plus bas et + 578 yens au plus haut par rapport au niveau de clôture de la veille.

En fin de séance, des rachats effectués par des spéculateurs attirés par les cours très bas ont redonné du tonus au marché. Par ailleurs, l'annonce de la reconduction au poste de premier ministre de Yoshiki Kato a été bien accueillie.

VALEURS	Cours de 26 fév.	Cours de 27 fév.
Aiel	1 440	1 480
Brégo	1 480	1 510
Canon	3 200	3 230
Fujitsu	1 130	1 160
Honda Motor	2 040	2 120
Hitachi	996	1 000
Motorola	710	720
Toyota Motor	2 230	2 280

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Associés	442	442	La 1 ^{re} lire du mois	435	435
Amstel	92	92	Loans International	280	280
B.A.C.	203	203	Liquor	138 10	138 10
B. Dreyfus & Co.	180	180	Loans Communication	204	204
Bois de France	180	180	Mutualité Média	215	215
B.S.C.A.	770	770	Natex	213	213
Boussac	380	380	Natex-Delta	1175	1175
Boussac (Lyon)	2325	2325	Offshore Logistics	240	240
Calson	735	735	Offshore Logistics	240	240
Canal	740	740	Offshore Logistics	240	240
C.A.I. (R.F.I.)	861	861	Offshore Logistics	240	240
C.D.M.E.	1700	1700	Offshore Logistics	240	240
C. Esp. Elec.	345	345	Offshore Logistics	240	240
C.E.G.P.	280	280	Offshore Logistics	240	240
Chemins d'Orsay	631	631	Offshore Logistics	240	240
C.N.I.M.	887	887	Offshore Logistics	240	240
Compteur	271	271	Offshore Logistics	240	240
Compteur	1025	1025	Offshore Logistics	240	240
Coulon	330 70	330 70	Offshore Logistics	240	240
Dals	187	187	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	536	536	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	1023	1023	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	474	474	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	185	185	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	220	220	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	15 15	15 15	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	144	144	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	800	800	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	341 10	341 10	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	207 50	207 50	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	813	813	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	280	280	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	285	285	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	144	144	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	300	300	Offshore Logistics	240	240
Dalsin	1010	1010	Offshore Logistics	240	240

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 26 février 1990

Nombre de contrats : 12 250.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Bourgeois	520	25,77	14
CCE	520	25,77	14
EX-Agri-Agri	560	27	10
Eurotel SA-PLC	60	2,50	6,90
Euro-Disfrayland SC	100	2,95	5,30
Hans	1 380	-	13,50
Lafarge-Capelle	325	-	18
Michelin	120	-	16
Midi	1 280	-	35
Parifarms	1 167	-	35
Permot-Ricard	1 167	-	35
Peugeot SA	720	80	11
Rhône-Poulenc CI	380	-	11
Saint-Gobain	520	23	14
Sources Ferrif	1 590	28	80
Société Générale	560	18	34
Suez Financière	400	24	35
Thomson-CSF	140	2,51	7,10

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 février 1990

Nombre de contrats : 54 067.

COURS	Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	99,20	99,46	99,40
Précédent	99	99,24	99,36

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

PRIX D'EXERCICE	Mars 90	Juin 90	Mars 90	Juin 90
-----------------	---------	---------	---------	---------

100 1,18 2,45 1,83 2,44

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,72 F ↑

Le dollar s'inscrivait en hausse, le mardi 27 février, s'échangeant à Paris à 5,72 F contre 5,7075-F, lundi, à la cotation officielle. La devise américaine bénéficie de la faiblesse persistante du yen, aggravée par les déclarations du ministre des finances, M. Ryuzo Hashimoto, mardi, selon lesquelles la Banque du Japon se comptait pour relever le taux de l'escompte.

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (27 fév.) : 101/101 1/4

New-York (26 fév.) : 81/48 5/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

23 fév. 26 fév.

Valeurs françaises : 89,3

Valeurs étrangères : 92,5

(SSE, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 494,6 482,9

(SSE, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 883,2 1 886,32

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles : 2 564,9 2 682,48

LONDRES (Index & Financial Times)

Industrielles : 1 762,3 1 776,1

Mines d'or : 295,6 284,3

Fonds d'Etat : 88,15 88,36

TOKYO

26 fév. 27 fév.

Nikkei Dow Jones : 33 821,81 33 897,95

Indice général : 2 408,31 2 500,84

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

+ bas + haut Rep. + en dép. - Rep. + en dép. - Rep. + en dép. -

S.E.U. : 5,710 5,720 + 102 + 114 + 285 + 235 + 715 + 805

S. can. : 4,781 4,783 + 24 + 25 + 163 + 163 + 382 + 382

Yen (100) : 3,332 3,341 + 99 + 128 + 195 + 228 + 645 + 733

DM : 3,201 3,202 + 30 + 75 + 115 + 143 + 330 + 403

P. fin. : 3,015 3,016 + 36 + 36 + 71 + 71 + 261 + 326

P. fin. : 3,015 3,016 + 36 + 36 + 71 + 71 + 261 + 326

P. fin. : 3,015 3,016 + 36 + 36 + 71 + 71 + 261 + 326

P. fin. : 3,015 3,016 + 36 + 36 + 71 + 71 + 26

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 26 FEVRIER

VALEURS					Règlement mensuel										VALEURS				
Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -					
3882 C.A.E. 3% s	3880	3885	3888	+ 0 18	10000	10000	10000	10000	0 00	10000	10000	10000	10000	0 00					
1028 B.N.P. 2 1/2	1022	1025	1028	+ 0 10	10000	10000	10000	10000	0 00	10000	10000	10000	10000	0 00					
1029 B.N.P. 2 1/2	1022	1025	1028	+ 0 10	10000	10000	10000	10000	0 00	10000	10000	10000	10000	0 00					
1049 B.N.P. 2 1/2	1042	1043	1043	0 00	10000	10000	10000	10000	0 00	10000	10000	10000	10000	0 00					
10800 Renault 2 1/2	10800	10780	10740	- 0 41	12400	12400	12400	12400	0 00	12400	12400	12400	12400	0 00					
2044 Renault-Peug. 2 1/2	1930	1980	1980	+ 1 55	1488	1488	1488	1488	0 00	1488	1488	1488	1488	0 00					
10800 Renault-Peug. 2 1/2	1930	1980	1980	+ 1 55	1488	1488	1488	1488	0 00	1488	1488	1488	1488	0 00					
10800 Renault-Peug. 2 1/2	1930	1980	1980	+ 1 55	1488	1488	1488	1488	0 00	1488	1488	1488	1488	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800 Renault-Peug. 2 1/2	11800	11814	1184	+ 0 13	705	705	705	705	0 00	705	705	705	705	0 00					
11800																			

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emission Frais incl.	Rechat net	VALUES	Emission Frais incl.	Rechat net	VALUES	Emission Frais incl.	Rechat net
A.A.	1075 98	1040 72	France-Indes Slow	108 76	105 15	Packets Revenue	88 01	88 13
colloca	231 30	225 11	France-Obligations	467 40	462 53	Andréenne Revente	179 80	176 37
colloca France	583 02	561 86	France	476 11	464 16	Paratext	636 31	619 72
colloca yéleco-écrit	692 38	640 09	France France	117 98	114 54	Printed Placements	267 77	261 81
Colloca Actuelle Inc (PI)	629 13	611 33	France Belgique	139 16	127 47	Printed Ad	736 14	728 14
Colloca 9000	1205 39	1176 19	France-Allemagne	20 18	20 41	Placement A	1197 194	1194 37
Colloca 830	636 13	676 19	France-Europe	29 17	28 74	Placement on-line	7297 874	7272 10
Colloca 830	1050 29	1039 88	France/Port	33 80	33 40	Placement	1656 62	1664 91
Colloca 830	111 31	122 08	France/Port	115462 61	115462 61	Placement Premier	53019 16	53811 56
Colloca Intermedia	435 35	424 73	France/Port	229 29	226 59	Placebills	114 94	111 86
Colloca Invest	124 51	121 47	France/Port	800 54	807 38	Place Gestion	53147 17	53547 17
Colloca 830	1127 87	1122 06	France/Port	30 03	29 88	Placement Obligations	11054 40	11043 36
Colloca 830	11207 84	11207 84	France/Port	4464 38	4443 27	Place/Placement External	112 78	109 77
Colloca 830	713 03	856 84	France/Port	570 28	561 82	Print Association	23946 44	23946 44
Colloca 830	205 47	288 04	France/Port	10086 34	10057 43	Printed Ad	133 38	133 38
Colloca 830	176 48	169 15	France/Port	1151 85	1115 68	Printed Ad	1157 165	1155 63
Colloca 830	815 88	5857 62	France/Port	5913 57	5915 68	Printed Ad	6178 83	6127 36
Colloca 830	642 94	625 56	France/Port	125 85	123 83	Printed Ad	1117 86	1101 33
Colloca 830	5656 82	5814 16	France/Port	922 11	920 11	Printed Ad	882 81	843 54
Colloca 830	1002 17	1002 17	France/Port	121 11	117 75	Printed Ad	270 26	259 46
Colloca 830	264 37	302 10	France/Port	101828 74	101828 84	Printed Ad	231 73	221 21
Colloca 830	14534 54	14316 06	France/Port	11636 32	11181 86	Printed Ad	598 97	609 90
Colloca 830	102 16	99 18	France/Port	524 06	520 80	Printed Ad	628 02	602 18
Colloca 830	1522 41	1482 55	France/Port	163 11	171 70	Printed Ad	10237 86	10288 26
Colloca 830	125 85	117 28	France/Port	240 54	238 99	Printed Ad	489 02	474 07
Colloca 830	126 55	119 86	France/Port	216 77	208 94	Printed Ad	718 26	749 32
Colloca 830	106 36	102 45	France/Port	234 82	231 26	Printed Ad	1426 26	1426 83
Colloca 830	130 40	124 57	France/Port	232 90	270 07	Printed Ad	14040 45	14040 45
Colloca 830	2502 71	2504 83	France/Port	234 04	327 28	Printed Ad	681 17	680 96
Colloca 830	1049 96	1034 06	France/Port	426 46	406 18	Printed Ad	1517 08	1517 08
			France/Port	426 46	406 18	Printed Ad	681 17	671 81

S	Cours préc.
---	----------------

[illegible]

Marché libre de l'or

[illegible]

² (voir AGF Actions) .

1570 70	7035 11	Leam Court Inn	10021 31	10321 31	Slater	425 71	415 28
1574 72	5701 17	Lean Long term	50025 24	5344 94	S.M.I.	430 73	723 93
1575 73	420 35	Lean Long term	50025 24	5344 94	Supergroup	538 19	318 25
1576 74	508 77	Lean Long term	10025 05	10705 05	Surgent	303 74	304 19
1577 75	404 26	Lean Long term	23824 33	23485 67	Surgent	1385 73	1304 75
1578 76	1026 94	Lean Long term	776 24	738 01	Technical Investment	548 82	524 89
1579 77	781 99	Lean Long term	2157 37	2198 01	Technical Investment	1185 86	1111 38
1580 78	971 64	Lean Long term	518 78	518 78	Technical Investment	1172 34	1136 41
1581 79	226 55	Lean Long term	731 44	701 11	Technical Investment	1173 74	1094 21
1582 80	132 05	Lean Long term	185 75	185 75	Technical Investment	1174 34	1094 21
1583 81	132 05	Lean Long term	10111 50	10010 30	Technical Investment	1174 34	1094 21
1584 82	104 90	Lean Long term	444 91	434 64	Technical Investment	1174 34	1094 21
1585 83	204 12	Lean Long term	5031 12	5031 12	Technical Investment	1174 34	1094 21
1586 84	491 32	Lean Long term	5471 76	5471 76	Technical Investment	1174 34	1094 21
1587 85	542 10	Lean Long term	58281 07	58281 07	Technical Investment	1174 34	1094 21
1588 86	542 10	Lean Long term	943 19	943 19	Technical Investment	1174 34	1094 21
1589 87	31945 17	Lean Long term	14264 52	14123 23	Technical Investment	1174 34	1094 21
1590 88	225 45	Lean Long term	122 30	119 03	Technical Investment	1174 34	1094 21
1591 89	272 42	Lean Long term	637 13	637 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1592 90	2916 82	Lean Long term	2378 76	2378 76	Technical Investment	1174 34	1094 21
1593 91	457 63	Lean Long term	1151 85	1151 85	Technical Investment	1174 34	1094 21
1594 92	855 01	Lean Long term	1191 82	1191 82	Technical Investment	1174 34	1094 21
1595 93	954 48	Lean Long term	20763 81	20763 81	Technical Investment	1174 34	1094 21
1596 94	1610 55	Lean Long term	49 27	49 27	Technical Investment	1174 34	1094 21
1597 95	89 03	Lean Long term	1444 10	1405 04	Technical Investment	1174 34	1094 21
1598 96	597 87	Lean Long term	6285 74	6285 74	Technical Investment	1174 34	1094 21
1599 97	552 84	Lean Long term	938 78	938 78	Technical Investment	1174 34	1094 21
1600 98	132 35	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1601 99	1174 84	Lean Long term	830 20	830 20	Technical Investment	1174 34	1094 21
1602 00	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1603 01	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1604 02	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1605 03	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1606 04	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1607 05	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1608 06	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1609 07	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1610 08	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1611 09	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1612 10	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1613 11	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1614 12	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1615 13	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1616 14	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1617 15	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1618 16	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1619 17	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1620 18	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1621 19	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1622 20	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1623 21	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1624 22	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1625 23	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1626 24	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1627 25	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1628 26	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1629 27	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1630 28	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1631 29	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1632 30	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1633 31	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1634 32	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1635 33	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1636 34	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1637 35	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1638 36	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1639 37	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1640 38	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1641 39	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1642 40	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1643 41	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1644 42	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1645 43	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1646 44	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1647 45	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1648 46	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1649 47	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1650 48	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1651 49	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1652 50	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1653 51	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1654 52	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1655 53	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1656 54	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1657 55	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1658 56	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1659 57	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1660 58	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1661 59	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1662 60	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1663 61	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1664 62	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1665 63	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1666 64	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1667 65	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1668 66	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1669 67	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1670 68	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1671 69	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1672 70	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1673 71	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1674 72	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1675 73	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1676 74	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1677 75	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1678 76	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1679 77	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1680 78	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1681 79	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1682 80	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1683 81	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1684 82	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1685 83	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1686 84	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1687 85	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1688 86	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1689 87	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1690 88	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1691 89	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1692 90	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1693 91	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1694 92	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1695 93	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1696 94	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1697 95	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1698 96	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1699 97	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1700 98	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1701 99	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1702 00	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1703 01	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1704 02	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1705 03	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1706 04	1174 84	Lean Long term	11636 13	11536 13	Technical Investment	1174 34	1094 21
1707 05							

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Après l'échec d'Ariane

Les Japonais inquiets pour leurs émissions télévisées par satellite

TOKYO

de notre correspondant

L'échec du lancement de la fusée Ariane, qui transportait deux satellites de télécommunication japonais, a provoqué un choc chez les utilisateurs, mais il a aussi suscité quelques inquiétudes parmi les responsables de l'Agence spatiale japonaise (NASDA) : celle-ci poursuit un ambitieux programme de développement de son propre lanceur, la fusée H-2, et se heurte à des problèmes susceptibles de retarder sa réalisation, prévue pour 1993. Si, comme l'estime le quotidien *Nihon Keizai*, l'échec d'Ariane peut faire regagner du terrain aux Américains sur leur concurrent européen et accroître les chances de la fusée H-2 de pénétrer le marché des lancements commerciaux, il confirme aussi aux yeux des spécialistes japonais les grandes difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Dans un pays où traditionnellement l'échec bénéficie d'un certain respect, la presse a d'une manière générale évité de tomber dans le sensationnel en commentant l'explosion de la fusée européenne. Les utilisateurs, la chaîne de télévision nationale NHK et la société de télécommunication, Uchu Teshin, sont cependant durement touchés. Cet échec intervient en effet à un moment crucial pour le développement des télécommunications par satellites et des nouveaux médias. Uchu Teshin, qui devait mettre sur orbite le quatrième satellite privé de télécommunications du Japon, destiné à la trans-

mission d'émissions de télévision câblées, risque d'être écarté de la compétition pour deux ou trois ans (temps nécessaire à la fabrication d'un nouveau satellite) au profit de ses concurrents.

Pour NHK, l'accident compromet gravement un programme de télévision par satellite pour lequel la chaîne nationale menait une grande campagne publicitaire. Le satellite BS 2x que transportait Ariane devait en effet servir d'appoint (backup) au BS 2b, exploité actuellement, qui a des problèmes techniques de transmission. Son successeur, qui doit être lancé en août prochain, ne sera opérationnel qu'à la fin de l'année : une aggravation des problèmes du BS 2b provoquerait donc un arrêt complet des émissions par satellite de NHK. De toute façon, la vie du satellite BS 2b s'arrêtera en janvier 1991. NHK n'a donc guère de marge de manœuvre pour assurer la continuité de ses émissions. La chaîne nationale avait versé 13,3 milliards de yens à General Electric pour l'acquisition du satellite. En tenant compte de l'assurance du lancement, la perte devrait être rapportée à 2,7 milliards de yens.

Interrogé sur la précarité des émissions par satellite de la NHK, M. Okawa, directeur exécutif chargé des problèmes techniques de la chaîne nationale, a déclaré : « Je pensais qu'Ariane était un lanceur sûr, et je ne m'attendais pas du tout à cet échec. »

PHILIPPE PONS

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Que faire de l'Afrique noire », par Victor Chesnaut 2

Les troubles au Gabon

Les manifestations se multiplient. 5

La victoire de l'opposition au Nicaragua

..... 6-7

La préparation du congrès du PS

Dans l'Hérault, le choc de deux cultures. Dans le Rhône, la relève des générations 9

Les municipales et le Conseil d'Etat

Le commissaire du gouvernement suggère l'annulation des élections de Dunkerque 10

M. Le Pen à Sarcelles

Le « détail » d'Hiroshima 10

La Belgique associée au Rafale

Le groupe Dassault a commencé des négociations avec l'industrie belge pour l'associer au développement et à la production en série de l'avion de combat Rafale, qui va reprendre ses essais 10

SECTION B

Le remboursement de la pilule abortive

M. Claude Evin, ministre de la santé, a fixé à 263 F le prix de la pilule abortive RU 486. On estime que de 30 à 40 % des femmes souffrant d'avortement spontané recourent à cette nouvelle méthode 11

Un « justicier » aux assises

Luc Guidon, le « Rambo de Reims », qui avait attaqué le commissariat de la ville en tenue de combat, a été condamné à neuf ans de réclusion criminelle 12

Cinéma et Histoire

Le dernier film de Costa Gavras, *Music Box*, couronné au Festival de Berlin, pose des questions étonnantes liées à la seconde guerre mondiale. Mais il y a également du spectacle et du suspense 17

Aide au rock

Le FAIR, Fonds d'action et d'initiative du rock, subventionné par le

ministère de la culture, aide les groupes à vivre de leur musique, c'est-à-dire à jouer en concert, à faire des tournées 17

Les mille heures du téléspéctateur

Les Français passent, en moyenne, mille trois heures par an devant leur téléviseur. Ils consomment d'abord des fictions, puis de l'information et des films 18

Le mauvais temps

La tempête — la cinquième en un mois — a fait une quarantaine de morts et plusieurs dizaines de blessés en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne 21

Technologie

A Bercy, la première épreuve de planification à voile en salle. Des disques compacts mécaniques chez Renault. L'IGN et la cartographie électronique 22

SCIENCE • MÉDECINE

Merveilleuse eau de Javel • Side : le don du mal • Les bienfaits du Cérès • Albatros au long cours 13 à 15

SECTION C

Les prévisions de la Banque de France

Activité forte au Japon et en RFA, ralentissement aux Etats-Unis... 23

Le conflit avec la DG Bank

Une menace pour les relations financières franco-allemandes... 23

Services

Abonnements 15
Annonces classées 26 à 39
Echecs 16
Carnet 20
Marchés financiers 40-41
Météorologie 20
Mots croisés 20
Radio-Télévision 21
Spectacles 19

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 février 1990 a été tiré à 553 217 exemplaires.

L'écart d'inflation avec la RFA s'élève à 0,7 point

Les prix ont augmenté de 0,3 % en janvier en France

L'indice des prix de détail a augmenté de 0,3 % en janvier, après avoir progressé de 0,1 % seulement en décembre, a indiqué l'INSEE mardi 27 février. Cependant, la hausse des prix de détail a été ramenée en glissement annuel (janvier 1990 comparé à janvier 1989) à 3,4 % alors qu'elle s'était élevée à 3,6 % en décembre. Janvier est le seul mois de l'année pour lequel l'INSEE publie directement l'indice définitif, sans donner au préalable d'estimation provisoire.

Bien que moins bon que celui de décembre, l'indice de janvier a été accueilli avec soulagement. L'écart d'inflation avec la RFA s'élève à 0,7 point en décembre. Les prix ont crû de 0,6 % en janvier outre-Rhin et de 2,7 % en glissement annuel. Les conjoncturistes redoutent un élargissement brutal de cet écart : en janvier 1989, les prix de détail avaient enregistré une hausse exceptionnelle en RFA en raison de l'augmentation des taxes indirectes (l'écart d'inflation comparé mois par mois les hausses des prix des deux pays, exprimées en glissement annuel). En janvier 1990, ce

phénomène ne se reproduisait pas. Il n'y a donc pas un fort accroissement du différentiel.

En outre, la France a enregistré le mois dernier un indice particulièrement satisfaisant au regard des hausses enregistrées chez ses autres principaux partenaires : + 0,6 % en Grande-Bretagne, + 1,1 % aux Etats-Unis, + 0,9 % en Espagne.

Les prix alimentaires ont continué à croître à un rythme soutenu (+0,6 % en janvier), alors que ceux des produits industriels sont restés pratiquement stables (+0,1 %). Les prix pétroliers ont pour leur part subi une nette augmentation (+0,9 %) en raison de la remontée des cours mondiaux du pétrole.

Si les loyers et les services en général ont continué à augmenter à un rythme fort (+ 1,1 % en janvier, + 5,3 % sur un an) en raison notamment des hausses triennales de loyers et du relèvement de la redevance télévisive, l'indice des prix de janvier a bénéficié de la diminution de la TVA sur les médicaments de 5,5 % à 2,1 % intervenue au début du mois. De même, l'indice de janvier répercutait seulement une partie du relèvement de 1,6 % des tarifs d'EDF intervenu au 20 décembre 1989.

L'affaire des nitrates dans l'eau

« Les agriculteurs sont les premiers écologistes de notre pays » déclare M. Nallet

Interrogé le lundi 26 février sur la responsabilité des agriculteurs dans la pollution de l'eau par les nitrates, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a déclaré que « les professionnels n'ont pas attendu les médias pour se pencher sur le problème ». « Plutôt que de les montrer du doigt, le gouvernement doit les aider », a précisé le ministre, ajoutant que « les agriculteurs sont les premiers écologistes de notre pays ».

M. Nallet a indiqué que la mise en place éventuelle d'une redevance payée par les agriculteurs sur la base du principe pollueur-payeur présentait un obstacle technique dans le cas des nitrates. « Il est difficile de déterminer avec certitude qui est le pollueur d'une nappe car les nitrates, du fait du lessivage du sol, ne restent pas à la même place », a conclu M. Nallet.

Un nouveau modèle « Clio » de Renault sera présentée en juin

Plus enveloppée, intérieurement plus habitable que la R5 lancée en 1972 et qui se maintient très bien en place, un nouveau modèle baptisé « Clio » sera présenté en juin prochain en France par Renault.

Selon la Régie, « Clio », annoncée depuis plusieurs mois déjà, ne devrait pas remplacer le 5 mais s'intercaler entre elle et les 18. En fait, on voit que la 5 continue indéfiniment, pour autant, sa riche carrière dans une gamme déjà bien renouvelée.

Les moteurs qui animeront ces nouveaux modèles iront de 1 000 centimètres cubes à 1 720 cmc, des groupes qui sont déjà montés sur les R19 et qui fourniront de 50 à 100 chevaux selon leur cylindrée.

Un modèle à 16 soupapes et injection est également prévu. Ce dernier moteur était déjà destiné à être monté sur une version musclée de la 19 mais n'a pas encore été présenté au public (140 chevaux pour 1,8 litre).

Le rapport des experts blanchit Beghin Say. — Les trois experts nommés par le tribunal de commerce de Paris ont remis un rapport qui blanchit la société Beghin Say à propos de la cession des actions Montedison à une filiale du groupe Ferruzzi. C'est du moins la société Beghin Say qui l'affirme. En février dernier, le Parquet avait ouvert une enquête sur les conditions dans lesquelles une moins-value de 860 millions de francs avait été résiliée à la suite de cette cession d'actions. Au terme de plusieurs mois d'enquête, il semble que l'opération n'a pas lésé les actionnaires minoritaires.

Des gains de pouvoir d'achat

Le salaire horaire ouvrier a augmenté de 4,4 % l'année dernière

L'indice du taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 1,1 % au cours du quatrième trimestre, portant à 4,4 % sa croissance sur l'ensemble de l'année 1989. Cette évolution du taux de salaire ouvrier, qui est la plus importante depuis quatre ans (elle s'établissait à 3,3 % en 1986, à 3,5 % en 1987 et à 3,4 % en 1988), est sensiblement supérieure à celle des prix (+ 3,6 % l'an dernier) et du SMIC (+ 4 %). Ce dernier devrait être prochainement revalorisé afin de tenir compte de cette croissance du taux de salaire ouvrier.

EN BREF

□ M. Joxe accepte une proposition de M. Chirac visant à développer l'hydrogène à Paris. — Le ministre de l'Intérieur a déclaré, mardi 27 février, qu'il acceptait la proposition du maire de Paris, M. Jacques Chirac, tendant à développer l'hydrogène grâce à l'affectation de quatre cents policiers, logés dans les grands ensembles immobiliers de la capitale. Le maire de Paris avait déclaré, la semaine dernière, que si, le préfet de police et le ministre de l'Intérieur s'engageaient à mettre en place « un dispositif permanent d'hydrogène constitué de quatre cents policiers », il retirerait les agents des sociétés privées de surveillance auxquelles la municipalité avait fait appel depuis l'été 1988 (*Le Monde* du 21 février). Le véhicule appartenant à M. Chirac, qui a été affecté à la police, a été remis à ces policiers, avant d'être affecté à M. Joxe.

□ Disparition de Charles Pollet : la voiture de l'industriel retrouvée. — Après la disparition, le 8 février, à Roubaix (Nord) de M. Charles Pollet, fils aîné de l'un des fondateurs de La Redoute (*Le Monde* du 21 février), le véhicule appartenant à cet industriel a été retrouvé lundi 26 février en fin d'après-midi dans une rue de Courbevoie (Hauts-de-Seine). La voiture, en stationnement régulier dans une rue de la ville, a été identifiée comme étant celle du disparu. Des traces de sang ont été relevées sur les sièges du véhicule dont un déflecteur était brisé.

□ BTP : deux missions d'enquête sur les accidents de travail. — MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et Michel Delobur, ministre de l'équipement ont chargé lundi 26 février une « personnalité indépendante », M. Max Querrien, conseiller d'Etat, de rédiger un rapport sur la politique de prévention des accidents de travail dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Par ailleurs, la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) a chargé M. François Ceyrac, ancien président du CNPF, d'une mission identique. Alors que les accidents de travail ont sensiblement augmenté en 1988, la FNTP indique que les accidents mortels « n'ont pas progressé dans les Travaux publics ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Les vainqueresses

Et de sept ! Chamorro vient d'entrer dans le cercle des femmes au pouvoir. Je dis Chamorro comme je dirais Bush, Kohl ou Aquino. Exprimé. Pour réhausser, en la banalisant, sa victoire. Tiers, à propos, c'est quoi, en français, le féminin de vainqueur ? Pour l'arracher au gynécée où l'enfermait hier, encore, à la radio, cette collègue annonçant l'élection d'une grand-mère de soixante ans à la tête du Nicaragua ! Ça ressemble à quoi ? D'ailleurs, regardez la presse aujourd'hui, il n'est question que de ça, de son mari assassiné par Somoza et de son fils qui se bat avec la Contra.

Dur, dur, de se faire un nom quand on s'appelle Violette, la frêle Violette ou la belle Bénédicte ou la courageuse Cory. L'éclatante, ça, on y a droit. Ainsi qu'à la niche d'état civil. Veuve, mariée ou divorcée. Non du père. Nombre d'enfants. Servez la mention inutile. O.K., d'accord, c'était pas le cas pour Meir. Elle, elle ont réussi, en l'oubliant, à faire claquer haut et fort un prénom en forme de surnom, signe de familiarité, de totale acceptation. C'était

Golda, c'est Maggie, c'est Gorbys, c'est mon Mimi.

Non, pas le plus petite différence, désolée. Chamorro le sait bien. Quand on lui a demandé si elle était préparée à exercer ses nouvelles fonctions, la formidable directrice de la Presse, le journal le plus influent d'Amérique latine, a rétorqué : « Et Reagan, il l'était, lui, peut-être ? »

Prétes, nous, on l'est encore mille fois moins. Même en Suisse, où, dans certains cantons, les femmes n'ont toujours pas le droit de vote. Elizabeth, pardon, la douce Elizabeth, déjà ministre de la justice, aurait dirigé la Confédération helvétique si elle n'avait pas bêtement choisi, elle, de s'appeler la bourgeoise, l'ancienne, Mme Hans Kopp.

Mais alors, lui, il n'y a rien, il n'y a personne. Si, il y a les sanglots de Michèle Barzach saquée par mon jacquot après avoir été recrutée uniquement pour faire bien dans le tableau. Vivement que ça change et qu'enfin M^{me} la présidente de la République nomme, histoire de calmer les mecs, un secrétaire d'Etat à la condition masculine. C'est ça qui serait chouette !

SUEDE

M. Carlsson a présenté son nouveau gouvernement

STOCKHOLM

de notre correspondant

Officiellement reconduit lundi 26 février à la tête du gouvernement suédois, dont il avait annoncé la démission il y a deux semaines, le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a présenté, mardi matin 27 février à Stockholm, la composition de son nouveau cabinet social-démocrate minoritaire.

Le ministre des finances de l'équipe sortante, M. Kjell-Olof Feldt, qui avait annoncé le 15 février son retrait définitif de

la scène politique après le rejet par le Parlement de son plan d'austérité, est remplacé à ce poste par M. Allan Larsson, ancien chef de la direction nationale du marché du travail (AMS). Deuxième changement : M. Odd Engström, secrétaire d'Etat au budget, est nommé vice-premier ministre.

C'est au Parlement, cependant, que la situation a légèrement changé. L'heure est, semble-t-il maintenant, à la coopération entre les blocs « pour sortir la Suède de ses difficultés économiques ». Par 175 voix pour, 101 voix contre et 59 abstentions, M. Carlsson s'est vu désigné premier ministre, avec le soutien des communistes du VPK et l'abstention des centristes et des Verts. Seuls les conservateurs et les libéraux ont refusé leur confiance.

Le programme économique qui avait entraîné la démission du gouvernement a dû être rogné. Le blocage des salaires et la suppression du droit de grève (pour revendications salariales) ont été éliminés. Un nouvel élément a été introduit : un « contrôleur », nommé par le gouvernement, veillera désormais à ce que les partenaires sociaux respectent la politique du gouvernement en matière de salaires, en empêchant des augmentations excessives.

Mais le Parti social-démocrate n'est pas pour autant au bout de ses peines. Il sort affaibli de la crise et doit constater un début d'hémorragie dans ses rangs. Dimanche, 19 000 membres du syndicat des employés communaux ont rendu leurs cartes du Parti auquel leur adhésion à cette branche de la centrale ouvrière LO les affilie automatiquement. D'autres défections ont été annoncées.

F. N.

La mesure au prix du prêt-à-porter DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 350 F
PANTALONS 780 F VESTONS 1 570 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET ROBES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
21, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

150 000 000